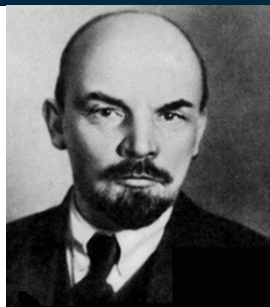
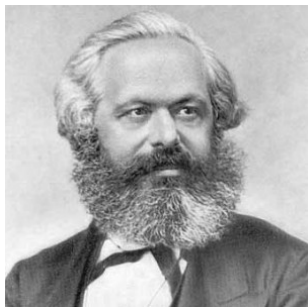


# Manifeste Programme du (nouveau) Parti communiste italien



## Avant-propos

Le monde dans lequel nous vivons est secoué d'un bout à l'autre par de fortes convulsions. Ce sont les convulsions de la mort de l'ancien et de la naissance du nouveau monde, de la scission du vieux monde en deux : une partie qui va mourir et l'autre qui donnera la vie à la société communiste, une nouvelle phase de l'histoire de l'humanité.

La bourgeoisie a profité de la période de décadence que le mouvement communiste conscient et organisé (\*) a traversé dans la seconde partie du siècle passé. En beaucoup de travailleurs, elle a réussi à tuer la confiance d'être capables de connaître la vérité et la confiance d'être capables de changer le monde, de construire un monde à la mesure de leurs besoins, de leurs meilleures aspirations et de leurs meilleurs sentiments. Mais elle n'a pas réussi à la tuer en tous.

Nous communistes, nous sommes vivants, et des millions de travailleurs conservent cette confiance. Et les autres, ceux en lesquels cette confiance est morte, ont besoin que notre exemple la ranime, parce qu'elle est l'unique moyen par lequel ils peuvent sortir du marasme et du cauchemar dans lesquels la bourgeoisie les a poussés et les enfonce chaque jour un peu plus.

La nouvelle crise générale du capitalisme (\*), entamée dans les années 70 du siècle dernier, conduit la bourgeoisie à élargir et à rendre plus féroce la guerre d'extermination (\*) non déclarée qu'elle mène contre les masses populaires partout, dans chaque coin du monde, même dans les pays impérialistes, même là où sa guerre ne s'est pas encore traduite en agressions militaires ni en guerres civiles ouvertes. La crise matérielle, morale, intellectuelle et environnementale qui frappe l'humanité entière et effraye tant de personnes, soit parmi les masses populaires, soit dans la bourgeoisie impérialiste, confirme par sa gravité la profondeur de la transformation que l'humanité doit accomplir.

Les conditions que la bourgeoisie impérialiste impose aux masses populaires sont tellement féroces et insupportables que la lutte contre la bourgeoisie impérialiste explose sous mille formes, surtout dans les pays opprimés. Là où les communistes ne sont pas encore en mesure d'en être la direction, ce sont des forces politiques d'autres classes qui la dirigent, avec les limites et dans les formes dictées par leur nature.

Mais dans la lutte pour faire face aux effets dévastateurs des contradictions du capitalisme, rendues maintenant déchirantes dans tous les pays par les effets de sa seconde crise générale, dans chaque coin du monde renaît le mouvement communiste. Il renaît sur la base du **marxisme-léninisme-maoïsme** (\*) : la conception du monde et la méthode d'action et de connaissance synthétisée à partir de l'expérience du mouvement communiste et en particulier de l'expérience de la première vague de la révolution prolétarienne mondiale.

Le (nouveau) Parti communiste italien est une composante du nouveau mouvement communiste international.

Dans ce Manifeste Programme, nous, communistes, exposons la conception du monde qui nous guide, le bilan que nous tirons des 160 premières années du mouvement communiste, les méthodes par lesquelles nous agissons et les objectifs que nous poursuivons pour faire de l'Italie un nouveau pays socialiste, et contribuer ainsi à la seconde vague de la révolution prolétarienne qui avance dans le monde entier.

Ce Manifeste Programme est la base idéologique de l'unité du (nouveau) Parti communiste italien.

**[[SOMMAIRE](#) page 196]**

# Chapitre I

## La lutte de classe pendant les 160 premières années du mouvement communiste et les conditions actuelles

### Introduction

En 1848, il y a 160 ans, Marx et Engels ont été chargés par la Ligue des communistes, le premier parti communiste de l'histoire, de rédiger le *Manifeste du Parti communiste*. Ils y ont exposé pour la première fois la conception du monde, la méthode d'action et de connaissance, les objectifs et la ligne générale des communistes (1).

Ils synthétisèrent l'expérience des ouvriers qui luttèrent contre la bourgeoisie et, les premiers, ils atteignirent également une compréhension scientifique de l'histoire passée. Celle-ci est un processus d'histoire naturelle (2) : une succession de modes de production à travers laquelle l'espèce humaine a, au fur et à mesure, affronté et résolu les problèmes de sa survie et ce faisant, s'est transformé elle-même et a transformé le monde. C'est seulement à la lumière de l'histoire des modes de production (\*) qu'il est possible de reconstruire scientifiquement l'histoire des autres aspects de la société et l'histoire de la nature humaine (3).

Ils montrèrent en particulier que les hommes et les femmes n'ont pas toujours été divisés en classes d'exploités et d'exploiteurs, d'opprimés et d'opresseurs (4).

La division en classes est apparue seulement à un degré déterminé de développement des forces productives, dans des circonstances qui la rendaient avantageuse pour la survie et le développement de l'espèce humaine (5).

Les sociétés divisées en classes prévalurent sur les sociétés primitives parce que, à ce stade de développement de l'espèce humaine et de ses forces productives, elles constituaient un contexte plus favorable à la production, au développement ultérieur des forces productives et au progrès intellectuel et moral (6).

Le capitalisme, cependant, a créé les conditions qui rendent possible et nécessaire la disparition de la division des hommes et des femmes en classes et, avec elle, l'extinction de l'Etat (7). Celui-ci est en effet, fondamentalement, un moyen par lequel la classe exploiteuse impose et conserve son système social. En bref, le capitalisme a créé les conditions qui rendent possible et nécessaire un nouveau système social, le communisme.

Marx et Engels montrèrent que, par sa nature, la bourgeoisie doit développer la productivité du travail (8). Pour réaliser ceci, elle rend toujours plus collectives les forces de production (9).

Ceci, précisément, rend toujours plus précaire la survie du mode de production capitaliste. Les rapports de production capitalistes et le reste des rapports sociaux, les conceptions, les sentiments et les comportements connexes, pendant toute une phase historique, ont été des facteurs favorables à la solution des problèmes de l'existence de l'espèce humaine, au développement de ses forces productives matérielles, intellectuelles et morales et à son progrès général.

Ils sont maintenant devenus une entrave : les actuelles forces productives ne peuvent être, pour l'humanité, un moyen d'ultérieur progrès, que grâce à une participation active, consciente et organisée de la masse des travailleurs. L'espèce humaine ne peut progresser que par un plein accès de la masse de la population aux activités spécifiquement humaines (\*) (2). Une telle participation n'est pas compatible avec les antagonismes d'intérêts propres au mode de production capitaliste. Ces antagonismes, au contraire, font de ces mêmes forces productives un facteur de destruction de la civilisation humaine et de son environnement. Cette contradiction, leur instinct de survie, et l'activité consciente et organisée du mouvement communiste, mèneront les hommes et les femmes à dépasser le mode de production capitaliste et à aller au-delà de la société bourgeoise. Ceci est facilité

par le fait que la création de forces productives collectives crée aussi par elle-même des conditions favorables à la croissance de la conscience et de l'organisation des travailleurs. Les ouvriers luttèrent déjà spontanément contre la bourgeoisie pour améliorer leur condition. Marx et Engels montrèrent que, pour obtenir des résultats durables et sur large échelle, les ouvriers ne devaient pas se limiter à cela. Ils devaient surtout lutter pour leur émancipation de la bourgeoisie. La tâche spécifique des communistes est de transformer la lutte des ouvriers en une lutte consciente et organisée pour dépasser le mode de production capitaliste et tous les rapports sociaux, les conceptions, les sentiments et les comportements connexes. La lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie représente donc la lutte entre le caractère collectif des forces productives, que le mode de production capitaliste, par sa nature, développe sans arrêt, et les rapports de production capitalistes ; **entre le niveau de civilisation générale que l'espèce humaine a atteint avec le capitalisme, et le capitalisme lui-même**. Il est inévitable que, dans cette lutte, la classe ouvrière triomphe. Elle représente le chemin que toute l'humanité, pour survivre et progresser, a besoin d'accomplir. Elle substituera, à la société capitaliste, la société communiste : une société où il n'y aura plus de division en classes ni d'exploitation de l'homme par l'homme. Dans les sociétés qui ont jusqu'à présent existé, la contrainte subie par la majorité des hommes et des femmes et leur exclusion du patrimoine intellectuel et moral de la société et de sa richesse ont été la condition nécessaire du libre développement de quelques uns et de l'accumulation de ce patrimoine et de cette richesse. À ces sociétés, la classe ouvrière substituera "une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous".

Les fondations du communisme, les conditions objectives et subjectives nécessaires pour son avènement, se forment donc dans la société capitaliste, malgré la direction de la bourgeoisie (10).

À un certain point, la classe ouvrière instaurera le socialisme : celui-ci sera la phase de transition de la société capitaliste à la société communiste sous la direction de la classe ouvrière, une phase spécifique de l'histoire de l'humanité.

Cette phase débutera avec la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. La forme politique de cette phase sera la dictature du prolétariat (\*) (11). Les premiers pas dans le socialisme consisteront en l'emploi, de la façon la plus raisonnable que l'on connaisse, des forces productives déjà existantes, au service du bien-être individuel et social, et en l'organisation des activités laborieuses de la façon la plus respectueuse de l'intégrité et de la dignité de ceux qui les accomplissent.

Durant le socialisme se terminera la partie barbare de l'histoire de l'humanité. Par étapes s'éteindra la division de l'humanité en classes de dominés et de dominateurs, d'opprimés et d'opresseurs, d'exploités et d'exploiteurs.

Sera éliminée la division des hommes entre dirigeants et dirigés, et entre travailleurs intellectuels et travailleurs manuels.

Seront éliminées les inégalités économiques et culturelles entre les hommes et les femmes, entre les adultes et les jeunes, entre la ville et la campagne, entre les secteurs, régions et pays avancés et les secteurs, régions et pays arriérés. Sera graduellement éliminée aussi la soumission plus ou moins aveugle des hommes à la nature et aux rapports sociaux par eux-mêmes inconsciemment créés (12).

Par ces moyens, l'humanité fondera sur de nouvelles bases les relations entre son activité économique (la structure des vieilles sociétés) et ses autres activités (la superstructure des vieilles sociétés) et les relations entre elle-même et l'environnement dans lequel elle vit. Le socialisme sera le passage des hommes et des femmes du règne de la nécessité au règne de la liberté. Il sera le début d'une nouvelle phase de l'histoire de l'humanité.

Les forces productives, déjà aujourd'hui, impliquent, concernent, lient et unissent des personnes de tous les points de la terre, de toutes les régions et de tous les pays.

Ces forces productives cesseront d'être gérées, créées et dirigées comme des affaires privées d'individus isolés (les capitalistes) ou de leurs associations. Elles seront gérées,

créées et dirigées comme une affaire commune de tous les hommes et de toutes les femmes, comme des institutions sociales. De cette façon, les rapports de production s'adapteront au caractère déjà collectif des forces productives.

Les entreprises cesseront d'être patrimoine, propriété, possession et créatures d'individus ou de groupes d'individus qui, à travers les entreprises, produisent des marchandises. Elles deviendront des collectifs de travailleurs chargés d'effectuer un service déterminé pour la société. Chaque collectif recevra de la société ce qui est nécessaire pour effectuer l'activité dont il est chargé. Chacun des membres du collectif disposera à son jugement d'une part du produit social destiné à son usage individuel. Le travail nécessaire sera distribué entre tous les membres de la société et deviendra pour chacun d'entre eux une part secondaire de son activité.

Le communisme était déjà le mouvement pratique, en action, de transformation de la société capitaliste en société communiste, de dépassement du mode de production capitaliste. Grâce à l'œuvre de Marx et d'Engels, il devient également l'objectif poursuivi consciemment par le Parti communiste. Il devient la conscience de la classe ouvrière en lutte pour le pouvoir. Il devient le moyen de sa direction sur le reste du prolétariat et des masses populaires (13). Le marxisme devient la conception du monde du Parti communiste et sa méthode d'action et de connaissance.

## **1.1. Le mode de production capitaliste**

### **1.1.1. La production mercantile**

La production mercantile est le terrain sur lequel a fleuri et s'est développé le mode de production capitaliste. Celui-ci, à son tour, a rendu universel la production mercantile : il a transformé et transforme encore en production de marchandises une partie croissant des activités humaines.

La production mercantile est apparue dans l'histoire de l'humanité il y a très longtemps, dans le cadre de sociétés où prévalaient l'un ou autre des modes de production précapitalistes (primitif, patriarcal, esclavagiste, asiatique, féodal, etc.), lorsque des travailleurs individuels ou des groupes ont commencé à produire des biens ou des services pour les échanger contre des biens et services produits par d'autres. Elle est apparue dans des sociétés dans lesquelles normalement, par contre, les travailleurs produisaient pour leur propre consommation ou celle de personnes auxquelles ils pourvoyaient à quelque titre (progéniture, consanguins, etc.), ou bien produisaient pour l'usage et la consommation et sur ordre de leur maître, de leur seigneur ou de leurs prêtres : en somme pour l'usage des classes dominantes et exploiteuses.

Par sa nature, la production mercantile comportait et engendrait des relations, des conceptions, des sentiments et des comportements radicalement différents de ceux liés aux autres modes de production. Ceux-ci étaient tous basés sur des liens naturels, c'est-à-dire semblables à ceux qui se rencontrent dans d'autres espèces animales (liens de troupeau, de génération, de genre, de membres de la famille, de clan, de voisinage, de sang, etc.) ou sur des rapports sociaux spécifiquement humains, de dépendance personnelle (de l'esclave au maître, du serf au seigneur, du travailleur au clergé, au notable ou au protecteur).

La production mercantile par contre, par sa nature, impliquait la liberté de tous ces liens. Elle impliquait l'égalité et la liberté des producteurs, leur égale dignité sociale. Dans le même temps, elle impliquait et promouvait cependant la division du travail entre des individus et des groupes et donc les rendait dépendant les uns des autres. Elle obligeait chaque producteur à connaître et à s'intéresser aux goûts et aux besoins de ses possibles clients, c'est-à-dire d'individus avec lesquels il n'avait aucun des liens indiqués ci-dessus. Elle créait entre les producteurs une réciproque dépendance économique qui potentiellement dépassait les limites des liens du sang, des relations personnelles, de race, de religion, de culture, de langue, de voisinage : c'est à dire qu'elle créait une dépendance et un lien universels.

Le protagoniste typique de la production mercantile produit, vend et achète selon son propre avantage, mû par son intérêt. Il doit cependant, pour vivre, trouver des acheteurs et des vendeurs. Jusqu'alors, chaque homme avait pu vivre seulement grâce à son appartenance à sa communauté. L'individu avait été un appendice de sa communauté naturelle, privé d'autonomie par rapport à elle : en principe il ne réussissait pas à survivre en dehors d'elle. La production mercantile, en revanche, le libère du lien communautaire. Chaque homme peut survivre grâce au lien mercantile, que chaque individu peut établir avec n'importe qui fait également du commerce. Il dépend de tous les autres, mais de personne en particulier. Naît ainsi l'individu dans le sens moderne du terme : ne dépendant pas de quelque autre individu, mais dépendant de la société. La production mercantile faite d'individus travailleurs rend chaque individu personnellement indifférent à chaque autre, mais le rend dépendant de la société dans son ensemble : non plus dépendant de tel ou tel individu, mais de l'ensemble des individus avec lesquels il est directement ou indirectement en rapport par l'échange (le marché). En pratiquant au fil du temps et dans des situations différentes la production mercantile, les hommes et les femmes développèrent graduellement un nouveau niveau de civilisation.

Ce rapport entre les hommes surgit sous la forme d'une commune dépendance vis-à-vis d'une qualité des biens et des services faisant l'objet d'échange, appelée valeur.

En effet, à égalité avec d'autres conditions, le rapport ne se réalisait et se concluait heureusement que si l'acheteur et le vendeur convergeaient dans l'évaluation de la quantité des objets qu'ils échangeaient entre eux ; s'ils s'accordaient sur leur valeur d'échange ; si tous les deux la reconnaissaient et s'y soumettaient. Il y avait donc entre eux un rapport volontaire, mais pas arbitraire (14). Il s'agissait d'une qualité que les mêmes biens et services n'avaient pas en dehors de la société mercantile et du rapport mercantile.

Tout l'édifice et l'évolution de la production mercantile, et de la production capitaliste qui a en elle ses racines, ne sont devenus compréhensibles que grâce à la découverte :

- que la valeur est la qualité d'une chose, mais n'est rien d'autre qu'une qualité que lui attribuent les producteurs de marchandises, étant donné le rapport particulier qu'ils ont entre eux : donc la valeur est un rapport social par la force duquel les hommes confèrent aux choses produites par eux et aux services fournis par eux une qualité particulière, spécifique ;
- que la détermination quantitative de la valeur (la valeur d'échange) est donnée pour chaque marchandise par la quantité (c'est-à-dire le temps) de travail socialement nécessaire pour la produire (15) (16).

La production mercantile a été la cellule originelle d'une nouvelle et supérieure phase de la civilisation humaine. Elle a amené l'espèce humaine à se distinguer encore plus radicalement des autres espèces animales. Elle a marqué une nouvelle rupture de l'espèce humaine avec les racines qu'elle avait en commun avec les autres espèces animales.

Elle a été le point de départ d'une transformation, qui à travers le capitalisme amènera au communisme.

Le communisme dépassera, par l'association volontaire mais non arbitraire des travailleurs, l'indifférence réciproque qui caractérise les producteurs de marchandises et rend chacun d'eux esclave de ses rapports sociaux. Si nous considérons le parcours des anciens modes de production, vers la production mercantile et enfin le communisme, ceci apparaît comme une **négation de la négation**.

C'est précisément grâce à la conscience et à l'organisation liées à ce dépassement, que la société communiste maintiendra non seulement les conquêtes de civilisations produites par la production mercantile, mais aussi la cohésion sociale qui jusqu'à présent est imposée de la classe dominante et porte donc son empreinte. Elle contiendra en elle les fondations du développement ultérieur des unes et de l'autre : elle sera une association d'individus qui se reconnaîtront comme égaux et, enfin, libres de la soumission aveugle et involontaire que ce soit à la nature ou à leurs relations sociales, dirigeront consciemment eux-mêmes les relations entre eux et leur vie collective. Le besoin ne restreindra plus leur activité et les

rapports sociaux ne s'imposeront plus à eux comme une puissance étrangère à eux, indépendante d'eux, comme leur dieu (12).

La production de marchandises comme production mercantile accomplie par des individus libres, les producteurs directs, est la production mercantile simple.

La production de marchandises, la circulation des marchandises, et l'argent jailli d'elles, sont apparues depuis des temps reculés et dans divers pays, comme aspect marginal et auxiliaire d'autres modes de production (primitif, patriarcal, esclavagiste, asiatique, féodal, etc.).

La production mercantile simple ne pouvait pas s'imposer sur une large échelle, devenir la forme principale et prédominante de production de tout un pays. En effet 1. elle n'était pas compatible avec les plus avancées des conditions sociales de production déjà existantes (les systèmes d'irrigation, les réseaux routiers, les grands travaux publics, etc.) et 2. elle n'était pas compatible avec la division en classes déjà enracinée dans les sociétés dans lesquelles elle est née.

La production mercantile ne s'affirma donc, sur une large échelle, que comme production mercantile **capitaliste**. Celle-ci, en effet, combine la production de marchandises avec la division de la société en classes et avec les conditions collectives de production déjà développées par l'humanité dans l'histoire précédente. La circulation des marchandises a été, en effets, le point de départ de la formation, par la transformation de l'argent en capital, d'une nouvelle classe dominante : la **bourgeoisie**.

### 1.1.2. La naissance, la nature et le développement du mode de production capitaliste

Le capitalisme naît là où le possesseur de moyens de production et de biens de consommation, ou de l'argent avec lequel il peut les acquérir (donc la naissance du capitalisme implique, présuppose un certain degré de développement de la production mercantile), rencontre l'ouvrier "libre" vendeur de sa **force de travail** (capacité laborieuse) (17). Dans le capitalisme, la force de travail assume la forme (le rôle, la fonction) d'une marchandise qui appartient à l'ouvrier : une marchandise qui est vendue (par l'ouvrier) et achetée (par le capitaliste) comme toute autre marchandise.

Dans le capitalisme, elle est donc une valeur et a une valeur d'échange : celle-ci s'appelle le **salaire**. L'activité de l'ouvrier, par conséquent, assume la forme de **travail salarié**. La valeur d'échange de la force de travail, comme la valeur d'échange de toute marchandise, est déterminé par le temps de travail socialement nécessaire à sa production. Par conséquent, la valeur d'échange de la force de travail est la valeur d'échange des biens de consommation et des services nécessaires pour maintenir l'individu travailleur dans son état présent de vie et de travail, dans le pays donné et dans l'époque donnée, et pour maintenir sa famille : c'est-à-dire, pour assurer la reproduction de la marchandise - force de travail. (18)

L'ouvrier vend pour un temps déterminé sa force de travail en échange d'un salaire. Le capitaliste devient propriétaire, pour ce temps, de cette marchandise et il la consomme dans son entreprise, dans son usine. La durée du travail de l'ouvrier est supérieure à celle (dite *travail nécessaire*) nécessaire à l'ouvrier pour produire, dans les marchandises finales, une valeur d'échange égale à celle (le salaire) qu'il reçoit en échange de la force de travail qu'il a vendu.

Le capitaliste fait donc produire à l'ouvrier des valeurs d'échange dont il ne paye pas l'équivalent. Il s'approprie une valeur d'échange additionnelle à celle qu'il a anticipée par le salaire. Cette valeur additionnelle est appelée **plus-value** : elle est le produit du **surtravail**, le travail que l'ouvrier accomplit en plus du travail nécessaire.

Le capitaliste exploite l'ouvrier et valorise (augmente) son capital. Il en découle que, par sa nature, le capitaliste a intérêt à rallonger la durée globale du temps de travail de ses ouvriers. Mais, par sa nature, il a intérêt également à réduire la durée du temps de travail nécessaire : c'est-à-dire qu'il a intérêt à augmenter la productivité du travail.

Cet usage de la force de travail est le processus de production capitaliste de marchandises : un processus de production de biens et services qui est aussi un processus de création de valeur (parce que se déroulant dans le cadre de la production mercantile) et un processus de

valorisation du capital ou d'extraction de la plus-value (parce que se déroulant dans le cadre du mode de production capitaliste).

Voilà l'essence du mode de production capitaliste, mise en lumière par K. Marx et F. Engels (19).

Ce processus d'exploitation est la cellule à partir de laquelle s'est développée, en l'espace de quelques siècles, toute la société actuelle. Il est la base sur laquelle s'élève tout l'édifice de l'actuelle société bourgeoise. Cette cellule renferme déjà en elle l'antagonisme qui est la source de l'inconciliable lutte de classe entre les ouvriers, privés de tout sauf de leur force de travail, et les capitalistes, propriétaires des moyens de production, des biens de consommation et des conditions générales, matérielles et intellectuelles de la production et, sur cette base, classe dominante et dirigeante de l'entière société.

Le mode de production capitaliste est né en Europe à partir du XI<sup>e</sup> siècle. Des développements de la production mercantile vers le capitalisme avaient aussi eu lieu à des époques précédentes et dans d'autres régions. Mais ils n'avaient pas eu de suite. Ils n'ont donc pas d'importance historique, comme n'en ont pas eu les voyages dans les Amériques avant ceux de 1492.

Au XI<sup>e</sup> siècle en revanche, dans certaines régions d'Europe, a débuté un processus qui ne s'est plus arrêté. Il s'est au contraire étendu au monde entier, a mené à l'actuelle société mondiale et conditionne encore aujourd'hui l'évolution de toute l'humanité.

Par une combinaison de circonstances, dans ces régions d'Europe et à cette époque, la production mercantile avait atteint un développement assez vaste. Dans ce cadre apparut le capitaliste, comme personnification du capital commercial. Il acquérait des marchandises non pour son usage personnel, mais pour les vendre. Il accomplissait cette activité non pas pour en tirer de quoi vivre, mais pour augmenter l'argent en sa possession.

Le pas suivant se produisit lorsque le capitaliste, encore commerçant, commença à commander régulièrement la production de marchandises. Par la suite, à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, le capitaliste devint industriel : il se mit à organiser lui-même la production. Il prit pour assumer le travail, dans ses locaux (manufactures) et avec ses moyens de production et ses matières premières, des individus qui eux aussi étaient libres de liens de servitude, mais en même temps étaient privés de la possibilité de pourvoir à leur vie d'une autre façon qu'en vendant leur force de travail.

A partir de ce moment, le sort du travailleur cessa d'être plus ou moins directement lié à son asservissement au travail, à sa force laborieuse ou aux conditions de l'environnement dans lequel il vit, et se mit à dépendre principalement de la marche des affaires des capitalistes et de son rapport de force avec le capitaliste.

D'autre part, il devint de l'intérêt du capitaliste non seulement de faire travailler le plus longtemps et le plus intensément possible chacun de ses travailleurs, mais aussi d'élever au maximum possible la productivité de leur travail.

L'histoire précédente avait déjà concentré le patrimoine culturel et scientifique de la société, et sa richesse, entre les mains des classes dominantes ; et avait creusé entre celles-ci et le reste de la population un fossé qui s'était élargi avec le développement du patrimoine culturel et scientifique et de la richesse. Mais, contrairement aux classes dominantes qui l'avaient précédé, la bourgeoisie, par sa nature, employa systématiquement tant le patrimoine culturel et scientifique, que la richesse, pour élever la productivité du travail des ouvriers. Là est la base de la supériorité de la société capitaliste sur les sociétés qui l'ont précédée, la raison pour laquelle elle les a supplantées.

Poussée par son intérêt, à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, la bourgeoisie est passée de la manufacture à la grande industrie d'abord mécanisée et ensuite informatisée. Elle a réalisé un processus de vaste socialisation et de division du travail et a toujours plus accentué la dépendance entre les différentes entreprises (unités productives). Elle a étendu la production mercantile à un nombre croissant des anciens secteurs de travail : mines, transports, forêts, agriculture, pêche, services. Elle a créé des nouveaux secteurs de production mercantile :



recherche, communication, divertissement, jeu, culte, assistance sanitaire, soin des enfants et des âgés, éducation, relations humains, relations sexuelles, services de tout genre. Elle a rendu dépendants entre eux les secteurs productifs les plus divers, en faisant de chacun le marché de l'autre. Elle a lié les uns aux autres des régions et des pays jusqu'alors étrangers. Elle a employé, assimilé, transformé ou détruit tout matériel et toute institution que l'histoire lui fournissait.

Elle a créé les nations et les États nationaux comme superstructures de son marché et de son terrain d'investissement productif et d'affaires. Elle a soumis à elle les vieux États et en a créé de nouveaux, en les mettant tous au service de la valorisation du capital. Elle a envahi et, d'une manière ou d'une autre, rendu théâtre de ses affaires tous les pays, non seulement de l'Europe, mais aussi de tous les autres continents et les a divisés entre pays capitalistes et pays opprimés (colonies et semi-colonies). Le travail salarié est devenu, de loin, le rapport de travail le plus répandu, et même les autres rapports de travail ont d'une certaine manière assumé sa forme.

Les rapports capitalistes de production ont été un stimulant puissant au développement de la production, des forces productives et de la civilisation.

La recherche du profit a poussé la bourgeoisie à élargir la production, à perfectionner les outillages et à améliorer la technologie dans l'industrie, dans l'agriculture, dans les transports, dans les services : dans tous les domaines.

Elle l'a conduite à créer des grandes infrastructures, à développer la science et la recherche scientifique dans tous les domaines jusqu'à faire de la recherche et de l'application de ses résultats dans la production un secteur productif en tant que tel ; à transformer l'environnement ; à ne reculer devant aucune entreprise ; à modifier la conformation de toute la planète. Sa recherche illimitée et individuelle (unilatérale) de profit a poussé la bourgeoisie à renverser des habitudes et des coutumes vieilles de plusieurs siècles, à ne s'arrêter devant aucun crime, à éliminer des populations et des civilisations entières, à appauvrir, polluer et détruire les ressources naturelles et l'environnement.

Les précédentes classes dominantes avaient toutes exploité les travailleurs principalement pour satisfaire leurs besoins de consommation. Il y avait donc, dans leur propre consommation, la limite de l'exploitation.

La bourgeoisie, par contre, a comme objectif non pas sa consommation, mais l'augmentation de son capital : un objectif par nature sans limites. Elle donc a poussé l'exploitation des travailleurs et des ressources naturelles bien au-delà de ce qui est nécessaire à la consommation individuelle et collective de la classe dominante, et la pousse indéfiniment en avant. Malgré cet habit encore barbare, elle a toutefois ouvert des horizons illimités à l'activité pratique, intellectuelle et morale de l'humanité.

Dans le cadre du mode de production capitaliste, l'espèce humaine a atteint dans son développement un stade dans lequel la limite principale du développement n'est plus ni l'environnement naturel, ni la productivité du travail, ni le niveau des connaissances, mais le système social.

De ce qui a été dit jusqu'ici ressortent les raisons de la supériorité économique et culturelle du capitalisme sur les anciens modes de production (esclavagiste, asiatique, féodal, etc.) au sein desquels il s'est développé et du rôle progressiste que, pour toute une période historique, la bourgeoisie a joué dans l'histoire de l'humanité.

Le mode de production capitaliste s'affirma définitivement en Europe au XVI<sup>e</sup> siècle en luttant contre le mode de production féodal. Il ne comportait pas seulement de nouveaux rapports de production et la fin des corporations, des monopoles féodaux, des Cours, des particularismes féodaux, de la Papauté et de l'Église romaine, du dogmatisme théologique et de l'obscurantisme clérical (20). Il exigeait et faisait se lever aussi de nouveaux rapports politiques. Pour faire place à ses affaires, la bourgeoisie imposa aux Autorités du vieux monde sa représentation politique : les Parlements, les élections, la division des pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire), la limitation des pouvoirs de l'exécutif, la subordination de celui-ci à des lois et des constitutions. Elle fit se naître dans la masse de la population des

comportements, des conceptions, des sentiments incompatibles avec le féodalisme. Elle définit ou redéfinit, suivant ses intérêts, les poids, mesures, calendriers, codes et institutions de tout genre.

Le mode de production capitaliste prévalut sur large échelle, d'abord, en Grande-Bretagne ; où il put, par une série de circonstances, utiliser la force du vieil État pour balayer la résistance féodale jusqu'à s'emparer de l'agriculture qui était alors, encore, de loin, l'activité économique la plus importante. Suivirent ensuite la France et au fur et à mesure les autres pays européens et les colonies anglo-saxonnes de peuplement (l'Amérique du Nord et l'Australie). La série presque ininterrompue de guerres qui constituent l'histoire de l'Europe aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles, la Révolution anglaise (1638-1688), la Guerre d'indépendance américaine (1776-1783), la Révolution française (1789-1815) et, enfin, la Révolution européenne de 1848, sont les étapes principales de la lutte par laquelle, en Europe occidentale, la bourgeoisie élimina, dans la mesure dans laquelle cela lui était nécessaire, le monde féodal et affirma sa direction.

La suprématie mondiale de la Grande-Bretagne et des pays anglo-saxons durant l'époque contemporaine est étroitement liée à ce primat et à la profondeur avec laquelle le mode de production capitaliste a conformé à lui même dans ces pays, en particulier aux USA, les relations sociales.

Pendant que la bourgeoisie menait sa lutte contre le féodalisme, contre le Saint Empire Romain Germanique et les monarchies féodales, contre l'absolutisme monarchique, contre l'obscurantisme de l'Église Catholique Romaine et de la Papauté, dans le cadre de son mode de production, une nouvelle classe, la classe ouvrière, croissait numériquement et acquérait de la maturité culturelle et de la force politique. La bourgeoisie la forçait à des conditions de travail et de vie pires que tout ce qui s'était vu jusqu'alors. En même temps, cependant, elle proclamait et imposait la libération des servitudes féodales et cléricales. Contre celles-ci, la bourgeoisie brandissait les mots d'ordre de "liberté, égalité et fraternité" universelles. Contre la résistance des féodaux et du clergé, elle mobilisait la même classe ouvrière.

Au XVIIIe siècle dans le pays capitaliste le plus avancé, l'Angleterre, l'antagonisme entre la bourgeoisie et les ouvriers était déjà assez développé. L'ouvrier s'était assez différencié tant du capitaliste que de l'artisan, de l'apprenti de boutique et du pauvre en général, au point de donner lieu à des rébellions de diverses sortes, individuelles et collectives, et aux premières formes d'organisation de classe. Les ouvriers participèrent activement à la Révolution française, mais encore substantiellement à la remorque de la bourgeoisie. Dans les premières décennies du XIXe siècle, dans les pays d'Europe occidentale, les ouvriers s'opposaient toujours plus largement à la bourgeoisie. Ils acquéraient ainsi conscience de classe et capacité de lutte. Ils entraînaient dans la lutte, à leur suite, le reste des masses populaires. Ils devinrent un problème pour l'ordre public (21).

Lors de la Révolution européenne de 1848, bien que ce fût encore la bourgeoisie qui récolta les fruits de leur lutte, ils participèrent déjà comme classe en tant que telle. En juin 1848, à Paris, ils subirent une répression féroce et de masse ; qui en France marqua la rupture nette entre les deux classes et même la fin de la nouvelle-née république bourgeoise. La contradiction entre la bourgeoisie et la classe ouvrière était devenue la contradiction principale de la société.

Jusqu'alors, en vain, les plus grands théoriciens de la bourgeoisie avaient cherché à comprendre les origines, la nature, les lois de développement et le rôle historique du mode de production capitaliste. La synthèse de l'expérience des luttes de la classe ouvrière contre la bourgeoisie amena à une compréhension exhaustive de tout cela. Par là même, furent comprises également les conditions matérielles dans lesquelles se déroulait et par lesquelles était conditionnée la lutte de la classe ouvrière (22).

Le capitalisme combine l'asservissement de classe des anciens temps avec la liberté individuelle du vendeur et de l'acheteur de marchandises. Les hommes et les femmes

prolétaires composent la masse de la population, et en diverses mesures ils et elles influencent et modèlent aussi à leur image les autres travailleurs. Ils et elles devraient être asservi-e-s à une poignée d'hommes (les bourgeois) et en même temps, comme producteurs et vendeurs d'une marchandise (la force de travail) et acheteurs du monde scintillant et changeant des marchandises mises en vente par la bourgeoisie, développer chacun-e-s les attitudes, les comportements et les capacités intellectuelles et morales de protagonistes du marché mondial, et vivre à son rythme. D'un côté, le capitalisme a besoin de travailleurs abrutis comme les travailleurs des vieilles sociétés ; de travailleurs dont l'aspiration principale est de servir des patrons que la civilisation bourgeoise elle-même a maintenant déshabillés de l'auréole du droit divin ou naturel qui consacrait leurs prédécesseurs dépositaires du pouvoir. D'un autre côté, le capitalisme exige de chacun des prolétaires la capacité de s'adapter aux faits dans une société en transformation continue : une société maintenant privée des contraintes routinières et consacrées par une longue tradition qui, dans les précédents modes de production, dictaient "pour l'éternité" la vie et le comportement de chaque individu selon la classe à laquelle il appartenait et le métier qu'il exerçait. Le capitalisme est la contradiction en acte. C'est, par sa nature même, un régime de transition.

Il ne peut pas, comme les anciens modes de production, durer des millénaires ; comme manière d'être de générations qui se succèdent indéfiniment, égales pour l'essentiel les unes aux autres, à la ressemblance, par beaucoup d'aspects, de ce qui se produit pour les autres espèces animales, à un rythme dans lequel les changements sont en règle générale lents, fortuits et limités en grande partie à la minorité qui constitue la classe dominante.

Dans l'évolution de l'espèce humaine le capitalisme a le rôle historique d'éduquer en masse les hommes et les femmes à une vie intellectuelle, morale, sentimentale et sociale d'individus libres et égaux ; mais une telle vie est incompatible avec la nature du capitalisme même, parce qu'il est le système d'une société encore intrinsèquement basée sur l'oppression de classe.

Le capitalisme a accéléré l'évolution de la civilisation et de l'espèce humaine. Il crée et supprime de façon continue les conditions d'une vie supérieure pour la masse de la population (2). Le capitalisme combine en lui-même la vieille barbarie et la nouvelle civilisation. Il maintient la vieille barbarie semi-animale du travailleur instrument de son patron et crée les conditions de la nouvelle civilisation communiste.

À travers le processus du capitalisme, les conditions de la nouvelle civilisation se multiplient et s'enracinent continuellement. Les deux âmes du capitalisme, donc, se différencient, se séparent et s'opposent jusqu'à s'exclure mutuellement. La bourgeoisie devient d'autant plus réactionnaire, qu'elle a achevé sa mission historique de créer les conditions de la nouvelle civilisation communiste.

Les conséquences les plus barbares de la survie de sa domination - les génocides, les guerres, les famines, les épidémies, la marginalisation, l'aliénation, la précarité, etc. - ne sont pas pires que les événements récurrents dans les sociétés primitives. Mais elles sont aujourd'hui insupportables, précisément parce que maintenant superflues et parce que, par conséquent, nouveaux sont aujourd'hui les sentiments et la culture que l'humanité a développé. Dans sa décadence la bourgeoisie remet en service, perpétue et intensifie sur une échelle jamais atteinte auparavant tous les comportements propres à la phase barbare de l'humanité, mais qu'avec la conscience d'aujourd'hui les hommes répudient.

N'est pas nouvelle la barbarie que la bourgeoisie ravive, perpétue, impose et personnifie. Nouveaux sont les sentiments et les idées qui la rendent intolérable, et la situation pratique qui la rend superflue.

D'une part, des milliards d'hommes et des femmes s'approchent en masse des conditions matérielles, intellectuelles et morales liées à "l'association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous". De l'autre, la classe dominante s'enferme toujours plus dans la conservation de la vieille oppression de classe et se saisit, pour son ultime défense, de toute la puissance des armes d'oppression,

d'abrutissement et de destruction, à la production desquelles elle plie toutes les forces productives de la société.

Elle invoque à son secours toutes les vieilles forces du paradis et de l'enfer, du ciel et de la terre. Elle appelle à la rescousse les prêtres et les prophètes de toutes les religions et les sectateurs de tous les vices : elle leur assure un champ illimité d'action et d'expansion et se sert soit de leur activité, soit de la répression de celle-ci.

Dans les pays capitalistes les plus avancés, la bourgeoisie a fait de chaque bien et service une marchandise, et de l'argent, l'intermédiaire indispensable de toute relation. Elle force donc chaque prolétaire à employer la plupart, sinon toutes ses énergies physiques, intellectuelles et morales pour se procurer l'argent nécessaire à satisfaire les besoins d'une vie sociale élémentaire. Elle enferme chaque prolétaire dans un réseau d'obligations, de paiements, de prêts, de versements qui le force à dédier, en échange du salaire, le meilleur de ses capacités à accomplir la tâche qui lui est assigné dans le cadre de la division sociale et technique du travail, qui, dans son ensemble, fait fonctionner et reproduit le système social qu'incarne la domination de la bourgeoisie.

De là, un état d'abrutissement intellectuel et moral universel, que la bourgeoisie promeut de tout côté, qui est le principal obstacle à tout progrès de civilisation, et que le mouvement communiste doit surmonter pour accomplir sa tâche historique.

La classe ouvrière est devenue la force dirigeante de tout progrès à venir de l'humanité : c'est-à-dire, de la transformation de la société capitaliste en société communiste. Le communisme est, au-delà du processus pratique de la transformation en cours, la conception du monde et la méthode d'action et de connaissance par laquelle cette nouvelle classe mène sa lutte. La première vague de la révolution prolétarienne mondiale avec ses premiers pays socialistes (\*) a été l'aurore, à la fois déjà lumineuse et encore ténébreuse, de l'affrontement décisif.

## **1.2. Les classes et la lutte de classe**

### **1.2.1. La naissance de la division de l'humanité en classes**

Depuis environ 150 ans, dans les pays les plus avancés, c'est l'ordre social qui limite la production. La masse de la population, le prolétariat, obtient principalement sa part dans la distribution du produit en luttant contre la bourgeoisie et le système social qu'elle incarne. Ceci est la raison pour laquelle le dépassement du système social capitaliste ouvre une nouvelle phase de l'histoire de l'humanité.

Avant que l'humanité n'atteigne, avec la société bourgeoise, ce nouvel état, pendant des millénaires, dans toutes les sociétés qui ont jusqu'à présent existé, l'occupation - de loin - principale pour la grande majorité des hommes et des femmes, leur plus grande hantise et leur damnation, a été la lutte contre la nature pour lui arracher ce qui était nécessaire pour vivre. Pour cette raison, l'histoire passée de l'humanité a sa base dans l'histoire de ses modes de production (3).

Chaque mode de production est caractérisé par une combinaison spécifique de forces productives (5) et de rapports de production (20). Cette combinaison constitue la structure de la société : la base matérielle, économique, de son existence et de sa reproduction. Depuis des millénaires, les forces productives et les rapports de production ont constitué une unité

de contraires, deux aspects distincts constitutifs de la structure sociale, dans un rapport d'unité et de lutte entre eux.

Des forces productives données favorisent l'affirmation de rapports de production déterminés. Ceux-ci favorisent le développement de forces productives supérieures qui à leur tour vont favoriser de nouveaux rapports de production.

Depuis des millénaires, les rapports de production sont principalement des rapports entre des classes d'exploités et d'exploiteurs, d'opprimés et d'opresseurs. Dans toutes ces sociétés, la lutte entre les classes dominantes et les classes opprimées s'est combinée avec la lutte pour arracher à la nature le nécessaire pour vivre.

Ces deux luttes, durant des millénaires, ont été les principales forces motrices du développement des sociétés divisées en classes. C'est seulement dans la société bourgeoise moderne, que la recherche scientifique a commencé à acquérir le rôle de troisième force motrice. Ceci a rendu définitivement obsolète le vol du temps de travail d'autrui comme source de richesse sociale, sur laquelle se sont basées et se basent encore toutes les sociétés divisées en classes. (23)

Mais la division de la société en classes n'a pas toujours existé. La division des hommes et des femmes en classes est liée à une phase déterminée de développement de leurs forces productives. L'étude de la préhistoire et des sociétés primitives survivantes dans l'époque historique a montré que, dans les sociétés les plus anciennes auxquelles arrive notre connaissance, il n'existait pas de classes. Elle a permis aussi de reconstruire, dans les grandes lignes, les étapes à travers lesquelles ces classes se sont graduellement formées (6).

Dans les sociétés primitives, la division du travail était liée au sexe et à l'âge, grosso modo comme cela se produit encore aujourd'hui dans les espèces animales supérieures.

De là, spontanément (c'est-à-dire sans que les hommes aient conscience de ce que, poussés par les conditions pratiques de leur existence, ils faisaient en réalité), se développa la division du travail entre des individus et des groupes à l'intérieur de chaque communauté. Elle s'imposa parce qu'elle rendait le travail plus productif. Un groupe d'hommes ou de femmes effectuait en permanence une activité spécifique et avait des rapports déterminés avec les autres groupes (24).

Avec la division sociale du travail et les rapports qui l'accompagnaient, dans les conditions primitives dans lesquelles elle apparut, se développa la possession privée des moyens et des conditions de la production, en premier lieu l'usage privé de la terre et du bétail.

Celui-ci se substitua graduellement à l'usage en commun.

Les rapports sociaux se développèrent graduellement, jusqu'au point où quelques individus ne participaient plus à la production des conditions matérielles de leur existence.

Ils exerçaient uniquement des activités dont restaient exclus les autres membres de la société et vivaient du produit du travail de ces derniers. Ce développement intérieur à la communauté se combina avec les relations de pillage, de rapine et de soumission entre communautés. La combinaison des deux processus conduisit à la division en classes dans les communautés. Ainsi naquirent les sociétés divisées en classes.

La division des hommes et des femmes en classes d'exploités et d'exploiteurs, d'opprimés et d'opresseurs, créait un contexte favorable au développement des forces productives et à la

naissance de niveaux supérieurs de civilisation. Seule la séparation en classes exploiteuses et dominantes et en classes exploitées et opprimées forçait les hommes et les femmes à produire, systématiquement et en quantité croissante, plus que ce qu'eux-mêmes consommaient (surproduit), et permettait que d'autres développent systématiquement des activités auxquelles, dans les conditions d'alors, les hommes et les femmes ne pouvaient pas se dédier en masse.

Elle s'imposa donc parce que la survie de la société était encore précaire. Les sociétés sans classes n'ont depuis lors survécu que comme des formes de civilisation inférieures, isolées du courant principal. Celui-ci les a peu à peu renversées et éliminées.

La division de l'humanité en classes est donc liée à des conditions déterminées qui lui conféraient un rôle progressiste. La société bourgeoise a réduit ces conditions, et a, au contraire, fait de l'extinction de la division de l'humanité en classes la condition nécessaire de tout progrès ultérieur.

### **1.2.2. La lutte de classe et l'État**

La lutte de classe a fait, depuis les temps reculés, apparaître l'État comme moyen de la classe exploiteuse : association de ses membres pour tenir en respect les autres classes, pour régler leurs affaires et pour diriger la société entière. (7)

Comme l'a bien expliqué Lénine, "l'État apparaît dans le lieu, dans le temps et dans la mesure où les contradictions de classe ne peuvent objectivement pas se concilier spontanément".

L'État est un moyen de la classe exploiteuse pour réprimer les classes exploitées. Avec l'État la classe exploiteuse a, pour tenir soumises les classes exploitées, de nouveaux moyens qui se combinent avec l'hégémonie morale et culturelle de la classe dominante et avec la force et le rôle général qu'a chaque ordre social une fois constitué, vu que chaque société a besoin, pour survivre, d'un ordre social.

L'essence de l'État consiste dans le fait que la classe exploiteuse invoque pour elle, comme son monopole et droit exclusif, l'emploi de la violence et l'interdit aux autres classes (25). Dans une société divisée en classes d'exploités et d'exploiteurs dont la contradiction est inconciliable, le monopole de la violence exercé par une classe différente de celle des exploités est objectivement incompatible avec la constitution économique de la société (26). L'emploi persistant, à grande échelle, systématique, de la violence par les exploités ne peut que donner lieu à la guerre civile. (27)

Le monopole de la violence et le droit d'exploiter vont de pair. Mais toute classe dominante cherche à alimenter, dans les classes opprimées, la conviction que son monopole de la violence est dans l'ordre naturel des choses, qu'il est "la volonté de Dieu".

Que la classe dominante est dépositaire de ce monopole parce que ses membres sont, par nature, intellectuellement et moralement supérieurs : plus sages, plus cultivés, plus doués de sens de la justice et de maîtrise d'eux-mêmes, plus capables de diriger. Elle a utilisé l'état d'abrutissement dans lequel elle maintient les membres des classes opprimées, pour montrer qu'ils feraient par leur nature un emploi irréflecti de la violence.

Les vrais révolutionnaires ont toujours visé à détruire ce bouclier idéologique du monopole de la violence entre les mains des exploités. Ils ont dénoncé l'emploi insensé de la violence, fait publiquement et en privé par les membres de la classe dominante : dénonciation des guerres, de la répression et de la criminalité des riches. Ils ont dénoncé et

combattu l'abrutissement dans lequel la classe dominante a relégué et cherche à maintenir les classes opprimées : les préjugés raciaux, l'oppression sur les femmes et les enfants, la haine entre les nations, la défense des privilèges, l'ignorance, la dépravation morale, la misère, l'exclusion du patrimoine culturel de la société.

Ils ont promu l'éducation des classes opprimées à l'emploi de la violence et des armes : "le pouvoir est au bout du fusil".

Celui qui est contre l'emploi de la violence par les classes opprimées et contre leur éducation à l'usage des armes, n'est pas un révolutionnaire : d'une manière ou d'une autre, consciemment ou non, il favorise la conservation du système social existant. (28)

### **1.2.3. Les deux classes fondamentales de la société bourgeoise**

Suite à l'affirmation du mode de production capitaliste, se sont formées dans la société deux grandes classes opposées : la bourgeoisie et la classe ouvrière. (29)

Au départ, la lutte entre ces deux classes assumait la forme d'une lutte économique.

Un groupe d'ouvriers s'organisait et partait en lutte contre un seul capitaliste, un jour dans une usine, un jour dans une autre, pour soulager ses conditions. Cette lutte concernait seulement la distribution du produit et les conditions de travail, elle ne concernait pas encore les bases du système d'exploitation (le mode de production) et la superstructure politique et culturelle qui le défend.

L'objectif de luttes ouvrières n'était pas d'éliminer l'exploitation, mais de l'atténuer, d'augmenter le salaire et d'améliorer les conditions de travail. Bien que limitée dans ses objectifs, du point de vue de toutes les classes dominantes, cette lutte collective remettait toutefois en question "l'ordre naturel des choses" : la soumission des exploités à leurs exploités. Contre elles partirent donc en guerre, non seulement les patrons concernés, mais toutes les puissances du système social, en premier lieu l'État et le clergé.

De leur côté, les capitalistes, en plus de recourir à des chantages et des licenciements, développèrent sur une échelle croissante des méthodes et des techniques de division entre les ouvriers, opposant des individus et des petits groupes à la masse des travailleurs, à leurs organisations de lutte et à leur solidarité de classe.

La lutte purement économique unit les exploités pour lutter avec succès contre les patrons. Mais elle peut aussi diviser les exploités, en conduisant certains à s'attirer la faveur des patrons ou à améliorer leurs conditions sur le dos des autres exploités. La bourgeoisie cherche, systématiquement, à transformer toute contradiction entre elle et les exploités en contradiction entre groupes d'exploités.

Historiquement, cette première forme de lutte joua toutefois un rôle important, parce qu'elle éduqua les ouvriers et les poussa à s'organiser. En même temps, cette lutte mit aussi en lumière ses limites. L'intervention de l'État et du clergé, en défense des capitalistes, dans la lutte économique, aida et aide encore les ouvriers à comprendre que leur lutte doit assumer un caractère politique et renverser l'ordre tout entier de la société.

La bourgeoisie avait, dans un certain sens, ouvert la voie aux ouvriers : par ses organismes représentatifs, elle avait imposé des limites à la libre activité de l'État et des lois favorables à ses propres activités. Les ouvriers aussi devaient imposer à l'État ennemi des lois et des règles en leur propre faveur (lutte politique pour les réformes) et résister à sa répression.

D'autre part, ils devaient forger leur propre conception du monde et, en définitive, imposer un nouveau système social.

Pour défendre son pouvoir, la classe exploiteuse cherche à présenter son État comme une institution au dessus des classes, comme l'expression de la société entière et le dépositaire responsable des intérêts généraux de la société.

En effet, l'État démocratique est au-dessus de chaque capitaliste individuel et est l'expression de l'entière bourgeoisie. Donc, les exploités cherchent à obliger l'État de la bourgeoisie à limiter l'exploitation et la répression par des lois et des règles (lutte politique pour les réformes). Les exploités cherchent à leur tour à utiliser les réformes pour intensifier l'exploitation, ou à les contourner.

Les réformes créent des conditions dont les classes exploitées, si elles suivent une ligne révolutionnaire, profitent pour renforcer leur lutte.

La lutte politique pour les réformes est un terrain favorable pour l'éducation et l'association des classes opprimées en vue de la guerre civile. Celle-ci, lorsqu'elle ne mène pas à la victoire, produit des réformes qui créent un terrain plus favorable au développement ultérieur de la lutte des classes opprimées. Ceci est la dialectique réforme-révolution, lorsque les classes exploitées luttent pour leur émancipation (c'est à dire lorsque le Parti communiste a une ligne juste).

Dans la société bourgeoise, la prospérité de l'entreprise capitaliste ne dépend pas seulement de ses propriétaires. Elle dépend aussi de la marche générale des affaires. Par la nature même de l'ordre social capitaliste (libre initiative économique individuelle du capitaliste), la marche générale des affaires échappe au contrôle du capitaliste individuel et même de leurs associations et de leur État. Donc, en définitive, pour remédier à leurs maux il ne suffisait pas aux ouvriers d'établir un rapport de force avec leur patron, ni d'imposer des lois et des règles : ils devaient changer l'ordre social.

La lutte contre la répression et la marche conjoncturelle de l'activité économique (par laquelle à des moments d'activité intense succèdent des moments de stagnation, auxquels succèdent de nouveaux moments d'activité intense) aidèrent et aident encore les ouvriers à comprendre que ni la lutte économique, ni la lutte politique pour les réformes ne peuvent libérer la classe ouvrière de la misère de sa condition. La lutte pour une répartition moins inégale des richesses ne peut se développer avec succès et à grande échelle que si elle se combine et est guidée par la lutte pour instaurer un mode de production communiste et donc un ordre général communiste de la société.

Avec le marxisme, les ouvriers atteignirent la conscience la plus avancée de leur situation sociale. Leur lutte devint plus consciente, jusqu'à assumer un caractère supérieur.

Elle devint une lutte politique révolutionnaire, la lutte des ouvriers pour abattre l'État de la bourgeoisie, construire leur État et, grâce au pouvoir conquis, créer un nouveau système de production et un nouvel ordre social, éliminer l'exploitation et son expression historique : la division de la société en classes.

**A partir de ce moment, la lutte économique, la lutte politique pour les réformes, la lutte pour le progrès intellectuel et moral des masses et la lutte contre la répression devinrent quatre champs de lutte distincts objectivement liés entre eux ; parties et aspects de la lutte révolutionnaire pour le socialisme.**



Les économicistes (\*) et les spontanéistes évitent de distinguer ces différents domaines de la lutte de classe et parlent génériquement de "lutte". Ou bien, ils les confondent en réduisant arbitrairement l'un à l'autre. Dans ce cas leurs mots d'ordre diffèrent selon le lieu, les temps et les circonstances : seule la lutte économique est "concrète", politiser la lutte économique, transformer la lutte économique en lutte politique, etc.

Le côté commun et nuisible de ces mots d'ordre des économicistes et des spontanéistes consiste dans le fait d'occulter le rôle, l'importance et l'autonomie de la lutte politique révolutionnaire, et d'empêcher ou de freiner le développement des formes et des moyens spécifiques de la lutte politique révolutionnaire.

Dans tous les cas, les économicistes et les spontanéistes ne sont pas en mesure de combiner les différentes luttes, de manière adaptée à l'émancipation de la classe ouvrière - et des autres classes des masses populaires - vis-à-vis de la bourgeoisie.

**Le Parti communiste est l'organe spécifique de la lutte politique révolutionnaire :** l'initiateur, l'organisateur et le dirigeant de la lutte politique révolutionnaire. Il est en mesure de combiner les différentes luttes de la manière juste. Il doit promouvoir et diriger la lutte économique, la lutte politique pour les réformes, la lutte pour le progrès intellectuel et moral des masses et la lutte contre la répression de façon à faire de chacune d'elles, et de chaque épisode de chacune, une école du communisme (\*), les faisant ainsi contribuer à créer les conditions subjectives du socialisme et servir à la lutte politique révolutionnaire. (30)

#### **1.2.4. La lutte de la classe ouvrière devient lutte pour le communisme**

Malgré toutes les proclamations et prétentions de démocratie et d'égalité, et malgré les conquêtes arrachées par les classes opprimées dans les sociétés démocratiques bourgeoises qui ont remplacé les vieilles sociétés monarchiques, cléricales et aristocratiques, dans la société bourgeoise, la lutte entre les classes ne se limite pas non plus au champ de la vie économique. Il est typique des opportunistes et des réformistes de ne concevoir la lutte de classe que comme quelque chose qui concerne exclusivement les relations de travail et la "distribution de la richesse", quelque chose qui se traduit en contrats et en accords entre les capitalistes et les ouvriers, entre organisations patronales et syndicats ou, au maximum, en "redistribution du revenu" opérée par l'État. Ils considèrent et proclament que les luttes revendicatives sont les seules "luttes concrètes".

Les plus avancés d'entre eux conçoivent la lutte politique, cependant seulement comme une extension de la lutte syndicale ("politiser les luttes revendicatives", "transformer les luttes revendicatives en lutte politique"). C'est une conception primitive et limitée de la lutte de classe, que même la bourgeoisie accepte lorsqu'elle ne peut pas s'en passer. Le syndicalisme bourgeois en est la manifestation.

Au contraire, dans les moments de tourmente, la bourgeoisie oppose la lutte économique et la lutte politique pour les réformes à la lutte politique révolutionnaire des classes opprimées. En réalité, non seulement le motif de l'existence du pouvoir politique, mais également la clé de la structure du pouvoir politique et de son rôle sont dans la relation entre exploités et exploités. Donc, la lutte entre classes antagonistes devient lutte pour le pouvoir politique : "toute lutte de classe est en dernière instance une lutte politique". La division en classes imprègne depuis l'origine toute la vie de la société et induit tout le système de relations sociales. Elle se manifeste donc dans tous les domaines de la superstructure : dans la politique, dans l'idéologie, dans l'art et, en général, dans toute la vie intellectuelle, dans les conceptions et dans les sentiments, dans les comportements et dans la morale. La lutte de classe a ses racines dans l'économie, dans la relation entre exploités et exploités, mais elle implique tout le système social et y a sa solution. L'objectif et la tâche de la classe

ouvrière n'est pas la "redistribution du revenu" (ou une autre distribution du revenu), mais le changement de l'ordre social : donc la révolution politique et, sur sa base, la révolution sociale pour créer une société communiste.

### **1.2.5. L'accroissement du rôle de l'État dans la société bourgeoise**

Dans la société bourgeoise, le monopole de la violence s'est traduit en un ensemble systématique et croissant de moyens professionnels de répression, basés sur la division du travail : Forces Armées, polices, services secrets, systèmes de contrôle, magistrature, prisons, codes, lois et procès. Il absorbe maintenant dans la société moderne d'énormes et toujours croissantes ressources sociales et en arrive à constituer une entrave au développement des forces productives et de la civilisation. Le secret militaire se combine avec le secret industriel et avec l'oppression de classe et, ensemble, ils convergent à entraver la recherche et à ralentir le développement des forces productives et, plus généralement, de la connaissance.

A côté du rôle de dépositaire monopoliste de la violence, face à la croissance du caractère collectif de l'activité économique et à la multiplication des activités sociales, la bourgeoisie a développé pour son État, au plus haut degré compatible avec le mode de production capitaliste, un autre rôle : celui d'institution qui exprime la volonté commune de la société et la réalise, organise et dirige les affaires sociales avec son corps de fonctionnaires publics.

Elle a donc cherché à faire fonctionner son État comme organe dirigeant de la société, comme dépositaire de son unité, comme délégué et représentant de l'entière société.

Ce rôle se heurte cependant à l'antagonisme des classes, qui est dans la nature de la société bourgeoise : dans tout pays capitaliste existent deux nations distinctes et potentiellement opposées. La prétention de la bourgeoisie impérialiste a atteint sa réalisation maximale dans le capitalisme monopoliste d'État : son État est devenu le centre de ses affaires, de ses machinations et de ses luttes intestines. (31)

Le revers de la médaille est que, désormais, elle est forcée de mener toutes ses activités derrière le masque hypocrite du traitement et de la régulation des affaires de la société entière, et de l'observance des lois publiquement en vigueur (le "théâtre de marionnettes de la politique bourgeoise"). Dans la société socialiste, par la dictature de la classe ouvrière, ce qui pour la bourgeoisie impérialiste est une prétention économiquement irréalisable, deviendra en revanche une réalité pour l'immense majorité de la société. Les ouvriers et les autres travailleurs auront dans l'État de la dictature du prolétariat un moyen pour réorganiser la société en fonction de leurs intérêts, selon des critères intellectuellement et moralement plus avancés. Ensuite, graduellement, avec la disparition de l'ancienne bourgeoisie et l'extinction de la division en classes et des rapports et conceptions qui en dérivent, s'éteindra l'État comme monopole de la violence. Se développera en lieu et place un système d'organes de l'association de tous les travailleurs, à travers lesquels les travailleurs géreront leurs affaires communes, les affaires de la société entière. (Voir chap. V - Objection 8)

### **1.2.6. La classe ouvrière est, par sa nature, la classe qui dirige les autres classes exploitées et opprimées par la bourgeoisie**

La bourgeoisie opprime et écrase aussi d'autres classes, en plus de la classe ouvrière. Mais seule la classe ouvrière peut assumer la direction de la lutte commune contre la bourgeoisie impérialiste et la mener à la victoire définitive. La classe ouvrière, contrairement à toutes les autres classes des masses populaires, est impliquée directement dans la concurrence entre les fractions du capital et subit directement les effets des lois qui font partie de la nature du capital.

Par le rôle qu'elle joue dans la société capitaliste, elle est la plus consciente et organisée de toutes les classes prolétariennes et populaires. Elle est enfin la seule parmi les classes opprimées qui, par le rôle qu'elle joue dans le mode de production capitaliste, arrive à concevoir en masse un mode de production nouveau et supérieur et un nouveau et supérieur ordre social : le communisme.

Celui-ci est le seul ordre social qui dépasse définitivement le capitalisme. Il naît en effet des fondations créées par le capitalisme lui-même, résout ses contradictions et permet le développement des forces productives en leur enlevant le caractère destructif, pour les hommes et l'environnement, qui dans le capitalisme en déclin est devenu dominant. Il préserve et développe les avancées que le capitalisme et la production mercantile ont apportées à la civilisation humaine.

La classe ouvrière ne peut améliorer de manière stable et à grande échelle sa condition dans la société, qu'en abolissant le mode de production capitaliste et, plus généralement, la propriété privée des moyens de production, en instaurant des rapports de production correspondant pleinement au caractère collectif déjà atteint par les forces productives ; en mettant fin à toute exploitation de l'homme par l'homme, à toute division en classes et à la division sociale connexe entre travailleurs intellectuels et travailleurs manuels, entre dirigeants et dirigés, entre hommes et femmes, entre adultes et jeunes, entre ville et campagne, entre secteurs, régions et pays avancés et secteurs, régions et pays arriérés ; et en créant des sentiments, conceptions, comportements et institutions correspondants à la nouvelle société.

Dans la société moderne, la classe ouvrière, lorsqu'elle lutte, assume le rôle de catalyseur des luttes du reste des masses populaires et, si elle suit une ligne non pas corporatiste mais de lutte contre la bourgeoisie, elle en assume facilement la direction.

### **1.2.7. La lutte de la classe ouvrière pour son émancipation et l'extinction de la division en classes**

La naissance des classes a été le résultat d'un développement spontané. Les hommes et les femmes, par millions et au cours de millénaires, l'ont accompli sans se rendre compte et sans avoir une quelconque notion de ce qu'ils créaient en réalité, poussés par les nécessités de leur survie. (12)

Au contraire, la disparition des classes ne peut être que le résultat de la lutte consciente et organisée de la classe ouvrière, qui mène à l'instauration de sa domination politique, le socialisme. Celui-ci est la phase de transition nécessaire vers la formation d'une société sans classes et d'association consciente de tous les travailleurs : la société communiste.

La bourgeoisie, pour ses intérêts et en entendant faire tout autre chose, crée inévitablement les *conditions objectives* favorables à la lutte pour instaurer le socialisme : un certain degré de concentration du capital (et donc aussi des ouvriers) et de prolétarianisation des travailleurs, ainsi qu'un grand développement de la production. Il appartient à la classe ouvrière de créer les conditions subjectives pour l'instauration du socialisme : un certain degré d'organisation et un certain niveau de conscience de la masse du prolétariat. Le Parti communiste est autant une de ces conditions, que le principal promoteur de leur création. Il n'est possible de créer les conditions subjectives du socialisme, qu'en concomitance avec les conditions objectives. Mais une fois que la bourgeoisie a créé les conditions objectives, et celles-ci existent dans les principaux pays d'Europe occidentale depuis la seconde moitié du XIXe siècle, la création des conditions subjectives devient le facteur décisif de l'instauration du socialisme.

La contradiction fondamentale de la société bourgeoise crée les conditions favorables à l'élévation de la conscience de la classe ouvrière et à son organisation. La substitution du communisme au capitalisme est un évènement inévitable, dans le sens précis où le capitalisme, tant qu'il n'aura pas disparu, poussera et forcera la classe ouvrière à assumer son rôle. Chaque fois que celle-ci ne jouera pas son rôle historique, le capitalisme créera les conditions pour qu'au sein de la classe ouvrière et de la société se lèvent de nouveaux rangs de communistes qui ramèneront la classe ouvrière à la lutte pour le pouvoir et pour le communisme. C'est pour cela que la lutte pour le communisme se poursuit de manière incessante : elle renaît après chacune des défaites qui accompagnent son développement, comme elles ont accompagné et accompagnent le développement de toute grande entreprise humaine.

Mais la conscience et l'organisation de la classe ouvrière ne se forment dans la mesure nécessaire à l'instauration du socialisme, que grâce à l'action de propagande et d'organisation du Parti communiste et à l'expérience pratique de la lutte de classe dans chaque domaine, guidée par le Parti selon une ligne et une méthode justes.

Le Parti communiste est l'organisation de la plus haute conscience de la contradiction entre classe ouvrière et bourgeoisie, et de la contradiction entre les masses populaires et la bourgeoisie impérialiste. Il s'appuie sur ces contradictions pour accomplir sa mission.

**La révolution prolétarienne est plus difficile que n'importe quelle révolution précédente dans l'histoire humaine.**

D'abord, parce qu'il ne s'agit pas d'une classe privilégiée qui succède à une autre et donc se forme à l'intérieur de l'ancienne société en utilisant le monopole du patrimoine économique, culturel et moral déjà constitué par l'ancienne classe dominante, en se l'appropriant et, puisque porteuse d'une forme d'exploitation par bien des aspects plus avantageuse pour cette même classe dominante, finit par en absorber de diverses manières une partie.

Ensuite, parce que le nouveau mode de production ne se forme pas spontanément, mais demande au contraire une participation consciente et organisée de la masse des travailleurs : mais ceux-ci n'ont jamais eu à leur disposition ni la conscience ni l'organisation, et la bourgeoisie les en exclut systématiquement par mille moyens.

Enfin, parce que la bourgeoisie oppose et opposera une résistance plus obstinée, plus féroce, plus rusée et développée que celle opposée par n'importe quelle autre classe dominante qui l'a précédée. Elle emploie en effet, et emploiera pour sa défense toutes les conquêtes scientifiques et culturelles et mobilisera pour son soutien tout ce qui reste des vieilles classes réactionnaires de l'histoire de l'humanité, avec d'autant plus d'acharnement que ses membres ne pourront pas se recycler en masse dans la nouvelle classe dominante. Ils ont vu et verront dans l'avènement du socialisme la fin de leur monde, donc en définitive, la fin du monde.

À l'expérience pratique des ouvriers et des autres classes des masses populaires, la bourgeoisie impérialiste oppose son influence idéologique. Par sa propagande, par mille activités de désinformation, de diversion, d'évasion, de confusion et d'intoxication, la bourgeoisie impérialiste cherche à manipuler la conscience des classes opprimées et à empêcher que leur expérience directe se traduise en sentiments, conceptions et institutions qui les guident vers la victoire dans la lutte de classe. La manipulation de l'opinion publique a pris, dans la société moderne, la place de la chape des "vérités révélées", des "vérités éternelles" et des préjugés qu'autrefois le clergé et les notables faisaient peser sur la masse de la population.

La manipulation de l'opinion publique se sert de moyens et de méthodes imposantes et raffinées ; elle a donné lieu à de nouveaux secteurs productifs et à de nouveaux secteurs de recherche scientifique ; elle emploie un grand nombre de travailleurs. Toutefois, elle est loin d'atteindre l'efficacité conservatrice de l'obscurantisme clérical de l'ancien temps.

Il est typique, chez les défaitistes et les liquidateurs du mouvement communiste, d'exagérer l'efficacité des opérations de manipulation de la conscience conduites par la bourgeoisie. Celle-ci accroît, par contre, sans arrêt les ressources déjà énormes dédiées à des telles opérations, précisément à cause de leur efficacité réduite et décroissante pour faire face à la situation. Pour le même motif, elle a cherché et cherche par tout moyen, malgré de nombreuses contradictions, à ramener à la vie et à donner une nouvelle force à l'Église Catholique et aux autres églises, pour qu'elles imposent à nouveau la chape de plomb de leurs "vérités révélées" : le Pape de Rome, avec son Vatican et son Église, est devenu un nouveau centre mondial de l'activité des classes dominantes, quand bien même elles seraient athées ou en tout cas, pas chrétiennes catholiques.

Les défaitistes et les liquidateurs refusent d'analyser ouvertement et franchement les limites du mouvement communiste qui, en définitive, sont la vraie principale entrave à son succès. De plus ceux-ci fuient et esquivent l'effort nécessaire pour rendre le mouvement communiste capable, en s'appuyant sur les facteurs et les conditions favorables, de faire face à la bourgeoisie dans la mesure nécessaire, même dans le domaine de la formation de la conscience de classe.

La première vague de la révolution prolétarienne a élevé de beaucoup le niveau de conscience et le degré d'organisation des masses populaires, non seulement dans les premiers pays socialistes (\*), mais aussi dans les pays impérialistes et dans les pays opprimés. L'œuvre néfaste des révisionnistes modernes (\*) et l'effondrement d'une grande partie des premiers pays socialistes n'ont annulé qu'en partie ce progrès. En outre, par sa nature, la société capitaliste fait vivre aux masses populaires une expérience pratique de transformation continue ; elle les implique dans les luttes ouvertes entre les membres de la classe dominante elle-même ; elle recourt à la répression dans tous les cas où la manipulation des consciences ne suffit pas.

La substitution du communisme au capitalisme est une loi objective de la société capitaliste (32). Cette loi a été découverte par Marx et Engels en étudiant la nature du capitalisme. Une telle substitution n'est pas dictée par les conceptions et les sentiments des hommes : elle est dictée par les relations pratiques qu'ils vivent.

Celles-ci font apparaître les conceptions et les sentiments nécessaires pour accomplir la substitution. La classe ouvrière réalise cette loi, et transforme la réalité conformément à cette loi avec son Parti communiste, ses organisations de masse, ses luttes, sa direction sur le reste du prolétariat et des masses populaires. Seul le Parti communiste est cependant en mesure de donner à la classe ouvrière une orientation révolutionnaire et fait de la révolution socialiste une entreprise possible.

L'expérience pratique pousse la classe ouvrière à assumer le rôle de dirigeant de toutes les autres classes populaires dans leur lutte contre la bourgeoisie impérialiste. Mais l'expérience pratique ne devient conscience et ligne d'action qu'à travers des passages que, par la condition sociale à laquelle la bourgeoisie la relègue, la classe ouvrière ne peut pas accomplir spontanément et en masse.

Le Parti communiste, qui est la section d'avant-garde et organisée de la classe ouvrière, est l'expression, au plus haut niveau de conscience et d'organisation, du rôle dirigeant de la classe ouvrière et amène l'ensemble de la classe à jouer ce rôle envers le reste des masses

populaires. Il s'appuie de manière scientifique et organisée sur l'expérience pratique de la classe ouvrière et des autres classes des masses populaires, pour développer leur conscience et leur organisation jusqu'à les rendre capables d'instaurer le socialisme.

Les économicistes (\*) et les spontanéistes nient ou sous-estiment le rôle de l'élément conscient et organisé dans le développement du mouvement communiste, ils se fient unilatéralement à la spontanéité plutôt que de synthétiser l'expérience des mouvements spontanés, c'est-à-dire qu'ils prêchent et pratiquent le spontanéisme et laissent à la bourgeoisie le monopole dans le domaine idéologique.

L'étude de l'expérience pratique permet aussi au Parti communiste de comprendre l'origine, la signification réelle et le rôle des conceptions, des sentiments, des états d'esprit et des comportements de la classe ouvrière et des autres classes des masses populaires, et d'élaborer des lignes et des méthodes pour les transformer. Tandis qu'est généralement vaine la tentative d'expliquer la réalité existante en cherchant son origine dans les conceptions, les sentiments, les aspirations et les volontés des individus, des groupes et des classes sociales. La source première et intarissable des sensations, des sentiments et des conceptions, par lesquels les hommes se représentent à eux mêmes leur vie et par lesquels ils s'orientent dans les luttes qu'elle comporte, est l'expérience de la production et de la lutte entre classes, c'est-à-dire l'expérience pratique que chacun des membres de la société accomplit. Le Parti communiste synthétise l'expérience de la classe ouvrière qui lutte contre la bourgeoisie et forge la conscience et l'organisation révolutionnaire de la classe ouvrière.

Par un travail systématique et organisé, le Parti communiste peut et doit transformer cette expérience pratique en théorie révolutionnaire et mener, dès la phase d'accumulation des forces révolutionnaires (\*), une activité systématique de propagande et d'orientation de la classe ouvrière et des autres classes des masses populaires vers la lutte de classe, vers la guerre civile et le socialisme : "par en haut" grâce à ses organismes et ses moyens et "par en bas" grâce aux organisations de masse, aux ouvriers avancés et aux éléments avancés des autres classes des masses populaires.

Le rôle spécifique du Parti est aussi de renforcer intellectuellement la classe ouvrière et les autres classes des masses populaires et de les préparer, intellectuellement également, à leur tâche historique : instaurer le socialisme.

Une fois en place les conditions objectives du socialisme, qui en Europe existent depuis plus d'un siècle, le facteur décisif pour la victoire de la révolution socialiste sont les conditions subjectives. Un Parti qui ne s'occupe pas de créer, dans la masse du prolétariat, l'organisation et la conscience nécessaires, trahit sa mission. S'il manque un Parti capable de faire ceci, chercher ailleurs les causes de l'absence d'un mouvement révolutionnaire ou de sa défaite signifie masquer le vrai problème. Tout bilan de la lutte de classe qui ne tient pas compte du rôle du Parti communiste est un bilan erroné, spontanéiste, liquidateur, défaitiste. Le Parti communiste est le facteur décisif pour la création des conditions subjectives nécessaires à l'instauration du socialisme, et pour la victoire de la lutte pour instaurer le socialisme. Il est également le facteur le plus difficile à construire. Le motif pour lequel la classe ouvrière n'a encore instauré le socialisme dans aucun pays impérialiste est dans la difficulté particulière qu'il y a, justement dans les pays impérialistes, à construire un Parti communiste à la hauteur de sa tâche et de son rôle.

La victoire du révisionnisme moderne (\*) dans le mouvement communiste, dans les décennies suivant la Seconde Guerre Mondiale, la reprise de l'influence idéologique de la bourgeoisie et du clergé sur les masses populaires, les grandes conquêtes arrachées par les masses populaires dans la première vague de la révolution prolétarienne et à la fin de la première crise générale du capitalisme (\*), l'élimination de ces conquêtes en cours depuis

près de 30 ans dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme (\*), la renaissance du mouvement communiste sont des processus matériels et intellectuels qui s'influencent et se déterminent les uns les autres. Le Parti communiste doit toujours mieux comprendre le lien dialectique entre ces processus et définir sa ligne pour l'accumulation de forces révolutionnaires, dans l'actuelle phase de défensive stratégique (\*).

La progression de la seconde crise générale du capitalisme est la base matérielle de la défaite du révisionnisme moderne et de tout parti et courant réformistes : la bourgeoisie ne peut plus rien concéder aux masses populaires à travers les réformistes, au contraire, elle reprend même ce qu'elle avait dû concéder. À leur tour, la classe ouvrière et les autres classes des masses populaires n'ont plus aucun motif d'être satisfaites par les réformistes.

Ceux-ci perdent leur crédit auprès des masses populaires et deviennent inutiles pour la bourgeoisie. L'heure est à la mobilisation révolutionnaire (\*) et à la mobilisation réactionnaire (\*). **Une nouvelle vague de la révolution prolétarienne avance dans le monde entier.**

## **1.3 L'impérialisme, stade suprême du capitalisme**

### **1.3.1. Les origines de l'impérialisme**

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, le développement économique des sociétés bourgeoises les plus avancées d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord parvint à un tournant.

1. La division de la société en classes et leur antagonisme avaient cessé d'être la condition la plus favorable au développement des forces productives, et étaient devenus un frein à celui-ci. Non pas dans le sens que les forces productives ne se développaient plus, mais dans le sens qu'elles se développaient à un rythme inférieur à ce que les conditions atteintes permettaient : les droits de propriété, la substantielle exclusion des masses populaires des activités spécifiquement humaines (\*), leur oppression, le compromis de la bourgeoisie avec la noblesse et le clergé, le secret industriel, commercial et militaire, les crises économiques récurrentes et autres aspects de la société capitaliste en freinaient le développement.

2. La production et la reproduction des conditions matérielles d'existence de la société dépendaient, principalement, non plus de la lutte des hommes avec la nature, mais de leur système social.

Les conditions objectives étaient donc mûres pour une organisation sociale supérieure, le communisme. Dès lors, une fois réalisées les conditions objectives qui rendent possible et nécessaire le début de la transition au communisme (c'est-à-dire le socialisme), le facteur décisif devint les conditions subjectives : un niveau de conscience et un degré d'organisation des grandes masses du prolétariat qui rende la classe ouvrière capable de diriger les masses populaires, pour abattre le pouvoir de la classe dominante et donner naissance à la transition du capitalisme au communisme.

L'économie ne pouvait se développer plus avant, sans traumatismes, que comme appendice de la politique. D'autre part, étant donnée la nature de la classe dominante, la politique n'était pas en mesure de gouverner l'économie. La superstructure de la société était maintenant devenue le goulot d'étranglement du développement de la structure.

Les hommes ne pouvaient progresser plus avant dans le développement de leurs rapports économiques, que s'ils créaient les conditions politiques pour le diriger : la dictature du

prolétariat. En effet, les premières mesures que prend, dans le domaine économique, le prolétariat une fois le pouvoir conquis, ne consistent, par la force des choses, qu'à imposer que les forces productives existantes soient employées pour le bien-être de l'humanité de la manière la plus raisonnable que nous connaissions aujourd'hui, et que le travail soit accompli dans les conditions les plus dignes qui soient aujourd'hui possibles (33).

Avec la Révolution européenne de 1848, la bourgeoisie avait définitivement pris le dessus, au plan politique, sur les classes féodales dans les principaux pays d'Europe occidentale. Mais, en transformant la réalité conformément à sa propre nature (34), la bourgeoisie devait tenir - et tenait - compte autant de la résistance des classes de l'ancienne société, que de la lutte de la nouvelle classe qu'elle créait (la classe ouvrière), et de l'aide qu'elle pouvait obtenir des premières dans sa lutte contre la deuxième.

La révolution bourgeoise ne se termina donc pas par la complète élimination des vieilles forces féodales (les monarques avec leurs cours, la noblesse avec ses ordres, le clergé avec ses églises, la Papauté avec son Église catholique romaine, la bureaucratie, les magistrats et les officiers de carrière, etc.) par la bourgeoisie révolutionnaire.

Elle se termina par un accord de la bourgeoisie avec les vieilles forces féodales. L'accord impliquait la soumission des vieilles forces féodales à la bourgeoisie. Mais celles-ci l'assuraient de leur complicité contre le prolétariat, les paysans et la petite bourgeoisie, en échange d'importantes concessions (35).

La vieille structure de l'État monarchique-nobiliaire-clérical-bureaucratique continua à exister, même dans des pays (comme la France) où avait été proclamée la république, qui en réalité s'avéra être une « monarchie sans roi », tandis qu'à leur tour les monarchies devinrent des monarchies constitutionnelles, où la bourgeoisie avait un rôle dominant analogue à celui qu'elle avait dans les républiques.

Cette vieille structure d'État continuait à gouverner et à disposer des Forces Armées (où, cependant, aux ordres des officiers de métier provenant de la noblesse et de la grande bourgeoisie, entrait le contingent du service militaire obligatoire universel), de la police et de l'Administration Publique. Mais désormais, son activité devait être soumise à la constitution et aux lois émanant d'assemblées représentatives de la bourgeoisie.

Elle était encadrée par le pouvoir autonome des assemblées électives et le pouvoir autonome de la magistrature de carrière (séparation des pouvoirs).

La monarchie, la noblesse, le clergé, les officiers des Forces Armées et les hauts fonctionnaires de l'État conservaient un grand pouvoir politique, une vaste influence sociale et des privilèges en tout genre : la Chambre Haute (Sénat) et l'exclusivité (le monopole) de diverses charges publiques, propriétés, rentes, apanages, dîmes pour le clergé, exemptions fiscales, immunités, pouvoirs spéciaux dans le domaine de l'instruction, de l'assistance et de la législation<sup>1</sup>.

Mais ces vieux groupes sociaux, de diverses manières, s'amalgamaient à la grande bourgeoisie. La magistrature était aussi, de mille façons, liée à elle. Quelles que fussent les lois électorales, les grands propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie, ainsi qu'une partie de la moyenne bourgeoisie et des couches les plus riches des intellectuels, des professionnels et des fonctionnaires publics, jouissaient d'un poids électoral disproportionné

---

<sup>1</sup> NdT : en France cette situation cesse totalement avec la IIIe République, entre 1880 et 1905. La nouvelle bourgeoisie impérialiste écrase les résidus des classes féodales, comme alliées et représentantes (« parti catholique ») de la bourgeoisie traditionnelle pré-monopoliste.



à leur nombre, par le vote *censitaire* et leur influence sociale. Tout cela au détriment des droits démocratiques-bourgeois de la petite bourgeoisie, des paysans, des artisans, des prolétaires, des autres travailleurs pauvres et des femmes : vote égal universel, direct et secret, libertés de parole, de conscience, de presse, de réunion, d'association et de grève, etc.

L'Administration Publique, la police, les Forces Armées, le clergé, la noblesse et la grande bourgeoisie limitaient de mille manières les droits démocratiques des masses populaires, même entendus dans l'acception compatible avec l'ordre social capitaliste.

Dans ce contexte, Marx et Engels proposèrent, et firent valoir dans le mouvement communiste, une orientation axée sur les conceptions et les lignes d'action suivantes :

1. Seule la classe ouvrière est en mesure de s'émanciper elle-même de la bourgeoisie.
2. Pour s'émanciper elle-même de la bourgeoisie, la classe ouvrière doit émanciper l'humanité entière de la sujétion à ses rapports sociaux (aliénation), de toute forme d'exploitation et d'oppression, de la division de la société en classes.
3. La classe ouvrière ne trouve en masse la voie de son émancipation qu'à travers son expérience pratique et directe de la lutte de classe et de l'organisation.
4. Les communistes se distinguent de la masse du prolétariat en ce qu'ils ont une meilleure compréhension des conditions, des résultats et des formes de la lutte de la classe ouvrière et, sur la base de cette compréhension, ils la poussent toujours plus avant.
5. La lutte de la classe ouvrière comprend les luttes revendicatives syndicales et politiques, l'intervention comme classe autonome dans la lutte politique bourgeoise à la tête du reste des masses populaires, la formation d'associations ouvrières et populaires autonomes de la bourgeoisie dans tous les domaines d'activité, la lutte contre la répression. La participation directe à la lutte sur ces quatre fronts est la principale école de communisme (\*) pour la masse des ouvriers.
6. L'instauration du socialisme se produira à travers le renversement, par la classe ouvrière, du pouvoir politique existant et l'instauration de son propre pouvoir, la dictature du prolétariat.
7. Pendant la phase socialiste, la classe ouvrière devra conduire elle-même et les autres classes des masses populaires à transformer, sur la base de la propriété publique des forces productives et de la gestion planifiée de l'activité économique instaurées par la révolution, l'ensemble de leurs relations sociales et de leurs sentiments, de leurs conceptions et des comportements connexes, jusqu'à la suppression de toute forme d'exploitation et d'oppression, la fin de la sujétion à leurs rapports sociaux, et l'extinction de la division de la société en classes et de l'État.

Dans cette orientation stratégique, le saut qualitatif et décisif, historique, de rupture avec la société existante, était indiqué dans le sixième point. Comment la classe ouvrière allait-elle instaurer le socialisme ?

Pendant quelques décennies (1850-1890), les communistes, y compris Marx et Engels, pensèrent que rapidement, dans les pays capitalistes les plus avancés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, la classe ouvrière prendrait le pouvoir au cours d'une insurrection populaire (prolétaires, artisans, paysans, autres travailleurs pauvres, intellectuels révolutionnaires, etc.) contre la grande bourgeoisie et les restes des vieilles classes réactionnaires alliées à elle, instaurerait le socialisme et, à travers une période plus ou moins

longue de guerres civiles et internationales, accomplirait la transition du capitalisme au communisme.

Sur ce point précis, la réalité a donné tort aux communistes. Sur ce point précis, le mouvement communiste a rencontré et rencontre encore aujourd'hui les plus grandes difficultés à développer une ligne adaptée aux problèmes qu'il doit affronter.

Dans aucun de ces pays, la classe ouvrière n'a jusqu'à présent réussi à instaurer le socialisme (36). Ceci est la principale limite que le mouvement communiste n'a jusqu'à présent pas dépassée.

Cette limite s'est répercutée et se répercute négativement dans tout le mouvement communiste au niveau mondial. Le maoïsme, troisième et supérieure étape de la pensée communiste, sur la base du bilan de l'expérience de la première vague de la révolution prolétarienne, offre la réponse à ce problème par la stratégie de la guerre populaire révolutionnaire de longue durée (\*).

Le cours des événements a confirmé les lois propres du capitalisme que Marx avait découvertes et décrites (37). Il a cependant montré que :

1. la soumission de toute la société aux capitalistes (la *subsumption* (\*) réelle de la société dans le capitalisme) et l'instauration du mode de production capitaliste dans le reste de la planète se sont produites sous des formes en partie différentes de ce que Marx avait prévu. Elles ont exclu une complète polarisation de la société entre un poignée de capitalistes d'un côté (suppression des autres classes privilégiées, centralisation et concentration du capital) et une masse de prolétaires de l'autre (la prolétarisation de la population), bien que la polarisation fut une tendance réelle ;

2. la création des *conditions subjectives du socialisme* était un processus qui devait être accompli **au sein** de la société dirigée par la bourgeoisie, qui de son côté l'entravait de toutes ses forces, de toutes les manières et par tout moyen : ceci demandait une activité du Parti communiste, d'un niveau supérieur à ce que Marx et Engels avaient pensé.

Donc, avec l'œuvre de Marx et d'Engels, les communistes n'avaient pas encore atteint une compréhension suffisante des conditions, des résultats et des formes de la lutte de classe pour mener la classe ouvrière à instaurer le socialisme. Par conséquent, la masse du prolétariat n'atteignit pas un niveau d'organisation et de conscience suffisant pour que la classe ouvrière prenne la direction du reste des masses populaires et les guide à renverser le pouvoir de la bourgeoisie et des autres classes exploiteuses, briser leur résistance, instaurer leur pouvoir et débiter la transition du capitalisme au communisme. Contrairement aux prévisions que Marx et Engels faisaient au milieu du XIXe siècle, la classe ouvrière ne réussit donc pas à instaurer le socialisme, dans aucun des premiers pays capitalistes.

La bourgeoisie avait créé et développait continuellement les conditions objectives du socialisme. La révolution socialiste était devenue une tâche et une nécessité pratique immédiates. Les conditions subjectives étaient devenues le facteur décisif.

Étant donné que dans les premiers pays capitalistes, ces conditions ne furent pas créées dans une mesure suffisante pour l'instauration du socialisme, plutôt que de passer directement au socialisme, les premiers pays capitalistes entrèrent dans une phase nouvelle et imprévue : la phase **impérialiste** du capitalisme, dans laquelle nous nous trouvons encore aujourd'hui.

Sur le plan économique, les caractéristiques principales de l'impérialisme consistent en la prédominance du monopole sur la libre concurrence ; la prédominance du capital financier qui naît de la fusion du capital industriel avec le capital monétaire ; la prédominance de l'exportation de capitaux par rapport à l'exportation de marchandises ; la division complète du monde entre pays impérialistes et pays opprimés par les puissances impérialistes ; le partage du monde entre les monopoles capitalistes.

Sur le plan politique et culturel, la bourgeoisie perdit peu à peu tout rôle progressiste. Elle assumait toujours plus les caractéristiques d'une classe réactionnaire et oppressive.

Elle continua à développer les conditions objectives du socialisme, mais cette marche objective de l'humanité vers le communisme, accomplie sous la direction de la bourgeoisie, devint d'autant plus atroce et destructive pour les hommes, les choses, l'environnement et la civilisation, que tardait l'instauration du socialisme (38).

La prolongation de la domination de la bourgeoisie, dans les pays où le capitalisme était le plus développé, fit en sorte que se modifiait qualitativement le contexte international dans lequel se posait la révolution socialiste, par rapport à celui dans lequel Marx et Engels avaient mené leur activité, et dont ils avaient tiré la ligne qu'ils avaient indiquée au mouvement communiste. Non plus la révolution socialiste, mais la **révolution prolétarienne**, combinaison de révolutions de nouvelle démocratie et de révolutions socialistes, mettrait fin au mode de production capitaliste (39). L'impérialisme serait l'époque de la putréfaction du capitalisme, de la contre-révolution préventive et de la révolution prolétarienne.

La situation économique, politique et culturelle des différents pays assumait des caractéristiques imprévues. Le monde entier était maintenant enserré dans un unique réseau de relations économiques, politiques et culturelles. Alors, les conditions de la révolution socialiste dans chaque pays ne purent plus être évaluées sans tenir compte de la situation internationale. Le marxisme-léninisme se substitua au marxisme, comme conception du monde du Parti communiste, et comme méthode de transformation et de connaissance (40).

Le monde était entré dans la phase impérialiste du capitalisme, la phase de la décadence du capitalisme et de la révolution prolétarienne, dans laquelle nous nous trouvons encore aujourd'hui. **Trois grandes contradictions gouvernaient maintenant l'histoire de l'humanité** : la contradiction entre bourgeoisie et classe ouvrière ; la contradiction entre groupes et États impérialistes d'une part et les masses populaires des pays opprimés d'autre part ; enfin la contradiction des groupes et des États impérialistes entre eux.

La transition du capitalisme vers le communisme ne serait ni rapide, ni facile, bien qu'elle soit devenue pour l'humanité la seule voie possible de progrès. Tant que cela ne serait pas accompli, l'humanité devrait vivre « les tourments de l'accouchement ». Aucun politicien réaliste ne pouvait plus douter de cela. Les événements qui se sont succédé depuis l'ont confirmé.

### **1.3.2. Comment en était-on arrivé à ce tournant ? Comment se manifestait-il ?**

Une série cyclique de crises économiques, culminantes dans les années 1815, 1825, 1836, 1847, 1857, 1867, puis la Grande Dépression (1873-1895), avaient poussé la bourgeoisie européenne et américaine à mettre en œuvre une série de mesures aptes à contrer la chute du taux du profit (41).

En particulier, elle avait développé à grande échelle les forces productives, donné une structure monopoliste à la production capitaliste et étendu le rayon de ses investissements financiers et productifs à tous les continents. Par conséquent, elle avait fortement augmenté

le caractère collectif de l'activité économique, surtout dans les pays capitalistes d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord et avait, pour la première fois dans l'histoire humaine, créé un système unique de production et de consommation comprenant toute la population mondiale.

Dans les pays capitalistes, la concurrence entre de nombreux petits capitalistes était peu à peu passée au second plan, et les monopoles d'une poignée de grands groupes capitalistes étaient devenus la force dirigeante du processus économique. Les petits capitalistes n'avaient pas disparu comme groupe social, mais étaient devenus dépendants :

1. des monopoles, leurs uniques fournisseurs de marchandises, uniques clients ou uniques fournisseurs de technologie,
2. du capital financier à travers des prêts, hypothèques et assurances,
3. de l'État à travers des règlements.

La même chose s'était produite pour une grande partie de la petite bourgeoisie constituée par les travailleurs autonomes, les professions libérales et les intellectuels.

Le capital bancaire et le capital productif avaient fusionné dans le capital financier.

Celui-ci, sous diverses formes (dépôts, assurances, prêts, hypothèques, bourse, actions, obligations, etc.), avait également pris le contrôle des épargnes et des propriétés des autres classes. (42)

Face aux difficultés qu'elle rencontrait à valoriser son capital dans ses pays d'origine, au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, la bourgeoisie européenne et américaine avait cherché des terrains pour des investissements financiers et productifs et des sources de rentes dans tous les coins du monde.

Elle avait depuis longtemps étendu au monde entier son réseau commercial et avait ainsi miné les vieux modes de production qui existaient là.

Non seulement ce réseau devint toujours plus dense, mais l'exportation de marchandises passa au second plan et l'exportation de capitaux assumait le rôle dirigeant dans les relations économiques internationales. La bourgeoisie unifia alors le monde de la manière dont pouvait le faire une classe d'exploiteurs en concurrence entre eux.

Elle suscita donc partout une résistance acharnée. Mais, exception faite du Japon (43), elle l'étouffa impitoyablement et avec succès. En effet, la résistance était dirigée par les anciennes classes dominantes et visait à conserver ou à rétablir l'ancien système social dont l'invasion commerciale bourgeoise rendait la survie impossible. En brisant la résistance des vieilles Autorités et en profitant de leurs faiblesses et de leurs divisions, la bourgeoisie européenne et américaine colonisa et soumit à une exploitation impitoyable les peuples des pays non encore capitalistes. Elle exporta partout l'exploitation capitaliste du travail salarié.

Mais dans ses pays d'origine, elle était déjà en lutte avec la classe ouvrière et alliée avec ce qu'il restait des vieilles classes réactionnaires pour conserver son système social. Ceci lui rendait impossible de mener à fond la révolution des vieux modes de production qu'elle trouvait dans les pays envahis. Elle se combina donc avec les vieilles classes dominantes et elle s'appropriait, par un système d'intérêts, de rentes, d'usure, de brevets, de concessions, de prix monopolistes à l'achat et à la vente, d'impôts, de malversations, de vols, de

tromperies et de hold-up, une partie des richesses qui continuèrent à être produites dans le cadre des vieux systèmes d'exploitation.

À ceux-ci, elle retira cependant leurs limites routinières, les poussant à leur extrême.

Par là, elle rendit impossible leurs perpétuation et accéléra partout la révolution démocratique-bourgeoise, que dans le même temps elle réprimait.

A la fin du XIXe siècle, le monde se trouva divisé en deux parties : un petit nombre de pays impérialistes avaient partagé entre eux et dominaient tout le reste de la planète, formé de colonies et de semi-colonies où vivait la majeure partie de la population mondiale. Le développement inégal des pays devint une loi de ce monde unifié par la bourgeoisie. Le système colonial devint un de ses piliers.

Les grands monopoles des pays impérialistes commencèrent dès alors à se ramifier dans tous les pays, à considérer le monde entier comme une aire unique disponible pour la valorisation de leur capital, et à se partager toute l'activité économique mondiale (internationalisation de la production, globalisation, multinationales, etc.) : une tendance qui jouera un rôle dirigeant dans l'économie planétaire après la Seconde Guerre mondiale, lorsque les groupes impérialistes américains imposèrent leur loi dans le monde entier non inclus dans le camp socialiste.

Tandis que la bourgeoisie créait les conditions objectives du socialisme, celles-ci et l'œuvre des communistes avaient en même temps fait se lever en masse dans la classe ouvrière des pays capitalistes, en opposition avec l'idéologie et les habitudes propres à la condition servile à laquelle tous les ouvriers étaient soumis, les sentiments, les comportements, la conscience, les aptitudes et les capacités d'organisation nécessaires à la nouvelle société.

La Ligue des communistes (1847-1852) avait créé les conditions de la naissance du marxisme.

La 1<sup>ère</sup> Internationale, l'Association Internationale des Travailleurs (1864-1876), mit au point et vérifia dans la pratique, dans les pays les plus avancés, la ligne marxiste pour l'accumulation de forces révolutionnaires et ce faisant, résolut victorieusement la lutte du marxisme contre les conceptions anarchistes et petite-bourgeoises du socialisme.

Celles-ci refusaient telle ou telle des luttes nécessaires pour créer les conditions subjectives du socialisme, et la lutte pour instaurer un nouvel État, l'État de la dictature du prolétariat. La 1<sup>ère</sup> Internationale diffusa le marxisme parmi les travailleurs avancés et les communistes du monde entier.

La bourgeoisie écrasa sauvagement dans le sang la première révolution prolétarienne, la Commune de Paris (1871). Mais celle-ci montra pour la première fois la classe ouvrière au pouvoir, fournit de grands enseignements (la nécessité d'un Parti communiste de la classe ouvrière, de la préparation des forces révolutionnaires et de la dictature du prolétariat) et fit connaître le socialisme aux opprimés du monde entier (44).

Dans les partis socialistes et social-démocrates de la IIe Internationale (1889-1914), le prolétariat des principaux pays capitalistes, en particulier européens, acquit en masse la conscience que les conquêtes de ses luttes revendicatives (économiques et politiques) ne pouvaient être conservées et développées que par la transformation socialiste de la société, et établit une large hégémonie sur les autres classes populaires. Elle devint la classe qui incarnait et personnifiait l'exigence objective du passage au communisme et créa des

institutions aptes à former et exprimer la volonté de la nouvelle classe : son propre parti politique, les syndicats, les différentes autres organisations de masse (45).

Dès lors, depuis la fin du XIXe siècle, la lutte contre le progrès du communisme, pour la conservation de l'ordre existant, devint l'aspect principal de l'activité politique et culturelle de la bourgeoisie. La bourgeoisie devint conservatrice et réactionnaire. L'époque de la démocratie bourgeoise et du rôle progressiste de la bourgeoisie était définitivement terminée.

La contre-révolution préventive, la cooptation des forces féodales restantes et les Formes Antithétiques de l'Unité Sociale (\*) devinrent les outils indispensables de la direction bourgeoise (46).

### **1.3.3. La contre-révolution préventive**

La contre-révolution préventive (\*) devint le nouveau régime politique des États bourgeois les plus avancés, les pays impérialistes. Elle constitue historiquement (c'est-à-dire du point de vue de l'évolution historique, du progrès de l'humanité vers le communisme) un grand pas en avant par rapport aux régimes que la bourgeoisie avait instauré dans les pays d'Europe occidentale après la révolution européenne de 1848.

Le régime de contre-révolution préventive tient pleinement compte du nouveau rôle que les masses populaires ont acquis dans la vie sociale, par rapport à celui qu'elles avaient dans les sociétés qui ont précédé la société bourgeoise.

A présent, non seulement la classe dominante organise directement le processus productif de la société, mais le mécanisme de la production est devenu directement social et tous les rapports sociaux sont étroitement corrélés aux rapports de production.

La bourgeoisie ne peut pas se passer de la collaboration des masses populaires, et son État est responsable du bien-être des masses populaires. Celui-ci, en effet, dépend désormais plus de l'organisation de la société que de la lutte contre la nature. Avec le régime de contre-révolution préventive, la bourgeoisie a toutefois construit une barrière à l'instauration du socialisme que le mouvement communiste n'a pas encore réussi à surmonter, dans aucun pays impérialiste.

Les USA étaient le pays où le mode de production capitaliste s'était développé le plus librement, le moins entravé par l'héritage féodal. Ce fut là que, contre le florissant mouvement communiste américain, la bourgeoisie - entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle - mit au point et expérimenta la contre-révolution préventive.

En quoi consiste la contre-révolution préventive ?

Les rapports sociaux capitalistes sont tels que la bourgeoisie a besoin d'un certain degré de collaboration des ouvriers, du prolétariat et du reste des masses populaires. Elle ne peut pas exploiter une masse hostile, en se basant principalement à long terme sur la force et la terreur. Ceci est un de ses « talons d'Achille », sur lequel nous communistes pouvons et devons nous appuyer. La bourgeoisie a besoin des ouvriers pour valoriser son capital.

Nous aussi, communistes, avons besoin des ouvriers : seules les masses populaires guidées par les ouvriers peuvent changer le monde actuel. Depuis le Manifeste de 1848, nous communistes sommes conscients que nous "faisons l'histoire" uniquement parce que nous sommes leur avant-garde : le Parti communiste n'est rien d'autre que l'État Major de la classe ouvrière en lutte contre la bourgeoisie.

Nous communistes mobilisons et organisons les ouvriers pour qu'ils prennent le pouvoir : sans eux nous sommes impuissants. Les meilleures théories, les intentions les plus généreuses, l'activisme le plus héroïque ne modifient pas la société, s'ils ne deviennent pas le fait propre de la masse des ouvriers, s'ils ne deviennent pas les guides de l'activité de la masse des ouvriers. La volonté et les efforts individuels pour créer un nouveau monde ne sont efficaces que s'ils contribuent à mobiliser et organiser les ouvriers.

Les communistes travaillent donc pour augmenter la conscience et l'organisation des ouvriers et des masses populaires. Pour cela, contrairement aux caudistes [NdT : ceux qui sont à *la queue*, à la remorque du mouvement ouvrier], nous n'allons pas parler aux ouvriers de ce à quoi ils s'intéressent déjà : nous allons leur parler de ce à quoi ils doivent s'intéresser pour avancer (se mobiliser et mobiliser, s'organiser et organiser), lutter et vaincre – c'est à nous de trouver les modalités pour amener les ouvriers avancés à nous écouter.

À son tour, la bourgeoisie, pour amener les ouvriers et les masses populaires à collaborer avec elle, pour maintenir ou rétablir leur collaboration, pour rallonger sa domination, doit empêcher que notre travail soit couronné de succès.

Dans les premières décennies du mouvement communiste, la bourgeoisie avait lutté contre le mouvement communiste conscient et organisé (\*) à la vieille manière, grosso modo comme l'ancien régime des monarchies absolues, de la noblesse et du clergé, avait lutté contre la bourgeoisie pour l'empêcher de s'emparer du pouvoir politique.

Mais bien vite, le mouvement communiste rendit inefficaces ou en tout cas insuffisantes ces méthodes. Ceci apparut évident en Allemagne dans la période où furent en vigueur les Lois Antisocialistes (1878-1891). Ce fut plus évident encore aux USA, un pays où l'héritage féodal était des plus faibles. Le mouvement communiste exploitait pour l'émancipation des ouvriers et, à leur suite, du reste des masses populaires vis-à-vis de la bourgeoisie, les nouvelles conditions sociales et politiques que la bourgeoisie elle-même avait créées et dont elle ne pouvait pas se passer : les libertés individuelles, la culture et l'instruction, la liberté d'association, la participation populaire à la vie politique, le droit universel, reconnu et proclamé à une vie digne et heureuse. En somme, tout ce que dans la lutte contre l'ancien régime, la bourgeoisie avait proclamé droit universel, le mouvement communiste grâce à la conception et à la ligne élaborées par Marx et Engels le traduisait en moyens concrets d'émancipation des ouvriers vis-à-vis de la bourgeoisie : les idées assimilées par les masses devenaient une force matérielle. La conscience et l'organisation faisaient des ouvriers la force dirigeante de la société.

Tant que le prolétariat avait été faible, la bourgeoisie avait été révolutionnaire. Elle avait lutté pour la démocratie, contre les rapports de dépendance personnelle (patriarcaux, esclavagistes, féodaux, religieux, etc.) sur lesquels se basaient les vieilles sociétés ; pour la liberté, pour la souveraineté populaire contre le féodalisme, l'absolutisme monarchique et l'obscurantisme clérical. Mais Bismarck l'avait opportunément mise en garde : "La bourgeoisie a signé un chèque en blanc. Tôt ou tard le prolétariat en demandera le paiement". Le Pape de Rome n'en avait pas dit moins.

En effet, l'extension au prolétariat, aux masses des pays impérialistes et aux peuples des colonies, des droits de la démocratie bourgeoise, de la reconnaissance formelle de l'égalité, du droit égal de concourir à déterminer le destin de l'État et à gouverner, à peine le mouvement communiste faisait-il valoir tout cela en pratique, qu'il se heurtait avec la nécessité, inscrite dans les rapports économiques, de maintenir la dictature de la bourgeoisie sur les classes exploitées et sur les peuples opprimés. Tant qu'un pays reste bourgeois quant aux rapports économiques (c'est-à-dire reste basé sur des relations mercantiles et sur l'initiative économique et la propriété des capitalistes), l'État doit d'abord

défendre et promouvoir les intérêts de la bourgeoisie. Dans toute société capitaliste, la dictature politique de la bourgeoisie est économiquement nécessaire, bien que les formes qu'elle assume changent en fonction des circonstances concrètes.

Par ailleurs, si les capitalistes ne font pas de bons profits, toute l'activité économique du pays, tant que le système social reste bourgeois et donc l'initiative économique reste l'apanage des capitalistes, tombe en ruine et avec elle la vie de toutes les classes est bouleversée. La bourgeoisie pouvait s'appuyer sur ces bases pour mobiliser à son service, sur le plan politique aussi, la classe ouvrière et les autres classes des masses populaires.

Dès lors que le prolétariat avait réussi à créer des partis qui participaient avec efficacité à la lutte politique bourgeoise, à construire de fortes organisations syndicales, à créer un réseau d'organisations de masse variées, et fut donc en mesure de faire valoir effectivement pour la masse de la population les droits démocratiques bourgeois que la bourgeoisie se limitait à proclamer, la bourgeoisie ne pouvait plus tolérer la démocratie. Elle devint par la force des choses le réceptacle de toutes les forces réactionnaires.

Dans l'activité de ses Autorités et de son État, la sûreté de son ordre social (rebaptisée « sécurité nationale ») prît et devait prendre le dessus sur le respect des droits démocratiques des individus et des associations, sur les lois et sur les constitutions. La contradiction entre l'asservissement économique et social de la masse de la population et la démocratie bourgeoise devint antagonique. **La légalité bourgeoise étouffait la bourgeoisie.** D'autre part, la bourgeoisie ne pouvait désormais plus exclure les masses populaires de l'activité politique courante, sans instaurer un régime terroriste, avec le risque de déclencher une guerre civile.

« L'État c'est moi », proclamait Louis XIV (1638-1715) contre la bourgeoisie qui avançait ses prétentions à la direction politique du pays. Avant l'époque bourgeoise, dans le cadre des anciens rapports de production, l'État était une émanation du monarque et celui-ci détenait le pouvoir par la volonté de Dieu. La bourgeoisie démocratique avait au contraire affirmé que le pouvoir appartient au peuple, que l'État est l'émanation, l'expression et le représentant du peuple, que l'État a le devoir de pourvoir au bien-être du peuple : c'est ceci qui lui donne la légitimité à commander.

Certes, ce n'étaient là que des mots, des idées. Mais, lorsqu'elles sont assimilées par les masses, les idées deviennent une force matérielle. Plus le mode de production capitaliste s'était affirmé librement sur les anciens modes de production, plus les masses avaient assimilé ces idées. Ceci avait été un point fort pour la bourgeoisie dans sa lutte contre l'ancien régime mais, avec le développement du mouvement communiste, c'était devenu un point faible pour la bourgeoisie.

La bourgeoisie réussirait-elle en effet à gérer son État malgré la participation des masses populaires ? Cela dépend de comment les masses populaires participent. La bourgeoisie réussirait-elle à assurer au peuple le bien-être, même entendu de la manière restreinte dont l'entend la culture bourgeoise ? Cela dépend de divers facteurs et la bourgeoisie impérialiste ne les contrôle pas toujours tous dans tous les pays. Tous ces problèmes se posaient aux USA, de manière plus aiguë que dans tout autre pays.

Étant donné la propriété capitaliste des forces productives, la collaboration des masses prolétaires, bien que rendue nécessaire par le caractère collectif des forces productives et par l'importance que la vie sociale avait assumée, ne pouvait pas se réaliser sous la forme de la participation universelle et consciente à la gestion des affaires sociales (2). Elle requérait donc un système vaste et articulé de manipulation, de corruption et de répression.



Ceci est facilement compréhensible si nous considérons l'ordre social capitaliste dans sa forme pure, que le marxisme a mise en évidence.

Dans le capitalisme, le prolétaire est juridiquement libre, il n'est lié ni à la terre ni à quelque maître. Il peut aller demander du travail dans l'entreprise de n'importe quel capitaliste. Cependant, il ne peut pas être libre par rapport à la bourgeoisie dans son ensemble. Privé de moyens de production, il est obligé de chercher à vendre sa force de travail, et donc de subir le joug de l'exploitation.

La bourgeoisie a besoin de la liberté du vendeur et de l'acheteur de marchandises, mais d'autre part elle doit empêcher que les prolétaires se coalisent et réduisent leur exploitation. C'est-à-dire qu'elle doit empêcher, soit qu'ils élèvent leur salaire au dessus de la valeur de leur force de travail, soit qu'ils réduisent le surtravail : la différence entre le temps de travail effectif et le temps de travail nécessaire pour produire une valeur égale à celle de leur force de travail. Donc, elle doit entraver la croissance de la conscience et de l'organisation de la masse des prolétaires. S'il lui est impossible de l'empêcher dans l'absolu, elle doit dévier et périodiquement briser et repousser en arrière les organisations et la conscience des prolétaires. Elle doit périodiquement enfreindre sa propre légalité démocratique. Mais ceci l'oppose violemment aux masses populaires. Cela crée une situation de guerre civile. S'il ne suffit pas de menacer d'une guerre civile, il faut la faire. Cela, au-delà d'être nuisible pour les affaires, est très dangereux pour la bourgeoisie. Lorsque la bourgeoisie oppose les armes aux ouvriers, tôt ou tard les ouvriers s'arment à leur tour.

Par la contre-révolution préventive, la bourgeoisie cherche à éviter d'en arriver à ce point. Un régime efficace de contre-révolution préventive empêche que l'oppression de la bourgeoisie sur le prolétariat et sur le reste des masses populaires et leur opposition aboutissent à la guerre civile.

Dans la contre-révolution préventive, la bourgeoisie combine cinq lignes d'intervention (cinq piliers qui ensemble régissent tout régime de contre-révolution préventive) :

1. Maintenir le retard politique et culturel général des masses populaires. Dans ce but, répandre activement parmi les masses une culture d'évasion de la réalité ; promouvoir des théories, mouvements et occupations qui détournent l'attention, l'intérêt et l'activité des masses populaires des antagonismes de classe et les concentrent sur des futilités (diversion) ; semer la confusion et l'intoxication par des théories réactionnaires et des nouvelles fausses. En somme, empêcher la croissance de la conscience politique par un système approprié et articulé d'opérations culturelles. Dans ce cadre, la bourgeoisie réévalua et récupéra le rôle des religions et des églises, en premier lieu celui de l'Église catholique, mais elle ne put se limiter à cela, parce qu'une partie des masses échappait inévitablement à leur emprise.

2. Satisfaire les demandes d'amélioration que les masses populaires avancent avec le plus de force ; donner à chacun l'espoir de pouvoir avoir une vie digne et alimenter cet espoir par quelques résultats concrets ; enfermer chaque travailleur individuellement dans un réseau de liens financiers (crédits hypothécaires, mensualités, versements, hypothèques, factures et notes, impôts, etc.) qui le mettent à tout instant face au risque de perdre individuellement tout ou en tout cas beaucoup de son état social, s'il ne réussit pas à respecter les échéances et les cadences que son patron et les Autorités lui ont fixé.

Si dans les luttes revendicatives contre la bourgeoisie, les masses populaires obtenaient du temps et de l'argent, la bourgeoisie devait les pousser à les employer pour la satisfaction de leurs « besoins primaires » : elle devait donc multiplier et a multiplié les moyens et les

formes de satisfaction de ceux-ci afin qu'ils épuisent le temps et l'argent dont les masses populaires disposent (2).

3. Développer des canaux de participation des masses populaires à la lutte politique de la bourgeoisie en position subordonnée, à la suite de ses partis et de ses représentants. La participation des masses populaires à la lutte politique de la bourgeoisie est un ingrédient indispensable de la contre-révolution préventive. La division des pouvoirs, les assemblées représentatives, les élections politiques et la lutte entre différents partis (le multipartisme) sont des aspects essentiels des régimes de contre-révolution préventive. La bourgeoisie doit faire percevoir comme *leur*, aux masses, l'État qui est en réalité l'État de la bourgeoisie impérialiste. Tous ceux qui veulent participer à la vie politique doivent pouvoir participer. La bourgeoisie pose cependant, et doit poser, la condition tacite que ce soit selon les règles du jeu de la classe dominante : qu'ils n'aillent pas au-delà de son ordre social. Malgré cette condition tacite, la bourgeoisie est généralement vite forcée à diviser plus nettement son activité politique en deux domaines. L'un public, auquel les masses populaires sont admises (le « théâtre de marionnettes de la politique bourgeoise »). L'autre secret, réservé aux initiés. Respecter tacitement cette division et s'adapter à elle devient une qualité indispensable de tout homme politique "responsable". Cette règle tacite est cependant, évidemment, un point faible du nouveau mécanisme de pouvoir.

4. Maintenir les masses populaires et en particulier les ouvriers dans un état d'impuissance, éviter qu'ils s'organisent (sans organisation, un prolétaire est dépourvu de toute force sociale, il n'a aucune capacité d'influer sur l'orientation et sur la marche de la vie sociale) ; fournir aux masses des organisations dirigées par des hommes de confiance de la bourgeoisie (des organisations que la bourgeoisie fait construire pour détourner les masses des organisations de classe, en mobilisant et en soutenant des prêtres, des flics et assimilés : les organisations 'jaunes' comme la CISL, les ACLI, l'UIL, etc.), par des hommes vénaux, corruptibles, ambitieux, individualistes ; empêcher que les ouvriers forment des organisations autonomes de la bourgeoisie dans leur structure et dans leur orientation.

5. Réprimer le plus sélectivement possible les communistes. Empêcher à tout prix que les communistes réussissent : donc qu'ils multiplient leurs forces en s'organisant en Parti ; qu'ils développent et assimilent une conception du monde, une méthode de connaissance et de travail, et une stratégie justes ; qu'ils déploient une activité efficace ; qu'ils recrutent, qu'ils affirment leur hégémonie dans la classe ouvrière. Soudoyer et coopter les communistes qui peuvent l'être, briser et éliminer ceux qui ne se laissent pas soudoyer et coopter.

Par la contre-révolution préventive, la bourgeoisie cherche en somme à empêcher que se créent les conditions subjectives de la révolution socialiste : un certain niveau de conscience et un certain degré d'organisation de la classe ouvrière et des masses populaires, autonomes de la bourgeoisie. Ou du moins, empêcher que la conscience et l'organisation de la classe ouvrière, du prolétariat et des masses populaires aillent au-delà d'un certain niveau. Par la contre-révolution préventive, la bourgeoisie entre donc en compétition avec les communistes, leur dispute le terrain de la conscience et de l'organisation des masses et emploie à cet effet toute la puissance de la société qu'elle dirige. Tant que la bourgeoisie surpasse les communistes, sa domination se maintient et son système politique est sauvegardé.

Laquelle des deux parties opposées vaincra ? C'est aux communistes d'exploiter la supériorité de leur conception du monde et de leur méthode de travail, leur identification avec les intérêts stratégiques et globaux des masses populaires, les points faibles de la contre-révolution préventive et de la bourgeoisie en général.

Le succès de la contre-révolution préventive n'est donc pas totalement garanti à priori. Toutes les politiques et les mesures que la bourgeoisie met en œuvre sont des armes à double tranchant. Sa politique culturelle d'escroquerie ôte toute crédibilité à toute autorité et à toute "vérité éternelle" et en même temps, produit des moyens de communication et d'association. Ses organisations "jaunes" peuvent être retournées contre elle, en particulier lorsque leurs résultats ne correspondent pas aux promesses.

La répression et la lutte contre la répression suscitent la solidarité et introduisent à la lutte politique. Le plus la participation des masses à la lutte politique devient autonome, le plus elle oblige la bourgeoisie à créer des théâtres de marionnettes, à dissimuler la vraie politique : en somme elle rend plus difficile pour la bourgeoisie de gérer son État.

Le bien-être que la bourgeoisie peut accorder aux masses dépend de la marche générale de ses affaires, et de la résignation des peuples opprimés à l'exploitation. En définitive, c'est à nous communiste d'apprendre à utiliser les politiques et les mesures de la contre-révolution préventive au bénéfice de la cause de l'émancipation des ouvriers et des masses populaires vis-à-vis de la bourgeoisie.

La contre-révolution préventive demande que les communistes y fassent front par des principes, des méthodes et des initiatives appropriés, **différents** de ceux appropriés à une situation dans lesquelles l'État, non seulement est, mais se présente comme un corps étranger, hostile et opposé aux masses populaires. Par la contre-révolution préventive, la bourgeoisie a jusqu'à présent réussi à empêcher la victoire du mouvement communiste dans les pays impérialistes, principalement parce que le mouvement communiste n'était pas assez avancé idéologiquement pour y faire face. Elle y a réussi en particulier aux USA, parce que le mouvement communiste américain n'a pas encore réussi à élaborer une conception du monde, une méthode de travail et une stratégie adaptées à dépasser ce régime, et parce que l'impérialisme américain a durant une longue période absorbé les ressources en tout genre du reste du monde.

La contre-révolution préventive est toutefois loin de garantir à la bourgeoisie la défaite du mouvement communiste et l'intégration des masses dans son régime, comme divers courants défaitistes ou militariste (\*) l'ont soutenu et le soutiennent encore. Elle a simplement marqué une nouvelle forme et une nouvelle phase, plus avancée et décisive, de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Face à la faillite ou à l'insuffisance de la contre-révolution préventive, la bourgeoisie impérialiste dispose du recours à la **mobilisation réactionnaire (\*) des masses populaires**. Déjà en temps normal, elle transforme toute contradiction entre elle et les masses en contradictions entre parties des masses : si elle ferme une entreprise, elle dresse les travailleurs d'une région contre ceux d'une autre, chaque groupe en défense de son entreprise ; elle agit de manière analogue lorsqu'elle licencie, lorsqu'elle produit des marginaux, lorsqu'elle produit des délinquants ; etc.

Lorsque son État n'est pas en mesure de pourvoir au bien-être des masses populaires, la bourgeoisie doit mobiliser les masses à y pourvoir au dépens d'une autre partie des masses ou en attaquant, en opprimant et en pillant d'autres pays, peuples et nations : c'est la mobilisation réactionnaire des masses populaires.

Mais même la mobilisation réactionnaire des masses populaires est une arme à double tranchant. Si elle n'atteint pas son objectif, si les pays, les peuples et les nations attaqués résistent efficacement, la mobilisation réactionnaire peut se transformer en mobilisation révolutionnaire (\*).

Enfin, dans tous les pays la bourgeoisie prévoit des moyens, instruments et structures en vue de la guerre civile ; elle prépare la guerre civile. Car elle y aura recours si échouent les autres moyens employés pour empêcher la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et les masses populaires.

Telles sont les conditions politiques que tout Parti communiste des pays impérialistes doit comprendre dans les lignes générales et dans les traits spécifiques du pays, faire connaître et dénoncer publiquement. Un parti qui néglige ces aspects, ou qui maintient les masses populaires dans l'ignorance de ceux-ci, n'est pas un Parti communiste.

Mais plus important encore, est que le Parti communiste guide la construction de l'organisation et de l'activité du mouvement communiste conscient et organisé (\*), et en premier lieu de lui-même, de façon à être en mesure de faire face avec succès à ces conditions.

Dans la société bourgeoise, encore moins que dans les sociétés qui l'ont précédée, n'existent de murailles de Chine séparant une classe de l'autre. Pour créer un régime de contre-révolution préventive, la bourgeoisie a aussi dû modifier les rapports entre les membres et les groupes de la classe dominante. Les rapports démocratiques et réglés par des lois et des règles publiquement acceptées furent au fur et à mesure remplacés par la domination d'une poignée de représentants du capital financier sur le gros de la bourgeoisie, et par des rapports antagoniques entre les représentants des fractions en lesquelles le capital global de la société est divisé. Dans chaque pays, pour la bourgeoisie impérialiste, devinrent pratiques courantes la militarisation de l'activité de l'État et de la société entière, la manipulation de l'information et de l'opinion publique, l'intoxication et la désinformation, la subordination des institutions politiques et sociales tant à la corruption du capital financier qu'au contrôle et à l'infiltration des organes répressifs, les manœuvres de la diplomatie secrète et des services secrets, une vaste activité politique et affairiste conduite dans les coulisses du théâtre de marionnettes de la politique bourgeoise, par quelques grands capitalistes et autres "initiés", la formation de bandes armées qui se soustraient aux ordres et aux lois officielles. Les sociétés secrètes résiduelles de la bourgeoisie (\*) naissante (franc-maçonneries, mafia, ordres chevaleresques, etc.) se transformèrent en sociétés financières et criminelles.

La bourgeoisie, dans le domaine culturel, repoussa au second plan la recherche et la diffusion de la compréhension du monde physique et des processus sociaux. Elle mit au premier plan la culture d'évasion, l'élaboration et la diffusion de théories qui cachaient les rapports sociaux effectifs, défendaient l'ordre existant et en proclamaient l'éternité.

Les conceptions et les pratiques religieuses et les églises respectives, contre lesquelles la bourgeoisie s'était un temps battue, furent repêchées par la bourgeoisie, et leur autorité fut imposée à nouveau dans l'effort de conserver la collaboration des masses populaires et d'en stopper le développement politique.

Partout la bourgeoisie cessa de lutter contre les monarchies, le clergé, la noblesse et les autres vieilleries du passé, qui de diverses manières avaient survécu à la révolution bourgeoise (les institutions féodales, les églises, les pratiques obscurantistes, les sociétés secrètes, etc.). Elle les récupéra, en assumant la défense et en fit des alliées contre le mouvement communiste. Sous la direction du Pape Léon XIII (1878-1903), l'Église catholique, son clergé et son chef se rachetèrent, dans le nouveau rôle de défenseurs de la civilisation bourgeoise, un nouveau prestige jusque dans les pays protestants (47).

Les Concordats et autres accords semblables se multiplièrent. La bourgeoisie assumait la religion comme moyen nécessaire de domination sur les classes et les peuples opprimés.

La bourgeoisie athée imposa dans les écoles l'instruction religieuse et constitua les religions en religions d'État : par exemple en Italie la réforme Gentile de l'école (48). Mais pas seulement l'Église catholique et son Pape : la bourgeoisie remit à neuf et chargea du rôle de défenseurs de l'ordre constitué et de guides des masses toutes les institutions et les Autorités religieuses que la révolution bourgeoise n'avaient pas encore éliminées, malgré les protestations et les disputes qui ceci provoquait entre elles, vu que beaucoup d'entre elles prétendaient à l'exclusivité.

Le bourgeois entrepreneur avait méprisé et envié l'aristocrate parasite et vicieux, et combattu le clergé réactionnaire et obscurantiste. La bourgeoisie impérialiste n'eut par contre aucune difficulté à accueillir, parmi les nouveaux rentiers parasites, les parasites aristocratiques et le clergé. Ceux-ci devinrent des membres de l'oligarchie financière, sans devoir changer ni leurs habitudes ni leurs conceptions. Le clergé donna l'exemple, et bénit au nom de Dieu la conversion de la bourgeoisie et la nouvelle Sainte Alliance. Ce qui se produisit dans les pays impérialistes, s'étendit graduellement aussi aux pays opprimés : les vieilles classes dominantes et le clergé furent cooptés par la bourgeoisie impérialiste contre l'avancée de la révolution prolétarienne.

Cette récupération devint source de nouvelles contradictions et de crise, et développa dans la bourgeoisie de nouvelles activités qui, toutefois, posaient à leur tour des limites à la valorisation du capital : rapports de dépendance personnelle, organisations criminelles, remplacement de la concurrence économique par la violence et la corruption, prédominance de l'arbitraire des gouvernements, des administrations publiques et de leurs représentants sur les lois, combinaison des fonctionnaires publics et des hommes politiques avec les grands capitalistes et leur corruption, élimination des concurrents, guerre entre les groupes capitalistes dont les rapports ne pouvaient plus être arbitrés par des lois et des institutions communes, etc.

#### **1.3.4 Les Formes Antithétiques de l'Unité Sociale**

Mais ni la répression, ni la manipulation des consciences, ni la collaboration zélée des vieilles églises et religions n'auraient suffi à arrêter le mouvement communiste. La bourgeoisie devait toujours plus compter avec le caractère déjà collectif des forces productives. Elle dut créer, dans la continuité, des formes de gestion collective (associations de capitalistes) qui constituaient une médiation entre la propriété individuelle capitaliste des forces productives et leur caractère collectif et qui étaient, au moins dans une certaine mesure et provisoirement, aptes à dépasser les effets les plus dévastateurs produits par le fait que survivent les rapports de production capitalistes, alors que les forces productives sont déjà devenues collectives.

Marx les a appelées des **Formes Antithétiques de l'Unité Sociale** (FAUS) (\*) : sociétés par actions, associations de capitalistes, cartels internationaux de secteurs productifs, banques centrales, banques internationales, systèmes monétaires fiduciaires, politiques économiques d'État, organismes économiques publics, conventions collectives de travail, systèmes d'assurances générales, réglementations publiques des rapports économiques, organismes supranationaux, jusqu'au capitalisme monopoliste d'État et au système monétaire fiduciaire mondial (\*) (31) (42) (46).

Les FAUS assumèrent un rôle toujours plus important dans la structure économique et politique de la société. Toujours plus fréquemment, de l'intérieur de la bourgeoisie elle-même, surgirent des tentatives et, encore plus nombreuses, des promesses de donner une direction stable et sur une grande échelle à l'économie capitaliste, par l'État ou les consortiums bancaires. Mais la société bourgeoise restait globalement composée d'une myriade de capitalistes individuels, de producteurs individuels (petit-bourgeois) et de vendeurs et d'acheteurs de marchandises et de force de travail en concurrence entre eux.

Elle restait donc ingouvernable. Les plans du capital : pays-entreprise, cartel capitaliste mondial unique, gouvernement mondial de l'économie capitaliste, etc. restèrent et restent des illusions ou des duperies, et les FAUS des superstructures d'efficacité limitée, précaires et fragiles (49).

Elles étaient toutefois un indice de la nécessité du communisme, montraient sa praticabilité et créaient quelques instruments matériels et culturels et certaines prémisses pour le communisme. Elles étaient la transition de la société capitaliste à la société communiste, comme cette transition pouvait s'accomplir avec la persistance de la direction de la bourgeoisie, qui rendait cette transformation douloureuse, lente, atroce et dévastatrice.

Lénine, en particulier, fit remarquer que le capitalisme monopoliste d'État constituait la préparation matérielle du socialisme la plus complète qu'il était possible d'accomplir dans le cadre du mode de production capitaliste, **bien qu'entre celui-ci et le socialisme était nécessaire le saut** constitué par la révolution socialiste, c'est-à-dire que la direction de la société passe de la bourgeoisie impérialiste à la classe ouvrière. À cette condition seulement, la transformation de la société capitaliste en société communiste pourrait emprunter la voie définitive, outre que la plus directe, la plus rapide et la moins douloureuse : la voie socialiste de transition, sous la direction de la classe ouvrière.

### 1.3.5. Le mouvement communiste au début de l'époque impérialiste

La stratégie que Marx et Engels avaient proposé au mouvement communiste consistait à s'emparer du flambeau de la démocratie que la bourgeoisie avait laissé tomber, assumer le pouvoir au cours d'une insurrection populaire et mener à fond la guerre contre le compromis entre la bourgeoisie et les vieilles forces féodales, jusqu'à éliminer l'asservissement économique et social des masses populaires à la bourgeoisie, au clergé et à quelque classe parasitaire et exploiteuses que ce soit.

Cette stratégie s'est montrée insuffisante à l'épreuve des faits, comme Engels lui-même l'a ouvertement reconnu. Dans les premiers pays capitalistes, il n'y eut plus de révolutions démocratiques. L'essentiel des tâches de la révolution démocratique étaient réalisées, dans les limites où elles pouvaient l'être, dans le cadre du mode de production capitaliste. La révolution socialiste avait des formes propres, nettement distinctes de celles de la révolution démocratique. La stratégie proposée par Marx et Engels ne les définissait pas de manière suffisante.

Dans les pays capitalistes les plus avancés, le mouvement communiste conscient et organisé avait pris la route de l'accumulation de forces dans le cadre de la société bourgeoise, mais il ne définit jamais une stratégie pour l'instauration du socialisme, malgré le cri d'alarme ouvertement lancé par Engels en 1895.

Privée d'une stratégie à la hauteur de la tâche, la classe ouvrière ne tenta pas non plus de prendre le pouvoir. La bourgeoisie maintint donc son pouvoir et entra dans la phase impérialiste du capitalisme. L'impérialisme était la putréfaction de la société bourgeoise. Cette putréfaction n'explosât dans toute sa gravité qu'avec la Première Guerre Mondiale, mais elle fut déjà perçue auparavant dans le mouvement communiste.

Au sein de celui-ci s'ouvrit en effet un affrontement, au niveau mondial, entre deux lignes antagoniques. « La lutte entre les deux tendances principales du mouvement ouvrier, le socialisme révolutionnaire et le socialisme opportuniste, remplit tout la période qui va de 1889 à 1914 » (50).

A l'échelle mondiale, dans le mouvement communiste conscient et organisé, prévalut momentanément la droite. Dans le mouvement communiste, la droite représentait la contre-tendance, par rapport à la tendance historique principale, la tendance au communisme.

La gauche du mouvement communiste, pour prévaloir et guider la classe ouvrière et le reste des masses populaires vers la révolution socialiste, avait besoin d'élaborer une stratégie à la hauteur de la tâche. À la droite, il suffisait d'empêcher que la gauche le fasse.

Dans son rôle, la droite du mouvement communiste avait l'appui tant spontané que conscient de la bourgeoisie et était aidée par la difficulté objective que rencontre la classe ouvrière pour développer un corps propre de dirigeants (les intellectuels organiques), à cause de la condition sociale dans laquelle le système social capitaliste la relègue, et parce que la bourgeoisie n'épargne aucun moyens pour réprimer, soudoyer et coopter ceux qui se apparaissent (aristocratie ouvrière (\*)).

La victoire de la droite fut en effet, également, favorisée par l'inévitable constitution d'une aristocratie ouvrière (fonctionnaires du mouvement ouvrier) et par la forte présence, dans les partis de la IIe Internationale, d'intellectuels provenant d'autres classes.

Ceux-ci entraient dans les partis ouvriers attirés par l'hégémonie conquise par la classe ouvrière, mais ils ne furent pas remodelés en fonction du rôle qu'ils jouaient dans le parti. Donc, ils reproduisaient dans celui-ci les caractéristiques et les limites de leur condition sociale précaire et de leur subordination idéologique à la bourgeoisie.

Le socialisme opportuniste eut sa base théorique dans le révisionnisme (\*) d'E. Bernstein. Celui-ci soutenait qu'était possible une transformation graduelle et pacifique de la société capitaliste en société socialiste parce que, soutenait Bernstein, le capitalisme avait de fait emprunté une voie différente de celle que Marx avait indiqué, la voie de l'atténuation des antagonismes de classe, de l'extension illimitée des droits démocratiques aux masses et du gouvernement conscient de l'activité économique de la société par l'État démocratique. La reddition des partis social-démocrates en 1914, face à chantage de la bourgeoisie (soit collaborer avec l'effort de guerre, soit affronter la répression ouverte et la guerre civile), marqua la fin sans gloire de la IIe Internationale et la fin de toute prétention scientifique du révisionnisme de Bernstein.

Le mouvement communiste conscient et organisé renaquit plus fort d'un autre côté (51).

Il reçut une nouvelle impulsion avec la révolution de nouvelle démocratie (\*) qui triompha dans l'Empire russe, dans le cadre de la situation révolutionnaire en développement (\*) engendrée par la première crise générale du capitalisme (1900-1945).

#### **1.4. La première crise générale du capitalisme, la première vague de la révolution prolétarienne, le léninisme comme seconde et supérieure étape de la pensée communiste**

Au début du XXe siècle, les pays capitalistes se heurtèrent pour la première fois à la limite intrinsèque du mode de production capitaliste que Marx avait indiquée : la surproduction absolue de capital (\*). Le capital accumulé était maintenant tellement important que si, dans les conditions sociales existantes, les capitalistes avaient utilisé dans la production tout le capital qu'ils avaient accumulé, la masse du profit aurait diminué.

Seule une partie du capital accumulé pouvait donc être employée comme capital productif (\*) (42). De là la lutte entre les groupes capitalistes, parce que chacun veut valoriser son capital. De là la guerre inter-impérialiste et la mobilisation réactionnaire des masses populaires (\*) : la ruine de "ses" capitalistes entraîne avec elle, dans la ruine, l'activité économique de la masse de la population et de son mode de vie, et en compromet même la survie dans tous les pays, tant que leur ordre social reste bourgeois.

Surproduction de capital signifie surproduction de toutes les choses dans lesquelles le capital se matérialise : surproduction de moyens de production, surabondance de matières premières, surproduction de biens de consommation, surabondance de force de travail (chômage chronique, surpopulation), surabondance d'argent. Donc, toute la vie de toutes les

classes en est bouleversée. C'est seulement au prix de difficultés croissantes, d'un abrutissement moral et intellectuel croissant des individus et de cataclysmes sociaux récurrents, que le processus de production et de reproduction des conditions matérielles de l'existence humaine, ainsi que l'échange organique entre l'homme et la nature pouvaient continuer à être effectués dans le cadre des relations sociales capitalistes, des relations sociales d'argent et des relations sociales mercantiles (52).

En contradiction avec le progrès scientifique et technique et avec la puissance des forces productives à l'œuvre, des telles relations rendaient dans tous les pays, pour la masse prolétarienne de la population, la satisfaction des besoins élémentaires d'une vie civilisée suffisamment difficile pour absorber chez chaque individu sinon toutes, du moins une grande partie de ses ressources intellectuelles et morales, et le maintenir loin des activités spécifiquement humaines (2), dans une condition d'abrutissement intellectuel et moral différente, mais non moins dégradante et humiliante, que celle dans laquelle la masse de l'humanité avait été reléguée dans les sociétés du passé.

Les relations sociales capitalistes, d'argent et mercantiles enveloppaient chaque prolétaire dans une toile d'araignée d'obligations et de contraintes qui le poussaient à des comportements individuels dont il ignorait les effets sociaux, mais légitimés par l'état de nécessité, c'est-à-dire nécessaires à la satisfaction des besoins légitimes ou en tout cas consacrés par la culture courante.

L'avidité, la criminalité et l'indifférence pour le sort des autres étaient justifiées par l'état de nécessité dans lequel les relations sociales plaçaient chaque individu. L'impuissance effective du prolétaire non organisé à peser sur le cours des relations sociales qui l'enserment de tout côté, associée avec la croissante division sociale du travail, engendrait et légitimait l'irresponsabilité pour des comportements individuels qui, multipliés par des millions et des milliards d'individus et répétés d'innombrables fois, engendraient un cours collectif des choses monstrueux et désastreux. Contre ce cours des choses, non pas la morale individuelle, mais l'action politique était l'arme que tout prolétaire conscient pouvait et devait empoigner.

Eclata alors la première crise générale du capitalisme (1900-1945). Elle naissait de l'économie, mais la crise économique ne trouvait pas de solution dans le champ économique, comme cela était encore le cas pour les crises cycliques du XIXe siècle.

Elle se transformait nécessairement en crise politique et culturelle. Sa solution exigeait le bouleversement de l'ensemble des rapports sociaux. De là une situation révolutionnaire en développement (\*), les guerres impérialistes et la révolution prolétarienne. Cette première crise générale dura plusieurs décennies et ne prit fin qu'à travers les destructions des forces productives et les bouleversements des systèmes, des institutions et de la culture culminant dans la Seconde Guerre Mondiale.

Au début de la première crise générale, le monde déjà avait été entièrement partagé entre les groupes impérialistes et leurs États. La bourgeoisie impérialiste défendait férocement, dans chaque pays et au niveau international, les systèmes existants (le système colonial, le système monétaire-or mondial, les systèmes juridiques et législatifs, etc.) comme formes de son pouvoir. Mais, d'autre part, le capital avait maintenant occupé tous les espaces d'expansion qu'il était possible d'occuper dans le cadre de ces systèmes, et ne pouvait plus s'étendre sans les subvertir. Chaque groupe impérialiste ne pouvait donc développer ses affaires et augmenter ses profits qu'en occupant l'espace d'un autre groupe impérialiste.

Les difficultés rencontrées par l'accumulation du capital bouleversaient le processus de production tout entier et la reproduction des conditions matérielles d'existence de la société entière, toute la structure économique de la société et sa superstructure politique et culturelle. Les rapports entre la bourgeoisie impérialiste et les masses populaires étalèrent tout leur antagonisme. La classe dominante ne pouvait plus réguler les rapports entre les groupes qui la composaient ni tenir en respect les masses populaires avec les anciens systèmes, pas plus que les masses ne pouvaient accepter la désagrégation et les



souffrances auxquelles la crise générale les conduisaient et dont la Première Guerre Mondiale fut la manifestation concentrée.

Commença alors une *situation révolutionnaire en développement* (53). Le monde devait changer. Des intérêts acquis et consolidés devaient être éliminés. Le réseau des relations commerciales et financières devait être dissous. Un nouvel ordre devait être instauré. Aucun individu, groupe, parti ou classe n'était individuellement en mesure de faire sortir la société de la crise dans laquelle le développement objectif du capitalisme l'avait plongée.

Seule une **mobilisation générale** des larges masses pouvait éliminer les rapports, habitudes et pratiques consolidées et en établir de nouveaux, créer un nouvel ordre social.

Forcées par la situation objective, les larges masses se mobilisaient pour instaurer une nouvelle société. La mobilisation des masses était un événement objectif, comme en montagne l'écoulement des eaux vers la vallée pendant une intempérie. C'était un événement dont les causes motrices ne résidaient pas dans l'initiative et dans la conscience des individus et des partis, mais au contraire, créaient l'initiative et la conscience.

Deux voies étaient possibles : soit la bourgeoisie transforme les contradictions entre elle et les masses populaires en contradictions entre parties des masses populaires ; soit, la classe ouvrière mobilise les masses populaires contre la bourgeoisie impérialiste et, sur cette base, les organise et les unit. L'enjeu et l'objet de la lutte politique entre classes, partis et individus, était laquelle de ces deux voies suivre.

1. La mobilisation des masses populaires dirigée par tel ou tel groupe de la bourgeoisie impérialiste contre les autres masses populaires, et vouée à l'instauration d'un nouvel ordre mondial encore capitaliste, par la destruction d'une partie du capital accumulé et des forces productives qui le représentent (*mobilisation réactionnaire des masses populaires* (\*)).

2. La mobilisation des masses populaires dirigée par la classe ouvrière au moyen de son Parti communiste, contre la bourgeoisie impérialiste et vouée à l'instauration d'une société socialiste qui retire immédiatement, au moins à la partie la plus importante des forces productives existantes, le caractère de capital (*mobilisation révolutionnaire des masses populaires* (\*)).

La mobilisation des masses populaires n'est pas engendrée par le groupe, le parti ou la classe qui la dirige. Mais il n'y a pas de mobilisation des masses populaires qui n'ait une direction. Dès le début, à l'intérieur des masses, il y a une lutte pour la direction entre les deux classes, les deux voies et les deux lignes, et la mobilisation des masses populaires ne réalise son objectif que sous la direction d'une des deux classes antagoniques (54).

Dans le mouvement communiste, la plus haute compréhension de la transformation que l'humanité accomplissait et des forces qui s'y affrontaient fut exprimée par Lénine (1870-1924).

Le léninisme devint la deuxième supérieure étape de la pensée communiste. Le léninisme a enrichi et développé la pensée communiste au-delà du marxisme.

Il a amené des apports dont il faut tenir compte principalement dans trois domaines :

1. la nature et le rôle du Parti communiste dans la préparation et la conduite de la révolution prolétarienne ;
2. les caractéristiques économiques et politiques de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne ;
3. la direction de la classe ouvrière sur le reste des masses populaires et l'alliance du prolétariat des pays impérialistes avec les peuples opprimés par l'impérialisme.

Le marxisme-léninisme fut la conception du monde et la méthode de travail qui guida les communistes pendant la première vague de la révolution prolétarienne.

D'abord prévalut la mobilisation réactionnaire. La bourgeoisie impérialiste avait déjà, partout, le pouvoir en main et dans la IIe internationale, la gauche n'avait pas réussi à s'opposer avec succès à l'action des révisionnistes, parce qu'elle n'avait pas atteint une compréhension suffisamment avancée des conditions, des résultats et des formes dans lesquelles se déroulait maintenant la lutte de classe. La IIe Internationale n'avait donc pas accumulé des forces révolutionnaires de qualité suffisante pour que la classe ouvrière et ses Partis communistes soient en mesure d'affronter avec succès la guerre civile à laquelle la bourgeoisie les défiait.

La bourgeoisie plongea tous les peuples dans une période de bouleversements, de destructions, de souffrances et de massacres de dimensions jusqu'alors jamais vues, qui durèrent plus de trente ans. L'Europe et l'Asie furent mises à feu et à sang.

Les deux Amériques, l'Afrique et l'Océanie furent pressurées pour qu'elles contribuent à la guerre. Dans tous les pays émergèrent des groupes bourgeois qui, au nom du salut des intérêts généraux de leur classe, en prirent la direction en soumettant à leurs intérêts ceux des autres groupes, et se mirent à la tête de la mobilisation réactionnaire des masses populaires, dont les formes exemplaires furent le fascisme en Italie et le nazisme en Allemagne.

La mobilisation réactionnaire des masses populaires assumait, et ne pouvait qu'assumer, la forme de la guerre entre États et de la guerre civile. La bourgeoisie impérialiste n'avait pas d'autre moyen, ni pour « décider » quels intérêts particuliers devaient être sacrifiés au salut de la classe et lesquels devaient s'imposer comme nouveaux intérêts généraux de toute la classe, ni pour prévenir et empêcher la révolution.

Dans chaque pays impérialiste, pour faire face à l'instabilité du régime politique qui découlait de la crise, l'État de la bourgeoisie impérialiste devait employer ses moyens les plus avancés pour ouvrir dans le monde de nouveaux espaces à l'expansion des affaires des groupes capitalistes du pays. Les contradictions économiques entre groupes impérialistes et entre la bourgeoisie et les masses populaires étaient devenues antagoniques, et se transformaient en contradictions entre États impérialistes et en contradictions politiques à l'intérieur de chaque pays.

Le cours de la société capitaliste avait mis à l'ordre du jour l'alternative guerre ou révolution. Mais, dans aucun des pays impérialistes, la classe ouvrière n'était en mesure de faire face victorieusement à la guerre civile que la bourgeoisie lui imposait. La bourgeoisie impérialiste mobilisa donc de larges masses, sur une échelle encore jamais vue, contre d'autres masses, étrangères ou du même pays, et la guerre reprit le caractère primitif de guerre d'extermination de masse, menée cependant avec les ressources et les moyens les plus modernes et en même temps, en contradiction avec la culture et les sentiments les plus avancés que l'humanité avait désormais produits.

Les premières années de la crise générale furent dédiées à la préparation politique, militaire, économique et psychologique de la guerre. Ensuite, la bourgeoisie lança les masses dans la Première Guerre Mondiale. Mais déjà, au cours de la Première Guerre Mondiale, la classe ouvrière réussit dans une série de pays à transformer la mobilisation réactionnaire en mobilisation révolutionnaire des masses (\*) que la bourgeoisie impérialiste avait mobilisées, et avait tiré hors du cours traditionnel de leur vie pour qu'elles donnent leurs forces et leur sang pour faire prévaloir ses intérêts : ces masses se retournèrent contre ceux qui les dirigeaient et changèrent de camp.

Les événements montrèrent que, parmi tous les partis de la IIe Internationale, seul le Parti Ouvrier Social-démocrate de Russie, dirigé par Lénine, avait accompli une accumulation de forces de qualité adéquate pour faire face à la situation. Il réussit donc, dans l'Empire russe, à transformer la guerre impérialiste en révolution prolétarienne.

En 1917, il sut profiter des conditions créées par la guerre impérialiste et instaura le pouvoir révolutionnaire dans une partie importante du territoire de l'Empire. Il mobilisa et organisa les masses populaires autour du Parti communiste (les soviets, forme concrète du front des classes et des forces révolutionnaires que le Parti communiste doit réunir sous sa direction pour mener la révolution prolétarienne), et il les mobilisa sur le plan militaire en créant ses Forces Armées (l'Armée rouge, autre forme d'organisation des masses populaires que le Parti communiste doit promouvoir pour mener la révolution prolétarienne).

Contrairement aux attentes du POSDR lui-même, le nouveau pouvoir dut affronter une longue et décisive guerre civile (1918-1920). Les forces réactionnaires de l'empire tsariste mobilisèrent sous leurs ordres la bourgeoisie russe et les forces qui étaient sous son influence. Elles furent soutenues par toutes les puissances impérialistes. Celles-ci, avec leurs pays satellites, dans les limites de ce que la situation interne de chaque pays permettait, lancèrent leurs forces à l'attaque du nouveau pouvoir révolutionnaire, pour l'étouffer à la naissance, répétant ce qui en 1871 avait réussi aux classes dominantes françaises et allemandes, contre la Commune de Paris. (55)

Mais, contrairement à ce qui s'était produit pour la Commune de Paris, le nouveau pouvoir était désormais dirigé par un Parti communiste à la hauteur de la situation et il n'était pas tout à fait isolé internationalement. Au contraire, il était soutenu par les forces révolutionnaires de tous les pays, même si les autres révolutions prolétariennes qui avaient éclaté en Europe (Allemagne, Autriche, Hongrie, Finlande, Pays Baltes, etc.) furent défaites et que dans d'autres pays (Italie, Roumanie, Pologne, France, etc.), le ferment révolutionnaire ne réussit pas à se transformer en début de conquête du pouvoir, tant étaient arriérés les partis communistes locaux, et était inadéquate, face à la guerre civile, l'accumulation de forces accomplie dans le cadre de la IIe Internationale.

En environ trois ans de guerre civile et de résistance à l'agression impérialiste, le nouveau pouvoir révolutionnaire instauré en 1917 en Russie réussit à écraser les forces contre-révolutionnaires, à repousser l'agression impérialiste et à imposer et consolider sa direction sur une grande partie du territoire du vieil Empire russe. En 1922 fut constituée l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS).

Avec la révolution russe de 1917 débuta la première vague de la révolution prolétarienne, qui ébranla le monde entier et ouvrit une nouvelle ère pour toute l'humanité.

Au niveau international, la révolution prolétarienne avait maintenant conquis et consolidé en URSS sa base territoriale, sa première base rouge. Son existence et son activité firent faire un saut qualitatif aux forces révolutionnaires, tant des pays impérialistes que des pays opprimés. La révolution prolétarienne mondiale assumait dès lors dans chaque pays deux aspects : la mobilisation révolutionnaire des masses populaires du pays, et la défense et la consolidation de la base rouge de la révolution prolétarienne mondiale, l'URSS.

Dès lors, dans chaque pays, pour la mobilisation révolutionnaire, le Parti communiste bénéficia de l'aide organisationnelle et idéologique qui lui venait de la base rouge mondiale de la révolution. À son tour, il devait affronter les tâches de la mobilisation révolutionnaire des masses populaires de son pays et de la défense et de la consolidation de la base rouge constituée par l'Union soviétique.

Le Parti communiste de l'Union soviétique dût affronter les tâches qui découlaient du rôle de base rouge que l'URSS jouait pour la révolution mondiale, et les tâches de la transformation socialiste des différents modes de production (Lénine, en 1919, au VIIIe Congrès du PC(b)R, en énuméra bien six) qui existaient sur le territoire du vieil et arriéré Empire russe.

Dans la mobilisation réactionnaire, chaque groupe impérialiste avait constamment deux leitmotivs : la guerre entre les groupes impérialistes et la répression de la révolution prolétarienne. À partir de la constitution de la première base rouge de la révolution prolétarienne mondiale, la répression de la révolution assumait dans chaque pays un aspect local (la suppression ou la limitation des forces révolutionnaires locales) et un aspect international (l'élimination de la base rouge de la révolution prolétarienne mondiale).

La mobilisation réactionnaire fut affaiblie chaque fois que ces différents aspects entraient en conflit et les groupes impérialistes étaient déchirés par des contradictions sur la priorité entre eux.

Aux trois grandes contradictions de l'époque impérialiste déjà indiquées, s'ajouta alors une quatrième contradiction : la contradiction entre le camp impérialiste et le camp socialiste.

Au niveau mondial, du point de vue de la révolution prolétarienne mondiale, la phase de l'accumulation des forces révolutionnaires (\*) était passée désormais dans la phase de l'équilibre stratégique (\*) : le mouvement communiste avait maintenant sa base territoriale et ses Forces Armées que la bourgeoisie ne réussissait pas à éliminer.

La mobilisation réactionnaire de masse se concrétisa dans l'instauration de régimes terroristes de masse comme le fascisme (1922), le nazisme (1933) et le franquisme (1936-1939), dans l'invasion japonaise de la Chine et d'autres pays asiatiques (1936-1945), dans le déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale (1939-1945).

La mobilisation révolutionnaire tira sa force de la victoire obtenue en Russie. La classe ouvrière, grâce à ses Partis communistes créés dans le cadre de la première Internationale Communiste (1919-1943), prit la direction des révolutions démocratiques anti-impérialistes dans divers pays coloniaux et semi-coloniaux. Le sommet de celles-ci fut la victoire de la révolution de nouvelle démocratie (\*) en Chine et l'instauration de la République populaire de Chine (1949).

La classe ouvrière mena avec force, dans de nombreux pays, la lutte contre le fascisme, le nazisme et le franquisme. Elle défendit avec succès son système politique instauré en Union soviétique, contre les assauts répétés des puissances impérialistes coalisées (1918-1920 et 1941-1945) et les sabotages, les blocus économiques, l'agression furibonde de la bourgeoisie impérialiste qui ne recula devant aucun crime. Elle réussit à décourager les projets agressifs des groupes impérialistes anglo-américains qui méditaient une seconde agression contre l'URSS, et à empêcher leur confluence contre-révolutionnaire avec les groupes impérialistes allemands, japonais et italiens (56). Par la grande victoire contre l'agression des nazis et de leurs alliés (1945), elle réussit à créer des démocraties populaires en Corée du Nord, en Yougoslavie, Albanie, Pologne, Allemagne orientale, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie. Elle commença alors la transition vers le communisme de plus du tiers de la population mondiale. Elle développa les forces révolutionnaires dans le monde entier. Elle acquit une grande expérience dans le domaine totalement inexploré de la transition du capitalisme au communisme, synthétisée dans les œuvres de Lénine, de Staline (1879-1953) et de Mao Tsé-toung (1893-1976).

Malgré ces grands succès, pendant la première crise générale du capitalisme, la classe ouvrière n'atteignit toutefois pas encore un niveau de conscience et d'organisation suffisant pour vaincre aussi la bourgeoisie dans les pays où celle-ci était la plus forte : dans les pays impérialistes. Dans ces pays, la classe ouvrière n'avait pas encore exprimé une direction assez consciente des tâches stratégiques ni, par conséquent, assez capable de déterminer et réaliser systématiquement les tâches tactiques relatives à l'accumulation des forces de la révolution et à la conquête du pouvoir.

Les partis socialistes existants dans ces pays au début de la crise générale avaient formulé des prises de position contre la guerre que la bourgeoisie préparait (comme le Manifeste du Congrès international de Bâle - 1912). Mais les déclarations révolutionnaires masquaient une ligne politique, une tactique et une organisation réformistes, toutes internes au mouvement politique bourgeois, imprégnées d'illusions sur le caractère encore démocratique de la bourgeoisie. Les mots cachaient les faits plutôt que de les éclairer. La lutte politique révolutionnaire était unilatéralement confondue par ces partis avec l'intervention dans la lutte politique bourgeoise : celle-ci étouffait la première. Ces partis étaient donc totalement impréparés à assumer la direction de la mobilisation des masses, et en 1914 ils furent submergés et renversés par l'opportunisme et le social-chauvinisme.

Les Partis communistes formés dans les pays impérialistes, dans le cadre de la première Internationale communiste, constituèrent partout un bond en avant par rapport aux partis socialistes. Ils ne réussirent pas, toutefois, à se mettre à la hauteur de la situation. Les tendances droitières restèrent fortes, imprégnés d'illusions sur le caractère encore démocratique de la bourgeoisie et de méfiance dans la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière et des masses populaires. La gauche ne comprit pas la nature de la crise générale en cours, ni les caractéristiques de la situation révolutionnaire en développement. Elle ne réussit pas, par conséquent, à développer une ligne juste pour l'accumulation de forces révolutionnaires.

Elle considéra les régimes terroristes instaurés par la bourgeoisie impérialiste dans certains pays (Italie, Allemagne, etc.), les menaces de déchaîner la guerre civile dans d'autres et la collaboration des États et des groupes impérialistes des pays soi-disant démocratiques avec les États fascistes, comme une situation exceptionnelle et d'urgence, comme une anomalie dans le cours de l'histoire et de la lutte entre les classes. Le fascisme, le nazisme, les guerres et la mobilisation réactionnaire de masse en général furent considérés, par les Partis communistes, comme des anomalies circonscrites et locales, des états d'exception et d'urgence. Ils n'assimilèrent pas la conception qu'en réalité, la révolution socialiste progresse uniquement en suscitant contre elle une contre-révolution puissante, et que c'est uniquement en triomphant de celle-ci que les forces révolutionnaires deviennent capables de fonder la nouvelle société. En vain Staline répéta durant ces années la loi déjà énoncée par Marx, que la lutte de classe devient plus aigue au fur et à mesure que la classe ouvrière avance vers la victoire (57).

Le développement de la révolution prolétarienne au niveau mondial divisa dans chaque pays la bourgeoisie impérialiste en deux ailes opposées et aiguïsa les contradictions entre elles. Une aile droite qui considérait possible et avantageux d'étouffer la révolution prolétarienne par la répression et le choc frontal. Et une aile gauche qui considérait possible et avantageux d'étouffer la révolution prolétarienne par une tactique plus flexible : gagner du temps, faire quelques concessions, renforcer son influence dans les rangs de la révolution, réprimer sélectivement, améliorer à son avantage les rapports de force, diviser et soudoyer les rangs des révolutionnaires jusqu'à les désintégrer. L'opposition entre les deux ailes de la bourgeoisie était un élément de force pour la révolution. Mais, dans les pays impérialistes, le mouvement communiste, étant données les limites de sa gauche, ne sut pas profiter de la division de la bourgeoisie et oscilla constamment entre opposition sectaire et conciliation opportuniste, entre sectarisme dogmatique et collaboration sans principes, entre lutte sans unité et unité sans lutte.

La droite du mouvement communiste put aisément imposer une ligne réformiste, dans laquelle le Parti communiste faisait fonction d'aile gauche d'un éventail politique dirigé par l'aile gauche de la bourgeoisie impérialiste et la classe ouvrière renonçait à chercher la prise du pouvoir. Les Partis communistes des pays impérialistes donnèrent en général cette interprétation droitière à la ligne du Front populaire antifasciste, lancée par l'Internationale Communiste lors de son 7ème congrès (Juillet-août 1935). Dans quelques uns de ces pays, les masses populaires, guidées par leurs Partis communistes respectifs, menèrent des grandes luttes et firent preuve d'un grand héroïsme dans la lutte contre le fascisme, le nazisme, le franquisme et la réaction en général, des luttes qui ont accumulé un grand patrimoine d'expériences et qui constituent encore à ce jour le point le plus haut jamais atteint, par la classe ouvrière de ces pays, dans sa lutte pour le pouvoir.

Le mouvement communiste acquit un grand prestige dans ces mêmes pays impérialistes et força la bourgeoisie à faire de grandes concessions. Celle-ci réussit à empêcher que la première vague de la révolution prolétarienne ne l'emporte dans les principaux pays impérialistes à leur tour, mais dût en payer chèrement le prix : les réformes que les masses populaires réussirent à lui arracher.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, la ligne de révolution de nouvelle démocratie (\*), par laquelle la classe ouvrière avec son Parti communiste assumait la direction de la révolution démocratique-bourgeoise, ne fut adoptée et appliquée que par certains Partis communistes, en particulier par le Parti communiste chinois, le Parti du travail coréen et les Partis communistes indochinois, avec de grands succès. Dans les autres pays coloniaux et semi-coloniaux, prévalut la ligne de laisser la direction de la révolution démocratique-bourgeoise entre les mains de la bourgeoisie nationale qui la mena à la faillite. Bien qu'ayant échoué, les révolutions démocratique-bourgeoises conduisirent toutefois à la disparition du vieux système colonial et à la transformation des colonies en semi-colonies ou en pays relativement indépendants<sup>2</sup>.

### **1.5. La reprise du capitalisme, le révisionnisme moderne, la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, le maoïsme troisième et supérieure étape de la pensée communiste**

La fin de la Seconde Guerre Mondiale marqua en même temps la fin de la première crise générale du capitalisme. Pendant cette première crise générale, le mouvement communiste avait remporté de grands succès. Cela confirme que la ligne suivie durant cette période par le mouvement dans son ensemble était principalement juste, même si le mouvement communiste a échoué dans la tâche d'instaurer le socialisme dans les pays impérialistes.

Mais justement, ces succès et le tournant intervenu dans le capitalisme posaient au mouvement communiste des tâches nouvelles et majeures, que ce soit en ce qui concerne le progrès de la transition du capitalisme au communisme dans les pays socialistes, la tâche irrésolue de la révolution socialiste dans les pays impérialistes, ou le développement de la révolution de nouvelle démocratie dans les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Durant la première vague de la révolution prolétarienne, ne furent formés des pays socialistes que dans des pays semi-féodaux ou, en tout cas, arriérés du point de vue du développement capitaliste. Au début des années 50, ils constituaient un vaste camp socialiste qui allait de l'Europe centrale à l'Asie du Sud-Est et comprenait le tiers de la population mondiale. La base rouge de la révolution prolétarienne mondiale s'était énormément agrandie.

Dans ces pays, le développement du socialisme était par leur nature plus difficile qu'il n'aurait été dans les pays impérialistes. Toutefois, le mouvement communiste réussit à défendre leur existence et impulsa un grand élan à leur développement économique, culturel et social. Il restait toutefois le problème de tracer, dans les nouvelles conditions de reprise de l'accumulation de capital et d'expansion de l'activité économique dans les pays impérialistes, une ligne pour poursuivre dans la nouvelle situation, dans chacun des pays socialistes, la transformation des rapports sociaux vers le communisme, et pour jouer leur rôle dans la

---

<sup>2</sup> NdT : Pour de nombreux marxistes-léninistes et maoïstes de France, la notion de pays « relativement indépendant » n'existe pas. Soit les pays sortis du colonialisme sont devenus des pays de révolution démocratique anti-impérialiste (Chine, Vietnam, Cuba jusqu'en 1970) ; soit ils sont devenus des pays inféodés à l'URSS révisionniste (comme beaucoup de pays arabes – Syrie, Egypte, Algérie, Sud-Yémen ; ou africains – Angola, Mozambique ; ou Cuba après 1970), certes infiniment plus progressistes que les néo-colonies occidentales ; soit ils sont devenus des néo-colonies comme la plupart des pays d'Afrique francophone ou anglophone : des protectorats de leur ancien maître sous une « indépendance » purement factice, exploités et pillés, occupés militairement etc.

A partir des années 1970, certains pays inféodés à l'URSS révisionniste, comme l'Afghanistan du PDPA, l'Ethiopie de Mengistu ou l'Ouganda d'Amin Dada, ne valaient au demeurant guère mieux que des néo-colonies françaises ou anglaises, ou des semi-colonies états-uniennes.

révolution prolétarienne mondiale. La grande influence acquise par le mouvement communiste, dans les pays impérialistes et dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, imposait dans ces pays la tâche de développer la lutte pour la victoire. Le mouvement communiste devait accomplir un saut qualitatif. Par conséquent, dans le mouvement communiste international, s'ouvrit à nouveau une confrontation au niveau mondial entre deux lignes antagoniques.

D'une part, la gauche soutenait la poursuite de la lutte contre l'impérialisme sur les trois fronts (pays socialistes, pays impérialistes, colonies et semi-colonies). Elle n'avait toutefois pas la moindre compréhension du fait que la première crise générale du capitalisme était terminée et que s'ouvrait pour le capitalisme (qui restait, encore, le système économique dominant dans le monde) une période relativement longue de reprise de l'accumulation de capital et d'expansion de l'activité économique. Elle n'avait donc pas de ligne générale adaptée à la situation et, de manière générale, elle péchait par dogmatisme.

De l'autre, la droite soutenait la ligne de l'entente et de la collaboration avec la bourgeoisie impérialiste. Celle-ci avait sa base théorique dans le révisionnisme moderne. En contradiction avec la loi, reformulée par Staline, de l'accentuation de la lutte de classe (à mesure que la révolution mondiale avance vers la victoire finale), le révisionnisme moderne soutenait que la force acquise par le mouvement communiste atténuait les antagonismes de classe, rendait possible une transformation graduelle et pacifique de la société, adoucissait la bourgeoisie et la rendait encline à des concessions et à des réformes.

La droite interprétait les réformes que la bourgeoisie, sous la pression des progrès du mouvement communiste, concédait pour ne pas tout perdre, comme un changement de la nature du capitalisme. Selon la droite, le système capitaliste n'engendrait plus de crise et de guerres, comme la nuée engendre l'orage. Telle était la "nouvelle" théorie avec laquelle se présentèrent Khrouchtchev, Togliatti, Thorez et les autres révisionnistes modernes. Dans les pays socialistes, la droite cherchait à atténuer les antagonismes de classe, soutenait que n'existaient plus ni division en classes ni lutte entre classes, car désormais la victoire du socialisme était complète et définitive. Dans les relations internationales elle soutenait l'intégration économique, politique et culturelle des pays socialistes dans le monde impérialiste. Elle substituait, à la coexistence pacifique entre pays à régime social différent **et** au soutien à la révolution prolétarienne<sup>3</sup>, la compétition économique, politique et culturelle entre les pays socialistes et les pays impérialistes.

---

<sup>3</sup> Il s'agit là de la coexistence pacifique de Lénine, politique de 'paix armée' avec les pays capitalistes, vouée à édifier le socialisme tout en soutenant activement la révolution prolétarienne à travers le monde ; à ne pas attaquer directement les pays capitalistes, mais en se défendant vigoureusement contre leurs attaques. Elle ne doit pas être confondue avec sa *déformation* par Khrouchtchev, retenue par la conscience collective : une politique de compromis diplomatique et idéologique avec l'impérialisme, d'abandon de la révolution prolétarienne dans le monde au profit de la 'voie pacifique' au socialisme etc. Ceci est bien expliqué dans les documents chinois *Deux politiques de coexistence pacifique diamétralement opposées* ou encore *Léninisme et révisionnisme* (1963) : "*Les marxistes-léninistes ont toujours considéré que la coexistence pacifique entre pays socialistes et pays à système social différent peut être obtenue et la guerre mondiale, que tentent de déclencher les impérialistes, conjurée, tant que les pays socialistes s'en tiennent fermement à leur politique de paix et tant que les forces révolutionnaires des peuples de tous les pays et tous les Etats et peuples attachés à la paix, s'unissent dans une lutte résolue et efficace contre les forces d'agression et de guerre de l'impérialisme, s'efforcent dans tous les domaines de lier les mains aux impérialistes et de réduire leur sphère d'action. En même temps, les marxistes-léninistes considèrent toujours que la lutte pour la coexistence pacifique entre pays socialistes et pays à système social différent d'une part, et la lutte des classes en pays capitalistes et la lutte révolutionnaire des nations opprimées contre l'impérialisme d'autre part, sont deux choses différentes, deux questions distinctes: la première ne saurait remplacer la deuxième ni en être la négation. La lutte des peuples opprimés dans les pays capitalistes et la lutte des nations opprimées sont dans l'intérêt de la paix mondiale, de la coexistence pacifique entre pays à systèmes sociaux différents. Sous le prétexte hypocrite de vouloir la "paix"*

Dans les pays impérialistes, la droite proposait la voie parlementaire et réformiste vers le socialisme : des réformes structurelles et l'élargissement des conquêtes dans le champ économique, politique et culturel transformeraient graduellement la société capitaliste en société socialiste. Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, la droite était contre la poursuite des guerres anti-impérialistes de libération nationale et soutenait la direction de la bourgeoisie bureaucratique et compradore (\*) qui visait à arracher graduellement des concessions aux impérialistes (58).

Les bouleversements politiques et économiques et les destructions occasionnées pendant la première crise générale, en particulier par les deux guerres mondiales, avaient offert à la bourgeoisie l'espace pour une reprise, fut-elle d'une durée de quelques décennies, de l'accumulation du capital avec en conséquence, dans le cadre de celle-ci, une nouvelle expansion du processus de production et de reproduction des conditions matérielles d'existence.

Les contradictions économiques entre les groupes impérialistes et entre la bourgeoisie impérialiste et les masses populaires s'atténuèrent et cela, en apparence, démentait la loi de l'accentuation de la lutte de classe.

Dans ces conditions, dans le mouvement communiste, s'imposa le révisionnisme moderne, tout comme au début du siècle s'était imposé le révisionnisme promu par Bernstein.

Son succès fut favorisé non seulement par la fin, avec la Seconde Guerre Mondiale, de la première crise générale du capitalisme sans que le mouvement communiste n'ait réussi à l'emporter dans aucun pays impérialiste (chose qui constituait et constitue toujours la principale limite du mouvement communiste), mais aussi par la faiblesse de la gauche du mouvement communiste dans la compréhension des nouvelles tâches que la nouvelle phase imposait aux communistes.

Durant les trente années (1945-1975) qui suivirent à la Seconde Guerre Mondiale, le mode de production capitaliste put s'étendre à nouveau dans toutes les parties du monde où la bourgeoisie avait maintenu son pouvoir.

Dans cette nouvelle situation, le prolétariat et les masses travailleuses des pays impérialistes, forts de l'expérience révolutionnaire acquise dans la période précédente, réussirent à arracher une série d'améliorations dans les conditions économiques, de travail, politiques et culturelles : amélioration des conditions matérielles d'existence, politiques de plein emploi et de stabilité du poste de travail, droit d'organisation sur le poste de travail, droit d'intervention dans l'organisation du travail, atténuation des discriminations raciales, de sexe et d'âge, scolarisation de masse, mesures de prévoyance contre l'invalidité et la vieillesse, système d'assurance maladie, logement à des loyers réglementés, etc. Dans tous les pays impérialistes, à partir des pays anglo-saxons et des USA, commença de fait, dans ces années-là, la construction d'un capitalisme « à visage humain », c'est-à-dire d'une société dans laquelle, bien que l'on soit toujours dans le cadre des rapports de production capitalistes et du travail salarié (donc de la force de travail comme marchandise et du travailleur comme vendeur de celle-ci), tout membre des classes opprimées disposait néanmoins des moyens nécessaires pour une existence normale et pour la subsistance et l'éducation des personnes à sa charge, trouvait dans la vie productive de la société un rôle relativement adapté à ses caractéristiques, progressait raisonnablement dans la diminution

---

*et la "coexistence pacifique", les révisionnistes modernes cherchent à limiter, à affaiblir et même à renier la lutte révolutionnaire des peuples et nations opprimés; ceci répond entièrement au désir de l'impérialisme et de la réaction de tous les pays, et est des plus préjudiciables à la lutte pour la paix, pour la coexistence pacifique entre pays à système sociaux différents".*



de la fatigue au travail, était assuré contre la misère en cas de maladie, d'invalidité et de vieillesse. La contre-révolution préventive trouvait, là, la base économique de son succès.

Sur ce terrain, dans tous les pays impérialistes, s'affirmèrent les révisionnistes modernes et les réformistes. Dans tous les pays impérialistes, ils assumèrent la direction du mouvement ouvrier, en tant que théoriciens, propagandistes et promoteurs en son sein de l'amélioration dans le cadre de la société bourgeoise. Ils proclamaient que le développement de la société bourgeoise se poursuivrait indéfiniment, de conquête en conquête, de réforme en réforme, jusqu'à transformer la société bourgeoise en société socialiste.

Les drapeaux, les slogans et les principes qu'ils brandissaient furent différents d'un pays à l'autre, selon les conditions politiques et culturelles concrètes héritées de l'histoire, mais leur rôle dans le mouvement politique et économique de la société à cette époque-là fut le même.

Grâce à la nouvelle période de développement du capitalisme, dans la plupart des pays dominés par les groupes et les États impérialistes, la direction du mouvement des masses fut également prise par les partisans et promoteurs de la collaboration avec les impérialistes, les porte-paroles de la bourgeoisie bureaucratique ou compradore. La majorité de ces pays devinrent des semi-colonies : ils constituèrent des États autonomes dépendants d'un ou plusieurs groupes impérialistes (colonialisme collectif). Certains restes féodaux furent dans une certaine mesure limités, détruisant cependant dans le même temps les conditions d'existence de larges masses de paysans qui se déversèrent comme travailleurs pauvres dans les villes. D'autres restes féodaux furent pris par l'impérialisme sous son aile, et utilisés pour tenir sur pied le colonialisme, comme par exemple les structures religieuses des pays arabes et musulmans. Le capitalisme bureaucratique et compradore se développa.

Dans les premiers pays socialistes (\*), les partisans des capitalistes et promoteurs de la restauration du capitalisme tirèrent aussi une grande force de la nouvelle période de développement du capitalisme. Ils trouvèrent dans les révisionnistes modernes, avec à leur tête Khrouchtchev, Brejnev et Deng Xiaoping, leurs représentants au sein des organes des États socialistes, des organisations de masse et des Partis communistes. Ils empêchèrent que soient prises les mesures économiques, politiques et culturelles nécessaires pour porter en avant la transformation de la société vers le communisme. Ils mirent leurs pays à l'école des capitalistes en singeant leurs institutions.

Ils développèrent d'étroits liens économiques (commerciaux, technologiques et financiers), politiques et culturels avec les capitalistes, jusqu'à transformer les pays socialistes en pays économiquement et culturellement dépendants et politiquement faibles. Khrouchtchev, Brejnev et leurs disciples transformèrent le régime des premiers pays socialistes en un régime bureaucratique, antidémocratique, basé sur la dépendance de la masse de la population envers un amas de groupes d'individus privilégiés, attachés à conserver et développer leurs privilèges en coterie avec le milieu économique (qui commença à se développer sur une grande échelle) et avec les groupes impérialistes internationaux.

Toutefois, il est erroné de désigner le régime économique formé, par les révisionnistes, dans les premiers pays socialistes, comme un *capitalisme monopoliste d'État*, comme « mode de production asiatique », comme « capitalisme bureaucratique », etc. Cela signifie renoncer à examiner le nouveau dans ses côtés avancés et dans ses côtés arriérés, et s'arrêter aux anciennes formes dont le nouveau est plus ou moins recouvert et entaché.

Les communistes doivent étudier les régimes des premiers pays socialistes, dans leurs phases d'ascension et de décadence variées et contradictoires, en partant d'abord de leurs caractéristiques spécifiques, et non des ressemblances que l'on rencontre inévitablement entre eux et les pays capitalistes. La tentative d'étudier les espèces supérieures, plus

développées, avec les catégories des espèces plus arriérées, mène dans l'ornière aussi dans les sciences sociales. Qui se prête à des semblables mystifications, se prive d'un patrimoine d'expériences que les communistes doivent au contraire s'approprier pour accomplir leurs tâches. Pour ceci, nous dédions un chapitre de ce Manifeste Programme au bilan de l'expérience historique des premiers pays socialistes.

En conclusion, les trente années qui suivirent la fin de la Seconde Guerre Mondiale constituèrent dans l'ensemble une période de reprise pour la bourgeoisie. Toutefois, les forces révolutionnaires, pendant quelques années, continuèrent leur avancée et remportèrent quelques succès d'une grande signification (Cuba, Indochine). Mais, surtout, en résistant au révisionnisme moderne, elles s'enrichirent de l'expérience de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne (1966-1976).

A contre-courant par rapport à la majorité du mouvement communiste international, le Parti communiste chinois mena en effet une longue lutte contre le révisionnisme moderne au niveau mondial, et chercha à poursuivre la transition vers le communisme en République populaire de Chine. Même si la lutte du PCC n'a pas inversé dans l'immédiat le cours du mouvement communiste mondial, ni réussi à empêcher que le PCC lui-même tombe entre les mains des révisionnistes, elle a laissé aux communistes du monde entier le maoïsme comme troisième et supérieure étape de la pensée communiste, après le marxisme et le léninisme ; et comme bilan de l'expérience de la première vague de la révolution prolétarienne et de la lutte des classes dans les premiers pays socialistes.

Le maoïsme a enrichi et développé la pensée communiste par des apports, dont il faut tenir compte principalement dans cinq domaines :

1. la Guerre Populaire Révolutionnaire de Longue Durée (\*) comme forme universelle de la révolution prolétarienne ;
2. la révolution de Nouvelle démocratie dans les pays semi-féodaux opprimés par l'impérialisme ;
3. la nouvelle nature de la bourgeoisie dans les pays socialistes et la lutte de classe sous le socialisme ;
4. la ligne de masse (\*) comme méthode principale de travail et de direction du Parti communiste ;
5. la lutte entre deux lignes comme moyen principal pour défendre le Parti communiste contre l'influence de la bourgeoisie et le développer (59).

Le succès du révisionnisme moderne fit reculer le mouvement communiste par rapport aux résultats atteints à la fin de la première crise générale du capitalisme. Mais le succès des révisionnistes modernes était par la force des choses temporaire.

Par sa nature, le révisionnisme est un frein au développement du mouvement communiste, une contre-tendance par rapport à la tendance principale et, dans le pire des cas, ramène au capitalisme, d'où par la force des choses, renaît le mouvement communiste.

Le développement pratique des événements dérivés de son succès temporaire a enseigné à tous les communistes que le révisionnisme sert les intérêts de la bourgeoisie impérialiste.

L'effondrement auquel le révisionnisme a mené, à la fin des années 80, une grande partie des institutions créées pendant la première vague de la révolution prolétarienne, comparable

par sa gravité à l'effondrement des partis social-démocrates en 1914, a créé une des conditions nécessaires pour une nouvelle et plus haute reprise du mouvement communiste.

## **1.6. La seconde crise générale du capitalisme et la nouvelle vague de la révolution prolétarienne**

Pendant les trente années (1945-1975) écoulées après la conclusion de la Seconde Guerre Mondiale, la bourgeoisie impérialiste a de nouveau épuisé les marges d'accumulation qu'elle s'était créée grâce aux bouleversements et aux destructions des deux guerres mondiales. A partir des années 70, le monde capitaliste est entré dans une nouvelle crise générale par surproduction absolue de capital (\*). L'accumulation du capital ne peut plus se poursuivre dans le cadre des systèmes internes et internationaux existants. Par conséquent, le processus de production et de reproduction des conditions matérielles d'existence de la société entière est bouleversé, un jour à tel endroit et un jour dans un autre, dans une mesure toujours plus profonde et plus étendue.

En apparence, les capitalistes sont aux prises à un moment avec l'inflation et la stagnation, à un moment avec l'oscillation violente des taux de change entre les monnaies ; ici avec l'explosion des déficits publics, là avec la difficulté de trouver des marchés pour les marchandises produites ; à un moment avec la crise et le boom des Bourses et à un autre avec la souffrance des dettes extérieures et le chômage de masse.

Les capitalistes et leurs porte-paroles ne peuvent pas comprendre la cause unique des problèmes qui les harcèlent. Mais la surproduction de capital produit ses effets même si les capitalistes ne la reconnaissent pas et même si n'en ont aucune conscience les intellectuels dont la compréhension des événements ne dépasse pas les horizons dans lesquels les capitalistes sont enfermés par leurs intérêts matériels, même si certains de ces intellectuels se proclament marxistes et même marxistes-léninistes ou marxistes-léninistes-maoïstes. Les contradictions économiques entre les groupes impérialistes deviennent à nouveau antagoniques : le gâteau à se partager n'augmente pas autant que nécessaire pour valoriser tout le capital accumulé et **chaque groupe ne peut croître qu'au détriment des autres.**

Dans tous les pays impérialistes, les contradictions économiques entre la bourgeoisie impérialiste et les masses populaires deviennent à nouveau ouvertement antagoniques. Dans tous les pays impérialistes, la bourgeoisie élimine les unes après les autres les conquêtes que les masses travailleuses avaient arrachées, soit en les abrogeant (échelle mobile des salaires, stabilité du poste de travail, conventions collectives nationales de travail, etc.), soit en les laissant tomber en ruine, soit en privatisant les institutions dans lesquelles elles se réalisaient (école de masse, institutions d'aide sociale, système de santé, entreprises publiques, services publics, etc.). Le capitalisme à visage humain a fait son temps.

Dans tous les pays impérialistes la bourgeoisie abolit au fur et à mesure ces règlements, normes, pratiques et institutions qui, dans la période d'expansion, avaient atténué ou neutralisé les effets les plus déstabilisants et traumatisants du mouvement des capitaux individuels et les points culminants des cycles économiques. A présent, dans le cadre de la crise, chaque fraction de capital trouve que ces institutions sont une entrave inacceptable à la liberté de ses mouvements pour se conquérir un espace vital. La libéralisation, la privatisation des entreprises économiques d'État et en général publiques sont à l'ordre du jour dans tous les pays impérialiste. Le mot d'ordre de la bourgeoisie est dans tous les pays la "flexibilité" des travailleurs, c'est-à-dire la liberté pour les capitalistes d'exploiter sans limites les travailleurs.

Ceci rend dans chaque pays impérialiste le régime politique instable. Ceci rend chaque pays moins gouvernable par les mécanismes qui avaient fonctionné jusqu'à hier. Les tentatives de remplacer pacifiquement ces mécanismes par d'autres, qui en Italie se synthétisent dans la réforme de la Constitution, s'envolent régulièrement en fumée. En réalité, il ne s'agit pas de changer des règles, mais de décider quels capitaux doivent être sacrifiés pour que les autres puissent se valoriser, et aucun capitaliste n'est disposé à se sacrifier. Entre les capitalistes, seule la guerre peut décider. En effet, dans les relations entre les groupes bourgeois, le mot d'ordre n'est plus principalement à l'accord et au partage, mais principalement à la lutte, à l'élimination et aux armes.

Les tentatives, au niveau interne et international (ONU), de réduire l'expression politique des contradictions précisément parce que celles-ci croissent, l'expansion du recours des classes dirigeantes à des procédés criminels et à des milices extralégales et privées, la création de barrières électorales, l'accroissement des compétences des gouvernements et des appareils administratifs au détriment des assemblées électives, la restriction des autonomies locales, la limitation par la loi des grèves et des protestations, etc. sont à l'ordre du jour dans chaque pays impérialiste. Les mesures et, encore plus, les opérations répressives s'étendent dans chaque pays. L'accroissement de la répression des masses populaires est la réponse universelle que donne la bourgeoisie à toute contradiction économique et sociale qu'elle-même engendre.

Chaque État impérialiste, pour entraver la croissance de l'instabilité du régime politique dans son pays, doit toujours plus recourir à des mesures qui augmentent l'instabilité des autres États : de l'abolition en 1971 de la convertibilité du dollar en or et du système monétaire de Bretton Woods (46), à la politique des hauts taux d'intérêt et de l'extension de la dette publique suivie par le gouvernement fédéral US dans les années 1980, aux mesures protectionnistes et de promotion des exportations commerciales toujours plus souvent adoptées par tous les États, à la guerre qui se profile entre les systèmes monétaires du dollar et de l'euro, à l'agression de pays opprimés dont les Autorités font obstacle à la recolonisation (en premier lieu les pays arabes et musulmans : Iraq, Afghanistan, etc.).

La "mondialisation" est devenue le drapeau qui couvre et justifie les agressions de brigandage des États et des groupes impérialistes aux quatre coins du monde, la nouvelle "politique de la canonnière". La lutte pour la survie de son ordre social pousse la bourgeoisie impérialiste à étendre et à rendre toujours plus impitoyable la guerre d'extermination(\*) non-déclarée qu'elle mène contre les masses populaires, partout dans le monde.

Des millions d'hommes et femmes, d'enfants et de personnes âgées, de tout âge, race et pays, sont chaque année tués par les guerres, les privations, la pollution, le pillage du territoire, la dépravation et des maladies curables. Une partie importante de l'humanité est reléguée à vivre dans des conditions de misère, de marginalisation sociale, d'ignorance, d'abrutissement intellectuel et moral, de précarité. Ceci entre en contradiction non seulement avec les sentiments et les conceptions que les hommes ont à présent développés en masse, mais aussi avec les possibilités matérielles et intellectuelles disponibles, et cela engendre dans les masses populaires une résistance toujours plus large et acharnée. La lutte pour la direction de cette résistance est l'objet de la lutte politique de notre époque.

La crise par surproduction absolue de capital a donné lieu à la seconde crise générale du capitalisme : une crise économique qui se transforme en crise politique et culturelle. Une crise mondiale, une crise de longue durée.

La plus grande partie des pays semi-coloniaux est d'abord devenue un marché où les groupes impérialistes ont écoulé les marchandises que la surproduction de capital rendaient excédentaires ; ensuite un terrain sur lequel les mêmes groupes ont employé comme capital

de prêt les capitaux qui dans les pays impérialistes ne pouvaient être employés, comme capital productif, qu'à un taux de profit décroissant ou qui, employés comme capital productif, auraient réduit la masse du profit ; enfin un terrain que les groupes impérialistes doivent envahir directement pour en faire une nouvelle base d'accumulation de capital.

Les groupes impérialistes razzient les ressources humaines et naturelles des pays semi-coloniaux, ils les ravagent et, leur œuvre accomplie, les abandonnent et s'en vont vers d'autres pays. Les pays coloniaux sont réduits à nouveau au rang de colonies, mais désormais de colonies *collectives* des groupes impérialistes, si bien qu'aucun d'entre eux n'assume aucune responsabilité pour la conservation à long terme des sources de profit et de rente. L'émigration sauvage et atroce de masses de travailleurs et une suite interminable de guerres sont les conséquences inévitables de cette nouvelle colonisation.

Dans la plupart des premiers pays socialistes (\*), les régimes instaurés par les révisionnistes modernes se sont d'abord trouvés broyés dans l'étau de la crise économique en cours dans les pays impérialistes, dont ils s'étaient rendus dépendants commercialement, financièrement et technologiquement ; puis se sont écroulés en révélant la fragilité politique des régimes mêmes. La bourgeoisie a dû prendre acte qu'il était impossible de restaurer graduellement et pacifiquement le capitalisme et a précipité ces pays dans des spirales de misère et de guerre, en les ouvrant à la restauration violente et à n'importe quel prix. Le système impérialiste les a avalés, mais il ne réussit pas à les digérer. Ils ont, au contraire, accéléré le processus de crise générale y compris dans les pays impérialistes<sup>4</sup>.

Tout cela engendre une nouvelle situation de guerres et de révolution, analogue à celle qui existait au début du siècle dernier. Le monde doit changer, et inévitablement il changera.

Les systèmes actuels des pays impérialistes et les actuelles relations internationales entravent la poursuite de l'accumulation de capital, et seront donc inévitablement subvertis. Ce sera aux grandes masses, en prenant l'une ou l'autre route, de "décider" si le monde changera encore sous la direction de la bourgeoisie, en créant des systèmes différents dans une société encore capitaliste, ou s'il changera sous la direction de la classe ouvrière et dans le cadre du mouvement communiste, en créant une société socialiste. Toute autre solution est exclue par les conditions objectives existantes : les efforts des partisans d'autres solutions, en pratique, feront le jeu de l'une de ces deux solutions qui sont les seules possibles. Telle est la nouvelle situation révolutionnaire en développement, dans laquelle se déroule et se déroulera notre travail de communistes.

Les divergences importantes entre communistes, et la confusion qui règne encore dans nos rangs, concernent justement la reconnaissance que nous sommes à nouveau dans une situation révolutionnaire en développement, et la ligne à adopter pour développer, à partir de celle-ci, la révolution et la conduire jusqu'à l'instauration de nouveaux pays socialistes.

---

<sup>4</sup> NdT : *de facto*, la défaite du « bloc » soviétique en 1989-91 a ouvert une courte période de reprise de l'accumulation ou, au moins, de ralentissement de la crise générale. Cette période s'est caractérisée par une reprise de la croissance, une diminution du chômage, et sur le plan politique par des gouvernements de centre-gauche bourgeois, *sociaux-libéraux* : Clinton, Blair, Jospin, Prodi, Schröder, en 1999 la quasi-totalité des 15 Etats membres de l'UE. Cette période de « reprise » a été de courte durée : dès le nouveau siècle a repris la fuite en avant réactionnaire, et la multiplication des guerres impérialistes - qui n'ont jamais cessées. D'autre part, si les pays « socialistes » révisionnistes étaient dépendants de l'URSS (par la *division internationale du travail*), celle-ci n'était pas « dépendante » des pays impérialistes, mais bien en train de devenir de plus en plus un pays impérialiste (qu'est aujourd'hui la Russie). Ce qui est vrai, c'est qu'elle était insérée dans le système impérialiste mondial avec un modèle économique trop faible (ou trop rigide) pour résister à la crise générale. Les théories « chinoises » (*trois-mondisme*) sur la « nouvelle superpuissance unique » soviétique (milieu-fin des années 70), voire « d'impérialisme suprême, monopoliste d'Etat », étaient effectivement totalement fausses.

La bourgeoisie impérialiste cherche à dépasser la crise actuelle par surproduction absolue de capital et à se conquérir ainsi une nouvelle période de reprise, par l'intégration des ex-pays socialistes dans le monde impérialiste, par les recolonisations et un plus grand degré de capitalisation de l'économie des pays semi coloniaux et semi-féodaux (34), par une destruction de capital d'une ampleur adaptée dans les pays impérialistes eux-mêmes. Elle combine ces trois solutions d'une manière différente d'un pays à l'autre et d'une phase à l'autre. Chacune de ces solutions tend d'abord vers une période de guerres et de bouleversements. Chaque guerre est et sera évidemment présentée aux masses sous les habits les plus flatteurs : expédition humanitaire, guerre pour la paix, guerre pour la justice, guerre pour la défense de ses droits et besoins vitaux, guerre contre le terrorisme, "dernière des guerres". Mais l'issue de cette période et la direction que prendra la mobilisation de masse qui se développera dans tous les cas, et que la bourgeoisie impérialiste elle-même devra dans tous les cas promouvoir, sera décidé par la lutte entre les Forces Subjectives de la Révolution Socialiste (FSRS) et les forces subjectives de la bourgeoisie impérialiste. En définitive, le dilemme est : soit la révolution précède la guerre, soit la guerre engendre la révolution (60).

La classe ouvrière peut en effet dépasser la situation révolutionnaire actuelle, en prenant la direction de la mobilisation des masses populaires et en les dirigeant à lutter contre la bourgeoisie impérialiste, jusqu'à conquérir le pouvoir et débiter la transition du capitalisme au communisme sur une échelle encore plus grande que ce qui s'est produit durant la première crise générale. Telle est la voie de la reprise du mouvement communiste, déjà en marche dans le monde, qui a ses points qualitativement les plus hauts dans les guerres populaires révolutionnaires, déjà en phase avancée dans certains pays (Népal, Inde, Philippines, Pérou, Turquie).

## **1.7. L'expérience historique des premiers pays socialistes**

Il y a plus d'un siècle, la classe ouvrière constituait le premier État socialiste, la Commune de Paris (mars-mai 1871). La Commune ne dura que quelques mois et fut toujours en guerre pour sa survie contre les forces coalisées de la réaction française et de l'État allemand. Elle a toutefois constitué, par son expérience pratique et même par le massacre, de dimensions plus vues depuis longtemps en Europe, par lequel la bourgeoisie chercha à en effacer jusqu'au souvenir, une source d'enseignements précieux dans laquelle a puisé tout le mouvement communiste qui a suivi.

Par conséquent, comme l'a dit Marx, « Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré pour l'éternité, comme le héraut glorieux d'une nouvelle société » (61).

C'est toutefois pendant la première vague de la révolution prolétarienne que la classe ouvrière a constitué sur une grande échelle les premiers pays socialistes. Ils offrent un immense patrimoine d'expériences pour nous, communistes.

### **1.7.1. En quoi consiste le socialisme ?**

Avant d'être une théorie, avant d'exister dans la conscience des communistes, le communisme a commencé à exister comme mouvement pratique, comme processus à travers lequel les rapports sociaux de production et les autres relations sociales se transforment, pour s'adapter au caractère collectif que les forces productives ont assumé dans le cadre du mode de production capitaliste.

Le communisme est le mouvement de l'humanité entière qui se transforme de façon à mettre, à la base de sa vie économique, la possession commune et la gestion collective et consciente des forces productives par les travailleurs associés. La réalisation de cet objectif

implique la transformation non seulement des rapports de production, mais aussi de toutes les relations sociales et donc, également, de **l'homme lui-même**, la création d'un "homme nouveau", nouveau par ses sentiments, sa conscience, sa façon de gérer lui-même et ses relations.

Selon l'usage introduit par Marx, nous appelons **socialisme** la première phase du communisme, la phase de transition du capitalisme au communisme (62).

La transition du capitalisme au communisme est un mouvement objectivement nécessaire et inévitable. Le caractère collectif des forces productives affirme déjà inévitablement, dans une certaine forme et mesure, ses droits dans la société impérialiste, avant même que ne soit instauré le socialisme. Dans la société impérialiste, ces droits s'expriment négativement, par des tentatives de soumettre tout le mouvement économique de la société bourgeoise, donc tous les capitalistes, aux "associations de capitalistes" (État, organismes économiques publics, monopoles, sociétés financières, etc.) que certains capitalistes cherchent de manière répétée à créer, se heurtant chaque fois à l'impossibilité d'éliminer la division du capital en fractions opposées, à l'intérieur de chaque pays et au niveau mondial ; par la soumission hiérarchique et administrative, au-delà d'économique, du reste de la population à ces associations de capitalistes ; par la répression et l'étouffement des manifestations les plus contradictoires et destructives des relations bourgeoises ; par la tentative d'instaurer la direction et le contrôle des capitalistes sur les consciences et les comportements de la masse des prolétaires. En conclusion, par des tentatives de réprimer les manifestations les plus destructives des rapports de production capitalistes, qui par leur nature n'admettent ni ordre ni direction.

Les Formes Antithétiques de l'Unité Sociale, en particulier le capitalisme monopoliste d'État, sont en fait la préparation des prémisses matérielles, sont la préparation matérielle du socialisme la plus complète que l'on puisse imaginer dans le capitalisme, sont l'antichambre du socialisme (31) (63). Mais le saut de la société capitaliste, même la plus préparée pour le socialisme, vers le socialisme, est constitué par la révolution socialiste, par l'élimination de l'État de la bourgeoisie et l'instauration de l'État de la classe ouvrière.

Le socialisme est la transformation des rapports de production et du reste des rapports sociaux promue et dirigée par la classe ouvrière, qui par cette transformation réalise son émancipation. Confondre les sociétés socialistes avec les sociétés à capitalisme monopoliste d'État veut dire effacer la distinction entre les classes, faire de l'interclassisme dans le domaine théorique, et mène à des tentatives désespérées de comprendre un mode de production supérieur avec les catégories de l'inférieur.

Toutefois, la transition du capitalisme au communisme est un processus complexe et de longue durée. La conquête du pouvoir n'est que son commencement, elle ouvre seulement la voie à la transformation. Il s'agit pour les travailleurs de se transformer en masse, de façon à devenir capables de se diriger eux-mêmes et de trouver les formes associatives et d'organisation adaptées pour assurer leur direction sur leur propre processus de travail, sur eux-mêmes et sur toute leur vie sociale.

La transition du capitalisme au communisme dans la société socialiste se manifeste par l'instauration de la direction de tout le mouvement économique de la société par la communauté des travailleurs. La substance de la transition du capitalisme au communisme, qui se réalise dans la société socialiste, consiste justement dans la formation de **l'association des travailleurs du monde entier**, qui prend possession des forces productives déjà sociales et qui a instauré entre ses membres des rapports sociaux qu'elle même dirige.

Dans la société bourgeoise ont déjà été posées certaines prémisses de la formation de cette association : le Parti communiste et les organisations de masse. Elles ne concernent cependant qu'une part minime des travailleurs et présentent encore beaucoup de limites par rapport à l'égalité réelle des individus qui les composent (division dirigeant-dirigés, hommes-femmes, etc.). Elles sont renforcées par les luttes révolutionnaires à travers lesquelles le prolétariat parvient à la conquête du pouvoir. La complète constitution de cette association, son articulation en organisations et institutions, la création et la consolidation de rapports sociaux adaptés à celle-ci et à l'englobement dans celle-ci de toute la population, constituent le résultat de toute l'époque historique du socialisme : c'est en cela que consiste principalement la transition du capitalisme au communisme.

Lorsque cette association atteindra la capacité à diriger la totalité du mouvement économique et intellectuel de la société, sa formation sera accomplie. Il s'agira aussi, dans ce cas, d'un processus quantitatif qui produira un changement qualitatif. Nous n'aurons alors plus besoin ni d'État ni de Parti communiste et les dirigeants seront de simples délégués remplissant des fonctions déterminées, remplaçables à tout moment, parce que des milliers d'autres individus sauront remplir ce rôle aussi bien qu'eux.

Dans la société socialiste, le caractère collectif des forces productives s'exprime donc positivement, comme moteur de la transformation de la société héritée du capitalisme, de la suppression de la propriété privée et de groupe de toutes les forces productives, y compris la force de travail (« de chacun selon ses capacités ») ; moteur de l'élimination de la division de la société en classes, de l'élimination des discriminations entre hommes et femmes, entre adultes et jeunes, entre ville et campagne et entre pays, régions et secteurs arriérés et pays, régions et secteurs avancés ; de l'élimination de la différence entre travail manuel et travail intellectuel ; de la diffusion de masse d'un haut niveau culturel et des aptitudes à mener des activités d'organisation, de projet et de direction ; d'une distribution des biens d'usage individuel selon le principe « à chacun selon ses besoins » ; de l'instauration d'une communauté mondiale dans laquelle le moteur du développement de la productivité du travail humain est la réduction de la fatigue et de la durée du travail obligatoire et la croissance des libres activités créatrices, des activités « proprement humaines » et des relations sociales de chaque individu (2). Ce processus de transformation quantitative donnera lieu à un **saut qualitatif**, qui **changera la nature du travail** : celui-ci ne sera plus une condamnation et une obligation, mais sera devenu l'expression principale de la créativité de chaque homme, le besoin, l'expression et la manifestation première de son existence sociale (64).

L'expérience de l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes a confirmé ce que l'analyse marxiste du mode de production capitaliste avait déjà mis en lumière : le passage de l'humanité du capitalisme au communisme se réalise et ne peut se réaliser que par une progression par vagues successives dont le moteur est la lutte entre les classes.

À chaque nouvelle vague, de nouveaux peuples passent au socialisme et la transformation des sociétés socialistes vers le communisme progresse plus avant. À la vague succède le reflux : les transformations sont assimilées, répandues, concrétisées, vérifiées, corrigées, consolidées, écartées, bloquées ou inversées. Des avancées et des reculs sont inévitables, dès lors que l'humanité dans sa complexité s'ouvre la voie vers le communisme.

La bourgeoisie et ses porte-paroles, dans les périodes d'avancée, luttent avec une sauvage détermination pour les briser et les saboter ; et à chaque reflux, ils se précipitent pour proclamer que le communisme est impossible, que le communisme est mort. Mais le capitalisme ne résout aucun des problèmes qui avaient poussé les classes et les peuples opprimés vers le communisme. Donc, celles-ci et ceux-ci répéteront leurs tentatives tant qu'elles ne seront pas couronnées de succès. Le prolétariat et ses porte-paroles apprennent



également de chaque reflux, ils accumulent les forces matérielles et intellectuelles par lesquelles ils préparent la nouvelle période d'avancée, qui immanquablement vient après chaque période de reflux.

### **1.7.2. Le socialisme triomphe dans un ou quelques pays à la fois, pas en même temps dans le monde entier**

Les premiers pays socialistes ont impliqué une partie limitée, bien que considérable, de l'humanité : environ **un tiers**. Le mouvement communiste est, par sa nature, **mondial**.

L'unité économique du monde, créée par le capitalisme, se reflète dans le caractère international de la situation révolutionnaire qui permet à la classe ouvrière de prendre le pouvoir, et dans le **caractère mondial qu'aura le communisme** (53).

Mais le déséquilibre dans le développement matériel et intellectuel des différents pays et des différentes parties de l'économie mondiale sous le capitalisme, se reflète dans le fait que la classe ouvrière a conquis, et probablement conquerra également à l'avenir, le pouvoir à des moments différents selon les différents pays. Donc, la transition du capitalisme au communisme commencera à des moments différents et progressera à des rythmes différents et sous des formes différentes selon les différents pays. Aujourd'hui encore, beaucoup de pays doivent accomplir une révolution démocratique qui élimine les rapports de dépendance personnelle (patriarcaux, esclavagistes, féodaux, cléricaux, etc.) : c'est seulement sur la base de cette révolution démocratique qu'il sera possible d'instaurer le socialisme.

Le parcours de la transition, aussi, sera nécessairement différent, parce qu'il reflétera soit les différences de points de départ (la profondeur de la révolution démocratique, le degré de capitalisation de l'activité économique et de subsumption (\*) de la société dans le capital, le niveau auquel s'est affirmé le caractère collectif des forces productives) (9) (34), soit la diversité des caractères nationaux qui tardent à disparaître, bien que le capitalisme ait fortement atténué l'isolement des nations et des pays.

Dans le bilan de l'expérience des premiers pays socialistes, il faut tenir compte du fait qu'ils ont impliqué des sociétés englobées dans le système impérialiste mondial, mais pas encore « réellement subsumées » (34) dans le capitalisme, et où la révolution démocratique n'avait pas encore accompli son œuvre historique. Leur englobement dans le système impérialiste mondial empêchait qu'ils éliminent les vieux rapports de production et accomplissent l'élimination des rapports de dépendance personnelle sans instaurer le socialisme. Ils durent combiner la lutte pour éliminer les vieux modes de production précapitalistes, la lutte pour éliminer les rapports de dépendance personnelle correspondants, et la lutte pour rendre collectives des forces productives encore principalement individuelles, avec le socialisme.

**Donc**, les formes et les institutions du socialisme que nous avons vues dans les premiers pays socialistes sont profondément différentes de celles qu'aura le socialisme lorsqu'il sera instauré dans les pays impérialistes. Ce n'est pas par hasard que, dès le IIe congrès de l'Internationale communiste, Lénine et de Staline ont systématiquement exhorté les communistes des pays impérialistes à ne pas prendre la Russie et l'Union soviétique pour modèle.

Malgré ces importantes différences, l'expérience des premiers pays socialistes est pour nous riche d'enseignements.

### 1.7.3. Les phases traversées par les premiers pays socialistes

L'existence des pays socialistes créés lors de la première vague de la révolution prolétarienne couvre une période relativement brève, de 1917 à aujourd'hui. Malgré de grandes différences entre pays, dans leur existence les premiers pays socialistes ont traversé fondamentalement trois phases (65).

La première phase a débuté avec la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et son Parti communiste (presque partout à la tête d'une révolution de nouvelle démocratie). Elle est caractérisée par des transformations qui éloignent les pays socialistes du capitalisme et des modes de production précapitalistes, et les mènent vers le communisme. C'est la phase de "construction du socialisme". Cette phase a duré pour l'Union soviétique presque 40 ans (1917-1956), pour les démocraties populaires d'Europe orientale et centrale environ 10 ans (1945-1956), pour la République populaire de Chine moins de trente ans (1950-1976).

La seconde phase a débuté lorsque les révisionnistes modernes ont conquis la direction du Parti communiste et inversé le sens de la transformation. C'est la phase caractérisée par la tentative d'instaurer ou de restaurer graduellement et pacifiquement le capitalisme. Plus aucun pas n'est accompli vers le communisme. Les germes de communisme sont étouffés. De l'espace est donné aux rapports capitalistes encore existants et l'on cherche à ramener à la vie ceux qui ont disparu. On reparcourt à reculons le chemin parcouru dans la première phase, jusqu'à la pathétique proposition de NEP faite par Gorbatchev à la fin des années 80 (66) ! C'est la phase de "tentative de restauration pacifique et graduelle du capitalisme". Cette phase s'est ouverte pour l'URSS et les démocraties populaires d'Europe orientale et centrale grosso modo en 1956 et a duré jusqu'à la fin des années 80 ; pour la République populaire de Chine, elle s'est ouverte en 1976 et est encore en cours<sup>5</sup>.

La troisième phase est la phase de "tentative de restauration du capitalisme à n'importe quel prix". C'est la phase de restauration à grande échelle de la propriété privée des moyens de production et de l'intégration à n'importe quel prix dans le système impérialiste mondial. C'est la phase d'un nouvel affrontement violent entre les deux classes et les deux voies : restauration du capitalisme ou reprise de la transition vers le communisme ? Cette phase s'est ouverte pour l'URSS et les démocraties populaires d'Europe orientale et centrale grosso modo en 1989 et est encore en cours.

### 1.7.4. Les pas accomplis par les premiers pays socialistes vers le communisme dans la première phase de leur existence

Le socialisme est la transformation des rapports de production, du reste des rapports sociaux et des conceptions connexes pour les adapter au caractère collectif des forces

---

<sup>5</sup> Pour les maoïstes de France, et la plupart des maoïstes du monde, la restauration du capitalisme en Chine n'a pas été exactement « pacifique », dès le début (le coup d'Etat de Deng et Hua Guofeng s'est traduit par des centaines de milliers d'emprisonnements et d'exécutions) et encore moins aujourd'hui, avec 80.000 soulèvements populaires par an, des centaines d'exécutions, des migrants de l'intérieur du pays, traités comme des immigrés clandestins et des esclaves dans leur propre pays. Les marxistes-léninistes non-maoïstes considèrent, eux, que la Chine n'a jamais été socialiste et que la restauration est due aux « déviations » de Mao. La majorité des uns et des autres considèrent même que la Chine (depuis l'an 2000 au moins) est devenue un pays impérialiste, opinion assez largement partagée par les travailleurs de pays africains. La restauration a par contre effectivement été beaucoup plus graduelle, avec conservation des apparences socialistes, en URSS et dans les « pays frères », jusqu'à la perestroïka au moins, et plus pacifique, au moins jusqu'en 1989. Aujourd'hui les pays « de l'Est » sont des pays dominés (principalement par les pays de l'Ouest européen : France, Allemagne, Italie, Autriche), et la Russie, après une période d'humiliation (comparable à l'Allemagne après 1918 ou au Japon après 1945) est clairement un pays impérialiste.

productives, et le renforcement du caractère collectif des forces productives pour lesquelles il est encore secondaire.

Donc, les pas en avant accomplis par la classe ouvrière durant la première phase de l'existence des premiers pays socialistes, doivent être identifiés dans les rapports de production (propriété des forces productives, rapports entre les travailleurs dans le processus productif, distribution du produit), dans le reste des rapports sociaux (politique, droit, culture, etc.) et dans les conceptions, la conscience des hommes et des femmes.

*Quels ont été les principaux pas en avant ?*

### 1. L'État et le pouvoir politique.

- Rôle dirigeant du Parti de la classe ouvrière et création d'un système de dictature du prolétariat.
- Mobilisation des masses pour assumer les tâches de l'Administration Publique (organisations de masse et Parti communiste).
- Internationalisme prolétarien et soutien à la révolution prolétarienne dans le monde entier.
- Coexistence pacifique entre pays à régimes sociaux différents (contre l'agression que les États et les groupes impérialistes tendaient à déchaîner contre les pays socialistes).

### 2. La transformation dans les rapports de production.

#### *2a - Propriété des moyens et des conditions de la production.*

- Élimination de la propriété privée des principales structures productives, élimination des rapports mercantiles entre les principales unités productives : attribution des tâches productives et des ressources à travers le Plan, distribution planifiée des produits entre les secteurs et les unités productives.
- Transformation des activités individuelles (paysannerie, artisanat, etc.) en activités coopératives.
- Obligation universelle d'effectuer un travail socialement utile.
- Atténuation de la propriété privée de la capacité de travail, en particulier de la capacité de travail la plus qualifiée.
- Développement à grande échelle du travail volontaire pour faire à face aux nécessités sociales (samedis communistes).

#### *2b - Rapports entre les individus dans le travail*

- Élimination des discriminations au détriment des femmes et des minorités nationales et raciales.
- Mesures d'intégration entre travail manuel et travail intellectuel (de direction, d'organisation, de projet, administratif, comptable, etc.).

- Distribution entre toute la population du travail intellectuel et du travail nécessaire (dans les domaines culturel, récréatif, politique, etc.).
- Mesures d'intégration entre travail simple (abstrait) et travail complexe (concret).
- Intégration de la ville et de la campagne : urbanisation de la campagne.

### *2c - Distribution du produit entre les individus (67).*

- Élimination des revenus ne provenant pas du travail (profits, rentes, intérêts, droits d'auteur, etc.).
- Rétribution des travailleurs selon la quantité et la qualité du travail accompli.
- Augmentation de la disponibilité libre ou quasi libre de biens de consommation de première nécessité.
- Fourniture de certains services en fonction de la nécessité (instruction, assistance sanitaire, etc.).
- Attribution des privilèges non encore éliminables à la fonction plutôt qu'à l'individu.

### 3. La transformation dans les rapports superstructurels.

- Constitution des organisations de masse basées sur le centralisme démocratique et attribution à celles-ci de l'organisation et de la gestion d'un nombre croissant d'activité de l'Administration Publique (réduction du rôle des fonctionnaires publics professionnels).
- Promotion de l'accès universel à l'instruction à tout niveau et à tout âge.
- Élimination des religions d'État, des privilèges des églises et liberté universelle pour tous les cultes et religions, liberté de ne professer aucun culte et de professer et propager l'athéisme.
- Lutte contre les sectes et autres sociétés secrètes.
- Diffusion et approfondissement des autonomies locales dans tous les domaines (politiques, culturels, économiques, éducatifs, judiciaires, d'ordre public, militaires, etc.) : les soviets en Union soviétique, les communes populaires en Chine.
- Reconnaissance de la maternité, du soin et de l'éducation des enfants comme fonction sociale.
- Émancipation des femmes vis-à-vis des hommes.
- Émancipation des adolescents et des jeunes vis-à-vis des parents.
- Lutte contre les discriminations nationales et raciales.
- Les intellectuels du secteur culturel au service des travailleurs, et de la diffusion des activités culturelles parmi les travailleurs.
- Contrôle des masses sur les dirigeants et sur les membres du Parti communiste.

- Épuration périodique des dirigeants.

### **1.7.5. Les pas en arrière accomplis par les révisionnistes modernes dans la seconde phase de l'existence des premiers pays socialistes**

Les pas en arrière effectués pendant la seconde phase des pays socialistes sont identifiables avec le même critère utilisé pour déterminer les pas en avant accomplis pendant la première phase.

#### 1. L'État et le pouvoir politique.

- Abolition des mesures qui défendaient la nature de classe du Parti ("Parti du peuple tout entier") et du système politique ("État du peuple tout entier") et ouverture aux représentants des classes privilégiées.
- Fin des campagnes de mobilisation des masses pour assumer de nouvelles et plus larges tâches dans le domaine économique, politique et culturel.
- Intégration économique, politique et culturelle des pays socialistes dans le monde impérialiste : substitution, à la coexistence pacifique entre pays à régimes sociaux différents **et** au soutien à la révolution prolétarienne, d'une compétition économique, politique et culturelle entre les pays socialistes et les pays impérialistes.

#### 2. La transformation dans les rapports de production.

##### *2a - Propriété des moyens et des conditions de la production.*

- Introduction de l'autonomie financière des entreprises.
- Atténuation du rôle du Plan dans la distribution des produits entre secteurs et unités productives.
- Introduction de rapports directs entre unités productives, et de l'échange de biens et services.
- Élargissement de la propriété individuelle (dans les campagnes, dans le commerce de détail, dans les prestations de travail entre privés).
- Abolition de l'obligation universelle d'effectuer un travail socialement utile.
- Atténuation du rôle social du travail volontaire.

##### *2b - Rapports entre les individus dans le travail.*

- Atténuation ou élimination des mesures d'intégration et de combinaison du travail manuel et du travail intellectuel (de direction, d'organisation, de projet, administratif, de comptable, etc.).
- Atténuation ou élimination des mesures qui permettaient la participation de toute la population au travail nécessaire et qui promouvaient la participation des travailleurs manuels au travail intellectuel (dans les domaines culturel, récréatif, politique, etc.) ; exaltation du professionnalisme au détriment de l'orientation politique et idéologique des dirigeants.

- Élargissement de la division entre travail simple (abstrait) et travail complexe (concret).
- Relâchement des mesures destinées à combiner ville et campagne.
- Développement inégal entre zones géographiques et donc promotion de contradictions entre les masses.

### *2c - Distribution du produit entre les individus.*

- Légitimation des revenus ne provenant pas du travail (profits, rentes, intérêts, droits d'auteur, etc.).
- Utilisation des augmentations de revenus pour faire taire les contradictions entre les masses et les Autorités.
- Rôle principal attribué aux incitations économiques individuelles pour augmenter la productivité du travail.
- Diminution de la disponibilité libre ou presque libre des biens de consommation de première nécessité.
- Réduction de la fourniture de services en fonction de la nécessité (instruction, assistance sanitaire, etc.), introduction de deux catégories de services (publics et privés) et détérioration des services publics.
- Légalisation et légitimation morales de l'enrichissement individuel.

### *3. La transformation dans les rapports superstructurels.*

- Transformation des organisations de masse (qui étaient auparavant principalement des organes de participation des masses populaires à la gestion de la vie sociale) en organes de l'Administration Publique ou en organes de contrôle sur les masses populaires.
- Décadence des organisations de masse dépourvues de leur rôle, et des autonomies locales.
- Atténuation de la lutte en faveur de l'émancipation des femmes vis-à-vis des hommes.
- Revalorisation du rôle de la famille envers les adolescents et les jeunes.
- Concession de privilèges aux églises et au clergé en échange de leur collaboration et loyauté au pouvoir politique.
- Augmentation du rôle des fonctionnaires professionnels dans l'accomplissement des fonctions sociales.
- Autonomie des intellectuels vis-à-vis des travailleurs.
- Abolition du contrôle de masse sur les dirigeants et les membres du Parti communiste.
- Abolition de l'épuration périodique des dirigeants.

- Érection de la fidélité aux dirigeants et à l'organisation, et de la discipline, en critères principaux d'appartenance au Parti communiste, en lieu et place du dévouement à la cause du communisme, de la ligne politique et du lien avec les masses.

#### **1.7.6. Comment a-t-il pu se produire que les révisionnistes modernes prennent le pouvoir ?**

La possibilité du retour en arrière est inhérente à la nature des pays socialistes. Nier cette possibilité équivaut à nier que la lutte de classe continue même après que la classe ouvrière ait pris le pouvoir.

En général, les pays socialistes ont accompli dans la première phase de leur existence de grandes avancées dans la transformation de la propriété des moyens de production, le premier des trois aspects des rapports de production. « La transformation socialiste de la propriété est chez nous pour l'essentiel accomplie », disait Mao dans les années 60. Mais la propriété individuelle subsistait encore dans une petite mesure et la propriété de groupes de travailleurs était encore présente sur une grande échelle (kolkhozes, communes, coopératives). En outre, était encore largement non résolu le problème de l'élimination de la propriété privée de la force de travail, y compris de la force de travail la plus qualifiée : techniciens, intellectuels, scientifiques, etc. Tout cela concerne le premier aspect des rapports de production.

Dans les pays socialistes, au terme de la première phase, la masse des travailleurs était encore loin de pouvoir se diriger directement, encore loin de la situation, pour citer Lénine, dans laquelle « même une cuisinière peut diriger les affaires de l'État », même s'ils avaient accompli de grandes avancées dans cette direction, et même si les prémisses matérielles pour parvenir à cette situation ont été, sur le plan historique, pleinement posées par le capitalisme lui-même (68). Tant que les membres de la population ne sont pas en masse dans cette situation, celui qui dirige n'est pas un simple délégué remplissant une fonction socialement nécessaire, substituable à tout instant par des milliers d'autres tout aussi capables. Il dispose d'un pouvoir personnel que la grande majorité des autres individus n'est pas en mesure d'exercer et qui est cependant socialement nécessaire : il ne peut pas être simplement supprimé (comme le soutiennent les anarchistes). Tout cela concerne le second aspect des rapports de production et les rapports superstructurels.

Les pays socialistes, au terme de la première phase, étaient encore loin de pouvoir réaliser une distribution des produits basée sur le principe "à chacun selon ses besoins", même si ils avaient fait quelques pas en avant dans cette direction et même si les prémisses matérielles pour réaliser cette condition ont été, sur le plan historique, pleinement posées par le capitalisme lui-même (69). Dans la mesure où cette condition n'est pas réalisée, ceux qui dirigent, pour accomplir leurs tâches, disposent de conditions de vie et de travail dont les autres membres de la population ne disposent pas en masse. La distribution "à chacun selon la quantité et la qualité de son travail" crée en elle-même une grande disparité entre les individus, elle tend à rétablir des rapports d'exploitation, et ouvre en outre mille voies détournées à des violations du principe "à chacun selon la quantité et la qualité de son travail" lui-même. Tout cela concerne le troisième aspect des rapports de production et les rapports superstructurels (70).

Dans les pays socialistes, dans la première phase de leur existence, avaient été faites de grandes avancées pour mettre la culture, l'art et la science au service des travailleurs, de sorte que le patrimoine culturel, artistique et scientifique serve les travailleurs pour comprendre et résoudre les problèmes de leur vie intellectuelle et matérielle. Toutefois, la culture, l'art et la science étaient encore dans une large mesure des secteurs où prédominait

la conception bourgeoise. Les intellectuels, artistes et scientifiques se considéraient comme des personnes spéciales, et vivaient par beaucoup d'aspects une vie à part et privilégiée. La masse de la population bénéficiait encore de façon limitée du patrimoine culturel, artistique et scientifique de la société.

Dans chacun des domaines indiqués de la vie sociale, dans les premiers pays socialistes, existait une lutte acharnée entre bourgeoisie et classe ouvrière. Dans les pays socialistes, la bourgeoisie est constituée pour l'essentiel par cette partie des dirigeants de la nouvelle société (du Parti, de l'État, des organisations de masse, de l'Administration Publique, des autres institutions sociales) qui s'opposent à la transformation et suivent la voie du capitalisme (71). Leur présence alimente les tendances et les rêves de restauration. Des tendances et des rêves de restauration qui conduisent inévitablement à des tentatives de restauration. Ceci est une donnée objective, qui sera présente dans toute l'époque socialiste, dans tous les pays socialistes.

Qu'est ce qui transforme cette possibilité en réalité ? Les erreurs de la gauche. Ce furent de telles erreurs qui, en s'accumulant et en n'étant pas corrigées, devinrent systématiques jusqu'à constituer une ligne d'instauration ou de restauration du capitalisme, et d'étouffement des germes de communisme, jusqu'à permettre que la direction soit assumée par les promoteurs et les partisans de la restauration.

L'erreur est inhérente à toute expérience nouvelle, qui n'a pas de précédents.

L'étude approfondie de l'expérience des pays socialistes et la collaboration fraternelle avec les communistes des premiers pays socialistes, fourniront aux communistes la possibilité d'éviter de commettre les erreurs déjà commises dans ces derniers et, d'une manière générale, la possibilité de commettre moins d'erreurs.

La lutte entre deux lignes dans le Parti communiste, la conscience de la lutte de classe, la connaissance de ce qu'est la bourgeoisie dans les pays socialistes, la pratique de la critique et de l'autocritique et d'une manière générale, les enseignements autour de la lutte de classe au sein de la société socialiste, synthétisés dans le maoïsme, permettront aux futurs pays socialistes de progresser plus loin que les premiers.

Le motif principal d'écroulement des régimes révisionnistes à la fin des années 80 est la crise générale du monde capitaliste. Elle n'a plus permis de continuer la lente et graduelle érosion du socialisme.

La bourgeoisie qui gouvernait les pays socialistes n'était plus en mesure de faire face aux dettes contractées envers les banques et les institutions financières internationales, n'était pas en mesure de mobiliser les masses des pays socialistes pour faire face aux conséquences d'une annulation des dettes étrangères, et elle s'était réduite à brader les marchandises et les ressources des pays socialistes sur le marché impérialiste, précipitant ainsi la crise économique interne qui se transforma en crise politique.

La bourgeoisie des pays impérialistes avait besoin de nouveaux terrains d'investissement, de nouvelles rentes et de nouveaux marchés ; en outre elle faisait face avec une difficulté croissante à l'action perturbatrice que les pays socialistes amenaient dans ses relations avec les masses des pays impérialistes eux-mêmes, avec les semi-colonies et dans les relations entre les groupes impérialistes eux-mêmes. La bourgeoisie a dû donc jouer le tout pour le tout : un jeu douloureux pour les masses, mais très risqué pour la bourgeoisie. Elle a jeté le masque, et la lutte entre les deux classes et les deux voies est, désormais, à nouveau ouverte dans tous les anciens pays socialistes.



### 1.7.7. Les enseignements des pays premiers socialistes

Au cours de leur brève existence, les premiers pays socialistes :

1. ont montré que pour instaurer le socialisme la classe ouvrière doit posséder un Parti communiste et ont fourni des grands et vastes enseignements sur la nature de ce Parti ;
2. nous ont enseigné que pour instaurer le socialisme la classe ouvrière doit prendre la direction du reste du prolétariat et des masses populaires (Front) ;
3. ont montré que pour instaurer le socialisme la classe ouvrière doit construire ses Forces Armées, qui doivent détruire le vieil État et la vieille Administration Publique de la bourgeoisie, et que la classe ouvrière doit instaurer sa dictature ;
4. ont montré que la classe ouvrière doit maintenir sa dictature pour un temps indéterminé ;
5. ont montré que la classe ouvrière doit mobiliser les masses, les organiser et les former à assumer des tâches toujours plus vastes dans l'Administration Publique, dans l'économie et dans la superstructure par un système articulé d'organisations de masse ;
6. ont énormément enrichi les enseignements de la Commune de Paris, et ont montré que la dictature du prolétariat combine, dans un rapport d'unité et de lutte, la participation croissante des masses organisées à la gestion de la vie sociale avec l'action d'institutions étatiques fondées sur la hiérarchie et le caractère professionnel (voir chapitre 3.1 point 2) ;
7. ont fourni une démonstration à grande échelle que le communisme est possible : dans la première phase de leur existence ils ont donné une réponse pratique affirmative, et à grande échelle, à la question à laquelle Marx et Engels avaient donné, par la force de choses, une réponse uniquement théorique (72) ;
8. ont montré de quelles grandes entreprises sont capables les masses populaires guidées par la classe ouvrière ;
9. ont fourni une masse énorme d'expériences concrètes sur comment organiser la vie et transformer les rapports sociaux dans tous les domaines de l'activité économique, culturelle, artistique, scientifique, etc. ;
10. ont montré que, une fois constitués, les pays socialistes ne peuvent être vaincus par aucune agression extérieure (la République hongroise des Conseils de 1919 fut étouffée dans les premiers mois) ;
11. ont montré que la lutte de classe continue même après la conquête du pouvoir, et même après avoir pour l'essentiel transformé les rapports de propriété des moyens de production (qui sont du *travail mort*) ;
12. ont montré que la culture et les activités superstructurelles en général sont le domaine dans lequel la résistance de la bourgeoisie est la plus tenace et la plus dure à vaincre ;
13. ont montré que dans les pays socialistes, la bourgeoisie dont peuvent provenir les tentatives de restauration est constituée pour l'essentiel par cette partie des dirigeants du Parti, de l'État, de l'Administration Publique et des organisations de masse qui s'opposent aux avancées possibles et nécessaires vers le communisme ;
14. ont montré que l'involution (retour en arrière) est un processus possible, mais difficile et lent et d'autant plus difficile qu'est avancée la transformation vers le communisme, et que les masses ont été des protagonistes actives du processus de transformation.

L'histoire de la troisième phase des pays socialistes confirme que la restauration du capitalisme n'est pas possible, autrement que par un bouleversement et une décadence générale de la société qui durera une période dont nous ne connaissons pas la durée.

Il est impossible de ramener pacifiquement les hommes et les femmes formés par le socialisme à vivre dans un système inférieur : il faut les déformer, les estropier et les violer dans une mesure que nous ne réussissons pas, jusqu'à présent, à imaginer. Après plus de

15 ans de "révolution démocratique", les anciens pays socialistes restent encore les maillons faibles de l'impérialisme, les pays où le sort de la bourgeoisie est le plus périlleux<sup>6</sup>.

De même que la Commune de Paris a servi de guide aux communistes pour accomplir leur tâche pendant la première vague de la révolution prolétarienne, l'expérience de l'Union soviétique, de la République populaire de Chine, des autres pays socialistes et de la Révolution Culturelle Prolétarienne doivent servir de guide aux communistes pour l'accomplissement de leur tâche dans la seconde vague de la révolution prolétarienne qui commence.

## 1.8. Conclusions

L'expérience de la lutte de classe, que nous avons reprise, nous enseigne que le communisme est devenu économiquement nécessaire, plus encore que possible. Il est économiquement possible et nécessaire que la classe ouvrière prenne le pouvoir. Le mouvement politique des sociétés bourgeoises, en raison de causes économiques que la bourgeoisie ne peut pas éliminer, est tel que périodiquement se présentent de longues périodes de crise et d'instabilité politique (situations révolutionnaires de longue durée). Pour débiter la transition, il faut que la classe ouvrière résolve les problèmes politiques et culturels de sa transformation en classe dirigeante, en somme qu'elle se dote d'un 'vrai' Parti communiste, afin de mettre à profit ces situations révolutionnaires pour accumuler des forces jusqu'à arriver dans des conditions favorables à l'affrontement décisif avec la bourgeoisie impérialiste, et instaurer son pouvoir comme unique pouvoir politique sur le pays entier.

Par rapport aux communistes qui jouèrent leur rôle dans la première vague de la révolution prolétarienne, qu'est-ce qui a changé ?

1. Nous avons en notre faveur l'expérience de la première crise générale et de la première vague de la révolution prolétarienne, et l'expérience des premiers pays socialistes. Ces expériences sont synthétisées dans le maoïsme, troisième et supérieure étape de la pensée communiste, après le marxisme et le léninisme.

2. La faillite du révisionnisme moderne comme politique prolétarienne est aujourd'hui manifeste pour tout le monde : toute sa prétention à la vérité et à la scientificité a été démasquée par la pratique.

---

<sup>6</sup> Il existe une solution pour la bourgeoisie : le FASCISME, qui est l'instrument de la bourgeoisie pour canaliser à son profit la mobilisation des masses qui, autrement, deviendrait révolutionnaire. Le fascisme comme celui qu'a instauré Poutine en Russie (à un moment où la situation devenait de plus en plus révolutionnaire), exaltant à la fois la « Russie éternelle » et l'héritage soviétique (Staline vu uniquement comme un « patriote » et un grand chef militaire, l'époque « bénie » de Brejnev, l'hymne soviétique repris avec des paroles nationalistes et religieuses, etc.), et le sentiment anti-occidental. Ou encore le fascisme qui grandit partout en Europe de l'Est (passée de la coupe soviétique à celle de l'Europe occidentale : Allemagne, France, Italie...).

En Chine, le pouvoir contre-révolutionnaire exalte le nationalisme, la grandeur du pays et l'idéologie confucéenne de soumission à l'État et à l'autorité : on peut parler de « fascisme à la chinoise », au service des plans impérialistes de la Chine actuelle.

D'une manière générale, il ne faut pas perdre de vue le **travail de sape** opéré pendant la « restauration pacifique et graduelle » (années 50-80 en URSS, grosso modo 1976-89 en Chine). A mesure que le socialisme s'effrite et que le capitalisme avance, l'individu socialiste s'effrite aussi ! Le chauvinisme national et local, le patriarcat, l'individualisme ou le clanisme familial : toutes choses qui ont été réintroduites petit à petit dans les sociétés soviétiques, est-européennes, chinoise ou vietnamienne, choses qui ne sont pas tombées du ciel lors du rétablissement franc et ouvert du capitalisme (à partir de 1989, même en Chine : la répression de Tienanmen a marqué le rejet du modèle démocratique bourgeois occidental, mais pas du capitalisme !).

*Dans les pays socialistes*, les révisionnistes modernes ont pendant longtemps cherché à restaurer pacifiquement le capitalisme en rongant et en soudoyant pas à pas les institutions et les structures de la société socialiste, en rendant impossible leur fonctionnement, en faisant pourrir et métastaser les contradictions, en redonnant place dans le domaine économique, politique et culturel à tous les éléments et à toutes les pratiques arriérées héritées de la vieille société bourgeoise ou féodale. Le projet de restauration pacifique du capitalisme a cependant échoué grâce à la résistance des masses<sup>7</sup>. Les révisionnistes modernes ont seulement réussi à plonger les pays socialistes dans le chaos et à mener la situation à un point tel, qu'un nouvel affrontement ouvert est devenu inévitable. Les révisionnistes modernes sont partis une main devant une main derrière, leur place prise par les partisans ouverts de la restauration, décidés à la réaliser au prix de toutes les violences et les coercitions, au prix de n'importe quel sacrifice et souffrance pour les masses. La ligne de front entre les partisans de la reprise de la marche vers le communisme et les partisans de la restauration du capitalisme, les nouveaux "gardes blancs", et le déploiement des forces respectives, forment le processus qui se manifeste dans les échauffourées de ces dernières années<sup>8</sup>.

*Dans les pays impérialistes*, les révisionnistes modernes ont pu apparaître et s'affirmer grâce à la phase d'expansion et de développement économique ayant eu lieu dans les trente années après la Seconde Guerre mondiale. Ils ont été les organisateurs et les gérants des institutions et des pratiques dans lesquelles s'est concrétisé le projet de construire un capitalisme à visage humain, et ont été les prédicateurs de l'illusion qu'il pouvait durer et s'étendre indéfiniment.

Dès lors qu'il y a eu volte-face et que la bourgeoisie a commencé à démanteler l'une après l'autre les institutions et les pratiques du capitalisme à visage humain, le terreau sur lequel les révisionnistes modernes prospéraient s'est réduit, et a commencé leur incessant déclin. Le réformisme a perdu la base réelle (les conquêtes économiques, politiques et culturelles) qui lui donnaient sa force, il est devenu et devient plus chaque jour un réformisme sans réformes ; velléités, aventurisme et discours vide que les masses fuient.

La force des groupes et des partis réformistes, et de leurs vieilles organisations de masse (syndicats, etc.), provient proportionnellement toujours moins du soutien des masses, et toujours plus des faveurs de la bourgeoisie. Mais la bourgeoisie pourra toujours moins faire confiance aux réformistes pour gouverner les masses, et leur prodiguera donc toujours moins ses faveurs, bien qu'ils restent souvent sa dernière ressource pour diviser suffisamment les masses en vue de les réprimer avec succès : ils ouvrent en effet la voie à la mobilisation réactionnaire des masses, dont ils deviendront cependant, au moins en partie, eux-mêmes des victimes.

*Dans les pays semi-coloniaux*, la conciliation avec l'impérialisme a maintenu la plupart des pays semi-coloniaux dans un état de retard économique et culturel, de dépendance et de fragilité politique. Appelés, dans le langage des impérialistes, "pays en développement", la croissance économique et culturelle est restée pour la plupart d'entre eux un mirage. Le développement de la crise générale arrache jour après jour inexorablement le rideau des "miracles économiques" et met à nu l'exploitation, la misère, la faim et les crimes que la bourgeoisie impérialiste cachait derrière ceux-ci. La domination de l'impérialisme et des groupes indigènes féodaux, capitalistes bureaucratiques et compradores a détruit les conditions aussi primitives soient-elles de survie des larges masses, et jeté la plus grande

---

<sup>7</sup> Résistance qui s'est manifestée dès les premières années du processus de restauration, pour se décupler encore à partir des années 70, quand la crise générale du capitalisme est venue acculer le "modèle" économique soviétique à la faillite. Mais l'aile gauche, révolutionnaire, prolétarienne du PC d'URSS n'a pas su en prendre la tête, et le PC de Chine (même la ligne de Mao) l'a sans doute sous-estimée.

<sup>8</sup> Comme par exemple en Chine, avec les *incidents de masse* (soulèvements populaires).

partie de la population mondiale (qui habite dans ces pays) dans un état de marginalisation et de sous-alimentation chroniques qui la pousse toujours plus à l'émigration sauvage dans les pays impérialistes. Dans presque tous les pays semi-coloniaux, ont cependant grandi le prolétariat et les forces révolutionnaires. L'avidité et la rapacité des banquiers impérialistes et de leurs serviteurs locaux font de la révolution de nouvelle démocratie l'unique moyen de survie pour les vastes masses.

**3.** La contradiction entre le caractère collectif des forces productives et les rapports de production capitalistes est devenue plus ouverte et plus aiguë. Le processus productif des sociétés actuelles est devenu, encore plus profondément et largement, l'œuvre collective d'un organisme mondial ; chaque partie de celui-ci ne peut fonctionner que si fonctionnent également les autres et grâce au fonctionnement de toutes les autres. Dans les soixante années traversées depuis la conclusion de la Seconde Guerre Mondiale, ont été réduits à l'extrême les espaces des systèmes autonomes individuels ou locaux de production. Sur le plan économique, le monde est devenu plus étroitement un organisme unique, même si toujours plus déchiré de contradictions, précisément à cause du caractère capitaliste des rapports entre les parties qui le constituent. L'unité du monde créée par le capitalisme devient plus profonde, mais justement pour cette raison, les formes bourgeoises de cette unité deviennent toujours plus une source de malaise, d'abus, de rébellion, de guerres, de révolutions, de dévastation et de pillage.

Les capitalistes et leurs disciples prétendent, en effet, encore baser le fonctionnement d'un organisme de ce genre sur la possession individuelle des forces productives et sur le vol du temps de travail d'autrui, comme aux temps auxquels le fonctionnement et le résultat des forces productives dépendait principalement des ressources et de l'énergie du seul individu ou du groupe qui en disposaient. Dans les sociétés bourgeoises, les spéculateurs sont devenus les "héros de notre temps". Il est impossible d'éliminer cette contradiction si on n'élimine pas le capitalisme : les contradictions qui déchirent les différentes sociétés impérialistes et la société mondiale (y compris, en particulier, la destruction de l'environnement, qui dans les cinquante dernières années est devenue une contradiction universelle) dérivent en définitive de cette contradiction fondamentale, même si elles en dérivent à travers une série de passages intermédiaires qui donnent parfois à leurs manifestations concrètes des apparences complètement différentes. La réalité est que ceux qui ont de l'argent et qui donc peuvent avoir l'initiative économique, veulent et doivent gagner vite et beaucoup, le maximum, et les masses doivent gâcher leur énergie pour eux, en se détruisant elles-mêmes et leurs conditions de vie.

**4.** La bourgeoisie n'a pas la moindre possibilité de mettre fin directement à la crise actuelle, elle peut seulement plonger à nouveau le monde dans une longue période de guerres et de révolutions de dimensions que nous n'imaginons pas encore aujourd'hui.

Les structures qui dirigent le processus productif des sociétés actuelles (capitalisme monopoliste d'État, capital financier, monopoles mondiaux) sont des superstructures, excroissances du capitalisme d'ancien style, fait de capitalistes producteurs, de commerçants et de banquiers, de spéculateurs et de profiteurs, de producteurs et de vendeurs de marchandises qui constituent encore le gros des sociétés bourgeoises (73).

Ces structures reposent sur la large base de la production mercantile capitaliste et de la propriété individuelle capitaliste des forces productives. Toute association de capitalistes et tout accord entre capitalistes est donc temporaire, fonctionnant au profit des capitaux individuels et miné de l'intérieur par la contradiction entre les différentes fractions de capital. La prétendue capacité des États, et des associations nationales et internationales de capitalistes, d'aménager le mouvement économique de la société, de le diriger selon un plan préalablement tracé, de contrôler et diriger le mouvement économique, politique et culturel

de la société, en somme la prétention d'être entré dans un nouveau mode de production, le *néocapitalisme*, qui aurait dépassé les points faibles du vieux capitalisme, se révèle sous nos yeux être une illusion de certains, un mensonge intéressé d'autres, un fantasme halluciné d'autres encore. Le plan du capital n'a jamais existé que comme vanité des têtes d'œuf du capital et comme spéculation des "opéraïstes" (\*) et de leurs professeurs de l'"école de Francfort" (74) (75).

**5.** La classe ouvrière est plus nombreuse et plus répandue dans le monde et la prolétarisation a augmenté. L'expansion du mode de production capitaliste en Chine, en Inde et dans beaucoup d'autres pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique, a multiplié les forces motrices du nouveau système social. La mondialisation, l'expansion des monopoles internationaux (*multinationales*) et l'émigration de masse que la bourgeoisie impérialiste impose aux masses populaires du monde entier, sont en train de créer un prolétariat international comme figure concrète : l'internationalisme prolétarien acquiert de nouveaux instruments de force. De vastes masses ont eu, avec les premiers pays socialistes, une expérience récente, pratique et directe du socialisme.

**6.** La lutte des femmes pour leur émancipation et pour assumer un rôle paritaire dans la vie sociale est devenue une composante plus importante et plus consciente du mouvement communiste. Avec le développement que l'humanité a connu dans le domaine du mode de production capitaliste, ont été maintenant définitivement éliminées toutes les conditions objectives sur lesquelles, pendant des millénaires, s'est basé l'asservissement des femmes aux hommes : la procréation comme œuvre essentielle à la conservation de l'espèce, la force musculaire comme composante essentielle de la force de travail et de l'aptitude au combat, etc.

La discrimination des femmes, comme la discrimination raciale, la religiosité et d'autres aspects arriérés de la société, ne survit que parce qu'elle est utile à la bourgeoisie pour prolonger la survie de son système social. La bourgeoisie entrave l'émancipation des femmes, parce qu'elle s'appuie sur toutes les divisions au sein des masses populaires, parce qu'elle a enrôlé à son secours toutes les forces survivantes du passé (en particulier l'Église catholique), et parce que la mobilisation des femmes pour assumer dans la vie sociale un rôle paritaire avec les hommes, est en contradiction avec la nécessité qu'a la bourgeoisie de maintenir l'ensemble des masses populaires dans un état de sujétion.

Au contraire, la lutte contre le capitalisme demande la mobilisation des ouvrières et des ménagères des familles ouvrières, la lutte pour l'instauration du socialisme demande la mobilisation des femmes des masses populaires, la marche vers la société communiste exige l'élimination des inégalités entre les hommes et les femmes : trois facteurs qui rendent nécessaire de la part du mouvement communiste d'assumer l'émancipation des femmes comme son objectif, et ouvrent à la mobilisation des femmes pour leur émancipation. La lutte des femmes pour leur émancipation est devenue une composante du mouvement communiste et élargit le champ des forces motrices de la nouvelle vague de la révolution prolétarienne (76).

**7.** Le désastre écologique est devenu une démonstration objective et universelle de la nécessité de dépasser le mode de production capitaliste.

La croissance illimitée de la production de marchandises, comme moteur de la production de plus-value, que le capital pousse par sa nature sans limite en avant ; les effets de la concurrence entre capitalistes producteurs de marchandises sur la nature des marchandises et sur le processus productif (de la forme de la production sur le contenu de la production) ; l'exclusion en masse de la majeure partie de l'humanité des activités spécifiquement humaines (2) ; la croissance de la consommation de masse comme moyen d'ordre public (un

des piliers de la contre-révolution préventive) (\*); la propriété privée des ressources naturelles; l'anarchie liée à la division du capital entre d'innombrables capitalistes; le frein que le mode de production capitaliste impose à la recherche scientifique et à l'application des découvertes scientifiques à la production de biens et services et au reste des activités humaines: voilà les sept facteurs qui ont produit et développent le pillage des ressources naturelles, la pollution de l'environnement et la dévastation de la planète jusqu'à faire de l'élimination du mode de production capitaliste une condition indispensable à la survie de l'espèce humaine.

L'expérience a démenti toutes les théories par lesquelles quelques représentants et partisans de la bourgeoisie ont cherché à attribuer le désastre écologique à autre chose qu'au capitalisme lui-même<sup>9</sup>. En particulier, elle a démontré qu'il ne dépend pas de la croissance de la population ni de la quantité limitée de ressources naturelles. Ce n'est pas par hasard qu'ils n'ont pas commencé à lancer leurs prophéties lorsque la population mondiale était le tiers de l'actuelle. Les ressources que les hommes puisent dans l'environnement et, plus encore, les conditions de l'échange entre l'espèce humaine et le reste de la nature, changent avec le type d'activité que les hommes mènent, avec les progrès dans la maîtrise des hommes sur la nature, c'est-à-dire avec les progrès de la science et de la technique, avec le système social.

L'association toujours plus ouverte de l'écologie bourgeoise avec l'oppression de classe (qui peut payer peut polluer, qui ne peut pas payer doit se restreindre) et avec la discrimination raciale et nationale (les pays opprimés ne doivent pas atteindre les niveaux de vie des pays impérialistes), rendent toujours plus clair le caractère de classe du désastre environnemental (76). Cela élargit le champ des forces que la classe ouvrière peut mobiliser dans sa lutte contre le capitalisme et pour l'instauration du socialisme.

La nouvelle crise générale a engendré et engendre une nouvelle situation révolutionnaire en développement. Les masses populaires sont poussées par les conditions objectives à se mobiliser, et la classe dominante elle aussi devra favoriser leur mobilisation pour faire face à ses problèmes. Elle cherchera à maintenir sa direction sur les masses en développant leur mobilisation réactionnaire. Il n'a pas d'autres voies. La tâche des communistes au cours des années à venir est de faire prévaloir la direction de la classe ouvrière dans la mobilisation de masse, la transformant ainsi en mobilisation révolutionnaire, en lutte pour le socialisme.

Comment pouvons-nous atteindre cet objectif ?

Les masses populaires se mobilisent pour résister à l'avancée de la seconde crise générale du capitalisme. Le bouleversement matériel et intellectuel en cours aujourd'hui au sein des masses, est la façon par laquelle elles cherchent à faire face aux situations auxquelles les confronte l'avancée de la crise.

La résistance des masses à l'avancée de la crise comprend soit la défense des conquêtes arrachées (aspect défensif), soit la lutte contre le régime qui les élimine, soit la lutte contre la répression par laquelle celui-ci cherche à étouffer les individus et les organisations initiatrices de la résistance (aspect offensif) (77).

Telle est l'entreprise que les masses doivent accomplir et sur ce terrain s'affrontent les deux classes antagoniques: la bourgeoisie impérialiste pour conserver son pouvoir et sa direction sur les masses populaires; et la classe ouvrière pour les conquérir. Ceci définit la ligne générale du Parti communiste au cours des années à venir: "*s'unir étroitement et sans*

---

<sup>9</sup> On pense au particulier aux théories « humanophobes », à la limite du darwinisme social et du malthusianisme, d'écologistes « radicaux » comme [James Lovelock](#).

*réserves à la résistance que les masses opposent et opposeront à l'avancée de la crise générale du capitalisme, comprendre et appliquer les lois selon lesquelles cette résistance se développe, l'appuyer, la promouvoir, l'organiser et faire prévaloir en son sein la direction de la classe ouvrière, jusqu'à la transformer en lutte pour le socialisme, en adoptant comme méthode principale de travail et de direction la ligne de masse".*

**L'application conséquente de cette ligne générale conduit le Parti communiste à définir, sur la base du bilan de l'expérience, des lignes particulières à appliquer dans chaque pays et étape après étape, des formes de lutte et des formes conséquentes d'organisation (la voie de la révolution prolétarienne dans son pays).**

## Chapitre II

### Le mouvement communiste en Italie

#### 2.1. Bilan de l'expérience de la lutte de classe dans notre pays

##### 2.1.1. La fondation et le contexte du mouvement communiste en Italie

C'est en Italie qu'a commencé à se développer le mode de production capitaliste actuel, qui au cours des siècles suivants s'est étendu à toute l'Europe, et de celle-ci au monde entier. Celui-ci se développa à partir de la petite production mercantile qui vivait à la marge et dans les plis du monde féodal, de la richesse monétaire concentrée dans les mains du clergé et des seigneurs féodaux, du luxe et du faste de l'Église et des cours féodales les plus avancées. Déjà, au XI<sup>e</sup> siècle, Amalfi et d'autres communes de la péninsule avaient développé une économie capitaliste à un niveau relativement élevé. La forme principale du capital était le capital commercial, que nous avons déjà décrit dans le chapitre 1.1.2 de ce Manifeste Programme. À partir de là, le développement du mode de production capitaliste se poursuit durant quelques siècles dans diverses parties de la péninsule.

Le développement du capitalisme fut, sur le plan politique, à la base des guerres qui sévirent du XI<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle dans la péninsule, entraînant la ruine de beaucoup de familles nobles et de cours féodales, et portant dans la péninsule un coup irrémédiable au système féodal. Dans le domaine culturel, il fut à la base de la foisonnante culture de l'époque et de l'influence que, pour la deuxième fois dans son histoire, l'Italie eut en Europe et dans le monde (78). La raison à la base des contradictions politiques et culturelles des XI<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles est la lutte entre le mode de production capitaliste naissant et le monde féodal qui opposait une résistance acharnée, d'autant plus qu'il trouvait du soutien et des ressources dans les relations avec le reste de l'Europe alors plus arriérée. Ce n'est qu'à la lumière de cette lutte que les différents épisodes de la vie politique et culturelle de l'époque cessent d'être une succession et une combinaison d'événements fortuits et arbitraires, et qu'émerge le rapport dialectique qui les unit (79).

La Papauté a été la principale raison pour laquelle, dans la péninsule, ne s'est pas formée une vaste monarchie absolue, lorsqu'elles se formèrent dans le reste de l'Europe, au cours des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles. Étant donnée la force qu'avait alors la Papauté, il était encore inconcevable qu'une unité étatique de la péninsule se construise en éliminant l'État Pontifical. D'une part, il ne convenait ni aux autres puissances européennes, ni à la Papauté que la péninsule soit unifiée politiquement sous la souveraineté du Pape. Pour les autres

États européens, il était intolérable qu'un État combine l'autorité internationale de la cour pontificale avec les moyens politiques et économiques d'un État comprenant la péninsule entière.

D'autre part, pour se mettre à la tête d'un vaste pays, comprenant des régions économiquement et intellectuellement déjà très avancées dans le développement bourgeois, la Papauté aurait dû se transformer à l'image des autres monarchies absolues. Cette transformation l'aurait entraînée dans un destin analogue à celui des autres dynasties européennes. Cela était incompatible avec son rôle international et avec sa nature intrinsèquement féodale (80). Ainsi, les initiatives prises par les Papes pour se mettre à la tête de l'unification de la péninsule furent sporadiques et velléitaires.

Dans la péninsule, la lutte entre le mode de production capitaliste naissant et le vieux monde féodal connut un tournant au XVI<sup>e</sup> siècle. Avec la Réforme protestante, la Papauté avait perdu et allait perdre son pouvoir sur de nombreux pays européens. Dans la péninsule, par la Contre-réforme, elle se mit avec décision à la tête des autres forces féodales, sortit victorieuse d'une lutte acharnée et imposa un nouveau système social.

Dans ce système, les institutions et les courants bourgeois étaient étouffés ou brimés, et les résidus féodaux (en premier lieu la Papauté) occupaient le poste de commandement. Il fut toutefois impossible de rayer d'un trait de plume tout ce qui s'était déjà produit. D'autant plus que les éléments, les institutions et les porte-paroles du développement bourgeois dans la péninsule (relations commerciales, économie monétaire, recherche scientifique, libertés individuelles, etc.) trouvaient des ressources dans les relations avec le reste de l'Europe, à présent plus avancé.

La Contre-réforme aspirait à être un mouvement international, elle ne pouvait donc pas couper tous les liens entre la péninsule et le reste de l'Europe. La Papauté elle-même, pour triompher, avait dû favoriser l'intervention des États européens dans la péninsule. Mais dans le reste de l'Europe, l'influence de la Contre-réforme fut soit nulle (dans les pays protestants, hostiles à la Papauté) soit atténuée (par les intérêts des monarchies absolues). Donc, le développement du capitalisme et de la société bourgeoise connexe continua et maintint son influence sur la péninsule entière. Là aussi continua donc, bien que dans des conditions différentes, la décadence des institutions et des relations féodales. Cependant, celles-ci étant à la direction du pays, leur décadence détermina alors la décadence du pays entier, décadence par rapport aux autres pays européens dont l'Italie ne se remit même pas avec le «*Risorgimento*» au XIX<sup>e</sup> siècle, et de laquelle elle ne s'est pas encore remise (d'où ce que l'on appelle 'impérialisme pauvre', 'anomalie italienne', etc.).

La victoire de la Contre-réforme bloqua dans la péninsule le développement des rapports de production capitalistes. Elle réprima et, de diverses manières, réduisit l'activité d'entreprise de la bourgeoisie. Elle la conduisit à renoncer en tout ou partie aux affaires et à se transformer en propriétaire terrienne même en maintenant sa résidence dans les villes. Par la réforme du clergé, et grâce aussi à la disparition du rôle politique propre des propriétaires terriens féodaux, elle renforça l'hégémonie de l'Église sur les paysans (81).

Elle établit le monopole de l'Église dans la direction spirituelle des femmes et dans l'éducation des enfants de toutes les classes. La séparation des activités manufacturières de l'agriculture, mise en œuvre par les capitalistes, fut interrompue. Les industries qui continuèrent à subsister et dans quelques cas même, avec difficulté, à se développer, ne purent avoir comme clients les paysans qui constituaient pourtant l'immense majorité de la population. La séparation économique entre la campagne et les villes fut accentuée.

Dans les grandes lignes, pendant les trois siècles qui suivirent, l'économie de la péninsule fut partout fondée sur une masse de paysans rejetés hors de l'activité mercantile : ils produisaient, de manière primitive et dans le cadre de rapports serviles, tout ce qui leur était nécessaire pour vivre et ce qu'ils devaient fournir aux propriétaires, au clergé et aux Autorités. Les propriétaires terriens, en grande partie citadins, les Autorités et le clergé, soit qu'ils le consommèrent directement, soit qu'ils commerçaient dans les villes ou à l'étranger ce qu'ils extorquaient aux paysans, dans tous les cas le dilapidaient parasitairement (82).



Les villes avaient déjà et conservèrent une abondante population. Elle était composée de serviteurs, d'employés, de préposés aux services publics, de policiers, de soldats, de fainéants, de voleurs, de prostituées, d'artisans, d'intellectuels, d'artistes et de professionnels qui satisfaisaient, généralement rétribués en argent, aux besoins et aux vices des propriétaires terriens, des Autorités et du clergé. Les villes, en particulier dans le cas de Rome et de Naples, devinrent donc d'énormes structures parasites : elles consommaient ce que le clergé, les propriétaires terriens et les Autorités extorquaient aux paysans et ne leur donnaient rien en échange.

Politiquement, l'Italie resta divisée en plusieurs États. Chacun d'entre eux devint, toujours plus, une version arriérée et sur une moindre échelle des monarchies absolues du reste de l'Europe. Pendant trois siècles, de la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle à la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la péninsule fut dominée politiquement, successivement par la France, par l'Espagne et par l'Autriche, selon les équilibres qui se formaient ailleurs, entre les puissances européennes.

L'Italie constitue donc un exemple historique de comment, lorsqu'un pays a développé un mode de production supérieur, si la lutte entre les classes porteuses de l'ancien et du nouveau mode de production ne se conclut pas par une transformation révolutionnaire de la société entière, elle se conclut par la commune ruine des deux classes (83).

L'Italie comme État unique et indépendant a été créée il y a un peu plus de 150 ans, entre 1848 et 1870, lorsque le royaume de la maison de Savoie fut étendu à la péninsule entière. La bourgeoisie qui dirigea l'unification a donné le nom de « *Risorgimento* » à cette période et à son œuvre. Par cette somptueuse dénomination, elle prétendit représenter dans l'imaginaire collectif la résurrection d'une nation qui n'avait jamais existé, l'œuvre de construction d'une nation (« faire les Italiens », disait réalistement Massimo D'Azeglio) qu'elle ne pouvait en réalité pas accomplir, parce que cela aurait demandé la mobilisation de la masse de la population.

Le mouvement pour l'unité et l'indépendance fut l'effet et le reflet de l'évolution générale de l'Europe, avec laquelle la bourgeoisie de la péninsule et ses intellectuels avaient maintenu un lien étroit, malgré la Contre-réforme. Il fut en particulier un aspect du mouvement mis en marche par la Révolution française de 1789 et culminant dans la Révolution européenne de 1848. Celle-ci conduisit de fait à l'unité et à l'indépendance de l'Italie et de l'Allemagne, les pays sièges des deux institutions politiques les plus typiques du monde féodal européen : la Papauté et le Saint-Empire romain germanique.

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le mode de production capitaliste s'était déjà pleinement développé en Angleterre, en Belgique, dans de vastes zones de la France et ailleurs. Il avait érigé l'activité industrielle en secteur économique autonome de l'agriculture, et en avait fait le centre de la production et de la reproduction des conditions matérielles d'existence de la société. Il avait conquis dans une certaine mesure aussi l'agriculture, avait déjà clairement développé l'antagonisme de classe entre prolétariat et bourgeoisie et commençait déjà à entrer dans l'époque impérialiste.

Quelle était, dans la péninsule, la position des différentes classes, par rapport au processus auquel le mouvement européen les poussait ? L'unification politique de la péninsule et le développement capitaliste de son économie comportaient par la force des choses l'abolition de l'État Pontifical et donc, de toute manière, allaient au détriment du clergé et du reste des forces et des institutions féodales. Mais l'entrave n'était plus insurmontable. La Papauté avait touché le fond de sa décadence. Le soutien des puissances européennes s'était largement réduit. Le reste des institutions féodales avait suivi la Papauté dans sa décadence. Nombre de familles nobles restantes étaient déjà assimilées à la bourgeoisie ou subordonnées à elle par des hypothèques et d'autres liens.

La bourgeoisie italienne ne pouvait rester étrangère au mouvement européen qu'au prix de ses propres intérêts, lésée par la bourgeoisie des pays voisins qui était déjà entrée dans une

phase d'expansion au-delà de ses frontières nationales. La bourgeoisie italienne avait donc tout à gagner à l'unification et à l'indépendance, mais le système social fixé par la Contre-réforme opposait directement une grande partie de celle-ci aux paysans. La population bariolée des villes dépendait économiquement du parasitisme des classes dominantes : elle était donc incapable d'un mouvement politique propre. Le prolétariat dans le sens moderne du terme était encore faible numériquement, et plus encore politiquement : il était donc exclu qu'il prenne la direction du mouvement. À Milan, où elle était la plus développée, la classe ouvrière fut la force principale de la révolution du 18 mars 1848, éleva les barricades et paya de sa personne, mais ce fut la bourgeoisie qui récolta les fruits de cette révolution là-aussi.

Pour les paysans qui, au XIXe siècle, constituaient encore la plus grande partie de la population de la péninsule, les problèmes prioritaires étaient la possession de la terre et l'abolition des vexations féodales restantes. Ils étaient cependant dispersés, disposés à se laisser entraîner dans des révoltes chaque fois que d'autres en créaient l'occasion, mais intrinsèquement incapables de développer une direction propre, indépendante du reste de la bourgeoisie et du clergé.

Le résultat de ces intérêts de classe contradictoires, fut que le mouvement pour l'unification et l'indépendance de la péninsule fut dirigé par l'aile conservatrice de la bourgeoisie, les *modérés* de la Droite dirigée par Cavour, sous le drapeau de la monarchie de Savoie. Celle-ci réussit à faire travailler à son service l'aile révolutionnaire et populaire de la bourgeoisie, la Gauche dont les représentants les plus illustres furent Mazzini et Garibaldi. Celle-ci, en effet, ne voulut pas se mettre à la tête des paysans. Le mouvement paysan, pour la terre et pour l'abolition révolutionnaire des vexations féodales restantes, chercha à s'imposer au cours de la lutte pour l'unification politique de la péninsule, mais il fut justement écrasé par la bourgeoisie en lutte pour l'unification et l'indépendance de la péninsule.

À cause de sa contradiction d'intérêts avec les paysans, la bourgeoisie unitaire dut renoncer à mobiliser la masse de la population de la péninsule pour améliorer ses conditions matérielles, intellectuelles et morales. Elle renonça donc aussi à établir son hégémonie, sa direction morale et intellectuelle sur la masse de la population. Cette réforme morale et intellectuelle de masse était cependant nécessaire pour un développement important du mode de production capitaliste. Mais l'intention de la réaliser se réduisit à des tentatives et efforts velléitaires de groupes bourgeois marginaux. Seule la mobilisation en masse de la population pour améliorer ses conditions, pouvait en effet créer une nouvelle morale indépendante de la religion, qui tirait ses principes, ses critères et ses règles des conditions pratiques d'existence des masses mêmes.

L'histoire unitaire de notre pays est marquée dans tous ses aspects par ce développement, dans le Sud et dans les zones de montagne du Centre et du Nord plus qu'ailleurs. Ce fut le mouvement communiste naissant, avec ses ligues, ses mutuelles, ses coopératives, ses cercles, ses syndicats, ses bourses du travail, son Parti qui, dès l'époque du Risorgimento et ensuite, assumait le rôle de promoteur de l'initiative pratique des masses populaires et donc, également, de leur émancipation d'une conception superstitieuse et métaphysique du monde, et de leur émancipation de préceptes moraux qui dérivent de conditions sociales d'autres temps.

Pas à pas se forma une avant-garde de travailleurs. Ceux-ci, au fur et à mesure qu'ils se libéraient de la fange du passé (soutenue par la force et le prestige de l'État, de l'Église et des autres Autorités et organisations parallèles de la classe dominante), avec des limites, des erreurs et des hésitations mais aussi avec ténacité, héroïsme et continuité, plutôt que d'utiliser la libération en termes d'émancipation et de carrières personnelles, s'organisèrent pour multiplier leurs forces, et répandre plus largement encore la réforme intellectuelle et morale nécessaire pour mettre fin à la décadence inaugurée par la Contre-réforme. Une telle réforme est en fait, encore aujourd'hui, nécessaire pour sortir du marasme dans lequel la

domination de la bourgeoisie impérialiste a mené notre pays, pour construire une Italie communiste.

En devant réaffirmer l'asservissement et l'exploitation de la masse des paysans, la bourgeoisie unitaire dut s'appuyer sur l'Église qui depuis longtemps assurait les conditions morales et intellectuelles de cet asservissement, et évitait donc qu'il soit nécessaire de recourir en permanence à la contrainte des armes et aux autres moyens coercitifs de l'Etat. La bourgeoisie réduisit au minimum indispensable les transformations qu'elle imposa à l'Église. Elle assumait la défense d'une grande partie des intérêts et des privilèges du clergé et paya, sous diverses formes, un rachat pour ceux que par la force de choses elle dut abolir. Elle assura en outre aux fonctionnaires, aux notables et aux dignitaires des anciens États le maintien des apanages, des privilèges et dans beaucoup de cas, même, des fonctions dont les anciens gouvernements les avaient dotés. Elle endossa pour le nouvel État les dettes contractées par les États supprimés. Enfin là où, avec le concours de l'Église et avec les forces ordinaires de son État, elle ne pouvait pas assurer la répression des paysans, elle la délégua à des Forces Armées locales (mafia sicilienne et organisations semblables), sous la haute protection et la supervision de son État (84).

En résumé, à cause de sa contradiction d'intérêts avec les paysans, la bourgeoisie unitaire ne pouvait pas balayer les forces féodales restantes: la Papauté, son Église, la monarchie, les grands propriétaires fonciers agraires et les autres institutions, sectes, ordres, congrégations et sociétés secrètes du monde féodal. Elle opta pour leur intégration graduelle dans la nouvelle société bourgeoise. C'est effectivement ce qui advint. Mais celles-ci, en s'intégrant, ont à leur tour marqué et pollué à perpétuité les principaux aspects politiques, économiques et culturels de la formation socio-économique bourgeoise italienne. Les bourgeois italiens sont restés au milieu de la route, entre leur rôle de « fonctionnaires du capital », voués à investir le profit extorqué aux travailleurs pour augmenter ultérieurement la production, et les habitudes du clergé et des autres classes dominantes féodales, vouées à employer pour leur luxe et leur faste ce qu'elles extorquent aux travailleurs. Telle est la base de l'"anomalie italienne", de la spécificité que la bourgeoisie italienne présente par rapport à la bourgeoisie des autres pays européens : sa - tant déplorée - insuffisante propension à l'investissement productif, à la recherche, au risque, etc. (82)

Le Risorgimento fut donc un mouvement anti-paysan. Les paysans, c'est-à-dire l'immense majorité des travailleurs de la péninsule, n'eurent non seulement ni la terre ni l'abolition des vexations féodales restantes, mais ils durent supporter, en plus des obligations envers les anciens propriétaires, les nouvelles charges établies par le nouvel État : impôts et service militaire. Par conséquent, le Risorgimento provoqua parmi les paysans un état endémique de rébellion. Pendant des années, ils formèrent partout une masse de manœuvre pour ceux qui, dans les rangs de la noblesse et du clergé, s'opposaient à l'unification de la péninsule ou, plus concrètement, faisaient chanter les Autorités du nouvel État par la menace de mobiliser les paysans contre elles (85). Ce rôle des paysans ne diminua que lorsque, et dans la mesure où, la classe ouvrière établit sa direction sur leur mouvement de rébellion contre les conditions intolérables auxquelles la bourgeoisie unitaire les avait réduits, et les intégra dans le mouvement communiste.

Le Risorgimento ne fut pas directement une révolution dans les rapports sociaux. Il instaura cependant dans la péninsule une organisation politique différente (l'unification politique) et détermina une insertion différente de celle-ci dans le contexte politique et économique européen. La bourgeoisie unitaire ouvrit la voie à une série de transformations et d'œuvres (réseau de communication routier et ferroviaire, système scolaire national, Forces Armées et de police, développement industriel et scientifique, système hospitalier et d'hygiène publique, travaux publics, appareil et frais de représentation de l'État, etc.) qui modifièrent les rapports de production que la Contre-réforme avait fixés. Avec le renforcement général des relations commerciales et capitalistes et avec l'expansion des travaux publics, le marché des terres

reçut une grande impulsion. La terre devint un capital, et son rendement fut confronté avec celui des capitaux investis dans les autres secteurs (86). Ceci et le développement des échanges internes et internationaux transformèrent toujours plus les rapports, dans les campagnes, entre propriétaires et paysans en rapports mercantiles et capitalistes. L'expulsion massive des paysans du travail agricole qui s'ensuivit, le recrutement de paysans pour les travaux publics, l'émigration à l'étranger, le développement industriel dans les villes du Nord et les migrations internes changèrent la composition de classe du pays.

Non seulement, donc, les masses paysannes ne furent pas mobilisées pour transformer leur condition, mais elles subirent, à travers des péripéties et des souffrances inénarrables, la transformation que la bourgeoisie leur imposait par la force de ses rapports économiques et de son État. L'Italie devint malgré tout un pays impérialiste. Dès lors, parler de « terminer la révolution bourgeoise » en Italie, dans un sens différent de celui valant pour tout autre pays européen, et aller pêcher les « résidus féodaux » pour soutenir une telle ligne, est devenu le drapeau de l'opportunisme renonçant à l'unique transformation ultérieure que le mouvement communiste pouvait et devait accomplir dans notre pays : la révolution socialiste (87).

La révolution bourgeoise anti-paysanne est à l'origine de la naissance de la « question paysanne ». Celle-ci ne fut résolue que dans les vingt années suivant la Seconde Guerre mondiale, par l'élimination des paysans. Mais elle est également à l'origine de la « question méridionale », de la « question vaticane », du rôle politique et social d'organisations armées territoriales semi-autonomes de l'État central comme la mafia sicilienne, et d'autres caractéristiques spécifiques de la bourgeoisie italienne qui persistent encore aujourd'hui.

#### **2.1.1.1. La révolution bourgeoise inachevée**

Avec l'unification, la bourgeoisie maintint en vie beaucoup des vieilles institutions, relations et habitudes féodales avec leur localisme, en se contentant de leur superposer les organismes du nouvel État. Elles ne furent que progressivement absorbées dans la nouvelle société bourgeoise.

Ainsi fut longtemps conservée la diversité sociale des différentes régions et, en partie, celle-ci demeure toujours, bien que dans les vingt années suivant la Seconde Guerre Mondiale, la masse des paysans ait été expulsée des campagnes et que des millions de personnes aient été forcées à migrer du Sud au Nord et du Nord-est au Nord-ouest. Là est la raison pour laquelle en Italie, les contradictions entre classes et les contradictions entre secteurs productifs sont régulièrement devenues des contradictions territoriales et ont mis en danger l'unité de l'État (mouvements fédéralistes et sécessionnistes). La question de la grande industrie a été, pendant des décennies, principalement la question de la Lombardie, du Piémont et de la Ligurie ; la question de la petite et moyenne entreprise a été principalement la question de la Vénétie et de l'Emilie-Romagne ; la question du latifundium, de la petite production avec son monde bariolé de petits patrons, de travailleurs autonomes et salariés, de semi-prolétariat et d'emploi public, a été principalement la question des régions méridionales (88). Les caractères spécifiques des différentes régions et zones demeurent en partie et le mouvement communiste doit en tenir compte, aujourd'hui dans la lutte pour instaurer le socialisme et demain, dans le système que la révolution socialiste instaurera. En particulier, nous devons appuyer et favoriser par principe les mouvements nationaux (Sardaigne, Sud-Tyrol, etc.) : indépendamment de la capacité des petites nations à s'élever effectivement à la vie autonome, leur mouvement est aujourd'hui un aspect important de la lutte des masses populaires contre la bourgeoisie impérialiste, pour la défense et l'élargissement de leurs droits démocratiques.

L'Église fut la principale bénéficiaire du caractère anti-paysan du Risorgimento. La bourgeoisie ne mena pas avec énergie et, par sa nature même, ne pouvait pas mener avec succès, une action pour éliminer ou au moins réduire l'hégémonie morale et intellectuelle que l'Église avait sur les paysans, sur les femmes et sur une partie de la population urbaine.

Son initiative fut presque nulle sur le plan moral, sur le plan du comportement individuel et social, pour promouvoir une morale adaptée aux conditions de la société moderne. La bourgeoisie renonça à formuler et à promouvoir en termes de morale (c'est à dire de principes et de règles régissant le comportement individuel) le système de relations sociales (de la société civile) que son État défendait par la violence et exprimait en termes juridiques dans sa législation.

Le peu que la bourgeoisie fit, avec l'école publique, eut des effets limités car ne concerna que l'école fréquentée par une minorité des nouvelles générations. L'analphabétisme, l'influence de l'Église dans les écoles inférieures, spécialement dans les campagnes, et la permanence d'un vaste système de collèges et d'écoles gérées par le clergé prolongèrent l'hégémonie de l'Église dans la formation intellectuelle et morale des nouvelles générations. L'État se limita à former les candidats à la couche supérieure de la classe dominante : celle-ci, par la force des choses, pour être un tant soit peu à la hauteur de ses tâches, devait avoir une formation intellectuelle et morale différente de celle qu'à travers l'Église, la bourgeoisie imposait aux classes populaires et aux femmes en général.

Non seulement manquèrent totalement, dans le Risorgimento et dans les décennies suivantes, la mobilisation en masse de la population pour améliorer ses conditions économiques, l'instruction, les conditions hygiéniques et sanitaires etc., et pour promouvoir tous les autres aspects de l'initiative de masse, que seule une révolution paysanne et la confiance en soi confortée par les résultats auraient développé chez des millions d'individus ; mais il y eut même un effort conjoint de l'Église, de l'État et d'une grande partie de la classe dominante pour mortifier, réprimer et décourager l'initiative pratique et, par dessus, l'émancipation morale et intellectuelle de la masse des hommes et des femmes. L'émigration de la campagne vers les villes fut systématiquement utilisée pour renforcer l'hégémonie ecclésiastique également dans les villes : les paroisses exploitèrent leur rôle d'agences pour l'emploi afin d'étendre le contrôle ecclésiastique sur les ouvriers et les autres travailleurs des villes.

La lutte de la bourgeoisie pour un renouvellement moral et intellectuel général du pays se réduisit à des initiatives privées non-coordonnées et en grande partie sectaires et élitistes, idéalistes parce qu'elles comptaient sans le mouvement pratique qui seul aurait pu les transformer en initiatives de masse (89). Dans la société bourgeoise, il est possible de construire un parti sur une conception du monde et un programme politique, tandis qu'il n'est possible de mobiliser et d'unir les masses populaires que dans un mouvement pratique, pour un objectif pratique, qui en l'occurrence aurait été l'amélioration de leur condition par la conquête de la terre et l'élimination révolutionnaire des vexations féodales restantes, objectif que l'aile gauche de la bourgeoisie unitaire ne sut pas vraiment assumer (90).

S'ajoutèrent, à tout cela, la durable opposition qui s'instaura alors et se maintint ensuite entre la masse de la population et les Autorités du nouvel État, qui se présentaient uniquement ou principalement dans les habits du carabinier, du percepteur d'impôts ou de l'huissier, le service militaire obligatoire au service d'un État ennemi imposé après l'Unité, l'incitation à la rébellion et le boycottage promus pendant longtemps par l'Église et d'autres groupes anti-unitaires dont la bourgeoisie avait intégralement respecté le pouvoir social (richesse, prestige et souvent même, charges publiques). En particulier, l'Église obtint d'une part des richesses, des privilèges et du pouvoir du nouvel État, et de l'autre se donna des airs de protectrice et de porte-parole des masses populaires face aux Autorités du nouvel État, dans une position systématique de chantage.

La législation du nouvel État et, encore plus, son application et l'activité pratique des Autorités du nouvel État et de son Administration Publique, défendirent les intérêts de l'Église et soutinrent son intégration dans les nouvelles conditions de la richesse du pays. L'Église et son « aristocratie noire » romaine transformèrent, aux conditions dictées par

elles-mêmes, leurs propriétés terriennes et immobilières traditionnelles en nouvelle richesse financière.

*L'insuffisante disponibilité de capitaux pour investissements* a été une lamentation qui a accompagné toute l'histoire de notre pays après l'Unité et que les historiens bourgeois, cléricaux ou non, ont versé, complaisants, dans leurs traités d'histoire en justification de la misère persistante d'une grande partie de la population et de la subordination économique et politique de l'Italie à la bourgeoisie allemande, française et anglaise. En effet, les capitalistes entrepreneurs et même l'État durent largement recourir à des banques de prêt et d'investissement étrangères et aux Bourses étrangères pour financer les investissements et la Dépense Publique. En réalité, lorsque débuta le Risorgimento, l'économie monétaire était déjà très développée en Italie et la richesse monétaire du pays était abondante et concentrée. Mais elle ne fut employée que dans une mesure minimale pour les investissements capitalistes. Le caractère anti-paysan du Risorgimento empêcha précisément que se créent les conditions de classe et politiques nécessaires, pour que la richesse monétaire du pays se canalise vers le développement économique et civil du pays, et pour que l'imposition fiscale soit transparente, équitablement répartie et à la hauteur des frais de l'Administration Publique.

Les propriétaires terriens continuèrent jusqu'au deuxième après-guerre à extorquer aux paysans les rentes et les prestations personnelles qu'ils leur avaient extorqué avant l'Unité. Mais à quelle fin utilisaient-ils ces rentes ? Pour la plus grande partie, et l'Église en était l'exemple le plus macroscopique, les propriétaires terriens n'étaient pas des capitalistes qui investissaient dans des entreprises industrielles ce qu'ils extorquaient aux paysans. Ils étaient des parasites qui continuaient à dilapider comme ils le faisaient avant l'Unité, dans les villes ou à l'étranger. La spéculation financière, l'usure, la spéculation foncière et immobilière, les investissements financiers à l'étranger, la thésaurisation, les frais pour la consommation, le luxe et le faste des riches et la magnificence de l'Église et des Autorités publiques, leurs frais de représentation et de prestige continuèrent à absorber une large part de la richesse monétaire et des forces laborieuses du pays, exactement comme, parallèlement, la rhétorique, la théologie et l'art de la chicane continuèrent à absorber une large part de ses énergies intellectuelles.

L'Église resta le centre initiateur et la source principale du parasitisme de la classe dominante qui, à travers mille canaux et capillaires, a pollué durant les 150 ans d'histoire unitaire et pollue encore aujourd'hui tout le pays, absorbe une grande partie de ses forces productives, occupe une grande partie de sa force de travail, impose son ombre et son empreinte maléfiques et dicte sa loi partout dans notre pays. Ce n'est pas par hasard qu'en Italie la bienfaisance, les faveurs et les aumônes ont toujours été et sont en proportion inverse aux droits des masses populaires et aux salaires. C'est le "conservatisme charitable" : les travailleurs sont à la merci du bon cœur des riches, les riches ne doivent pas exagérer ; la culture féodale à laquelle l'Église a mis ses vêtements de fête : la doctrine sociale de l'Église ! Le *pizzo* (racket contre 'protection') que la mafia et autres organisations criminelles exigent, n'est autre que leur forme spécifique de cet état général d'exploitation parasitaire, qui a désormais conflué dans le parasitisme général de la bourgeoisie impérialiste (91).

Plutôt que de trouver les ressources financières pour le développement économique en puisant dans les sacs de parasitisme qu'elle avait trouvés, jusqu'à les assécher, la bourgeoisie unitaire étendit la Dépense Publique pour financer et élargir le vieux parasitisme qui devint une nouvelle plaie. Ces frais s'ajoutèrent à ceux auxquels le nouvel État dût faire face pour créer les conditions d'un État moderne, indépendant et avec un minimum d'autorité dans le concert européen, et les augmentèrent : il suffit de considérer la pléthore d'officiers de grade supérieur et de fonctionnaires publics dès les premières années du Royaume, vu que celui-ci absorba une grande partie de la bureaucratie et des Forces Armées des États supprimés.

Ensemble, les charges héritées – des anciens États – et les nouvelles gonflèrent énormément la Dépense Publique. Dans les premières décennies de l'Unité les impôts furent proportionnellement élevés et frappaient principalement les paysans. Ces impôts et le service militaire obligatoire augmentèrent encore plus leur hostilité envers le nouvel État. Ils créèrent un terrain favorable aux manœuvres et aux chantages des forces antiunitaires, en premier lieu du Pape et de l'Église qui étaient aussi les plus grands bénéficiaires de la politique de la bourgeoisie unitaire. L'hostilité des paysans, fruit des conditions objectives et aggravées par les incitations à la révolte des vieilles Autorités et en particulier de l'Église, rendit nécessaires de nouveaux frais pour l'ordre public (il suffit de penser au coût de la guerre contre le "brigandage") et la sûreté nationale.

Une autre lamentation qui a accompagné toute l'histoire de notre pays après l'Unité et que les historiens bourgeois, cléricaux ou non, ont versée complaisamment dans leurs traités d'histoire, est *l'étroitesse du marché intérieur*. Mais quelle fut la source d'une telle étroitesse ?

Les paysans furent encore, pendant plusieurs décennies après l'Unité, jusqu'à l'après-guerre, la majorité de la population. Ils furent accablés au-delà de toute limite imaginable par les vieilles rentes et les nouveaux impôts. La charge globale doubla – environ - avec l'Unité, selon des évaluations crédibles (92). La situation des paysans fut aggravée par le fait qu'à un certain point, l'État, pour encaisser cet argent qu'il n'avait pas la force de prendre aux riches comme impôts, mit en vente aux enchères et en liquidation les terres domaniales et des couvents, supprimant sans la moindre indemnité les 'usages civiques' (pâture, ramassage de bois, etc.) dont les paysans jouissaient depuis des temps immémoriaux sur ces terrains. Les usages civiques, avec les cantines des couvents, avaient été des sources dont la masse des paysans, en particulier les plus pauvres et encore plus dans les années difficiles, avaient alors tiré de quoi survivre.

Il est donc évident que dans ces conditions, les paysans n'achetaient ni équipement agricole et outillages pour améliorer la productivité de leur travail, ni biens de consommation. Ils se contentaient de peu et ce peu, ils cherchaient à le produire directement eux-mêmes (économie naturelle). De là, la cause première de l'étroitesse du marché intérieur.

En effet, le marché intérieur était constitué 1. de la demande des capitalistes en investissements et de la Dépense Publique pour l'achat de marchandises, 2. de la demande des capitalistes et des classes parasites pour leur consommation propre, 3. de la demande de biens de consommation et d'outils de la part des familles et des travailleurs urbains, 4. de la demande de biens de consommation et d'outils de la part des familles paysannes. Le capital se crée une partie de son propre marché en incorporant les activités manufacturières auxiliaires et complémentaire de l'agriculture (filature, tissage, production d'outils, industrie du bâtiment, travail des produits agricoles, etc.) que dans le domaine d'une économie naturelle, les familles paysannes exercent pour elles-mêmes et pour leurs seigneurs ; et en les érigeant en secteurs productifs de l'économie mercantile et capitaliste, qui vendent leurs produits l'un à l'autre et aux familles paysannes (division sociale du travail). Cette dernière partie du marché intérieur était particulièrement importante pour le capitalisme italien post-unitaire, parce que les deux premières parties, par leur nature et par longue tradition, étaient dans une large mesure satisfaites par l'offre des pays plus avancés d'Europe. De plus, le rôle du marché intérieur fut accru par le fait que rapidement, après l'accomplissement de l'Unité de l'Italie, commença la Grande Dépression (1873-1895) avec la stagnation voire la réduction du marché étranger.

#### **2.1.1.2. L'État à souveraineté limitée**

Le nouvel État n'affirma jamais pleinement sa souveraineté unique sur toute la population vivant à l'intérieur de ses frontières, bien que celle-ci ne jouisse que de peu ou d'aucune autonomie locale. Il n'eut jamais la volonté d'instaurer sa souveraineté unique, ni n'eut la

confiance d'avoir la force pour le faire. Dans le Centre et dans le Nord du pays, le nouvel État assumait en propre l'exercice de la violence, la répression et la tutelle de l'ordre public et comptait sur l'Église qui contrôlait les paysans et les femmes sur lesquelles elle exerçait une efficace direction intellectuelle et morale. Dans le Sud, la direction intellectuelle et morale de l'Église sur les paysans était moins forte. Là, l'État soutint secteur par secteur la force sociale capable de tenir en respect, par ses propres moyens, les paysans, de dicter la loi et les règles et de les faire observer. Évidemment, il dut consentir à ce que chacune d'entre elles dicte sa propre loi et ses propres règles et les fasse respecter à sa manière, bien que dans le cadre d'une certaine reconnaissance d'une certaine suprématie de l'État (93).

L'Église a été la cause principale et la principale bénéficiaire de la limitation de la souveraineté du nouvel État. Déjà, lors de l'accomplissement de l'Unité, la bourgeoisie reconnut à l'Église et s'engagea publiquement et par la loi à respecter des exemptions, l'immunité et l'extraterritorialité. Avec la loi des Garanties (en 1871), le nouvel État laissa au Pape et s'engagea à n'exercer en aucun cas et d'aucune manière son autorité (judiciaire, de police, douanière, militaire, fiscale, etc.) sur une partie de la ville de Rome et sur les rapports que le Pape et sa Cour entretenaient avec le clergé italien et avec l'étranger. Il mit en outre, à disposition irrévocable du Pape, 50 millions de lires par an, en plus des impôts que le Pape tirait de l'État Pontifical (94).

De fait l'Église, avec le Pape à sa tête, continua à fonctionner dans tout le pays comme un pouvoir souverain, un État dans l'État, avec son réseau de fonctionnaires (substantiellement soustraits à l'autorité de l'État) qui depuis le Centre couvrait tout le pays, jusqu'au village le plus reculé. Elle eut en outre l'avantage que c'était désormais la police, la magistrature, l'administration pénitentiaire du nouvel État, opérant sur toute la péninsule, qui faisaient respecter son intérêt, son pouvoir, ses spéculations et son prestige et en assumaient la responsabilité auprès des masses populaires. Les fonctionnaires de l'Église étaient sélectionnés, formés, nommés et résignés sur décision irrévocable du Pape ou des fonctionnaires supérieurs (évêques) délégués par lui dans ce but. Ils jouissaient cependant des rentes des biens diocésains et paroissiaux, des édifices publics et autres prérogatives et pouvoirs sur la population (baptêmes, mariages, enterrements, etc.). Le nouvel État se contenta d'établir que pour jouir des bénéfices, pouvoirs et immunités, des garanties, des protections et des exemptions sous la tutelle des Autorités du nouvel État, les fonctionnaires supérieurs (les évêques) nommés par le Pape devaient aussi avoir le consentement de l'État : chose que de fait, par tacite accord, l'État ne fit jamais manquer.

Si d'un côté, l'Église menait la fronde, de l'autre elle exigeait toujours plus de l'État, en menaçant de faire pire (dans ses intrigues internationales et dans l'incitation à la révolte des paysans et des femmes), s'appuyant sur la timidité morale et la peur qu'elle inspirait à la Cour et à la plupart des plus hauts représentants de la classe dirigeante. Celle-ci était, en effet, composée dans une large mesure de pieuses personnes sur lesquelles la menace de l'excommunication, des peines de l'Enfer demain dans l'au-delà et des malédictions de Dieu ici et maintenant sur terre, avaient un grand effet. Forts de cette situation, l'Église, l'"aristocratie noire" romaine, parents et hommes de confiance du Pape et des autres représentants de la Curie romaine participèrent, pour leur propre compte et pour le compte de l'Église, au « sac de Rome » (la spéculation sur les terrains et sur les immeubles) qui eut lieu dans les décennies après l'Unité, et à la spéculation financière dont les scandales ont dès lors bouleversé à répétition le système financier et bancaire du pays entier, jusqu'aux récentes affaires Sindona (Banque Privée Italienne), Calvi (Banco Ambrosiano), Parmalat, Fazio.

Ces activités de l'Église n'eurent pas et n'ont toujours pas que des effets financiers. Elles paralysèrent le système judiciaire de l'État, qui doit reculer chaque fois qu'il va s'abattre sur des représentants ou des mandataires de l'Église. Elles limitèrent le pouvoir législatif de l'État, qui doit se contenir chaque fois que des dispositions touchent les intérêts de l'Église - qui sont présents dans tous les domaines. Elles conditionnèrent les appareils d'investigation et policiers de l'État. Elles accrurent encore le secret dont la bourgeoisie, déjà pour elle-même, entoure l'activité de son État et de son Administration publique. Elles jetèrent une



ombre sur la fiabilité des systèmes financier et étatique italien entiers et en amoindrent le rôle dans le système capitaliste international. Choses dont ont évidemment profité et profitent encore tous les aventuriers nationaux et étrangers qui ont intérêt à le faire.

La situation de double souveraineté (ou de souveraineté limitée), déterminée par la survie de l'Église, a contribué à conserver et à créer d'autres pouvoirs souverains dans le pays. Le plus connu parmi ceux de longue date, mis à part l'Église, est la mafia sicilienne. Au moment de l'unification de la péninsule elle resta un pouvoir, de fait reconnu et délégué de l'État italien, dans la zone occidentale de la Sicile. Par la suite elle élargit son terrain d'action aux USA, en Italie et dans d'autres pays.

De la situation de souveraineté limitée où se trouve l'État italien depuis sa naissance, tire son origine la situation actuelle. Sous l'apparente souveraineté officielle de l'État italien, existent en Italie des zones territoriales et des relations sociales dans lesquelles ne prévaut pas sa loi. Une série de pouvoirs souverains agissent, indépendants de l'État italien. Chacun d'entre eux dicte ses règles, dispose de moyens propres pour imposer sa volonté et exerce une influence extralégale sur les Autorités de l'État et sur l'Administration publique. Celle-ci est largement infiltrée par chacun de ces pouvoirs souverains. Chacun d'eux dispose d'hommes qui lui doivent leur carrière et leur rôle dans l'Administration publique. Ceux-ci agissent donc dans l'Administration publique et pour le compte de celle-ci, mais selon les directives d'un pouvoir qui ne porte officiellement aucune responsabilité des actions et des comportements qu'il commande. Le Vatican est le principal de ces pouvoirs. Dans notre pays, il n'y a aujourd'hui aucun endroit ou aucun domaine dans lequel il ne puisse recueillir des informations et exercer son influence. Il a dans le pays une influence bien plus large, efficace et centralisée que celle de l'État officiel. De plus, il peut se servir d'une grande partie de la structure de l'État et de l'Administration publique. Après le Vatican viennent les impérialistes US (directement et via l'OTAN), les groupes sionistes, la mafia, la camorra, la n'drangheta et d'autres groupes de la criminalité organisée, et tous les autres ayant la volonté et les moyens de profiter de la situation. Les événements de la Loge P2 ont montré une des modalités pour le faire.

La double souveraineté État/Église sur la péninsule a toutefois un caractère particulier. Elle a créé un régime unique en son genre. Sa particularité consiste en le fait qu'en Italie, l'Église n'est pas une religion. La religion est seulement le prétexte et le revêtement idéologique d'une structure politique monarchique féodale. Celle-ci a à Rome et dans chaque coin du pays des dirigeants nommés par le monarque. Ils sont sélectionnés pour leur fidélité au chef, lui jurent fidélité, les fortunes et le rôle de chacun d'eux dépendent de l'irrévocable volonté du monarque dont le pouvoir est absolu et se prétend d'origine divine. À ses fidèles, l'Église demande fidélité et obéissance. Leurs opinions et leur expérience ne décident pas de l'orientation de l'activité de l'Église : au contraire ce sont eux qui doivent s'adapter aux décisions de l'Église. Ses directives sont irrévocables et prétendent même jouir d'une autorité divine. L'Église et son chef absolu, le Pape, forment le gouvernement suprême de dernière instance de l'Italie. Elle n'annonce ni programmes ni orientations ni ne présente aucun bilan de ses actes, car elle ne reconnaît sur ses actes, au peuple italien, aucun droit de vote ni même d'opinion. Ce gouvernement, occulte et irresponsable, dirige pourtant le pays à travers une structure étatique qui prétend être, comme dans toute république bourgeoise constitutionnelle, légitimée par la volonté populaire et avoir à sa tête un Parlement et un gouvernement qui doivent être sanctionnés par le suffrage populaire. Officiellement, cette structure est l'unique État. Contrairement à toute autre monarchie constitutionnelle, les frontières de compétences entre l'État constitutionnel et l'Église sont arbitrairement, irrévocablement et secrètement décidées par l'Église au cas par cas. Ceci confère précisément à l'ensemble du régime une certaine dose de précarité, mais aussi cette flexibilité qui permet des rapports d'unité et de lutte avec tous les autres pouvoirs autonomes qui ont pied dans le pays. Un pareil régime n'est décrit dans aucun manuel de doctrines politiques mais, pour autant, il n'en est pas moins réel et est celui avec lequel le mouvement communiste doit compter dans notre pays. L'histoire de sa formation a traversé cinq phases différentes.

## Phase 1

La bourgeoisie a mené le *Risorgimento* avec l'intention de créer son État, mais en reconnaissant que pour gouverner elle avait besoin de la collaboration de l'Église, étant donné l'hostilité des paysans. L'objet du contentieux était la délimitation des pouvoirs entre les deux institutions. Il y eut alors une phase de guerre sans combats, d'armistice État/Église, reprise en ce qui concerne l'État dans la Loi des Garanties et en ce qui concerne l'Église dans la ligne du « non expedit » (95). Cette phase va environ de 1848 à 1898. Dans la bourgeoisie, ont encore un certain poids les courants qui voudraient promouvoir leur hégémonie directe sur les masses populaires et se défaire de l'Église. La distinction entre l'aile gauche de la bourgeoisie unitaire et le mouvement communiste italien naissant n'est pas encore nette. La bourgeoisie laisse le temps et les conditions à l'Église pour réorganiser ses forces en Italie et dans le monde. Dans la seconde partie du XIXe siècle, la bourgeoisie passe au niveau international à l'époque de l'impérialisme, de la contre-révolution préventive, de la mobilisation des forces féodales restantes dans une nouvelle « sainte alliance » pour arrêter l'avancée du mouvement communiste. C'est la transformation déjà décrite dans le chapitre 1.3 de ce MP. L'Église Catholique, dirigée entre 1878 et 1903 par le Pape Léon XIII, exploite cette situation internationale pour sortir des difficultés dans lesquelles l'a mise l'unification de la péninsule. Elle devient le principal appui de la bourgeoisie impérialiste au niveau international et, à partir de cette nouvelle condition, affronte la définition de son nouveau rôle en Italie.

## Phase 2

La bourgeoisie et l'Église reconnaissent, par des accords comme le Pacte Gentiloni (1913), qu'elles doivent collaborer dans l'intérêt commun contre le mouvement communiste, en se partageant les tâches. Le mouvement communiste a maintenant atteint une discrète autonomie idéologique et politique vis-à-vis de la bourgeoisie. Pour le tenir en respect et limiter la liaison naissante ouvriers-paysans, la bourgeoisie demande à l'Église de restaurer et de renforcer son hégémonie sur les paysans et sur les femmes, hégémonie affaiblie par les progrès du mouvement communiste, et de prendre des initiatives pour établir son hégémonie sur au moins une partie des ouvriers. L'Église accepte le défi, mais exige l'aide de la bourgeoisie pour réaliser cette œuvre à l'issue incertaine. Cette phase va grosso modo des mouvements paysans et ouvriers de 1893-1898 jusqu'en 1928. Les catholiques participent aux élections parlementaires et à l'activité parlementaire en soutien au gouvernement. L'Église crée des organisations de masse dans toutes les classes et couches sociales, en particulier parmi les travailleurs, pour bloquer l'avancée du mouvement communiste, empêcher l'unité des ouvriers et entraver l'unité ouvriers-paysans. Par celles-ci l'Église appuie l'action du gouvernement, de l'entreprise libyenne (1911) à la participation de l'Italie à la Première Guerre Mondiale (1915-1918). Lorsque la guerre commence à engendrer une révolte générale des masses populaires, dont le pic le plus haut est la Révolution d'Octobre, elle assume la direction du mouvement pour la conclusion d'un armistice. Face à la rébellion diffuse des masses populaires qui suit la conclusion de la guerre, l'Église accepte le fascisme, la dictature terroriste de la bourgeoisie impérialiste, comme solution nécessaire de gouvernement pour rétablir l'ordre. Elle appuie sa venue au pouvoir et la consolidation du régime.

## Phase 3

La bourgeoisie, par la bouche de Benito Mussolini (1883-1945), reconnaît formellement la souveraineté particulière de l'Église en échange de son engagement officiel et public de fidélité aux Autorités de l'État - sur la base d'un serment fait à Dieu dont l'Église peut délier ses fonctionnaires quand elle veut, tandis que les délits contre l'État dont ceux-ci se rendent responsables sont protégés par des immunités et dans tous les cas vont en prescription. Le Traité du Latran, le Concordat et la Convention financière, signés le 11 février 1929, inaugurent cette phase qui durera jusqu'en 1943. L'Église renonce officiellement à la prétention de restaurer le vieil État Pontifical et reçoit en compensation des impôts perdus 750 millions de lires comptant, 1 milliard en Bons du Trésor à 5% au porteur et une série

interminable de privilèges, propriété, droits, exemptions et immunités. Mais le fascisme était aussi l'ultime tentative de la bourgeoisie pour se rendre pleinement maître du pays et donc également politiquement autonome de l'Église. L'Église négocia soigneusement et encaissa tout ce que le fascisme lui donnait, mais s'opposa fermement à la tentative de la bourgeoisie, à travers le fascisme, de bâtir son hégémonie directe sur les masses populaires. À cet aspect du fascisme correspondent un effort et un dynamisme exceptionnels de la bourgeoisie pour renforcer la structure économique et politique du pays. Pendant le fascisme, elle a cherché à étendre le pouvoir de l'État italien en Méditerranée et a introduit une grande partie des innovations sur le plan structurel dont a vécu aussi le régime DC : banque centrale, industrie d'État, grands travaux publics, structures pour la recherche, consortiums agricoles, organismes de prévoyance, etc. En somme, les innovations et les institutions dont le résultat est la création d'un système de capitalisme monopoliste d'État. La tentative de la bourgeoisie se conclût cependant de manière désastreuse pour elle. Le fascisme fut renversé par l'issue de la guerre et par l'avancée du mouvement communiste. Le risque qu'en Italie, la classe ouvrière conduisit les masses populaires à instaurer le socialisme, n'avait jamais été aussi grave. Pour conjurer le risque, la bourgeoisie s'en remit complètement à l'Église et à l'impérialisme américain. Ses velléités de gouverner politiquement le pays cessèrent définitivement.

#### **Phase 4**

C'est la phase de direction de l'Église sur l'État légal par la Démocratie Chrétienne : une phase qui va environ de 1947 à 1992. Avec l'accord de l'impérialisme américain, l'Italie devient un nouveau type d'État Pontifical élargi. L'Église est la plus haute autorité morale du régime, une sorte de monarchie constitutionnelle, sans cependant de constitution. L'État légal œuvre sous sa haute et incontestable direction. L'Église dirige l'État officiel et gouverne le pays indirectement, par son parti, la DC. L'Église maintient intacte et même renforce sa structure territoriale (curie, paroisses, associations, congrégations et ordres religieux, écoles, structures hospitaliers et œuvres pieuses, institutions financières, etc.) indépendante de celle de l'État et de plus, elle scelle une solide alliance avec l'impérialisme américain pour mener ensemble, au niveau international, la lutte contre le mouvement communiste. L'impérialisme américain dans tous les cas s'installe aussi en Italie directement, avec ses propres forces. L'État officiel fait valoir l'autorité papale, dans les limites imposées par les nécessités de l'Église et dans les limites permises par l'effective composition de classe du pays et les rapports de force internes et internationaux résultant de la défaite du nazifascisme, œuvre du mouvement communiste. La Constitution de l'État officiel est une fiction : toute institution républicaine doit feindre de la prendre au sérieux (et donc duper les masses), tandis qu'en réalité elle sert seulement à mettre de l'ordre dans l'activité subordonnée des organismes de l'État légal, à faire taire par des promesses à réaliser dans un futur indéfini les exigences des "amis du peuple", et à étendre un voile de bel aspect sur les relations réelles. En contrepartie, le Vatican ne porte pas la moindre responsabilité pour les conséquences de son gouvernement. Il est en somme un pouvoir irresponsable et de dernière instance, tacitement accepté par tous les signataires du « pacte constitutionnel » et leurs héritiers.

#### **Phase 5**

C'est la phase actuelle, caractérisée par une intervention plus directe de l'Église dans le gouvernement du pays. La crise politique, aspect de la crise générale du capitalisme, renverse en 1992 le régime DC constitué à la fin de la Seconde Guerre Mondiale. L'Église est forcée par les circonstances à s'engager plus directement dans le gouvernement du pays. Les contradictions entre les groupes impérialistes et les contradictions entre la bourgeoisie impérialiste et les masses populaires ont atteint un niveau tel, que les représentants politiques de la bourgeoisie ne réussissent plus à former une structure stable et fiable, qui gouverne le pays tacitement pour le compte du Vatican en lui donnant ce dont lui et son Église ont besoin, et qui en même temps réussisse à être l'expression d'une majorité électorale, pour autant que l'opinion publique soit manipulée et intoxiquée. Nous sommes dans la phase actuelle : phase de putréfaction du régime DC dont les poisons

empestent notre pays, et de la renaissance du mouvement communiste dans le cadre de la seconde vague de la révolution prolétarienne qui avance dans le monde entier.

L'objectif du mouvement communiste est l'instauration d'un nouvel ordre social : l'adaptation des rapports de production au caractère déjà collectif des forces productives et l'adaptation correspondante du reste des rapports sociaux et des idées et sentiments afférents. La révolution politique, la conquête du pouvoir politique de la part de la classe ouvrière à la tête du reste des masses populaires, est la prémisse indispensable à la révolution sociale. Conquérir le pouvoir politique en Italie signifie *in concreto* surtout éliminer l'Église : les autres états de l'actuel régime politique (l'impérialisme américain, les organisations criminelles, les partis et les autres organisations politiques de la bourgeoisie, les sionistes, la Confindustria, etc.) ont en effet des rôles auxiliaires. Le Vatican et son Église sont le principal pilier du régime politique qui impose et maintient la domination de la bourgeoisie impérialiste dans notre pays, en tutelle de son système social. Il n'est pas possible pour la classe ouvrière de mener les masses à instaurer la dictature du prolétariat, sans éliminer le Vatican et son Église. En Italie, il n'est pas possible accomplir une quelconque révolution sociale sans éliminer cette entrave. Il est donc pour nous, communistes, essentiel de conduire, d'une part, la classe ouvrière et les masses populaires dans cette tâche et de l'autre, de distinguer nettement la lutte pour accomplir la tâche politique d'éliminer le Vatican et son Église, et avec eux le régime politique dont ils sont l'axe principal, de la lutte pour réaliser la réforme morale et intellectuelle dont les masses populaires ont besoin pour assumer ce rôle dirigeant, sans lequel n'est pas possible un nouveau système social à la hauteur des forces productives, matérielles et intellectuelles dont dispose aujourd'hui l'humanité.

La première lutte est entre des classes antagoniques et, en définitive, les masses populaires devront la résoudre par la force.

La deuxième est une transformation interne aux masses populaires. Elle concerne des contradictions non antagoniques et ne peut être menée et résolue qu'à travers un mouvement des masses populaires elles-mêmes. Elle concerne des contradictions au sein peuple.

Évidemment, les deux luttes sont par beaucoup d'aspects reliées. L'Église et la bourgeoisie ont besoin de la religion et la religiosité des masses populaires trouve dans l'Église un facile assouvissement.

La bourgeoisie et l'Église ont tout intérêt à confondre les deux luttes, à défendre leur pouvoir à l'ombre de la religion. Il est par contre dans l'intérêt des masses populaires, de la classe ouvrière et dans le nôtre de les distinguer le plus nettement possible.

L'élimination de l'Église et du Vatican est une question qui concerne tout le mouvement communiste international, étant donné le rôle contre-révolutionnaire que le Vatican et son Église jouent au niveau planétaire, parallèle au rôle de gendarme mondial que joue l'impérialisme américain. Dans l'accomplissement de cette tâche internationale, le mouvement communiste italien a un rôle particulier, analogue à celui qu'a le mouvement communiste américain dans l'accomplissement de la tâche internationale d'éliminer l'impérialisme américain.

### **2.1.2. Le premier Parti communiste italien**

Après l'unification politique de la péninsule (1861), dans notre pays, la lutte entre les classes a été très aiguë, avec grande participation des masses populaires. Elle a cependant, en Italie comme dans les autres pays impérialistes, souffert de la difficulté particulière rencontrée par la classe ouvrière, précisément dans les pays impérialistes, à se doter d'un Parti communiste à la hauteur de son rôle, capable de venir à bout du régime de contre-révolution préventive que la bourgeoisie a érigé en défense de son ordre social.

À partir de l'accomplissement de l'unité politique du pays, a commencé le développement du mouvement communiste comme mouvement conscient et organisé. Le rôle stratégique des

communistes était de mobiliser la classe ouvrière dans la lutte pour instaurer le socialisme. Ils durent d'abord se rendre autonomes idéologiquement et se séparer organisationnellement de l'aile gauche de la bourgeoisie unitaire. Les tâches politiques auxquelles ils durent se mesurer furent :

1. L'influence de l'aile gauche de la bourgeoisie unitaire parmi les travailleurs urbains : cette aile de la bourgeoisie était révolutionnaire parce qu'unitaire et anticléricale, mais l'était de manière idéaliste et donc inconséquente parce qu'anti-paysanne.
2. La contradiction entre la bourgeoisie unitaire et les paysans, qui constituaient la grande majorité de la population ainsi que l'hégémonie réactionnaire (du clergé et des nobles antiunitaires) sur les paysans.
3. Le monopole de l'Église dans la direction spirituelle des femmes et dans l'éducation des nouvelles générations.

Ces tâches étaient analogues à celles que les communistes devaient affronter dans d'autres pays européens, étant donné le compromis par lequel la bourgeoisie conclut en 1848 ses révolutions politiques en Europe occidentale (35). La contradiction entre la bourgeoisie unitaire et l'Église présentait cependant aussi des aspects favorables pour le développement du mouvement communiste naissant : la lutte entre le clergé et la bourgeoisie rendait public le caractère antipopulaire de l'un et l'autre et la lutte qu'ils menaient l'un contre l'autre les affaiblissait tous les deux.

Les communistes italiens reçurent une grande aide du mouvement communiste international, qui était plus avancé que l'italien.

Marx et Engels mirent bien en lumière le caractère inconséquent et le velléitaire du révolutionnarisme de l'aile gauche de la bourgeoisie unitaire, en particulier de Mazzini, caractère qui la portait inévitablement à subir la direction de l'aile droite de la bourgeoisie unitaire.

La lutte menée par l'Internationale (1864-1872) contre les anarchistes et les leçons de la Commune de Paris (1871) aidèrent beaucoup le mouvement communiste italien naissant à développer son autonomie idéologique et d'organisation de l'aile gauche de la bourgeoisie unitaire (Andrea Costa 1851-1910), à donner une orientation qui ne soit pas corporative aux revendications économiques et à tourner son attention vers le mouvement paysan, malgré l'hégémonie que les réactionnaires y exerçaient encore.

La II<sup>e</sup> Internationale (1889-1914) et l'œuvre assidue d'Engels soutinrent et guidèrent le mouvement communiste dans le renforcement ultérieur de son autonomie idéologique vis-à-vis de l'aile gauche de la bourgeoisie et le développement, une fois atteint un certain degré d'autonomie idéologique, d'un large réseau d'organisations prolétariennes dans le domaine éducatif et culturel (cercles, publications, écoles populaires, associations sportives, musicales, etc.), économique (coopératives et caisses de secours mutuel), syndical (syndicats catégoriels, bourses du travail, confédération syndicale nationale) et enfin, dans la fondation du Parti socialiste italien (1891). Dans les premiers années du XX<sup>e</sup> siècle, en Italie, le mouvement communiste conscient et organisé était désormais organisationnellement et politiquement autonome de l'aile gauche de la bourgeoisie *grosso modo* dans les limites où il l'était dans le reste d'Europe et au contraire exerçait, comme dans le reste de l'Europe, une certaine influence sur elle et en attirait les meilleurs éléments. Son autonomie idéologique était par contre, comme dans la plupart des pays européens, encore trop limitée par rapport à celle nécessaire pour affronter avec succès les tâches politiques que la situation internationale et nationale mettait à l'ordre du jour. Un des grands et durables résultats de cette période fut l'instauration d'un lien entre le mouvement communiste et le mouvement paysan, qui brisa finalement l'hégémonie du clergé et des nobles antiunitaires dans le mouvement paysan (96).

Durant la première crise générale par surproduction absolue de capital (1900-1945) et la longue situation révolutionnaire correspondante, il y eut d'abord un mouvement révolutionnaire diffus des masses pendant et après la Première Guerre Mondiale (*Biennio Rosso* : « deux années rouges » 1919-1920 NdT). Vu à la lumière de la théorie de la guerre

populaire révolutionnaire de longue durée (\*), il est évident que l'accumulation de forces révolutionnaires accomplie dans les années précédentes et la guerre impérialiste avaient créé une situation dans laquelle le mouvement communiste ne pouvait progresser qu'en passant de la première à la seconde phase de la guerre populaire révolutionnaire, chose qui comportait en particulier la création de Forces Armées révolutionnaires (\*) pour lesquelles existaient des conditions favorables. La bourgeoisie impérialiste italienne se trouva en difficulté : elle n'avait pas encore élaboré un régime de contre-révolution préventive efficace et la répression à l'ancien style ne suffisait pas. Mais le mouvement révolutionnaire manquait des caractéristiques adaptées aux nécessités du moment : l'accumulation des forces révolutionnaires accomplie dans les années précédentes n'avait pas eu consciemment en ligne de mire le passage à une phase supérieure, ni n'avait posé spontanément les prémisses indispensables à celle-ci. Le PSI ne chercha pas à assumer la direction du mouvement, tant il était inadapté à l'objectif (97). La bourgeoisie impérialiste en vint à bout en recourant à la mobilisation réactionnaire des masses. Pour la première fois au monde, elle créa un régime de dictature terroriste de la bourgeoisie impérialiste : le fascisme. Le fascisme répondait à une nécessité défensive de la bourgeoisie italienne : le régime de contre-révolution préventive était en Italie encore trop faible pour que la bourgeoisie fasse front autrement à l'élan révolutionnaire des masses populaires. Avec celui-ci, la bourgeoisie italienne voulût également réussir à établir son hégémonie directe sur les masses populaires, en éliminant le mouvement communiste et en négligeant même l'Église. Parmi les ouvriers, elle chercha à créer une brèche en s'appuyant sur les retards que le mouvement communiste maintenait encore, en particulier le corporatisme.

Les luttes revendicatives et syndicales sont une activité dont les ouvriers, et les prolétaires en général, ne peuvent pas se passer. Elles sont même pour eux une école de communisme dont ils ne peuvent pas se passer.

Un Parti communiste qui ne dirigerait pas les luttes revendicatives et syndicales des ouvriers et des prolétaires en général, n'aurait pas encore la force pour diriger la révolution socialiste, ne réunirait pas en lui tous ou au moins la plupart des ouvriers avancés, ne serait donc pas encore cet État Major dont la classe ouvrière a besoin pour mener avec succès la guerre populaire révolutionnaire de longue durée, jusqu'à instaurer le socialisme.

Mais la lutte politique révolutionnaire de la classe ouvrière, la lutte pour instaurer le socialisme n'est pas la prolongation de ses luttes revendicatives, ni leur élargissement, ni leur radicalisation, ni leur politisation, ni leur transformation en lutte politique, ni leur généralisation. La conception courante dans la IIe Internationale et chez les anarcho-syndicalistes, transposée ensuite comme d'autres parmi les communistes par les trotskistes, confondait au contraire le mouvement de la classe ouvrière pour l'amélioration de ses conditions avec le mouvement pour s'émanciper de la bourgeoisie et instaurer le socialisme, noyant la voie vers la révolution dans l'élargissement et la généralisation des luttes revendicatives (98). Le léninisme mena une lutte acharnée et décisive contre cette conception, propre à tous les économicistes, qui isolent la classe ouvrière du reste des masses populaires et ouvre la voie au corporatisme. Avec le fascisme en Italie, et sur une encore plus grande échelle en Allemagne avec le nazisme, la bourgeoisie chercha à exploiter parmi les ouvriers cette conception arriérée et à instaurer son hégémonie en faisant entrevoir, à ceux-ci comme aux paysans et aux autres classes des masses populaires, la possibilité d'améliorer leurs conditions grâce à l'élimination du mouvement communiste, de ses intentions internationalistes et de la lutte de classe et grâce à l'exploitation d'autres peuples, nations et pays. Telle est la substance de la mobilisation réactionnaire des masses populaires, dont le fascisme fut la première édition au niveau mondial.

C'est aussi grâce à l'aide de la première Internationale Communiste et de l'Union soviétique que le mouvement communiste italien a réussi à dépasser le piège tendu par la bourgeoisie avec le fascisme. C'est grâce à leur impulsion qu'en 1921 fut fondé le premier Parti communiste italien et qu'il fut placé, à partir de 1923, sous la direction d'Antonio Gramsci (1891-1937). Celui-ci a été son premier et unique grand dirigeant. Il chercha à faire de lui le Parti révolutionnaire de la classe ouvrière (99). Dans la lutte contre le régime fasciste, que le

PCI dirigea dans le cadre de l'Internationale Communiste, le Parti conduisit les masses populaires et la classe ouvrière à un niveau de force jamais atteint auparavant, culminant dans la guerre partisane (Résistance) des années 1943-1945 (100). Toutefois, sous sa direction, la classe ouvrière ne réussit pas à mener les masses populaires de notre pays à instaurer le socialisme. Pourquoi ?

À sa fondation, le Parti recueillit indubitablement la partie plus avancée de la classe ouvrière italienne. Il ne réussit toutefois pas à réaliser la tâche de bolchévisation, comme transformation d'un Parti qui réunissait déjà la meilleure partie de la classe ouvrière, en un Parti révolutionnaire.

En quoi consiste le caractère révolutionnaire du Parti communiste ? D'abord, en la théorie révolutionnaire qui le guide, c'est-à-dire dans la conception matérialiste dialectique du monde et dans la méthode matérialiste dialectique de connaissance et d'action de ses membres et de ses organisations. En deuxième lieu, dans son statut d'État Major de la classe ouvrière qui organise son activité, emploie ses forces et celles qu'il réussit à mobiliser, définit ses organisations et leur fonctionnement, la sélection, la formation et les relations de ses membres et de ses dirigeants en fonction de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. En troisième lieu, dans sa capacité, qui se base sur les deux caractéristiques susdite, d'élaborer une ligne spécifique et concrète pour avancer vers l'instauration du socialisme (sa stratégie, la voie de la révolution socialiste) dans notre pays et de la poursuivre avec fermeté en accomplissant avec flexibilité toutes les opérations tactiques que les situations diverses et changeantes exigent.

L'objectif de bolchévisation du Parti était clairement posé par l'Internationale Communiste déjà dans les années 1920. Le PCI avait même déclaré la bolchévisation tâche fondamentale du Parti (101). Les *Thèses de Lyon* avaient déclaré clairement qu'il « n'existe pas en Italie la possibilité d'une révolution qui ne soit pas la révolution socialiste » et avaient mis en garde avec clairvoyance le Parti contre la pressante déviation de droite (102). Mais dans la pratique, le Parti ne réussit pas à combiner la lutte contre le fascisme avec la lutte pour la révolution socialiste. Il tomba précisément dans la déviation de droite consistant à se placer comme aile gauche de la coalition de toutes les forces qui conspiraient à abattre le fascisme. Le Parti, dirigé par son aile droite (dont Togliatti (1893-1964) fut le chef de file), refusa systématiquement de mener les masses populaires à faire valoir leurs intérêts matériels et intellectuels, jusqu'à risquer que la bourgeoisie recoure au terrorisme et à la guerre civile et à l'affronter sur ce terrain décisif. L'aile gauche du Parti, dont le représentant le plus important fut Pietro Secchia (1903-1973), se limita à mener la fronde, à se plaindre des limites du Parti dans la mobilisation des masses populaires, paralysé par une conception dogmatique de la discipline de Parti et par la conception que l'insurrection était la stratégie de la révolution socialiste (103).

Les limites du Parti communiste italien, dans sa compréhension des lois de la révolution socialiste en Italie, se manifestèrent dans le fait qu'il fut surpris du virage répressif du régime fasciste en 1926 (incarcération de la direction du Parti) ; dans le fait qu'en 1943 il fut surpris par les événements du 25 Juillet et du 8 septembre ; dans le fait que substantiellement il ne s'était pas préparé à la guerre civile sur laquelle déboucheraient inévitablement la crise générale du capitalisme et la mobilisation réactionnaire des masses populaires (fascisme) ; dans le fait que dans la guerre partisane il ne maintint pas avec fermeté son autonomie politique, en forçant par cette position les autres forces antifascistes à s'unir à la guerre contre les fascistes et contre les nazis ; dans le fait qu'il mena la guerre partisane plus comme une campagne militaire que comme un moyen pour créer et renforcer le pouvoir populaire ; dans le fait qu'il ne se rendit pas compte qu'avec la fin de la Seconde Guerre mondiale le système capitaliste, malgré son affaiblissement grâce aux succès du mouvement communiste et à l'écroulement du système colonial, était sorti de sa première crise générale ; dans le fait qu'il accepta de jouer le rôle dont le régime DC avait absolument besoin pour se consolider : cacher le pouvoir monarchique du Vatican, cacher le caractère

fictif de la Constituante et de la Constitution, avaliser le caractère démocratique du régime de « souveraineté limitée » que tacitement le Vatican et les impérialistes US imposèrent au pays, minimiser la signification de l'installation politique et militaire de l'impérialisme US en Italie, liquider la force politique et militaire que la classe ouvrière et les masses populaires avaient atteinte.

Dans les années de sa longue et glorieuse lutte contre le fascisme, le Parti oscilla plusieurs fois entre l'isolement sectaire et le dogmatisme d'une part et la collaboration opportuniste (sans principes) et le révisionnisme de l'autre, entre lutte sans unité et unité sans lutte, comme le firent du reste les autres Partis communistes européens de la première IC. Le bilan de son expérience confirme que le Parti communiste doit avoir une conception du monde et une méthode de travail matérialiste dialectique et qu'il doit élaborer une stratégie pour la conquête du pouvoir juste et assez concrète : une stratégie que les opportunistes dénigrent comme « plan étendu sur la table », mais qui en réalité est le « préparer et organiser » la révolution que Lénine avait déjà enseigné. S'il n'atteint pas ce niveau, si grands que soient l'héroïsme et la discipline, le Parti communiste n'est pas en mesure d'exploiter les circonstances diverses et changeantes avec une tactique flexible. Il n'y a pas le moindre sens pratique à discuter de tactique, si l'on n'a pas une stratégie.

Grâce à la direction de l'IC, le PCI réalisa de justes et importantes opérations tactiques et de moyen terme, mais il ne réussit pas à élaborer sa stratégie conformément aux conditions spécifiques de notre pays et à la situation internationale dans laquelle il était inséré. Donc, il ne réussit pas à remplir son rôle, malgré l'héroïsme d'une grande partie de ses membres et de ses dirigeants.

Étudiée à la lumière de la théorie de guerre populaire révolutionnaire de longue durée, l'histoire de PCI est riche de grands et importants enseignements. Elle montre comment la guerre impérialiste et l'action du mouvement communiste international ont créé, dans les années 1940, les conditions suffisantes pour que le Parti communiste constitue ses Forces Armées et entre, par la force de choses, dans la seconde phase de la guerre populaire révolutionnaire. Il n'aurait pu progresser s'il n'avait pas accompli ce passage. Elle montre aussi que le Parti n'avait pas conscience de ce qu'il faisait en réalité, en particulier que la gauche du Parti était absolument impréparée, du point de vue idéologique et politique, à assumer la direction du Parti, et qu'à cause de ceci le mouvement communiste rétrograda de la deuxième à la première phase de la guerre elle-même, une fois réduites les conditions extérieures qui l'avaient poussé en avant (103).

À cause des limites et des erreurs de son Parti, la classe ouvrière ne conquiert pas le pouvoir, alors même que la bourgeoisie, avec le fascisme, s'était mise dans une situation extrêmement difficile qui lui enleva dès lors toute velléité d'indépendance politique. Le pouvoir resta à la bourgeoisie impérialiste qui instaura son régime politique, axé sur le rôle prééminent de l'Église, coiffée par le Vatican sous la supervision US : le régime DC, qui a depuis lors gouverné le pays et le gouverne toujours, malgré la phase de putréfaction dans laquelle le régime est entré en 1992.

Ce régime se consolida grâce à la longue période (1945-1975) de reprise et de développement de l'accumulation capitaliste et d'expansion de l'appareil productif que le capitalisme connut dans le monde entier. Les masses populaires et la classe ouvrière réussirent durant ces années à arracher, par des luttes purement revendicatives, de grandes améliorations dans le domaine économique, politique et culturel. Le PCI devint l'interprète organique de cette phase des rapports de la classe ouvrière et des masses populaires de notre pays avec la bourgeoisie impérialiste. Pour ceci, le PCI fut pendant ces années à la fois le Parti de la classe ouvrière italienne, dans le sens où pratiquement tous les ouvriers actifs dans l'organisation de leur classe faisaient partie du PCI, et un des Partis du courant révisionniste moderne dirigé par le PCUS. La période 1945-1975 fut, dans notre pays aussi, une période de "capitalisme à visage humain". Cela fut d'autant plus développé qu'avait été



plus fort dans notre pays le mouvement communiste, confirmant le fait que les réformes sont le sous-produit, le legs des révolutions manquées.

Au cours de cette période se sont produites quelques grandes transformations dans la composition de classe de notre pays, que nous verrons dans le chapitre 2.2 de ce MP. Elles forment le contexte dans lequel se déroule aujourd'hui la renaissance du mouvement communiste. Les principales sont les suivantes :

### 1. L'élimination des paysans voués à une économie d'autosubsistance.

La subsumption (\*) de la production agricole dans le capitalisme, l'expulsion en masse des paysans et des journaliers de la terre, les migrations à l'étranger et internes, du Sud vers le Nord autant que du Nord-Est au Nord-Ouest, de la campagne aux villes, ont énormément réduit le nombre de travailleurs agricoles et ont changé leur nature de classe. Le régime DC a résolu la « question paysanne », créée lors du Risorgimento par la bourgeoisie unitaire, en dépeuplant les campagnes. La place des familles et des entreprises paysannes a été en grande partie prise par des entreprises capitalistes, des terres laissées en friche, des installations touristiques, des villas pour les riches italiens et étrangers.

### 2. La croissance du nombre des prolétaires non-ouvriers.

Le grand développement de l'Administration publique, des services publics, des coopératives et des organismes à but non lucratif ont engendré plusieurs millions de prolétaires non-ouvriers, proches par mille aspects de la classe ouvrière. Ils ont pris la place des paysans, comme plus proches et plus sûrs alliés de la classe ouvrière dans la lutte pour instaurer le socialisme.

### 3. La croissance du nombre de femmes travaillant comme prolétaires.

En contradiction ouverte avec les doctrines réactionnaires dont le régime DC s'inspirait, pendant la période où il a dominé notre pays, la ségrégation des femmes dans les familles et dans les murs domestiques a été dans une large mesure éliminée, bien qu'à la manière bourgeoise : c'est-à-dire de la manière la plus douloureuse pour les masses populaires et en premier lieu pour les femmes elles-mêmes. Le nombre de femmes qui participent à la production, soit comme prolétaires soit comme travailleuses autonomes, a augmenté. La lutte des femmes pour leur émancipation économique, intellectuelle et sentimentale vis-à-vis des hommes, la lutte pour la parité salariale, pour un rôle paritaire dans la vie sociale, pour la maternité consciente, pour une organisation sociale de la vie des enfants et des personnes âgées, pour des relations dignes entre les hommes et les femmes, pour la liberté des relations sexuelles vis-à-vis de la morale médiévale patronnée par l'Église catholique, pour une effective égalité des droits ont fait des femmes des ouvriers, et des femmes des autres classes des masses populaires, une composante du mouvement communiste encore plus importante que dans le passé. Beaucoup de femmes se sont déjà libérées de l'influence de l'Église catholique et du clergé, et cela a fortement affaibli l'hégémonie morale et intellectuelle du clergé sur laquelle se base le pouvoir politique du Vatican et son utilité pour la bourgeoisie. Aujourd'hui, de manière toujours plus directe et manifeste, l'Église catholique et le Vatican sont les chefs de file de l'opposition bourgeoise à l'émancipation des femmes. La lutte pour éliminer le pouvoir politique de l'Église catholique et du Vatican est un aspect essentiel de la révolution socialiste dans notre pays, et cet aspect précisément est directement lié à la lutte des femmes pour leur émancipation (76).

### 4. Le grand développement des services fournis par des entreprises capitalistes.

Les travailleurs employés par des entreprises capitalistes qui produisent et vendent des services dépassent actuellement, en nombre, les travailleurs employés par des entreprises capitalistes qui produisent et vendent des biens. Les entreprises dans lesquelles sont réunis ces travailleurs n'ont pas encore l'expérience d'organisation, de lutte syndicale et de lutte politique acquise par la classe ouvrière des entreprises capitalistes industrielles. Les travailleurs des services, au cours de ces années, font leur école de lutte de classe que les ouvriers de l'industrie ont déjà fait quelques décennies auparavant. Les conditions existent pour qu'ils apprennent rapidement. Avec l'expérience de la lutte de classe, ils rejoindront les salariés des entreprises capitalistes traditionnelles et composeront ensemble la nouvelle classe ouvrière qui instaurera le socialisme.

##### 5. La formation d'une vaste « aristocratie ouvrière ».

Dans notre pays, l'aristocratie ouvrière comprend plusieurs centaines de milliers d'individus. Elle est composée des promoteurs, dirigeants, organisateurs, permanents des organisations populaires comme des syndicats, des partis, des coopératives, des associations, des patronages, des maisons d'édition, journaux, radio et TV, etc., de personnes élues ou désignées pour faire partie d'organes de représentation, organismes paritaires, commissions d'étude, etc. Il s'agit d'une masse d'individus qui tirent immédiatement et individuellement les meilleurs avantages intellectuels, moraux et sociaux, en termes de relations et de prestige social, du mouvement des travailleurs et des masses populaires, et qui en règle générale reçoivent au moins une partie importante de leur revenu du rôle qu'ils y jouent<sup>10</sup>. Chaque membre de l'aristocratie ouvrière a socialement un rôle que la société bourgeoise nie au simple prolétaire, il "vaut" un certain nombre de prolétaires (un syndicaliste parle à un

---

<sup>10</sup> NdT : Pour le traducteur, l'aristocratie ouvrière ne se limite pas seulement à une position dans les « structures d'encadrement » du prolétariat et du salariat en général. L'aristocratie ouvrière répond en fait à la définition donnée par Engels du phénomène naissant, en Angleterre, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle : un « petit embourgeoisement » (accession à un standard de vie petit-bourgeois) d'une couche supérieure (qualifiée ou « pistonnée ») du prolétariat, au moyen des *surprofits* dégagés par l'impérialisme (qui chutent radicalement en période de crise, provoquant l'effondrement de cette couche sociale). C'est une condition matérielle avant d'être une fonction particulière. Idéologiquement, l'aristocratie ouvrière est le territoire du réformisme légaliste, mais aussi parfois d'un certain *ouvriérisme*, d'une « sacralisation » de « la classe » à la manière dont les compagnons d'autrefois sacralisaient leur métier – et au final, cela débouche toujours sur *l'économisme*.

De même, les notions de droite et de gauche de l'aristocratie ouvrière semblent surgir un peu *ex nihilo*, de manière idéaliste : en réalité, cette droite et cette gauche ont une base matérielle, qui est le **lien organique avec le prolétariat** (personnel ou par l'entourage proche). Plus le lien se distend (voire se rompt), plus l'aristocrate ouvrier tend vers la droite, s'éloigne du *progressisme sincère* pour tendre vers la *social-traîtrise*, la collaboration de classe en vue de la conservation du système.

Evoquée pour la première fois par F. Engels en 1892, dans sa préface à *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, l'aristocratie ouvrière est ainsi décrite (ainsi que sa base matérielle) par V.I. Lénine : « (...) le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une *poignée* (moins d'un dixième de la population du globe ou, en comptant de la façon la plus "large" et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'Etats particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier par une simple "tonte des coupons". L'exportation des capitaux procure un revenu annuel de 8 à 10 milliards de francs, d'après les prix et les statistiques bourgeoises d'avant-guerre.

Aujourd'hui beaucoup plus, évidemment. **On conçoit que ce gigantesque *surprofit* (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de "leur" pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière.** Et les capitalistes des pays "avancés" la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", **entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde**, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal *soutien social* (pas militaire) *de la bourgeoisie*. Car ce sont de véritables *agents de la bourgeoisie* au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (*labour lieutenants of the capitalist class*), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. » (L'impérialisme, stade suprême du capitalisme (Préface aux éditions françaises et allemandes), 1916, *Œuvres complètes* vol. 22)

certain nombre de prolétaires, a des relations avec eux, les influence, etc.). Un secteur particulièrement nombreux et important de l'aristocratie ouvrière est constitué par les dirigeants et les permanents des syndicats de régime et des autres syndicats.

Ceux qui, parmi les membres de l'aristocratie ouvrière, se servent de leur condition sociale pour favoriser les intérêts des travailleurs et des masses populaires constituent la gauche de l'aristocratie ouvrière. Ceux qui emploient leur condition sociale à des fins et à leur avantage personnel ou de parents ou connaissances ou amis etc. constituent la droite de l'aristocratie ouvrière. Ceux-ci ne font rien d'autre que de reproposer le système démocrate-chrétien mafieux du clan, des familles, des amis des amis, etc.

Avec l'avancée de la crise générale, de la résistance et de la lutte de classe, la gauche et la droite de l'aristocratie ouvrière sont destinées à se diviser toujours plus nettement, soit du côté des masses populaires soit du côté de la bourgeoisie impérialiste. La gauche de l'aristocratie ouvrière se mettra au service des travailleurs et des masses populaires et participera à la renaissance du mouvement communiste et en particulier au renouvellement du mouvement syndical.

Le Parti communiste doit l'orienter et en faire sa composante. La droite de l'aristocratie ouvrière sera, par la force des choses, forcée à s'aligner toujours plus sur les positions de la droite bourgeoise, à perdre du soutien parmi les travailleurs, et à devenir inutile pour la bourgeoisie à moins de devenir une efficace promotrice de la mobilisation réactionnaire des masses populaires. Les formes, les temps et la répartition de l'aristocratie ouvrière entre aile gauche et aile droite dépendront aussi de la ligne du Parti communiste et de l'action que celui-ci mènera sur elle, soit directement soit par les ouvriers et le reste des masses populaires (104)

#### 6. L'immigration d'ouvriers des anciens pays socialistes et des pays opprimés par l'impérialisme.

De pays d'émigration, l'Italie est devenue pays d'immigration. La mobilisation et l'organisation de ces nouveaux travailleurs et leur combinaison avec les travailleurs autochtones est une tâche nouvelle, mais dont il faut tenir compte pour le mouvement communiste italien. Cette tâche, déjà difficile par elle-même, est rendue encore plus difficile par la faiblesse du mouvement communiste au niveau national et international (105). Pour autant, l'immigration constitue une des voies par lesquelles se constitue concrètement un prolétariat international. Elle est donc un moyen précieux pour le mouvement communiste, pour promouvoir une plus forte unité internationaliste de la classe ouvrière. Le Parti communiste doit mobiliser travailleurs autochtones et travailleurs immigrés pour l'absolue égalité de droits civils, syndicaux et politiques. La surexploitation et l'oppression des travailleurs immigrés affaiblissent aussi les travailleurs autochtones. Le Parti communiste doit mobiliser tous les travailleurs dans la lutte contre la bourgeoisie impérialiste et, de cette façon, les unir.

#### 7. La décentralisation des unités productives et le chômage chronique.

La classe ouvrière est aujourd'hui, en Italie comme dans le monde, plus concentrée qu'elle ne l'a jamais été. Quelques grands monopoles mondiaux ont chacun des centaines de milliers de salariés repartis dans différents pays. Par cette voie aussi s'est ainsi constitué un prolétariat international comme secteur particulier du prolétariat. Ce qui offre au mouvement communiste une possibilité supplémentaire de promouvoir une plus forte unité internationaliste de la classe ouvrière. Pour autant, pour des raisons diverses, ont diminué les entreprises qui réunissent dans un lieu unique des dizaines de milliers de travailleurs, bien qu'il reste un nombre important de grandes et moyennes entreprises. La bourgeoisie tend à organiser des unités productives plus petites, à combiner dans un même lieu des travailleurs employés par des entreprises différentes et subordonnés à des contrats et à des conditions de travail différentes, à délocaliser les entreprises et bouleverser fréquemment

l'organisation du travail, à généraliser des rapports de travail précaires, atypiques, au noir, en sous-traitance, externalisés, etc. Cela permettra au mouvement communiste de 'contaminer' plus facilement l'ensemble de la classe ouvrière, une fois qu'il aura créé un lien solide avec les ouvriers avancés.

#### 8. La prolétarianisation des travailleurs autonomes.

La masse des travailleurs autonomes est en réalité composée d'individus toujours moins autonomes. Beaucoup de travailleurs autonomes dépendent étroitement des monopoles industriels, des services et des banques pour les fournitures, pour les ventes, pour les technologies, pour le crédit et de l'État pour les règlements qui encadrent leurs activités, pour le régime fiscal et pour les contributions publiques à leur budget. Cela ouvre des grands horizons d'hégémonie pour le mouvement communiste, une fois dépassées les tendances corporatives et affirmé son rôle promoteur de la lutte de toutes les masses populaires contre la bourgeoisie impérialiste.

#### 9. La constitution de l'Union Européenne et la création de la monnaie unique européenne.

L'unification de l'Europe commence après la Seconde Guerre mondiale, comme projet de la bourgeoisie impérialiste US pour mobiliser plus fortement l'Europe contre le mouvement communiste européen et l'Union soviétique. Avec le début, dans les années 70, de la nouvelle crise générale, le projet a été pris en main par les groupes impérialistes franco-allemands. Ils lancèrent sur grande échelle leur offensive pour se créer un "espace vital" en Europe, à utiliser dans la compétition internationale contre les USA. L'Union Européenne n'a d'avenir que comme tentative des groupes impérialistes franco-allemands de s'unir et de coaliser sous leur direction tous les capitalistes européens et leurs pays respectifs pour un nouveau partage du monde contre la prédominance des groupes impérialistes US, et pour mieux assurer la permanence de la domination de la bourgeoisie impérialiste sur les masses populaires européennes, malgré le développement de la crise générale, en favorisant l'abolition des conquêtes que les masses populaires européennes ont arrachées pendant la première vague de la révolution prolétarienne. L'UE a apporté et apporte un fort soutien à la bourgeoisie dans l'élimination de ces conquêtes, et a créé un cadre politique nouveau mais encore précaire. En effet, les groupes impérialistes allemands hésitent. Ils sont pris en tenaille. D'une part, les groupes impérialistes US ne peuvent plus rien concéder à leurs associés, au contraire, ils pompent dans chaque pays capitaux, ressources et hommes pour se maintenir à flot aux USA : la contre-révolution préventive aux USA a, comme pilier essentiel, d'importantes concessions économiques aux masses populaires américaines. Rester subordonnés aux groupes impérialistes US veut dire contribuer à les maintenir sur pied, avec cependant des conséquences politiques néfastes en Allemagne, car la contre-révolution préventive allemande repose aussi sur d'importantes concessions économiques. D'autre part, sur les groupes impérialistes allemands, plane l'ombre du souvenir de comment s'est terminée leur dernière tentative de conquérir, avec Hitler, un "espace vital". Ombre d'autant plus inquiétante que pour rivaliser réellement avec les groupes impérialistes US, les groupes impérialistes franco-allemands devraient commencer à imposer une plus grande discipline aux masses populaires allemandes.

Quant au Vatican et à l'Italie, l'Union Européenne met en jeu le rôle politique de l'Église dans notre pays. L'alternative est de vivoter à l'ombre des groupes impérialistes US, qui cependant ne concèdent plus rien. C'est l'alternative pour laquelle optera probablement le Vatican si ses desseins ne rencontrent pas une irrésistible opposition dans les masses populaires italiennes. En effet, rester sous la tutelle des groupes impérialistes US permettrait à l'État Pontifical de prolonger son existence, en sauvegardant ce que, pour la Papauté, il est

essentiel d'obtenir en Italie : les conditions et les ressources pour accomplir librement, aux frais des masses populaires italiennes, sa « mission divine dans le monde »<sup>11</sup>.

Pour les communistes italiens, il est devenu encore plus important que par le passé de renforcer le lien internationaliste avec les Partis communistes des autres pays européens. Nous devons mobiliser les masses populaires à lutter autant contre le pôle impérialiste US que contre le pôle impérialiste européen, pour leurs intérêts. Ceux-ci sont liés à la renaissance du mouvement communiste international.

#### 10. La naissance de la « question environnementale ».

Dans les décennies suivant la Seconde Guerre Mondiale, le régime DC a montré sur grande échelle quelle capacité de destruction physique et morale, sur les hommes et sur l'environnement, sur le patrimoine artistique et sur l'héritage historique, le capitalisme avait atteinte. La période de grand développement économique mondial qui a coïncidé avec la première phase du régime (1945-1975), a mis pleinement en lumière ce caractère. La destruction morale et écologique produite par cinquante ans de régime DC n'a pas de précédents dans l'histoire moderne italienne. Pénétré par la conception médiévale que la Papauté et l'Église ont du pouvoir, le régime DC a prêté beaucoup d'attention aux problèmes de la stabilité du pouvoir et du consentement des masses, mais il a été absolument indifférent à toutes les questions du bien-être des masses populaires, à court et encore moins à long terme, dont le mouvement communiste, dominé par les révisionnistes, n'a pas fait un problème d'ordre public, comme la protection et la conservation de l'environnement.

Le saccage territorial, écologique et moral produit en Italie par le régime DC s'est combiné, comme facteur aggravant national, avec la dévastation environnementale produite par le système capitaliste au niveau mondial. La recherche du profit, les entreprises qui ont comme seul objectif la production de profits, impliquent que chaque capitaliste exploite les hommes, les ressources et l'environnement selon son intérêt privé et immédiat et que le système dans son ensemble augmente exponentiellement d'année en année le volume de la production, condition nécessaire pour la croissance du Produit Intérieur Brut et des profits. Cela engendre un cours des choses suicidaire pour l'humanité. Y mettre fin est devenu une question de vie ou de mort. L'incompatibilité du système capitaliste avec le progrès de l'humanité devient manifeste même sur le plan de la sauvegarde de l'environnement dans lequel elle vit. Seule la renaissance du mouvement communiste et la formation de nouveaux pays socialistes créeront les conditions pour affronter de manière rationnelle, systématique et internationale la question environnementale. Les communistes doivent soutenir et promouvoir mille luttes particulières, même contradictoires entre elles dans l'immédiat, sur la question environnementale et faire en sorte que chacune d'elles contribue à l'accumulation de forces révolutionnaires et fonctionne comme une école de communisme ; contribuant ainsi, au-delà d'apporter des solutions temporaires à des problèmes particuliers, à créer les conditions pour une solution définitive de la question environnementale. La question environnementale est une question étroitement liée à la lutte de classe. L'interclassisme nous condamnerait au désastre écologique (76).

#### **2.1.3. Les premières tentatives de reconstruire le Parti communiste**

Dans notre pays, la lutte contre le révisionnisme moderne reprit et poursuivit la lutte contre la déviation de droite qui avait accompagné toute la vie du Parti.

---

<sup>11</sup> NdT : il est peu probable que la clique qui loge place Saint-Pierre soit mue par un objectif relevant d'une telle superstition moyenâgeuse. Pape et cardinaux ne vivent pas en dehors de leur époque... Plus prosaïquement, le Vatican est devenu, à travers toutes sortes de banques et de placements dans l'économie productive, une florissante entreprise capitaliste.

Au huitième congrès (décembre 1956), la droite du PCI, à l'abri du succès rencontré par le groupe révisionniste de Khrouchtchev au vingtième congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (février 1956), liquida ce qu'il restait des bases programmatiques communistes. Jusqu'alors la déviation de droite, selon laquelle le Parti communiste était l'aile gauche d'une coalition progressiste dirigée par la bourgeoisie qui luttait pour moderniser le pays, éliminer les résidus féodaux et élargir aux masses les droits démocratiques, s'était présentée dans le Parti comme une ligne provisoire à pratiquer dans l'attente de temps meilleurs. Dès lors, elle devint au contraire une ligne stratégique, en cohérence avec la conception des révisionnistes modernes. Ceux-ci, en effet, soutenaient que la force atteinte par la classe ouvrière rendait désormais superflue la révolution socialiste, et possible un passage graduel et pacifique au socialisme. La voie pacifique, démocratique, parlementaire au socialisme par des réformes structurelles et l'élargissement continu des droits démocratiques des masses, fut proclamée comme la voie italienne au socialisme et même, proposée au niveau international comme modèle (eurocommunisme).

Après le huitième congrès, la lutte spontanée, instinctive et diffuse contre la droite prit une nouvelle vigueur. Elle fit un saut qualitatif dans la seconde moitié des années 60, dans le cadre de la lutte lancée au niveau international par le Parti du Travail d'Albanie et surtout par le Parti communiste chinois (106). Apparut alors le mouvement marxiste-léniniste et ensuite, en 1966, le Parti communiste d'Italie (Nouvelle Unité) qui ne se dissoudra qu'au début des années 90, pour confluer dans Refondation communiste (RC).

La cause de la faiblesse du PCdI et de tout le mouvement marxiste-léniniste fut la même qui avait mené la gauche du PCI à la défaite contre la droite : l'insuffisante autonomie idéologique et théorique envers la bourgeoisie et par conséquent, l'absence d'une stratégie pour la conquête du pouvoir. Le mouvement marxiste-léniniste fut par bien des aspects constamment infecté de dogmatisme : preuve en est le fait qu'il ne reconnut jamais l'existence d'une troisième et supérieure étape de la pensée communiste, le maoïsme, ni ne comprit jamais, bien qu'il luttait contre la droite du PCI, les limites et les erreurs de la gauche du PCI. Par d'autres aspects, ce même mouvement marxiste-léniniste se confondit avec les diverses déviations 'de gauche' (bordiguisme, anarchosyndicalisme, etc.) qui étaient une vieille maladie du mouvement communiste italien, avec laquelle PCI n'avait jamais vraiment réglé les comptes.

À la fin des années 60 et au début des années 70, en Italie comme dans d'autres pays, il y eut une grande période de luttes (1968 et l'Automne chaud). La lutte pour arracher à la bourgeoisie de nouvelles conquêtes de civilisation et de bien-être, atteignit son sommet et toucha à ses limites : pour aller au-delà, elle devait se transformer en lutte pour la conquête du pouvoir et l'instauration du socialisme. La lutte contre le révisionnisme moderne atteignit un grand développement, sur le plan politique, dans les années 70, lorsque des luttes revendicatives de la classe ouvrière et des masses populaires naquit un mouvement diffus de lutte armée, incarné par les Brigades Rouges. Il recueillait et donnait une expression politique à la nécessité de conquérir le pouvoir et de transformer la société, nécessité que les mêmes luttes revendicatives alimentaient dans la classe ouvrière et dans les masses populaires. De là le soutien, l'adhésion et la faveur des masses populaires vis-à-vis des Brigades Rouges, dont témoignent leur enracinement dans des usines importantes (FIAT, Alfa Romeo, Siemens, Pirelli, Petrolchimico, etc.), mais plus encore les mesures que la bourgeoisie dut adopter pour en contrer l'influence et les isoler de masses, et la persistance de leur influence même après leur défaite.

Par leur initiative pratique, les Brigades Rouges rompirent avec la conception de la forme de la révolution socialiste qui avait prédominé parmi les Partis communistes des pays impérialistes, au cours de la longue situation révolutionnaire 1900-1945 (107). Contrairement au Parti communiste d'Italie (Nouvelle Unité), les Brigades Rouges commencèrent à faire le

bilan des erreurs et des limites qui avaient empêché les Partis communistes des pays impérialistes de mener à une conclusion victorieuse la situation révolutionnaire engendrée par la première crise générale du capitalisme. De là la richesse des enseignements qui peuvent être tirés de leur activité, en particulier à propos des lois de l'accumulation des forces révolutionnaires (qui est la tâche principale de la première phase de la guerre populaire révolutionnaire de longue durée (\*)) et du passage de la première à la seconde phase (\*) de celle-ci (construction des Forces Armées révolutionnaires (\*)).

Elles ne réussirent toutefois pas à se libérer de l'influence de la culture bourgeoise de gauche, en particulier dans la version donnée par l'École de Francfort (75) que le révisionnisme moderne avait rendu culture courante et presque incontestée. Ce fait eut deux importantes conséquences :

1. Les Brigades Rouges ne réussirent pas à corriger les erreurs d'analyse de l'époque, qui avaient dans cette culture leur fondement. Quant aux rapports entre les masses populaires et la bourgeoisie impérialiste, ils confondirent la phase culminante de la lutte des masses pour arracher des conquêtes dans le cadre de la société bourgeoise avec le début de la révolution. Quant aux rapports entre les groupes et les États impérialistes, ils confondirent l'atténuation des contradictions liée à la période 1945-1975, de reprise et de développement du capitalisme, avec la disparition définitive de l'antagonisme. Ils ignorèrent l'alternance des crises générales du capitalisme avec des périodes de reprise de l'accumulation du capital : les années 70 étaient justement la période de passage entre la période de reprise et de développement suivant la Seconde Guerre Mondiale et la nouvelle crise générale par surproduction absolue de capital.

2. Les Brigades Rouges ne réussirent pas à s'approprier consciemment la méthode de la ligne de masse (\*) pour rester à l'avant-garde du mouvement des masses, y compris dans la nouvelle phase produite par le début, au milieu des années 70, de la nouvelle crise générale. Ils ne firent pas un bilan juste du mouvement communiste : ils combinèrent des illusions envers les révisionnistes modernes, dans les pays socialistes et dans les Partis communistes dirigés par eux, avec l'abandon de l'expérience historique du mouvement communiste à cause des succès que les révisionnistes modernes avaient réussi à atteindre dans celui-ci.

Suite à ces erreurs, le lien des Brigades Rouges avec les masses cessa de croître et commença au contraire à s'affaiblir, les Brigades Rouges se mirent à fulminer contre "l'arriération" des masses et sombrèrent dans le militarisme (\*) (théorie de la 'suppléance' (\*)). De cette manière, ils favorisèrent l'attaque de la bourgeoisie qui était centrée sur l'exploitation de leurs erreurs et limites pour les isoler de masses.

C'est à cause de ces pas en avant non accomplis, de cette autocritique non menée à terme, que leur lien avec les masses populaires, plutôt que de se développer, s'affaiblit et les Brigades Rouges furent écrasées par l'offensive de la bourgeoisie, à laquelle les révisionnistes modernes participèrent comme à une entreprise vitale pour eux. (108)

La lutte menée par les Brigades Rouges montre, pour la troisième fois dans l'histoire du mouvement communiste de notre pays, après la période du *Biennio Rosso* et la Résistance, comment, dans un pays impérialiste, peuvent se présenter les conditions pour le passage de la première à la seconde phase (\*) de la guerre populaire révolutionnaire de longue durée (\*). Elle montre aussi, d'autre part, que la possibilité d'exploiter avec succès les conditions favorables dépend étroitement de la qualité de l'accumulation des forces révolutionnaires qui a précédé leur apparition.

Le PCdI et les BR constituent les deux principales tentatives infructueuses de reconstruction du Parti communiste. Les deux cherchèrent à donner une réponse à cette nécessité de la classe ouvrière et des masses populaires de notre pays. Mais ni l'un ni l'autre n'atteignirent leur objectif. Pour recueillir ce qu'ils ont produit de positif et tirer les enseignements de leur expérience, il est indispensable de comprendre les motifs de l'échec.

L'histoire du mouvement communiste est riche de succès et de défaites. Les uns et les autres nous montrent que la contradiction entre théorie et pratique se manifeste dans les contradictions entre théorie révolutionnaire et construction de l'organisation révolutionnaire, entre le parti révolutionnaire et le mouvement des masses et dans d'autres encore. Quel est le juste rapport entre les deux termes de chacune de ces contradictions ? L'histoire du mouvement communiste nous enseigne :

1. l'unité des deux termes : l'un ne peut se développer au-delà de certaines limites, que si l'autre se développe aussi en mesure adéquate ;

2. que dans la lutte de la classe ouvrière pour le pouvoir, en général, sauf exceptions, la priorité revient au premier terme, bien que dans l'absolu, c'est-à-dire en considérant les choses dans un horizon plus vaste, la priorité revient au second.

En effet, en termes généraux, la théorie du mouvement communiste est le reflet dans nos esprits, la synthèse, de l'expérience pratique de la lutte de la classe ouvrière et des masses populaires. Marx et Engels ont produit une théorie révolutionnaire en synthétisant l'expérience de la lutte des ouvriers. C'est grâce à cette théorie que le mouvement communiste a créé les Internationales et les partis socialistes d'abord, les Partis communistes ensuite. Lénine a résumé la lutte qu'il mena dans les premières années du siècle dernier en disant : « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire ». Mao Zedong a fait en 1940 le bilan de la révolution chinoise en disant : « Depuis presque vingt ans nous avons fait la révolution sans avoir une conception claire et juste de la révolution, nous agissions à l'aveuglette : de là des défaites que nous avons subi ».

De même, en termes généraux, le Parti révolutionnaire est produit par la rébellion des masses opprimées. Mais dans les conditions auxquelles est arrivé le mouvement communiste, le mouvement des masses opprimées ne réussit à se développer au-delà d'un niveau élémentaire, revendicatif, que grâce à l'activité du Parti communiste. Les communistes n'ont pas réussi à construire un Parti communiste à la hauteur de son rôle et de la tâche de promouvoir et diriger la guerre populaire révolutionnaire de longue durée, et ceci a empêché l'instauration du socialisme dans les pays impérialistes. Ce n'est pas "l'intégration de la classe ouvrière dans le système capitaliste", ce n'est pas "l'incorporation des rapports de production capitalistes dans les forces productives" (donc la disparition de la contradiction entre les rapports de production et les forces productives), comme le soutient l'École de Francfort (75), qui a empêché la révolution socialiste dans les pays impérialistes. Le chaînon manquant est un Parti communiste adapté à sa tâche historique et à son rôle, et ce qui est principal pour rendre le Parti communiste adapté à sa tâche historique et à son rôle, est la conception du monde sur laquelle il se fonde et avec laquelle il oriente son activité. Donc, la solution est dans la lutte entre deux lignes dans la construction du Parti communiste.

La bourgeoisie cherche de toutes ses forces à empêcher une telle construction du Parti. C'est un aspect essentiel de la contre-révolution préventive. Par la répression lorsqu'elle ne peut pas faire autrement, mais normalement à travers son influence parmi les communistes. Dans tout Parti communiste et dans chacune de ses organisations, face à chaque passage et à chaque décision importante, il y a une gauche et une droite. La gauche reflète la position de la classe ouvrière qui lutte pour le pouvoir ; la droite reflète la position de la bourgeoisie.



La droite personnifie l'influence de la bourgeoisie dans le mouvement communiste et la véhicule. La bourgeoisie est au pouvoir depuis des siècles et a beaucoup hérité des précédentes classes exploiteuses. La classe ouvrière lutte pour le pouvoir depuis seulement 160 ans et ne l'a exercé que durant de brèves périodes et dans quelques pays où le capitalisme était relativement peu développé. Donc, la bourgeoisie a aujourd'hui encore une expérience du pouvoir incomparablement plus vaste que celle de la classe ouvrière. Dans le champ superstructurel, la bourgeoisie a un système complet de conceptions, lignes et méthodes. Sa conception du monde s'est consolidée en habitudes et préjugés. Elle a acquis la force, l'évidence et l'objectivité du lieu commun. Il s'ensuit que dans les Partis communistes, la droite a la vie plus facile que la gauche. La droite s'appuie sur ce qui existe déjà, est évident, est habitude, ce que "l'on a toujours fait ainsi", ce que "tout le monde pense". La gauche doit élaborer, découvrir, se projeter dans le nouveau, risquer de commettre des erreurs, corriger le tir jusqu'à trouver la voie vers la victoire. À la droite, il ne faut pas une théorie révolutionnaire ; la gauche ne peut pas progresser sans, et doit la synthétiser. La droite peut se renforcer des erreurs de la gauche et de la confusion de la contradiction entre théorie révolutionnaire et influence de la bourgeoisie avec la contradiction entre théorie juste et théorie erronée, entre nouveau et ancien. La droite entrave la création d'une théorie révolutionnaire, la gauche la promeut et sans théorie révolutionnaire elle ne peut pas diriger. Les erreurs du Parti dans la compréhension de la situation profitent à la droite, et sont délétères à la gauche.

La gauche du PCI ne réussit pas à développer une théorie de la révolution socialiste dans notre pays au cours de la première crise générale du capitalisme, bien que le Parti se fût proposé de guider la révolution socialiste. Pour cette raison, la droite réussit à prévaloir dans le Parti. Mao nous a enseigné que si le Parti n'applique pas une ligne juste, il en applique une erronée ; que s'il n'applique pas consciemment une politique, il en applique une à l'aveuglette. Il est très difficile que le Parti communiste réussisse à remporter la victoire avec une ligne appliquée à l'aveuglette : il est plus probable qu'une ligne appliquée à l'aveuglette favorise ce qui existe déjà, la direction de la bourgeoisie, plutôt que ce qui doit émerger : la direction de la classe ouvrière.

Le Parti communiste d'Italie (Nouvelle Unité) et les Brigades Rouges ne comprirent pas que pour avancer, il fallait un bilan de l'expérience de la première vague de la révolution prolétarienne et de la construction du socialisme, qui était synthétisé à son plus haut niveau dans le maoïsme ; ils ne comprirent pas que le révisionnisme moderne ne consistait pas seulement dans le reniement de la révolution comme moyen pour instaurer le socialisme, mais exploitait les limites de la conception du monde et de la méthode de direction et de travail des communistes : il faut dépasser ces limites pour vaincre le révisionnisme moderne ; ils ne comprirent pas, enfin, que le capitalisme même dans notre pays était au sommet d'une période de développement et que la seconde crise générale du capitalisme s'annonçait à peine. Pour ces raisons, leurs tentatives de reconstruire le Parti communiste furent défaites.

#### **2.1.4. Le régime DC et sa putréfaction**

Ce fut seulement au cours des années 70 que le système capitaliste mondial passa de la période de reprise de l'accumulation du capital et de développement de l'économie commencée après la fin de la Seconde Guerre Mondiale à la seconde crise générale par surproduction absolue de capital. Dans notre pays aussi, cela impliqua que la classe ouvrière et les masses populaires ne purent plus arracher à la bourgeoisie, par des luttes revendicatives, des conquêtes progressistes, durables et à grande échelle. L'accord (1975) Confindustria-Syndicats pour le point unique de contingence qui augmenta les salaires inférieurs et réduisit les différences salariales, fut la dernière conquête de la série qui avait rythmé la période du capitalisme à visage humain. La classe dominante commença à

abroger graduellement, l'une après l'autre, les conquêtes jusqu'alors arrachées. Le processus s'est régulièrement poursuivi jusqu'en 1992, avec les gouvernements du "compromis historique" d'abord et les gouvernements CAF (Craxi, Andreotti, Forlani) ensuite. Depuis lors, avec la crise du régime DC et le début de sa phase de putréfaction, le processus d'élimination des conquêtes s'est fortement accéléré. Depuis lors s'est modifié le rôle politique des partis, des courants et des écoles réformistes : ils sont devenus des "réformistes sans réformes".

Par conséquent, débuta la crise irrésistible des révisionnistes modernes. Les révisionnistes avaient subordonné depuis longtemps à la bourgeoisie les institutions qu'ils dirigeaient (partis, syndicats, coopératives, associations culturelles, maisons d'édition, périodiques, fêtes, etc.). En Italie comme partout, ces institutions avaient un rôle politique effectif, grâce à l'hégémonie sur les masses populaires que le mouvement communiste avait acquise pendant la première vague de la révolution prolétarienne mondiale. Subordonnées à la bourgeoisie, elles ont subi les premières les conséquences de sa crise et ont anticipé son sort. La nouvelle phase du mouvement économique ne permettait plus de combiner la subordination politique envers la bourgeoisie impérialiste avec des conquêtes de civilisation et de bien-être pour les masses. Le PCI entama en 1991 sa dissolution qui est encore en cours (PRC, PdCI, etc.). Contrairement à ce que proclament les nostalgiques de la pratique révisionniste de revêtir la collaboration avec la bourgeoisie de sacro-saints principes et d'une phraséologie communiste (de Cossutta à Rossanda, d'Ingrao à Bertinotti), Occhetto qui défit le PCI en 1991 ne rompit pas avec ses prédécesseurs, mais fut l'exécuteur testamentaire de la faillite du projet de conciliation entre les classes et de subordination de la classe ouvrière à la bourgeoisie impérialiste mise en avant par les révisionnistes modernes dirigés d'abord par Togliatti, et ensuite par Longo et Berlinguer. Les tentatives de poursuivre cette pratique ont été et sont incarnées par le PRC, le PdCI et d'autres partis et groupes mineurs. Ces tentatives échouent et échoueront l'une après l'autre, parce qu'il manque la base matérielle sur laquelle le PCI révisionniste s'était appuyée. Avec eux entre en crise, également, l'hégémonie bourgeoise sur l'aristocratie ouvrière. L'aristocratie ouvrière est utile à la bourgeoisie tant qu'elle réussit à manipuler les masses. Elle est utile aux masses tant qu'elle traduit les demandes des masses en réformes et en concessions effectives, bien que toujours dans le cadre du mode de production capitaliste. Avec la crise du régime DC, l'aristocratie ouvrière perd son poids dans les institutions et dans le gouvernement. Ceci et la déception qui se répand dans les masses pour les maigres résultats de son action, érodent la base de son pouvoir : le consentement des masses et la capacité de les manipuler. Les formes, les temps et les effets directs de la faillite des révisionnistes modernes, de leurs aspirants successeurs et de l'aristocratie ouvrière seront décidés par la lutte politique en cours. C'est au cours de cette lutte que le nouveau Parti communiste italien peut et doit recueillir, éduquer et accumuler les forces révolutionnaires qui feront de l'Italie un nouveau pays socialiste.

Le régime DC est en crise, mais la solution de rechange ne peut résulter que des luttes entre les groupes impérialistes et de la lutte entre les masses populaires et la bourgeoisie impérialiste, à laquelle la seconde crise générale du capitalisme donne lieu. L'Italie est un cas particulier du problème général. La crise politique n'est pas italienne, elle est générale. Faire de l'Italie un nouveau pays socialiste est la porte de sortie que nous, communistes, pouvons, devons et voulons donner à cette crise en Italie, contribuant ainsi à la seconde vague de la révolution prolétarienne mondiale : à la victoire de la révolution socialiste ou de la révolution de nouvelle démocratie dans les autres pays.

Au cours de cette lutte nous résoudrons aussi définitivement, pour nous et pour le mouvement communiste international, le problème de la Papauté, de son Église et de leur rôle contre-révolutionnaire et anticommuniste au niveau international. Grâce au régime DC, la Papauté et son Église ont en effet lié leur destin à celui de l'État de la bourgeoisie impérialiste en Italie.

Le fascisme, régime terroriste de la bourgeoisie impérialiste, avait été l'ultime tentative de la bourgeoisie italienne pour absorber dans l'Administration publique et gérer dans le domaine d'un régime public, nécessairement lui même terroriste et extralégal, les différentes formes et les divers aspects de sa domination sur les masses : de la bienfaisance à l'intimidation, à l'élimination des communistes et des autres opposants. Malgré le grand effort de la bourgeoisie italienne pendant le *Ventennio* (les deux décennies du fascisme, 1922-43), le fascisme se conclût de manière ruineuse pour la bourgeoisie qui l'avait promu : son État et ses Forces Armées dissoutes, une classe ouvrière forte, le pays occupé. Elle ne se sauva que grâce aux limites du PCI, à l'occupation américaine et au Vatican. Le résultat fut la création d'un État Pontifical élargi de type nouveau. Le Vatican avec la DC créa la version spécifiquement italienne d'un régime de contre-révolution préventive.

Au cours de ses cinquante années de vie, le régime DC a ultérieurement développé une particularité de la société bourgeoise italienne. Elle consiste dans le fait que les activités (financières et politiques) qui se déroulent en dehors et contre la loi officiellement en vigueur, la violence semi-publique et privée, les complots et les intrigues qui sont devenues des moyens de l'activité économique, commerciale et financière des groupes impérialistes dans tous les pays impérialistes (et de là, sont exportées dans les pays dominés), ces caractéristiques modernes et d'avant-garde de la bourgeoisie impérialiste, se sont développées en Italie de manière foisonnante, en se combinant avec les vieilles sociétés secrètes, avec les vieilles associations criminelles, avec les sectes, avec les églises, avec les ordres religieux et chevaleresques, en particulier avec les organisations de l'Église (congrégations ecclésiastiques et laïques, couvents, diocèses, paroisses, œuvres pieuses, confréries). La synthèse de cette particularité est l'existence d'un gouvernement de fait, le Vatican avec son Église, qui dirige le gouvernement officiel, légal.

Le Vatican et son Église sont un résidu médiéval dans la société moderne. Ce qui en Europe rendit les Autorités médiévales fonctionnelles et nécessaires (la défense et la survie des populations dans un contexte caractérisé par les invasions, les épidémies, la précarité, les famines), a disparu avec les sociétés médiévales. Du rôle des Autorités médiévales, le Vatican et l'Église n'ont conservé que le droit d'exiger des populations les ressources nécessaires à leur opulence et à leur magnificence et d'imposer aux populations les conditions correspondantes à l'exercice de leur autorité. Donc, un rôle et une conception du pouvoir purement parasitaire qui ne résisteraient pas à l'épreuve des faits, si le Vatican et l'Église assumaient directement le rôle de gouverner le pays. Cela était déjà devenu manifeste dans le vieil État Pontifical. La direction indirecte permet par contre que cette conception du pouvoir se traduise concrètement dans une pieuvre qui suce parasitairement les ressources et impose des contraintes à la population d'un pays moderne, pendant que les Autorités légales, officielles, pourvoient comme elles le peuvent au reste des tâches que l'État remplit dans une société bourgeoise. À cette seule condition, le Vatican et l'Église peuvent survivre dans l'État Pontifical créé par le régime DC. Ils exigent une complète liberté d'action dans tous les domaines qu'ils prétendent relatifs à l'exercice de leur "mission divine sur terre", en Italie et dans le monde, et puisent du pays les ressources dont ils prétendent avoir besoin. Quant aux comportements personnels de leurs sujets, ils tolèrent n'importe quelle chose, pourvu que les comportements contraires à leurs préceptes soient pratiqués sans ostentation, discrètement, sans "faire scandale", ne soient pas légitimés par des lois et des actes de l'Administration publique, ne deviennent pas un signe de rébellion contre leur autorité, et qu'à l'extérieur les sujets ne soient pas avarés d'exprimer leur obséquiosité envers le magistère de l'Église. L'État légal peut donc statuer sur tout comme il croit être le mieux, sauf sur ce que le Vatican et l'Église prétendent être relatif à leurs intérêts, à leur prestige et à leur autorité. Fidèles à leur conception médiévale du pouvoir, ils sont totalement indifférents aux conditions matérielles, morales et intellectuelles de la population, à la seule condition que la rébellion des classes opprimées par les conditions qui leur sont imposées ne mette pas en danger l'ordre existant. S'en assurer était la tâche de l'État légal du régime DC. A ce régime les impérialistes US ne demandaient rien de plus.

Le régime DC toléra donc ce que les masses populaires avaient conquis par leur lutte victorieuse contre le fascisme et qu'aucun pouvoir n'aurait pu annuler sans recourir à la terreur et à la guerre civile, et s'assura que les revendications mises en avant par le mouvement communiste soient satisfaites dans une mesure suffisante pour ne pas devenir un danger pour le régime. Pour trente ans (1945-1975) le régime DC put accomplir cette tâche grâce à la conjoncture économique internationale et à la collaboration de vieux PCI. Celui-ci, en effet, s'engagea tacitement à ne pas dépasser les limites propres du régime DC. La bourgeoisie, à son tour, se contenta de la liberté de mener ses affaires, sous la protection du régime DC. Évidemment, elle dut les entendre de manière étroite, avare et mesquine. Elle dut laisser au parasitisme du Vatican et de son Église tout le champ d'action, sur le terrain matériel, moral et intellectuel, qu'ils voulaient et en fut à son tour largement partie prenante, chose à laquelle la prédisposaient non seulement les conditions générales spécifiques de la bourgeoisie de l'époque impérialiste (capitalisme décadent et parasitaire), mais aussi son histoire particulière. De là sa faiblesse chronique et sa sujétion dans le concert des nations.

Le caractère moderne du régime DC dans l'histoire de notre pays consista en ceci : la bourgeoisie prît acte qu'il lui est impossible de gérer la répression de la classe ouvrière et des masses populaires dans le cadre de l'Administration publique et d'une activité codifiée dans des lois. Elle développa sur grande échelle les plus diverses formes de répression extralégales : privées et criminelles, ouvertes et occultes. Le régime DC combina magistralement, avec la connivence et l'appui déterminant des révisionnistes modernes, la création de syndicats jaunes avec le squadrisme fasciste et avec les intimidations et le guet-apens mafieux. En cela, son maître fut la bourgeoisie impérialiste US qui, la première, avait créé un efficace régime de contre-révolution préventive. Les vieilles associations féodales (dont le modèle pour toutes est la mafia sicilienne) se développèrent de manière foisonnante et assumèrent des formes très modernes, devinrent les vêtements actuels, d'avant-garde, de la bourgeoisie impérialiste, dans sa marche triomphale vers le gouffre. Liggio alla à école d'Agnelli, le dépassa et donna vie à la nouvelle multinationale financière, mondiale et globale.

Après le fascisme, l'Italie offrit au monde entier un autre mot : mafia.

Dans le régime démocrate-chrétien se combinaient donc des caractéristiques générales, communes à tous les régimes politiques expression de la bourgeoisie impérialiste, après la Seconde guerre mondiale, dans la période dite du capitalisme à visage humain, avec des caractéristiques spécifiques propres, dictées par les traits spécifiques de la composition de classe de notre pays, de l'histoire de notre pays, de groupes politiques que personnifiaient le régime. Ils provenaient de l'associationnisme catholique, des organisations paroissiales et, dans le Midi, des traditionnelles excroissances intellectuelles du pouvoir agrarien. Parmi les traits caractéristiques du régime démocrate-chrétien, il y avait donc le clientélisme, l'assistanat, la conservation des conditions de reproduction d'un certain type de bourgeoisie rurale et urbaine et d'entreprises capitalistes individuelles, l'atténuation des effets les plus traumatiques du capitalisme par le secteur économique public, la dépense publique et la bienfaisance.

Le régime DC ne s'est occupé du bien-être des masses populaires que dans la mesure où le mouvement communiste en faisait un problème d'ordre public, donc un problème politique. Il s'en est donc occupé en mal, poussé par la force, dans une mesure avare et mesquine, le moins possible, le strict nécessaire, à la traîne du reste du monde. Les ressources de la société et ses moyens d'action n'ont été jamais mobilisés par le régime pour trouver des solutions durables aux problèmes des masses. Les solutions tampons, l'assistance et la bienfaisance privée étaient ses ressources.

Les traits particuliers du régime DC étaient dans tous les cas bien combinés avec les caractéristiques générales de la domination de la bourgeoisie impérialiste dans la période du capitalisme à visage humain. Ils rendaient par contre ce régime inadapté à gérer les rapports avec les masses populaires, conformément aux exigences de la nouvelle période caractérisée par la crise économique commencée dans les années 70. La crise économique poussait à l'extrême les aspects spécifiques du régime DC et par là même, les rendait incompatibles avec la domination de la bourgeoisie impérialiste : dans une période de vaches grasses, l'assistance sert à arranger les choses et à arrondir les angles ; dans une période de vaches maigres elle conduit à la "dilapidation du patrimoine". La Dépense Publique, le déficit budgétaire, la Dette Publique, les déséquilibres financiers, la corruption, l'évasion fiscale, la dégradation des services publics s'accroissent exponentiellement dans les dernières années des gouvernements CAF. Craxi fut le représentant emblématique de ces années.

Le régime DC est entré en crise lorsque, à cause de la crise générale, il devint impossible pour la bourgeoisie impérialiste de continuer à répondre aux aspirations des masses, lorsque celles-ci s'exprimaient avec force, par la politique clientéliste, par l'emploi dans l'Administration publique et le secteur économique d'État et public en général. Lorsque l'IRI ne put plus, à cause de la crise générale, absorber et maintenir en vie les entreprises privées en difficulté, et ferma elle-même ses entreprises.

À cette cause s'ajoute que, dans le contexte de la crise générale, les contradictions entre les groupes de la bourgeoisie impérialiste elle-même, italiens et étrangers, s'aiguèrent lorsque les groupes impérialistes franco-allemands lancèrent de nouveau sur une grande échelle leur offensive pour se créer un « espace vital » en Europe, à utiliser dans la compétition internationale. L'Europe de Maastricht ne pouvait pas emmener avec elle le régime DC.

Le régime DC, jusqu'en 1992, avait proclamé être en mesure de résoudre le problème du travail et de la vie des masses en général. En ce sens, il avait accepté le "défi du communisme", dans les habits réducteurs et mesquins, uniquement revendicatifs et passifs, où l'avaient mis les révisionnistes modernes. Le renoncement, pratiqué et déclaré depuis 1992, de l'Administration publique à assurer un travail à tous et à résoudre les problèmes de la survie des masses populaires, et la délégation de ce rôle aux entreprises capitalistes, aux entrepreneurs, à l'initiative privée, est la déclaration de faillite du régime DC face à l'impasse dans laquelle il a mené le pays : la nouvelle crise générale. Par certains aspects, cela équivaut à la fuite du roi en 1943, face à l'impasse dans laquelle il s'était mis avec le fascisme.

L'abdication déclarée de l'Administration publique de la bourgeoisie impérialiste, de son État, à "créer du travail" et plus généralement à résoudre les problèmes de la vie des masses, à peine masquée par la réintroduction de la tristement célèbre "liste des pauvres" auxquels ils promettent quelque aumône, du "nouveau welfare", de la "flexisécurité" et d'autres institutions analogues, est beaucoup plus grave

- parce qu'elle arrive dans un contexte économique dans lequel il est impossible que l'immense majorité de la population résolve individuellement ces problèmes. Le caractère collectif atteint par les forces productives enlève, aujourd'hui encore plus qu'il y a 50 ans, la possibilité que les individus résolvent individuellement, sur une large échelle, les problèmes de leur vie (agriculture d'autosubsistance, petits boulots, etc.). La bourgeoisie qui rejette - comme 'assistanat' - le rôle de s'occuper avec les pouvoirs publics de la solution des problèmes de la vie des masses, les condamne à mort comme excédentaires, car l'initiative privée des capitalistes ne peut y pourvoir à cause de la crise générale (guerre d'extermination non déclarée) ;

- parce que cette abdication arrive alors que dans toute l'Europe, la bourgeoisie impérialiste adopte la même ligne de conduite, forcée à cela par la concurrence avec les groupes impérialistes US. Ceux-ci en effet, dans la lutte engendrée par la crise générale, en plus de bouleverser la société américaine elle-même, font valoir tout le poids de l'hégémonie mondiale qu'ils ont hérité de l'histoire précédente, leur rôle de fournisseurs de monnaie fiduciaire partout dans le monde, le réseau de leurs intérêts constitués qui écrase et suce comme une pieuvre presque tous les pays, même si de plus en plus souvent, pour les faire valoir, ils doivent réassumer la politique de la canonnière qui marqua la fin de l'Empire britannique.

La crise du régime DC ouvre un vaste champ d'action au nouveau mouvement communiste. La crise met à nu les limites du régime et en pousse à l'extrême les caractéristiques antipopulaires. Il n'a plus l'appui des révisionnistes modernes. Il ne peut plus assurer au Vatican et à son Église les ressources et les conditions qu'ils exigent, et que le régime DC a assurées pendant presque cinquante ans. La bourgeoisie doit éliminer les conquêtes que les masses populaires ont arrachées, et ne peut plus rien concéder. Elle est réduite à escompter quelques gains de la participation, sous le drapeau de l'impérialisme US, à l'agression et au pillage des pays opprimés (Iraq, Afghânistân, etc.) et des ex-pays socialistes (Yougoslavie, etc.). C'est l'unique programme que la bourgeoisie peut présenter : le programme commun de la bourgeoisie impérialiste. À ce stade, toutes les idées, les affirmations de droits et les promesses que les révisionnistes ont utilisées durant des décennies pour masquer le triste présent, les idéaux qu'ils ont inscrit, en compromis avec le clergé et ses petits clercs, dans la Constitution et que les masses populaires ont largement assimilés, peuvent devenir une force matérielle contre le régime qui ne peut pas les satisfaire, qui de sacrifice en sacrifice doit les renier, si le nouveau mouvement communiste en fait son drapeau. Les fruits de la première vague de la révolution prolétarienne peuvent et doivent devenir une force pour la seconde vague.

Les révisionnistes modernes ont laissé se jouer, pendant des décennies, la pièce de l'inconsistant petit théâtre de la politique bourgeoise. Ils y ont même participé, en y jouant un rôle indispensable à la bonne réussite de la pièce. Le nouveau mouvement communiste peut et doit s'appuyer sur la participation des masses populaires auxquelles ce petit théâtre, pour le rôle qu'il joue dans le régime de contre-révolution préventive, est et doit être ouvert, au moins dans une certaine mesure. Il doit amener les masses populaires à faire irruption sur la scène sous sa direction. Elles découvriront ainsi par expérience directe qu'il est une mise en scène, mais surtout, empêcheront la poursuite de la pièce. La bourgeoisie sera forcée à se débarrasser elle-même du théâtre, à le fermer. Déjà aujourd'hui, la gouvernabilité du pays est pour la bourgeoisie un problème dont la solution est toujours plus difficile. La gouvernabilité est en effet la prétention d'avoir les apparences de la représentation populaire, pour une pièce qui doit suivre un scénario établi par le Vatican, les impérialistes US, la Confindustria et autres maîtres du pays de moindre importance.

Ce sera une expérience directe à travers laquelle, si le Parti communiste sait fournir une juste direction, les masses populaires dépasseront les illusions qu'il est possible de sortir du marasme actuel sans renverser le vieux pouvoir, et les illusions qu'il est possible de se libérer de la misère, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la dégradation morale et intellectuelle, de la crise écologique sans abolir l'économie capitaliste et l'économie mercantile.

#### **2.1.5. La construction du nouveau Parti communiste italien**

L'Administration publique de la bourgeoisie impérialiste se retire, abdique son rôle de pourvoir à la création d'emploi et d'une manière générale, de pourvoir à la solution des

problèmes élémentaires de la vie des masses populaires, bien qu'entendus de manière avare, mesquine et vulgaire.

La classe ouvrière avec son nouveau Parti communiste relève le défi : les masses populaires peuvent trouver leur chemin, résoudre tous les problèmes de leur vie et avancer bien au-delà ; la classe ouvrière peut les diriger dans cette entreprise, de sorte que de leur expérience pratique elles apprennent à s'organiser, à résoudre leurs problèmes immédiats et à prendre en main leur vie. L'obstacle principal pour que les masses puissent résoudre leurs problèmes est précisément la direction de la bourgeoisie impérialiste, le régime dont la colonne vertébrale est l'Église. Éliminer la direction de la bourgeoisie impérialiste et instaurer la direction de la classe ouvrière est la tâche historique qui se pose au Parti communiste pour les prochaines années.

Le nouveau Parti communiste reprend en main la thèse énoncée par le premier Parti communiste à son Congrès de Lyon (janvier 1926) : l'Italie est un pays impérialiste et il n'existe pas de possibilité d'une révolution populaire qui ne soit pas la révolution socialiste. Il n'y a pas autre voie de progrès pour la classe ouvrière, pour le prolétariat, pour les masses populaires, qui ne soit pas la révolution socialiste.

Les révisionnistes modernes de Togliatti et de Berlinguer avaient déclaré que la révolution socialiste n'était plus nécessaire à la classe ouvrière et aux masses populaires de notre pays, que les masses populaires de notre pays pouvaient résoudre leurs principaux problèmes en arrachant réformes sur réformes jusqu'à créer une société socialiste, que le système capitaliste ne menait plus à la crise et à des guerres. La réalité a montré que leurs thèses ne tenaient pas debout, qu'elles servaient seulement à désintégrer et soudoyer le vieux Parti et à le conduire à la nécrose.

La bourgeoisie élimine sous nos yeux les conquêtes que les masses populaires ont arrachées par la sueur et le sang durant la période 1945-1975, et dont les révisionnistes avaient assuré qu'elles seraient poursuivies jusqu'à créer une société socialiste ; les crimes de la bourgeoisie impérialiste se multiplient contre les masses populaires de notre pays, contre les travailleurs immigrés, contre les pays opprimés par l'impérialisme et contre les ex-pays socialistes. Seule l'élimination de la bourgeoisie impérialiste permettra aux masses populaires de dédier leur énergies à satisfaire leurs besoins élémentaires, à résoudre les problèmes de leur vie, à créer cette humanité supérieure qui correspond aux possibilités de l'époque actuelle, aux meilleures aspirations et aux sentiments les plus avancés des masses populaires (note 2 chap. I). Seule la classe ouvrière peut éliminer la bourgeoisie impérialiste du pouvoir et prendre la direction des masses populaires et de l'entière société, et les conduire à réaliser leurs objectifs.

Contre ce repli de la bourgeoisie impérialiste, dicté par la crise générale (les déséquilibres financiers entre les parties qui la composent, la concurrence et la lutte à couteau tiré entre des groupes impérialistes, etc.), le Parti communiste doit guider la mobilisation des larges masses dans chaque domaine, à chaque niveau et par tout moyen.

La crise politique et culturelle de la bourgeoisie impérialiste pousse les masses à la mobilisation. La défense des conquêtes arrachées au cours des trente années de capitalisme à visage humain et la rébellion contre l'actuel régime jusqu'à son élimination sont les deux composantes (défense et attaque) de la résistance des masses à l'avancée de la crise.

Tous ceux qui sont disposés à lutter contre le régime actuel, doivent trouver dans le Parti communiste la direction la plus sûre et la plus clairvoyante, quelles que soient les raisons déclarées de leur lutte. La classe ouvrière doit devenir le centre de la mobilisation des

masses, le guide de leur résistance à la progression de la crise générale du capitalisme (109).

La ligne générale du nouveau Parti communiste italien dans son travail de masse est donc de « ***s'unir étroitement et sans réserves à la résistance que les masses opposent et opposeront à la progression de la crise générale du capitalisme, comprendre et appliquer les lois selon lesquelles cette résistance se développe, l'appuyer, la promouvoir, l'organiser et faire prévaloir à l'intérieur la direction de la classe ouvrière, jusqu'à la transformer en lutte pour faire de l'Italie un nouveau pays socialiste, en adoptant comme méthode principale de travail et de direction la ligne de masse*** ».

Le premier pas sur la route de ce vaste travail de masse pour faire de l'Italie un nouveau pays socialiste était la reconstruction du Parti communiste.

La tâche principale dans la reconstruction du nouveau Parti a consisté à élaborer, à partir du bilan de l'expérience des environ 160 années de luttes du mouvement communiste et des analyses concrètes des rapports économiques, politiques et culturels de notre pays et de ses liens internationaux, la stratégie pour la conquête du pouvoir. La pratique de la ligne générale du Parti, l'analyse des expériences menées en partant de la conception matérialiste dialectique du monde et par la méthode du matérialisme dialectique (marxisme-léninisme-maoïsme (\*\*)) ont permis au Parti de découvrir la voie pour recueillir et accumuler des forces révolutionnaires, jusqu'à que le rapport de force entre bourgeoisie impérialiste et classe ouvrière soit renversé et que la classe ouvrière puisse prendre le pouvoir (par la révolution socialiste dans notre pays).

Lénine et Mao nous ont enseigné que le Parti doit avoir une conception claire et fondée sur un examen scrupuleux de la réalité, de la voie que le Parti doit suivre pour mener la classe ouvrière à conquérir le pouvoir. Les opportunistes en tout genre s'opposent à cette thèse. Défendre et appliquer cette thèse est en réalité particulièrement important dans notre pays.

Le mouvementisme est une tendance répandue, une maladie historique du mouvement communiste italien : la tendance à sous-estimer le rôle de la théorie révolutionnaire, à la négliger et à traiter avec suffisance et impatience les personnes et les initiatives qui développent et propagent la théorie révolutionnaire. Une tendance qui est le reflet spéculaire de la tendance constituée par les intellectuels académiques "de gauche", par ceux qui ne font pas partie d'organisations révolutionnaires, qui s'occupent de problèmes qui n'ont pas de rapport avec les problèmes du mouvement pratique et qui ne se préoccupent pas de vérifier dans le mouvement pratique leurs théories.

Le mouvementisme est une tendance qui, pour se réclamer de la pratique, n'est en fait pas pratique.

- Dans la pratique nous avons besoin d'un Parti cohérent, discipliné, fort et à long terme un Parti révolutionnaire ne peut être cohérent et discipliné que si ses membres sont unis sur sa conception du monde (pour les mouvementistes ceci relève de la secte, mais c'est une accusation à laquelle les communistes ont souvent eu affaire), et s'il personnifie ce qui unit les ouvriers au-delà des différences et des contradictions de catégories et de métiers, de culture, de nationalité, de sexe, de traditions, et s'il les constitue comme nouvelle classe dirigeante des masses populaires : la conception communiste du monde et l'objectif d'instaurer le socialisme.

- Dans la pratique nous avons besoin d'un Parti qui sache s'orienter dans les sinuosités et les méandres de la lutte politique, et qui sache donc orienter les masses : la capacité d'orientation d'un organisme complexe comme un Parti ne s'improvise pas face aux



événements. Elle est le fruit d'une éducation du Parti à considérer et comprendre les objectifs et le contexte de sa lutte.

- Dans la pratique nous avons besoin d'un Parti lié aux masses profondément et de mille manières, pour que les masses l'alimentent et qu'à son tour il alimente le mouvement des masses. Le lien entre les masses et le Parti est fondé principalement sur l'activité politique, mais le Parti ne réussira jamais à jouer son rôle éducatif vis-à-vis des masses et à tirer des masses non seulement des disciples de la ligne politique de l'instant mais de nouveaux communistes, s'il n'est pas basé sur une théorie révolutionnaire.

Ceci est même l'enseignement universel du mouvement communiste. Mais pour nous, communistes italiens, la question de la conception du monde et de la théorie révolutionnaire revêt une importance particulière, à cause de notre particularité nationale. Lorsqu'au XVI<sup>e</sup> siècle, les forces féodales emmenées par la Papauté suffoquèrent la bourgeoisie naissante, elles suffoquèrent aussi (par le bûcher, la prison, la terreur, la torture et la corruption) la réforme intellectuelle et morale qui avait accompagné la bourgeoisie naissante et qui eut ses derniers et plus grands représentants en Nicolas Machiavel, Francesco Guicciardini, Giordano Bruno, Galileo Galilei et Tommaso Campanella. Depuis lors, dans notre pays, l'Église catholique, au-delà des apparences et des feux arrogants à la Benedetto Croce, a maintenu son monopole dans le domaine de la culture et de la conception du monde, de la théorie. Le *Risorgimento* n'a pas changé substantiellement la situation. Les fils de la grande bourgeoisie italienne ont été éduqués dans les écoles des prêtres, jusqu'à ce que dans l'après-guerre ils commencent à fréquenter celles des impérialistes US. Il s'impose donc, pour le prolétariat de notre pays, pour mener à bien son émancipation, aussi la tâche de faire un saut particulièrement grand dans le domaine théorique et en premier lieu, de rompre avec l'indifférence, le renoncement et la délégation à créer dans le champ de la théorie : attitude et comportements qui, de caractéristique de la bourgeoisie italienne, ont fini pour devenir notre particularité nationale. Déjà, dans les *Thèses de Lyon* du vieux PCI (1926), Antonio Gramsci avait affirmé que « le Parti Communiste d'Italie... ne trouve pas... dans l'histoire du mouvement ouvrier italien un courant vigoureux et continu de pensée marxiste auquel se rattacher » (Thèse 25). Le concept est réaffirmé dans les trois premières thèses du même chapitre IV des *Thèses de Lyon*.

L'intention, agitée par Togliatti et les autres révisionnistes modernes du vieux PCI, d'une hégémonie culturelle et spirituelle du prolétariat dans la société italienne avant la conquête du pouvoir, est velléitaire malgré la faiblesse de la bourgeoisie italienne dans ce domaine. Pour être la culture dominante, il faut avoir les moyens de la classe dominante. La classe ouvrière ne réussit à faire de sa culture la culture dominante, qu'en se construisant les moyens de classe dominante, c'est-à-dire en instaurant son pouvoir. En outre, l'expérience des pays socialistes a montré que la classe ouvrière rencontre une difficulté particulière à prendre le pouvoir dans le domaine culturel, précisément parce que la division entre travail manuel et travail intellectuel est une des divisions de classe qui dans le socialisme ne sont éliminées que graduellement. Mais le noyau rationnel de la lutte menée par Antonio Gramsci, pour une réforme intellectuelle et morale et pour l'hégémonie culturelle et spirituelle du prolétariat, est dans le fait que le Parti de la classe ouvrière italienne, pour remplir son rôle politique, doit devenir porteur d'une théorie révolutionnaire qui rompt avec la tradition cléricale d'abord, et américaine ensuite, de la classe dominante de notre pays. La défaite des Brigades Rouges dans les années 80 est due, en somme, à ne pas s'être soustraites à l'hégémonie de la culture bourgeoise de gauche, aux carences dans le domaine théorique. L'indifférence pour la lutte dans le domaine théorique, ainsi diffuse et tenace dans le mouvement communiste italien depuis ses débuts jusqu'à nos jours, en contradiction avec la richesse des luttes et des initiatives pratiques, est fille de l'indifférence et du renoncement qui ont été caractéristiques de la bourgeoisie italienne dans ce domaine à partir de sa défaite au XVI<sup>e</sup> siècle. Il est pour nous plus difficile de dépasser un obstacle qui est devenu une partie de notre tradition nationale. Précisément pour cela, il est indispensable que nous dédions à

ce domaine plus d'énergies que ne doivent en dédier les camarades d'autres pays, étant donné le fait que "sans théorie révolutionnaire le mouvement révolutionnaire ne peut pas se développer jusqu'à atteindre la victoire". Les origines et la dangerosité des négateurs de la théorie révolutionnaire sont précisément dans notre particularité nationale. Lotta Continua et l'Autonomie Ouvrière sont le pire arriéré du mouvement dont nous héritons. La défaite du mouvement des années 70 l'a montré.

L'opposition au travail pour définir notre stratégie (l'inertie, ne rien faire, la passivité, etc. sont une forme d'opposition), si elle se réclame du matérialisme historique, est en réalité une caricature du matérialisme historique. Le matérialisme historique nous enseigne d'où viennent les idées, mais le matérialisme dialectique nous enseigne que les idées, une fois assimilées par les hommes, une fois devenues guides de l'action des masses, deviennent une force matérielle qui transforme le monde. Il nous enseigne l'importance des idées dans la pratique des hommes et dans la lutte des classes. La classe ouvrière a besoin d'idées justes, d'une conception du monde et d'un programme.

Celui qui néglige le travail pour définir la stratégie du Parti est opposé (ou indifférent) à la construction du Parti, ou a une conception mouvementiste du Parti, c'est-à-dire ne conçoit le Parti que comme une organisation de lutte, à la manière de Lotta Continua ou d'Autonomie Ouvrière ou d'une Organisation Communiste Combattante (\*). Lénine, Mao et autres éminents révolutionnaires communistes ont plusieurs fois indiqué que la théorie révolutionnaire est la condition indispensable pour qu'un mouvement révolutionnaire puisse se développer jusqu'à la victoire. « Le mouvement est tout, le but n'est rien », affirmait au contraire - en 1899 - Bernstein, le père de tous les opportunistes et promoteur du premier mouvement révisionniste. Ceci, et non le communisme, est aussi la conception de ceux qui s'opposent à la définition de notre stratégie et, en général, à l'élaboration de notre théorie révolutionnaire pour la révolution socialiste dans notre pays.

Sur la base de ces critères, au milieu des années 1980, en Italie, quelques camarades provenant d'organisations en principe adhérentes au marxisme-léninisme-maoïsme et du vaste mouvement de lutte contre la répression, se sont regroupés avec l'objectif de créer les quatre conditions pour la reconstruction du parti communiste : 1. former des camarades capables de reconstruire le Parti de sorte qu'il soit à la hauteur de la tâche que la progression de la seconde crise générale du capitalisme, et la conséquente situation révolutionnaire en développement, lui imposent, et qu'il tienne pleinement compte de l'expérience de la première vague de la révolution prolétarienne ; 2. développer le travail sur le programme du Parti, sur sa méthode de travail, sur l'analyse de la phase et sur la ligne générale de parti ; 3. lier au travail de reconstruction du Parti les travailleurs avancés, en particulier les ouvriers avancés, les jeunes et les femmes des masses populaires ; 4. créer la base financière pour le futur Parti communiste.

Par conséquent, ces camarades ont mené une lutte parmi les Forces Subjectives de la Révolution Socialiste de notre pays, les meilleures qui existaient, pour la reconstruction du Parti communiste. Ainsi est née la "caravane du nouveau Parti communiste". Les organisations et les camarades de la 'caravane', parmi lesquelles émergent la Coordination des Comités Contre la Répression, la Rédaction de la revue *Rapports Sociaux*, les Comités d'Appui à la Résistance - pour le Communisme (CARC), l'Association de Solidarité Prolétarienne (ASP) et d'autres organisations de masse reliées à elles, ont été le terrain de la lutte entre deux lignes dans le mouvement communiste italien.

À travers cette expérience politique, d'organisation et de lutte, une partie du mouvement communiste de notre pays est arrivée en 1999 à construire, dans la clandestinité, la Commission Préparatoire au Congrès du (nouveau) Parti communiste italien, à former les

premiers Comités du Parti et, en octobre 2004, à constituer le (nouveau) Parti communiste italien.

## **2.2. Analyse de classe de la société italienne<sup>12</sup>**

Dans le domaine économique, la crise générale en cours divise et divisera toujours plus la population de notre pays en deux camps nettement distincts et opposés :

- d'une part, ceux qui ne réussissent à vivre que s'ils réussissent à travailler : ceux-ci constituent le camp des masses populaires ;
- de l'autre, le camp de la bourgeoisie impérialiste constitué de ceux qui jouissent de tous les avantages sans travailler ou qui, s'ils travaillent, ne le font pas pour vivre, mais pour augmenter leur richesse (110).

Le travail mené par le Parti pour recueillir et accumuler les forces révolutionnaires vise à faire coïncider le plus possible l'opposition dans le domaine politique avec l'opposition créée par la crise générale dans le domaine économique. Le plus l'affrontement politique diverge de l'affrontement économique, le plus « la politique est sale », car plus grand est le rôle qu'ont dans la vie politique l'escroquerie, la corruption, les intimidations, le chantage, l'abrutissement, la fatigue, l'ignorance, les habitudes, l'inertie, l'isolement, le clientélisme, la dépendance personnelle et le préjugé. Le plus exactement l'affrontement politique est le reflet de l'affrontement économique, le plus la lutte politique correspond à la lutte entre des intérêts réellement opposés et que la progression de la crise générale rend antagonistes, le plus prendra fin la « désaffection des masses pour la politique » et le plus généreusement les masses populaires jetteront leurs énergies dans la lutte politique.

La classe ouvrière offre à tous ceux et celles qui appartiennent au camp des masses populaires une solution de vie et de travail, l'unique pour certains et la meilleure pour d'autres, adéquate aux conditions concrètes de la société moderne, correspondant aux possibilités créées par les forces productives actuelles lorsqu'elles sont pleinement utilisées, de la manière la plus raisonnable que nous pouvons concevoir et réaliser aujourd'hui, pour le bien-être matériel et spirituel de tous et dans le cadre d'un système social dans lequel « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous » (111).

En quoi consistent ces deux camps et quels sont les rapports à l'intérieur de chacun d'entre eux ?

### **2.2.1. Bourgeoisie impérialiste**

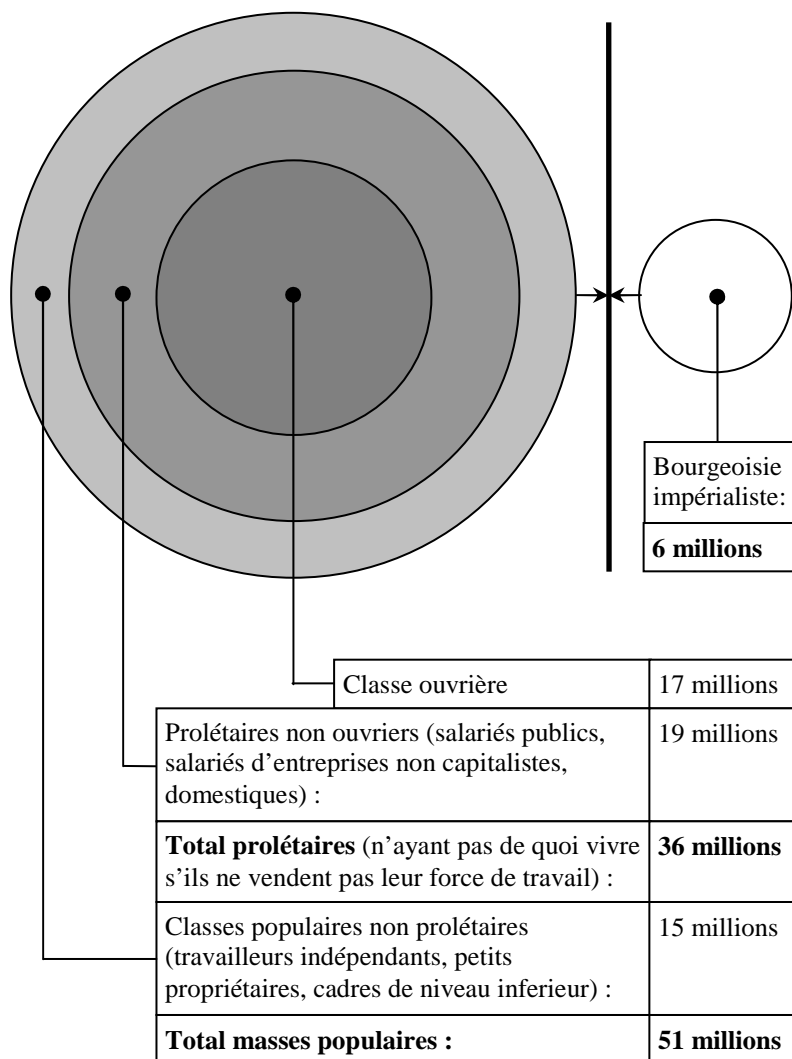
Le capital financier unifie dans une certaine mesure tous les riches. En effet, dans les pays impérialistes, tout patrimoine, toute entreprise et activité peuvent être transformés en un patrimoine financier qui produit une rente. Dans l'objectif de la lutte, le Parti doit cependant distinguer parmi eux des classes, couches et catégories : entrepreneurs, dirigeants d'entreprise, financiers, rentiers (gens qui vivent de leurs rentes), hauts fonctionnaires, hauts prélats, grands professionnels, officiers de niveau supérieur, etc.

Tout haut fonctionnaire et dirigeant de l'Administration Publique ou des entreprises privées, tout grand professionnel, tout artiste à succès, tout officiel de niveau élevé, tout

---

<sup>12</sup> NdT - L'analyse de classe de la société du pays est une nécessité pour toute organisation marxiste-léniniste-maoïste. L'on peut parcourir, à l'adresse suivante : [http://servirlepeuple.over-blog.com/pages/Les\\_classes\\_Le\\_proletariat-1965928.html](http://servirlepeuple.over-blog.com/pages/Les_classes_Le_proletariat-1965928.html) les analyses de classe du PCR Canada (très bien faite) ou encore du PCmF.

administrateur de patrimoines ou d'organismes d'une certaine importance, tout prélat de haut rang, tout homme politique de premier rang, s'il ne possède pas déjà un patrimoine personnel par son héritage ou son état social, le cumule en peu de temps et entre à faire partie soit de la catégorie des rentiers, soit de la catégorie des capitalistes et des financiers des divers secteurs de l'économie capitaliste (sociétés financières, banques, assurances, industrie, commerce, agriculture, services, etc.) (112).



Sans commettre de grande erreur, nous pouvons retenir qu'appartient à ce camp tout individu propriétaire d'un patrimoine fructifère supérieur à 2 millions d'euro, sur lequel il perçoit donc ou peut percevoir 100.000 euros de revenu annuel net, ou qui remplit des fonctions et activités auxquelles sont liées à un titre ou à un autre des revenus annuels nets supérieurs à 100.000 euros, ou qui arrive à un tel revenu en combinant revenu du travail et revenu du capital.

Notre pays est un pays impérialiste, il est de plus le centre du groupe impérialiste du Vatican et de l'Église catholique avec ses congrégations et ses ordres. Un peu plus de 10% de la population appartient à ce camp en comprenant aussi les membres de la famille des titulaires du patrimoine ou de l'activité, donc environ 6 millions de personnes.

Ceux-ci sont le camp des ennemis de la révolution socialiste par leurs conditions objectives, par leurs intérêts personnels. Ils jouissent des privilèges que l'actuel système social réserve aux classes dominantes. Sauf exceptions, il est spontané pour eux de concevoir l'actuel système social comme le meilleur des mondes possibles. Évidemment, il peut y avoir des cas d'individus qui 'trahissent' leur classe et passent du côté des masses populaires.

## 2.2.2. Les masses populaires

Les masses populaires comprennent la population entière, moins ceux qui appartiennent au camp de la bourgeoisie impérialiste. Les masses populaires sont la partie de la population qui pour vivre doit travailler, qui vit donc, au moins en partie, grâce à son travail et ne peut pas vivre uniquement grâce à l'exploitation du travail d'autrui. Les masses populaires sont le champ le plus vaste sur lequel la classe ouvrière peut aspirer à étendre sa direction, au fur et à mesure que la crise générale progressera, bien que ce champ comprenne aussi des classes actuellement ennemies de la classe ouvrière. La classe ouvrière est une partie des masses populaires.

En comptant également les retraités, les invalides et les membres de la famille, dans l'ensemble, les masses populaires en Italie se montent à 51 millions de personnes (113).

### a. Prolétariat <sup>13</sup>

Les prolétaires sont les travailleurs qui, pour vivre, doivent vendre leur force de travail et dont

---

<sup>13</sup> Voir **note 29** à la fin de ce Manifeste. Position de **Servir le Peuple** (traducteur) :

- le prolétaire est le travailleur ne disposant d'aucun moyen de production (excluant l'"indépendant", le paysan même pauvre etc.) sinon sa force de travail, et vendant celle-ci à un employeur capitaliste (c'est donc nécessairement un salarié) contre, disait Marx, "le strict nécessaire pour en assurer la reproduction" (survivre suffisamment en "bonne forme" pour fournir la même prestation de travail le lendemain). Marx n'avait pas prévu la "société de consommation" des pays impérialistes et capitalistes avancés de notre époque ; il aurait peut-être dû dire, plutôt, vendre sa force de travail contre "de quoi s'assurer la **dignité minimale d'existence socialement admise**" (ce qui serait la situation des "SMICards" de nos pays aujourd'hui) ;

- la classe ouvrière est constituée des travailleurs/euses qui, par leur travail, créent **directement** de la VALEUR D'USAGE par la transformation de la matière en un bien utile ; ou éventuellement "rétablissent" cette valeur d'usage (réparateurs). Ce sont donc généralement des travailleurs/euses manuel-le-s. Ceux et celles qui échangent leur travail contre "juste de quoi s'assurer la **dignité minimale d'existence socialement admise**" forment le prolétariat ouvrier ; ceux qui gagnent plus (au-delà, disons, de 1.500 € par mois) forment **l'aristocratie ouvrière** ;

- les **autres prolétaires** sont les salarié-e-s qui, échangeant leur force de travail contre la "dignité minimale d'existence socialement admise" (soit 1.500 €/mois maximum, grosso modo), contribuent quant à eux/elles, plus ou moins directement, à la réalisation de la valeur marchande (prix du produit sur le marché), donc de la PLUS-VALUE ; laquelle, tant que le produit n'est pas vendu, reste "emprisonnée" dans le "capital-marchandise". En effet, toute valeur produite est d'abord produite comme capital-marchandise, et ne peut se réaliser que si elle trouve des acheteurs, qu'il s'agisse de capitalistes (pour des moyens de production) ou de particuliers, pour des biens de consommation (**La crise actuelle : une crise par surproduction absolue de Capital**, Rapport social n°0, automne 1985). On a là les "préparateurs/trices de commande", les transporteurs, les vendeurs/euses et les caissiers/ères de magasin, les secrétaires d'entreprise qui prennent les commandes, etc. ;

- il existe une certaine masse de travail **non-productif de plus-value**, mais nécessaire à l'organisation sociale telle qu'elle est conçue : petits fonctionnaires ("catégories C"), petit emploi public en général, etc. On peut l'assimiler au prolétariat non-ouvrier, en tout cas, il est un **allié naturel** du prolétariat ; au delà de la "dignité minimale d'existence socialement admise", ces contributeurs/trices à la réalisation de la plus-value forment les **couches moyennes-inférieures du salariat** ; on peut y ajouter les fonctionnaires et employé-e-s public-que-s du même standard de vie ("catégories B") ;

TOUT CE QUI PRÉCÈDE (avec les agriculteurs, "indépendants" ou petits employeurs du même standard de vie) FORME LES CLASSES/MASSES POPULAIRES

le revenu provient au moins pour la partie principale de la vente de leur force de travail. En Italie ils se montent à environ 15 millions. Avec les membres de leur famille et les retraités, ils sont 36 millions.

#### *a1. Classe ouvrière*

Elle est constituée par les travailleurs employés par les capitalistes, pour valoriser leur capital en produisant des marchandises (biens ou services) (114).

Il faut que celui qui les emploie soit un capitaliste (industriel, agricole, des services, banquier, financier, etc.) et qu'il ne l'emploie pas pour qu'il prête des services personnels ni dans fondations, des organismes « à but non lucratif », mais dans une entreprise dont l'objectif principal est la valorisation du capital.

Entre les ouvriers existent des divisions objectives, politiquement importantes, comme travailleur simple et travailleur qualifié, ouvrier et employé, ouvriers de la ville et ouvriers de localités rurales ; des divisions déterminées par la possession de revenus non fruits du travail, par les dimensions de l'entreprise, par le secteur auquel l'entreprise appartient, par le sexe, par la nationalité, etc. Il est à souligner que ne sont pas des ouvriers, les salariés d'entreprises capitalistes dont le travail est, au moins pour une part importante, un travail de direction, d'organisation, de programmation et de contrôle du travail d'autrui pour le compte du capitaliste (pour donner un indice brut et approximatif, mais simple, nous pouvons retenir qu'appartiennent à cette catégorie tous les salariés qui reçoivent un salaire ou un traitement annuel net supérieur à 50.000 euros) (115).

Les ouvriers ainsi indiqués, en Italie, sont 7 millions (dont presque 1 million travaillent dans de grandes entreprises, de plus de 500 salariés). En comptant les membres de leur famille et les retraités, ils sont 17 millions.

Ceci est la classe ouvrière qui dirigera la révolution socialiste. Le Parti communiste est son parti.

#### *a2. Autres classes prolétariennes*

Les personnes appartenant aux classes sous indiquées sont les alliés les plus proches et les plus étroits de la classe ouvrière. Beaucoup de travailleurs passent, au cours de leur vie, d'une de ces classes à la classe ouvrière et vice versa. Cela renforce ultérieurement les liens de ces classes avec la classe ouvrière (et apporte dans la classe ouvrière les qualités et les défauts de ces classes).

En Italie ils se montent à environ 8 millions. Avec les membres de leur famille et les retraités ils sont 19 millions. Ils se divisent en les trois principales classes suivantes :

- les salariés (à l'exclusion des dirigeants) de l'Administration Publique centrale et locale et des organismes semi-publics ;
- les travailleurs employés dans des entreprises non capitalistes (entreprises familiales, artisanales et autres entreprises que les propriétaires créent et gèrent non pour valoriser un capital, mais pour en tirer un revenu) ;
- les travailleurs dédiés aux services personnels (serveurs, chauffeurs, jardiniers, etc.).

#### *b. Classes populaires non prolétariennes*

La crise générale met et mettra toujours plus ces classes devant l'alternative : accepter la direction de la classe ouvrière ou confluer dans la mobilisation réactionnaire ? Ce sont des classes assez différentes entre elles et hétérogènes à l'intérieur, avec des liens avec le prolétariat et des liens avec la bourgeoisie impérialiste. On y distingue deux grands groupes. L'un est formé des travailleurs (toujours moins nombreux) autonomes qui sont propriétaires des moyens de leur travail (artisans, paysans, commerçants, transporteurs, etc.). L'autre est formé de ces travailleurs formellement salariés, mais avec de hautes qualifications, qui fournissent des prestations pour lesquelles ils ne sont pas facilement remplaçables. Ils ont plus la caractéristique de vendeurs de services que de prolétaires.

Ce que sera leur attitude pratique dans l'affrontement futur, sera décidé principalement par la lutte politique entre classe ouvrière et bourgeoisie impérialiste. Ce sont des classes qui

tendent à suivre le plus fort. Ce qui est sûr d'ores et déjà, c'est qu'ils ne pourront pas dans le futur continuer à vivre comme par le passé.

En Italie ils se montent à environ 6 millions. Avec les membres de leur famille et les retraités ils sont 15 millions. Ils comprennent les sept classes principales suivantes:

- travailleurs indépendants qui n'emploient ordinairement pas de travail d'autrui ; propriétaires d'entreprises individuelles ou familiales dont le revenu provient pour une grande partie de leur travail et seulement dans une faible mesure de l'exploitation du travail d'autrui ;
- petits professionnels, associés de coopératives de production et semblables ;
- travailleurs salariés qui dans les entreprises, effectuent le travail de cadres de niveau inférieur et donc participent en partie au rôle des capitalistes (indice grossier : revenu annuel net compris entre 50.000 et 100.000 euro) ;
- épargnants et petits propriétaires (avec des revenus non produits du travail inférieurs à 50.000 euro nets annuels) ;
- personnes qui entre les revenus du travail et les revenus du capital encaissent entre 50.000 et 100.000 euro nets par an<sup>14</sup> ;
- personnes qui « joignent les deux bouts d'une manière ou d'une autre » (sous-prolétaires, extra-légaux pauvres, prostituées, etc.).

### 2.2.3. Conclusions à l'analyse de classe

Cette analyse de classe est approximative non seulement dans les chiffres (les statistiques officielles ne permettent pas de faire beaucoup mieux), mais aussi dans les catégories. Le

---

<sup>14</sup> NdT : Dans son Projet de Manifeste Programme (<http://www.nuovopci.it/arcspip/articlea33b.html#3P2P2P2>) de 2007, le (n)PCI retenait des seuils de revenu deux fois moindres. **Servir le Peuple** se reconnaîtrait plus dans cette définition (voir l'article "Les classes – le prolétariat" : [http://servirlepeuple.over-blog.com/pages/Les\\_classes\\_Le\\_proletariat-1965928.html](http://servirlepeuple.over-blog.com/pages/Les_classes_Le_proletariat-1965928.html)).

Position de SLP : - les *couches moyennes-supérieures* (entre, disons, 2.000 et 3.500 €/mois) et supérieures (au delà) ont plus clairement une fonction de courroie de transmission, plus ou moins directe, du Capital ; voire de "représentants physiques directs" (cadres supérieurs/dirigeants, directeurs de sites de production, gérants d'entreprises etc.) ;

- il en va de même pour les cadres administratifs et autres hauts fonctionnaires, courroies de transmission de l'État bourgeois, y compris dans la "défense du capitalisme contre lui-même" ;

- les non-salariés : paysans (exploitants agricoles), "indépendants" (auto-entrepreneurs), petits et moyens employeurs (éventuellement "franchisé-e-s"), professions libérales etc., peuvent être réparti-e-s selon leurs revenus en pauvres, moyen-pauvres, moyen-riches et riches ; il n'en sont pour autant JAMAIS des prolétaires ;

- les fonctions visant à protéger le fonctionnement capitaliste de la société contre les masses populaires, forment une catégorie à part ; même en ayant un standard de vie "populaire" (de l'ordre de 1.500 €/mois) ;

Enfin, il y a les "représentants physiques" de la bourgeoisie monopoliste, dont les revenus sont de plusieurs dizaines voire centaines de milliers d'euros par mois. Qu'ils s'intitulent "administrateurs", "gérants", ou "cadres dirigeants" officiellement "salariés", ou "simples actionnaires", ils forment (hors exceptions individuelles qu'on peut toujours imaginer) l'ennemi absolu du prolétariat et des classes populaires. Les "professionnels de la politique" ont également souvent, avec leurs indemnités, des revenus très élevés (de plus, ils sont souvent, à l'origine, hauts fonctionnaires ou professions libérales, voire entrepreneurs, avec un "joli" patrimoine). Les artistes, sportifs etc. sont "leur propre capital" et peuvent avoir des revenus extrêmement élevés (plusieurs millions d'euros par an) ; cependant, issus des classes populaires, certain-e-s peuvent conserver des idées assez progressistes.

travail d'enquête du Parti permettra de vérifier, d'affiner, de corriger cette analyse. Il s'agit de rendre plus concrète notre connaissance des relations économiques dans lesquelles les individus sont insérés et des modalités par lesquelles les individus se procurent de quoi vivre.

Parmi ses critères de travail, le Parti compte également le fait de définir constamment et dans tous les cas, de la meilleure manière possible, la classe d'origine de chacun de ses membres et la classe à laquelle appartiennent tous les membres d'organisation de masse, tout collaborateur, chacun des groupes dans lesquels il effectue son travail. Cette pratique aidera autant à mener au mieux le travail spécifique, qu'à compléter et améliorer l'analyse de classe de la société (sur l'analyse de classe se base tout le travail du Parti), et mieux comprendre tant le lien entre la condition objective de classe et le comportement politique, que les lois selon lesquelles la première se transforme en le second.

## **Chapitre III**

### **Le parti communiste lutte pour faire de l'Italie un nouveau pays socialiste**

#### **3.1. Les leçons que nous avons tirées de l'histoire de la révolution prolétarienne - Principes directeurs du (nouveau) Parti communiste italien**

Une situation révolutionnaire en développement est devant nous. Au cours de celle-ci, il est totalement possible de faire de l'Italie un nouveau pays socialiste. Le premier pas vers le socialisme est la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, au cours d'un mouvement révolutionnaire (33 chap. 1). Le succès de cette entreprise dépend principalement de facteurs subjectifs, donc, en définitive, de la conception du monde qui guide le Parti communiste italien, de sa ligne, de la capacité et de la détermination de son organisation à l'appliquer, et de la renaissance du mouvement communiste international.

Toute intention de réformer le capitalisme est velléitaire. La crise générale du capitalisme a conduit et conduit toujours plus la bourgeoisie à élargir et à rendre plus féroce la guerre d'extermination non déclarée qu'elle mène partout, dans tous les coins du monde, même dans les pays impérialistes, contre les masses populaires. Face à nous, il n'y a que deux voies : la mobilisation révolutionnaire des masses populaires contre la bourgeoisie impérialiste pour accomplir la révolution socialiste, ou la mobilisation réactionnaire des masses populaires pour lutter contre d'autres masses populaires et pour donner une forme nouvelle au système capitaliste. En résumé : la révolution ou la guerre.

Le capitalisme se développe selon ses propres lois. Les luttes revendicatives et la participation des masses populaires à la lutte politique bourgeoise, si elles sont conduites avec une orientation révolutionnaire, obligent les capitalistes à s'éloigner momentanément, tantôt ici et tantôt là, de leurs objectifs et à s'écarter des lois de leur ordre social (37 chap. 1). Ces luttes, au-delà de satisfaire dans une certaine mesure des besoins immédiats, sont pour les travailleurs des écoles de communisme que la direction du Parti communiste peut rendre particulièrement formatrices (30 chap. 1). Mais les capitalistes, d'une manière ou d'une autre, reviennent dès que possible sur leur route. Dans les rangs de la bourgeoisie, c'est la droite qui tire la cordée. Parmi les forces politiques bourgeoises, c'est la droite bourgeoise qui dirige. En définitive, la mobilisation réactionnaire des masses est la seule porte de sortie de la crise que la bourgeoisie peut emprunter. La bourgeoisie de gauche suit la bourgeoisie de droite, bien qu'en hésitant, en modérant, en pleurnichant. Elle est d'autant plus encline à suivre la droite, que le mouvement communiste est faible. Parmi les forces politiques bourgeoises, la gauche bourgeoise est soumise à la droite bourgeoise.



Dans la phase actuelle, les réformistes sont des « réformistes sans réformes » : pour cette raison, ils sont chroniquement en crise et à la remorque de la droite bourgeoise. Lorsque le mouvement communiste sera à nouveau devenu fort, les réformistes et la gauche bourgeoise se mettront à nouveau à sa remorque pour maintenir l'influence de la bourgeoisie sur les masses populaires, pour les détourner de la révolution. Dans le mouvement communiste, a été de toute part et à répétition soutenue la thèse que les réformistes et la gauche bourgeoise en général sont les pires ennemis du mouvement communiste (104). Ces thèses sont substantiellement erronées et affaiblissent politiquement le mouvement communiste. Les réformistes et la gauche bourgeoise sont les propagateurs de l'influence de la bourgeoisie dans les rangs du mouvement communiste. Ils ne sont un danger pour notre cause que dans la seule mesure où ils réussissent à influencer la conduite du Parti communiste, à alimenter dans nos rangs l'opportunisme et le révisionnisme par émulation, timidité idéologique ou corruption, ou le sectarisme et le dogmatisme par réaction défensive : en somme, dans la mesure où ils parviennent à agir sur nos contradictions internes.

Il n'y a un danger pour nous, que dans la mesure où l'indépendance idéologique, politique et d'organisation du Parti communiste vis-à-vis de la bourgeoisie est encore incertaine. Si, au contraire, le Parti communiste réussit à bien défendre ses rangs de l'influence de la bourgeoisie (en d'autres mots : si la gauche du Parti traite de manière juste les contradictions internes au Parti et mène de manière juste la lutte entre deux lignes à l'intérieur du Parti), le Parti communiste peut et doit utiliser les réformistes et en général la gauche bourgeoise, soit pour élargir son travail de masse et pour mobiliser les secteurs des masses populaires les plus soumis à la bourgeoisie et donc les plus réfractaires à l'action directe du Parti, soit pour affaiblir la bourgeoisie en élargissant ses contradictions internes, dont les réformistes et la gauche bourgeoise sont l'expression.

Pour la classe ouvrière, pour les prolétaires et pour le reste des masses populaires, la seule voie de sortie de la crise actuelle est la mobilisation révolutionnaire, la révolution socialiste et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Toute intention d'instaurer le socialisme sans une révolution et sans vaincre la résistance acharnée et furibonde de la bourgeoisie (en d'autres mots : sans guerre civile) est une illusion ou une escroquerie. La classe ouvrière et le reste des masses populaires doivent être décidés à écraser la résistance de la bourgeoisie. Le Parti communiste doit les éduquer à cette détermination révolutionnaire. C'est seulement s'ils ont cette détermination, qu'ils peuvent sortir du marasme dans lequel la bourgeoisie les a plongés et dans lequel elle les enfonce chaque jour un peu plus. Lorsque les masses populaires instaurent leur pouvoir politique pour créer un nouvel ordre social, soit elles brisent sans hésitation toute opposition politique de la bourgeoisie, soit la bourgeoisie écrase les masses populaires. De la Commune de Paris (1871) à la période du *Biennio Rosso* (1919-1920), à l'Espagne (1936-39), à l'Indonésie (1966), au Chili (1973) ou au Nicaragua, l'histoire nous a démontré plusieurs fois cette vérité. Le cours actuel des choses en est la confirmation.

**1.** Dans la société moderne créée par le capitalisme, seules deux classes ont une position qui leur permet de prendre en main les activités économiques principales et de les faire fonctionner. Seulement deux classes, donc, sont en mesure de gérer le processus de production et de reproduction des conditions matérielles de l'existence :

- la bourgeoisie dans le cadre du rapport de capital, sur la base de la propriété capitaliste des forces productives et de rapports mercantiles,
- la classe ouvrière sur la base de la possession publique des forces productives par les travailleurs organisés dans le Parti communiste et dans les organisations de masse (front), et d'une gestion unitaire et aménagée, au moins des principales activités économiques.

Par conséquent, dans la société moderne, ne sont économiquement possibles que le pouvoir de la bourgeoisie impérialiste et le pouvoir de la classe ouvrière. Seules ces deux classes peuvent détenir le pouvoir politique. Dans la société moderne, sauf circonstances exceptionnelles et de courte durée, n'importe quel État et gouvernement, n'importe quel

régime politique est fondé sur une de ces deux classes. Dans la société moderne, l'État est soit le monopole de la bourgeoisie impérialiste (donc la dictature de la bourgeoisie) soit le monopole de la classe ouvrière (donc la dictature de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat).

Les formes par lesquelles la classe dirigeante est organisée, les institutions à travers lesquelles elle élabore sa ligne de conduite, prend ses décisions et les met en pratique, les formes dans lesquelles elle organise ses rapports avec les autres classes sont diverses, et dépendent des situations concrètes, en plus que de sa nature. Évidemment celles de la bourgeoisie impérialiste sont profondément différentes de celles de la classe ouvrière.

La bourgeoisie est une classe composée de groupes et d'individus en concurrence entre eux. C'est une classe exploiteuse et réactionnaire opposée par ses intérêts pratiques et son rôle social à l'immense majorité de la population. Elle cherche constamment à transformer les contradictions entre elle et les masses populaires, en contradictions entre des parties des masses populaires.

La classe ouvrière par contre, pour sa propre émancipation, doit lutter pour le communisme, doit lutter pour mettre fin à la division de l'humanité en classes, pour l'extinction de l'État et pour l'autonomie des masses populaires organisées, c'est-à-dire pour un pouvoir public constitué par les masses populaires organisées elles-mêmes. Donc, la dictature du prolétariat doit mobiliser et organiser les masses populaires dans la mesure la plus vaste possible et toujours croissante, elle doit créer les conditions matérielles, morales et intellectuelles pour leur participation croissante à l'exercice du pouvoir.

Par son pouvoir politique, elle doit mobiliser toutes les ressources de la société pour éduquer les masses populaires à s'autogouverner à travers la pratique de l'autonomie. Le Parti communiste et l'État de la dictature du prolétariat « n'offrent pas du poisson aux masses, mais apprennent aux masses à pêcher ». Rien ne doit être fait d'en haut, de ce que les masses peuvent être mobilisées à faire par elles-mêmes. Le Parti communiste et l'État de la dictature du prolétariat doivent être des maîtres dans la mobilisation des masses pour construire dans chaque domaine la nouvelle société dont elles ont besoin, et prendre en main leur destin de manière croissante.

**2.** L'expérience des premiers pays socialistes (voir le chapitre 1.7.) a montré que le prolétariat doit maintenir sa dictature pour un temps indéterminé. L'affaiblissement de la dictature du prolétariat, au nom de l'"État du peuple entier", a été une des lignes sur lesquelles s'est appuyée la bourgeoisie pour saboter, soudoyer et ronger les premiers pays socialistes jusqu'à les conduire à leur ruine.

Quant à la fonction historique que doit remplir et à l'œuvre que doit accomplir l'État de la dictature du prolétariat, c'est la répression de la vieille bourgeoisie et de ses tentatives de restauration de l'intérieur autant que de l'extérieur ; c'est la lutte pour la mobilisation, l'organisation et la transformation en masse des ouvriers en classe dirigeante ; c'est la lutte pour la mobilisation et l'organisation de toutes les masses populaires pour qu'elles assument toujours plus la direction de leur vie et deviennent protagonistes de la société socialiste ; c'est l'immédiate réorganisation rationnelle des forces productives existantes afin de satisfaire dans la plus large mesure possible les besoins des masses populaires et de donner au travail l'organisation la plus respectueuse possible de la dignité des travailleurs ; c'est la lutte pour la transformation par étapes de toute forme de propriété privée des forces productives en propriété collective de tous les travailleurs associés ; c'est la lutte contre toutes les inégalités sociales, contre les privilèges matériels et culturels, contre les anciens rapports sociaux, contre les conceptions et les sentiments qui reflètent les anciens rapports de classe ; c'est la lutte contre la consolidation, en nouvelles classes dominantes, des couches dirigeantes et économiquement, intellectuellement et politiquement privilégiées qui se maintiennent pendant longtemps dans le socialisme lui-même, et dont pour des raisons objectives les masses ne pourront se passer que graduellement ; c'est le soutien aux forces révolutionnaires prolétariennes dans le monde entier ; c'est la lutte pour un lien international croissant entre tous les peuples et entre tous les pays. En somme, c'est la lutte pour

l'adaptation, dans chaque pays et au niveau international (mondial), des rapports de production, du reste des rapports sociaux, des conceptions et des sentiments au caractère collectif des forces productives, et pour le développement du caractère collectif des forces productives qui sont encore peu collectives.

Tel est le contenu, le programme de la dictature du prolétariat, l'œuvre qu'elle doit accomplir. La dictature du prolétariat disparaîtra seulement avec la disparition de la division de l'humanité en classes et de l'État lui-même. Alors disparaîtra aussi le Parti communiste. Il n'y aura plus besoin d'une organisation spécifique de l'avant-garde des ouvriers, des communistes. Avec l'extinction de la division de l'humanité en classes, prendra aussi fin la lutte de classe.

Quant à la forme de la dictature du prolétariat, à quelle forme est la plus adaptée à l'accomplissement de cette œuvre, le mouvement communiste a déjà accumulé une riche expérience, depuis de la Commune de Paris jusqu'aux premiers pays socialistes. Ceux-ci, en particulier, ont fourni des leçons décisives (116).

La dictature du prolétariat ne peut avoir la forme de la démocratie bourgeoise, pas même la forme la plus parfaite de démocratie bourgeoise que l'on puisse imaginer. La bourgeoisie forme et sélectionne ses dirigeants politiques, ses intellectuels organiques, ses notables, par la concurrence dans ses trafics courants, dans les relations de sa société civile.

Le multipartisme, les campagnes électorales de temps en temps, les assemblées représentatives permettent à ces dirigeants de la société civile de s'affirmer et de s'imposer comme dirigeants de l'État par le vote des masses. Même épurés de toutes les incrustations et les résidus féodaux et de toutes les dégénérescences impérialistes qui ont en réalité accompagné, les premières d'abord et les secondes ensuite, toutes ses manifestations concrètes, il s'agit d'une méthode d'action politique qui correspond bien aux caractères de la société bourgeoise, mais pas aux caractères de la société socialiste. Cette méthode de formation et de sélection des dirigeants politiques implique la division en classes, l'opposition d'intérêts entre les classes, entre les groupes et entre les individus, la propriété privée, les relations mercantiles et capitalistes. Le multipartisme est impossible sans propriété privée. Pour la bourgeoisie, un régime est d'autant plus démocratique qu'il permet aux entrepreneurs, aux banquiers, aux professionnels, aux intellectuels les plus habiles et en général aux individus les plus doués, énergiques, ambitieux et décidés à employer leurs qualités et leurs arts pour accomplir leur ascension sociale, d'émerger, de faire carrière, de se créer un cercle de relations personnelles, de s'enrichir, de se proposer aux masses comme dirigeants politiques : d'autant plus que le régime stimule et permet à tout individu d'accomplir un parcours de ce genre. Même dans le meilleur des cas imaginables, pour qu'elle puisse être ouverte au renouvellement social, la société bourgeoise est par sa nature une société élitare.

Dans le cadre de la société bourgeoise, le prolétariat forme et sélectionne ses dirigeants politiques, ses intellectuels organiques, dans le cours de la lutte de classe : donc à travers son Parti communiste, ses organisations de masse, ses luttes de tout genre et ses mouvements.

Dans le socialisme, régime de transition du capitalisme au communisme, la bourgeoisie, outre la bourgeoisie d'ancien type (les représentants des vieilles institutions et relations bourgeoises et des vieilles professions libérales dans la mesure où elles subsistent encore), est constitué d'un nouveau type de bourgeoisie : de ces dirigeants du Parti communiste, des organisations de masse, des organismes économiques, des institutions publiques et des organismes d'Etat qui utilisent leur pouvoir pour empêcher ou entraver la croissance de la participation des ouvriers et du reste des masses populaires à l'exercice du pouvoir, qui s'opposent aux nouveaux pas en avant possibles dans la transformation des rapports de production et du reste des rapports sociaux. Ce nouveau type de bourgeoisie existera pendant longtemps, pendant toute la période de transition du capitalisme au communisme.

Pour le prolétariat et pour le reste des masses populaires, le régime de la société socialiste est d'autant plus démocratique que les ressources de la société entière sont mieux

employées pour élargir de manière croissante la participation de la masse de la population aux conditions matérielles, morales et intellectuelles d'une vie civile et à l'exercice du pouvoir. Les ressources destinées à élargir la participation des masses populaires doivent être d'autant plus grandes, que sont plus grandes les inégalités dans le développement matériel, moral et intellectuel qui persistent entre dirigeants et dirigés, entre travailleurs intellectuels et travailleurs manuels, entre hommes et femmes, entre adultes et jeunes, entre ville et campagne, entre secteurs, régions et nations avancées et secteurs, régions et nations arriérées : en un mot, d'autant plus grande que sont encore les inégalités de classe et les inégalités ayant un caractère de classe (76 chap. 1).

Dans le socialisme, les ouvriers et les autres travailleurs exercent le pouvoir en participant à l'activité du Parti communiste et des organisations de masse et en élisant, comme membres des conseils d'entreprise ou territoriaux, leurs propres délégués, en les mettant à l'épreuve et en les formant à travers l'exercice du pouvoir, en les révoquant. Le système de la dictature du prolétariat est formé

- par les conseils de base, constitués dans les lieux de travail et les territoires : ils élisent, contrôlent et révoquent leurs délégués,
- par les organisations de masse à laquelle n'importe qui ayant un minimum de volonté peut participer et auquel tous sont sollicités à participer,
- par le Parti communiste auquel les plus énergiques et généreux participent avec le soutien et sous le contrôle de leurs camarades de travail ou de résidence.

Ce système, s'il est guidé par une conception et une méthode de travail juste, promeut une participation croissante des masses populaires au pouvoir et permet d'épurer les dirigeants qui s'opposent aux nouveaux pas en avant vers le communisme.

L'expérience des premiers pays socialistes a montré que dans ce système cohabitent et doivent cohabiter deux structures distinctes de pouvoir :

1. Une structure formée des collectifs de base, des organisations de masse et du Parti communiste et ayant ses propres institutions constituées conformément à la division sociale du travail. La participation directe des masses populaires à cette structure est encouragée par tous moyens. Le champ des compétences de cette structure s'étend au fur et à mesure que progresse la marche vers le communisme. L'ampleur de ce champ et la quantité des masses populaires qui participent activement à cette structure sont les principaux indices de combien la société d'un pays a progressé vers le communisme.

2. L'autre structure est formée d'un État véritable dans le sens traditionnel du terme. Elle est constituée d'institutions publiques apparemment semblables, sous différents aspects, à celles qui existent dans les pays capitalistes : un gouvernement, une Administration Publique, une magistrature avec ses prisons et ses tribunaux, des Forces Armées d'Etat, des polices et polices secrètes, un secret d'État sur ses activités décisives. Les organes de cette structure sont des corps séparés du reste de la société. Ils sont constitués de professionnels détachés des collectifs de travail normaux et liés par une discipline et une hiérarchie propres. Chaque organe agit non pas sur la base de la mobilisation populaire qu'il suscite, mais sur la base de la force et des moyens dont il dispose directement et selon les critères et les ordres provenant d'en haut. Cette seconde structure constitue une limitation volontaire, consciente, reconnue et nécessaire de la démocratie des masses populaires. L'étendue de son rôle est d'autant plus grand qu'est arriéré le pays et grande la pression à laquelle il est soumis de l'extérieur. Elle est vouée à garantir la défense du pays, l'ordre public, la justice et les autres fonctions de l'Etat dans la mesure où la première structure n'est pas encore en mesure d'y faire face.

Entre les deux structures, il existe des interpénétrations et un rapport d'unité et de lutte qui reflète l'état des rapports de classe du pays et qui se développe au fur et à mesure que la transition avance. En définitive, la seconde structure agit sur délégation de la première qui prend directement en main les fonctions de la deuxième au fur et à mesure qu'elle est en mesure de le faire.

Dans les pays socialistes, le système politique bourgeois (multipartisme, campagnes électorales périodiques, assemblées représentatives) permettrait aux dirigeants de rivaliser entre eux pour conquérir la faveur et le vote des masses. Mais il n'offrirait pas de canal pour promouvoir la participation la plus vaste possible des masses à l'exercice du pouvoir. Il ne permettrait pas à la masse de la population de se former une expérience d'exercice du pouvoir en l'exerçant. Il ne permettrait pas de contrôle réel, efficace et en connaissance de cause des masses sur les dirigeants. Il maintiendrait (ou ramènerait) les masses aux marges du pouvoir. Il consoliderait la couche dirigeante et favoriserait la transformation des dirigeants en une nouvelle classe, la bourgeoisie spécifique des pays socialistes. C'est ce que les révisionnistes ont réussi à faire dans les premiers pays socialistes et qui les a d'abord affaiblis politiquement et ensuite menés à l'effondrement.

Donc nous, communistes, luttons pour instaurer un système politique fondé :

1. sur les collectifs de base (conseils), formés dans les lieux de travail et territorialement ;
2. sur les délégués élus, contrôlés et révocables par les collectifs de base ;
3. sur la participation la plus vaste et croissante possible de la population à l'activité des organisations de masse ;
4. sur la participation à l'activité du Parti communiste des éléments les plus avancés et les plus généreux.

Tout le système doit fonctionner selon le principe du centralisme démocratique : électivité de tous les organismes de bas en haut, obligation de chaque délégué et de chaque organisme de rendre périodiquement compte de son activité à l'organisme qui l'a élu et à l'organisme supérieur, sévère discipline et subordination de la minorité à la majorité, les décisions des organes supérieurs dans leur domaine de compétence sont inconditionnellement obligatoires pour les organes inférieurs. La lutte de classe dans le pays entier et la lutte entre deux lignes dans le Parti communiste offrent les uniques garanties réelles que dans le cadre d'un tel système, l'œuvre de la dictature du prolétariat puisse être accomplie. Le Parti communiste doit promouvoir, organiser et diriger la lutte de classe dans la société et la lutte entre deux lignes dans le Parti.

**3.** La classe ouvrière est constituée par les collectifs des unités productives capitalistes. Elle s'est formée subjectivement, d'abord dans les luttes revendicatives, économiques et politiques, dans lesquelles les ouvriers se sont opposés à la bourgeoisie, ensuite dans la lutte pour le pouvoir. Elle complétera sa formation comme classe dirigeante dans l'exercice du pouvoir même. La classe ouvrière peut et doit diriger les autres classes des masses populaires à lutter contre la bourgeoisie impérialiste, à instaurer le socialisme et à accomplir la transformation d'elles-mêmes et de la société entière jusqu'au communisme.

L'expérience de toutes les révolutions prolétariennes (depuis la Commune de Paris en 1871) nous enseigne que le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière ne peut se développer au-delà d'un niveau élémentaire et ne peut atteindre la victoire que s'il est dirigé par un Parti communiste et si la classe ouvrière, le prolétariat et le reste des masses populaires sont organisés dans un système articulé d'organisations de masse. La classe ouvrière se constitue comme classe dirigeante en constituant le Parti communiste. Le Parti communiste est le moyen le plus difficile à constituer, et en même temps le plus décisif de la constitution de la classe ouvrière en classe dirigeante ; il est également le couronnement de sa transformation.

**4.** Le Parti communiste doit être, et ne réussit à remplir son rôle que s'il est :

- la fraction d'avant-garde et organisée de la classe ouvrière, qui incarne et synthétise la conscience de la classe ouvrière qui lutte pour le pouvoir et qui est le moyen de sa direction sur le reste du prolétariat et des masses populaires ;
- le Parti de la classe ouvrière, dans le sens où il lutte pour instaurer le pouvoir de la classe ouvrière et pour le communisme ;
- la fraction d'avant-garde de la classe ouvrière dans le sens où il est la conscience de la

classe ouvrière en lutte pour le pouvoir, il est l'interprète conscient d'un processus, spécialement à son début en grande partie spontané, il connaît les lois de la révolution sans lesquelles il ne serait pas en mesure de diriger la lutte de la classe ouvrière ;

- une partie de la classe ouvrière, dans le sens que dans le Parti se trouvent les meilleurs éléments de la classe ouvrière, les plus fidèles à la cause du communisme, les plus combattifs, les plus riches d'expériences de lutte et d'initiatives, les plus influents et disciplinés : dans le Parti il peut y avoir et généralement, il y a aussi des éléments d'autres classes qui ont fait leur la cause du communisme, mais les ouvriers en sont la composante indispensable ;

- la frange organisée dans le sens où il est un ensemble discipliné d'organisations qui sont toutes sous la direction d'un centre dont ils suivent les directives avec une absolue discipline, et auquel elles sont liées selon les principes du centralisme démocratique ;

- la forme la plus haute d'organisation de la classe ouvrière dans le sens où il promeut et dirige toutes les autres organisations de la classe elle-même, où il est le moyen de sa direction sur le reste du prolétariat et des masses populaires, le promoteur et le dirigeant des plus diverses organisations des masses qu'il rassemble et dirige vers le commun objectif en les réunissant en Front ;

- le moyen de la dictature de la classe ouvrière : pour instaurer la dictature de la classe ouvrière, d'abord, et pour ensuite la consolider et l'agrandir et faire en sorte qu'elle développe la transition vers le communisme.

La forme fondamentale, principale et décisive d'organisation du Parti communiste est la cellule sur le lieu de travail, dont les membres orientent, mobilisent et dirigent leurs camarades de travail : le Parti communiste n'est réellement tel, n'est réellement l'état-major de la classe ouvrière qui lutte pour le pouvoir, que lorsque dans ses rangs sont organisés tous ou au moins une grande partie des ouvriers avancés, qui dirigent moralement, intellectuellement et pratiquement le reste des ouvriers (117).

Parmi ces caractères du Parti communiste, étant données les traditions de notre pays, l'expérience du premier Parti communiste italien et la situation dans laquelle se forme le nouveau Parti, nous devons particulièrement mettre en avant le fait que le Parti est la conscience de la classe ouvrière en lutte pour le pouvoir, interprète conscient d'un processus dans une large mesure spontané.

Pour diriger la révolution jusqu'à la victoire, le Parti communiste doit avoir assimilé de manière suffisante le matérialisme dialectique, comme conception du monde et comme méthode de pensée et d'action, exprimé dans le marxisme-léninisme-maoïsme, et savoir l'appliquer à l'examen concret de la situation concrète de la révolution socialiste dans notre pays pour en tirer la ligne générale, les lignes particulières, les méthodes et les mesures de son activité (118). Le Parti doit posséder une bonne compréhension du mouvement économique et politique de la société, des tendances objectives en action, des classes en lesquelles la société est divisée, des forces motrices de la transformation de la société, des résultats possibles des différentes étapes dont se compose la transformation en cours. Donc, l'enquête est une composante importante et indispensable de sa méthode de travail. Le mouvement révolutionnaire, pour vaincre, doit être dirigé par un Parti communiste qui applique de manière créatrice le bilan de l'expérience passée (le marxisme-léninisme-maoïsme) à l'expérience concrète du mouvement révolutionnaire de notre pays. L'histoire du mouvement communiste de notre pays est riche d'épisodes de lutte dans lesquels les masses populaires et les militants individuels ont débordé d'héroïsme et d'initiative révolutionnaires, mais n'ont pas remporté la victoire faute d'une direction (un Parti communiste) basée sur une juste théorie de la révolution socialiste dans notre pays. C'est donc aujourd'hui une question de responsabilité, pour nous communistes, de nous occuper de tirer cette théorie de l'expérience. Si le Parti a une ligne juste, il conquerra tout ce qu'il n'a pas encore conquis et surmontera toutes les difficultés.

C'est seulement si le Parti possède une théorie révolutionnaire, qu'il peut diriger un mouvement révolutionnaire qui est inévitablement en grande partie spontané et dépourvu de conscience, étant données les conditions dans lesquelles la classe dominante actuelle

confine les masses populaires. Ce n'est qu'avec une juste direction du Parti que le mouvement révolutionnaire peut se développer et parvenir à la victoire.

La révolution socialiste est faite par la classe ouvrière, le prolétariat et les masses populaires : le Parti communiste est la direction, l'état-major de cette lutte. C'est un Parti de cadres qui dirigent une lutte de masse. Il est donc une partie des masses et profondément lié aux masses pour être en mesure de comprendre les tendances et de développer les tendances positives.

Le Parti communiste se construit par étapes. La première étape est la constitution des communistes en Parti sur la base de leur unité idéologique, et la réunion des conditions d'organisation minimales indispensables. La seconde étape est la consolidation et le renforcement du Parti communiste en gagnant les ouvriers avancés au Parti communiste : le Parti devient ainsi l'avant-garde organisée de la classe ouvrière. La troisième étape est la transformation du Parti communiste en état-major effectif de la classe ouvrière, capable de guider la classe ouvrière à mettre en pratique la ligne pour la conquête du pouvoir que le Parti communiste a synthétisé à partir de l'expérience même de la classe ouvrière. Chaque étape se développe dans la suivante. La justesse de la ligne suivie par le Parti communiste à un stade se vérifie et se confirme par son passage au stade supérieur.

Mille initiatives, mille organismes et rapports d'organisation, mille luttes revendicatives, protestations, rébellions, révoltes composent le mouvement pratique. Le Parti doit comprendre les raisons fondamentales et unitaires de celles-ci et faire de chacune d'elles une école de communisme (30). Donc, le Parti doit acquérir cette conscience, qui permet à qui se l'approprie de travailler de manière systématique pour développer ces luttes et en augmenter la puissance, pour les libérer des écueils et des limites produites par l'influence qu'a, dans celles-ci, le vieux monde des rapports et de la culture de la classe dominante, de les unir en une force victorieuse capable d'éliminer le vieux monde de la bourgeoisie et de débiter la construction du nouveau monde communiste. Telle est la conscience sur laquelle se base l'unité du Parti, et grâce à laquelle le Parti réussit à diriger le mouvement des masses jusqu'à la victoire de la révolution socialiste.

Le Parti doit être uni sur la ligne politique et sur la conception du monde et la méthode d'action et de connaissance du prolétariat, le matérialisme dialectique, qui permet de tirer la ligne juste des analyses de l'expérience de la lutte concrète qu'il mène, et de la situation concrète.

Sur cette base, le Parti mène avec succès la lutte contre l'influence de la bourgeoisie dans ses rangs (la lutte entre deux lignes), cimente son unité, renforce son organisation, crée et renforce ses liens avec les masses.

L'unité du Parti se consolide par l'application rigoureuse du centralisme démocratique, la vérification des idées dans la pratique, l'unité avec les masses, la pratique de la critique-autocritique-transformation, la formation des cadres, la lutte entre deux lignes, les épurations. Le Parti communiste est le Parti de la classe ouvrière, mais en son sein s'exerce aussi l'influence de la bourgeoisie. La vie du Parti est inévitablement influencée par les contradictions de classe (lutte entre deux lignes), par la contradiction entre l'ancien et le nouveau, par la contradiction entre le vrai et faux. Ceci est un fait objectif : ce n'est que si nous le reconnaissons, que nous pouvons le comprendre et y faire face efficacement.

La transformation signifie accomplir de manière programmatique et systématique certaines actions, se forcer à répéter certains comportements, jusqu'à ce qu'ils produisent une nouvelle manière d'être.

Toute transformation qualitative est le résultat d'un processus d'accumulation, de multiplication, de croissance quantitative. Pour atteindre une transformation qualitative, il faut 1. déterminer ce qu'il faut multiplier et 2. accomplir ce processus de multiplication aussi longtemps que nécessaire.

Aux fins de l'action du Parti, le collectif est plus important que l'individu. Le fonctionnement du collectif, son orientation, son assimilation du matérialisme dialectique, sa capacité de recueillir l'expérience et de la synthétiser, son efficacité dans l'accomplissement de ses tâches institutionnelles, déterminent l'action du Parti. Mais tout collectif est composé

d'individus ou de collectifs de niveau inférieur. Il serait erroné de demander à chacun d'entre eux la capacité de synthèse et d'action qu'on demande au collectif : l'important est qu'ils soient complémentaires entre eux. Mais chacun d'eux doit être poussé à progresser et placé dans les meilleures conditions pour grandir.

La méthode principale que le Parti utilise pour remplir son rôle de diriger la classe ouvrière, le reste du prolétariat et des masses populaires, est la ligne de masse (119).

Le Parti mène son œuvre d'agitation et de propagande, et son travail d'organisation dans les masses, sur la base de sa ligne politique. Il oriente et dirige le mouvement des masses de façon à développer les forces de la révolution, à les renforcer et les rassembler sous la direction de la classe ouvrière. Son objectif n'est pas de chercher des consensus, ni de faire accepter aux masses ses conceptions, mais de diriger le mouvement des masses dans la lutte contre la bourgeoisie impérialiste, pour instaurer la dictature de la classe ouvrière. Dans les luttes revendicatives des masses populaires, du prolétariat et de la classe ouvrière, le Parti poursuit toujours l'objectif d'en faire une école de communisme et de recueillir et accumuler des forces révolutionnaires. Dans la défense des conquêtes des masses, le Parti prépare les conditions pour l'attaque.

Le Parti mène l'agitation dans les masses, mais il se distingue nettement des aventuriers, des meneurs et des individus qui utilisent l'agitation des masses comme monnaie d'échange pour leur ascension dans les hiérarchies du régime : ceux-ci "agitent les masses" sans avoir idée d'où aller, sans se préoccuper d'assimiler l'expérience du passé, sans se poser le problème de déterminer et de dépasser les limites à cause desquelles le prolétariat de notre pays, dans la période 1900-1950, n'a pas réussi à conquérir le pouvoir. Aujourd'hui, ces mouvementistes et profiteurs des luttes de masse confluent avec les vieux opportunistes qui, face à l'écroulement des révisionnistes modernes, se proposent comme "conservateurs du communisme" (PRC, PdCI, etc.) et dont le rôle effectif est de paralyser dans le marécage d'une politique, stérile de résultats révolutionnaires mais revêtue de phraséologie communiste, les énergies que l'écroulement des organisations révisionnistes libère.

Le Parti communiste se met à l'école des masses, il apprend à diriger la lutte que les masses mènent contre la bourgeoisie impérialiste dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme. Mais le Parti ne se met pas à l'école des masses dans le sens de se confondre avec les masses ou "d'agiter les masses" à la manière des subjectivistes et des économicistes, mais dans le sens d'apprendre

- de l'expérience du premier 'assaut du ciel' : la Révolution d'Octobre, l'expérience des premiers pays socialistes, l'Internationale Communiste, la lutte contre le fascisme et la Résistance, les révolutions anti-impérialistes, la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne ;
- de l'expérience négative des régimes révisionnistes modernes : pour avancer nous devons aussi apprendre des erreurs que la bourgeoisie et ses porte-paroles cherchent, au contraire, à utiliser contre nous ;
- de l'expérience du mouvement révolutionnaire de masse dans notre pays, de la lutte de la classe ouvrière et de la résistance que les masses populaires opposent à la progression de la crise générale du capitalisme.

Le Parti tire de cette expérience une conception du monde, une théorie de la révolution, un programme, une ligne politique et une ligne d'organisation sur la base desquels il tisse, dans le cadre de la classe ouvrière, du prolétariat, du reste des masses populaires et de toute la société, les rapports conséquents d'organisation, de direction et d'influence. Aujourd'hui, pour un communiste, le nœud principal du problème n'est pas à quel point les masses "sont en agitation", car étant donnée la situation révolutionnaire en développement, les masses présentent et présenteront toujours inévitablement plus un terrain favorable à l'action des communistes ; mais à quel point le Parti a appris à accomplir les tâches qui le rendent capable de diriger le mouvement des masses jusqu'à la victoire de la révolution socialiste (120).

Le Parti communiste est lié aux masses populaires. Mais pas dans le sens de se dissoudre dans les masses populaires, de se mettre à leur niveau, de suivre des tendances et des



opinions. Il est lié aux masses dans le sens précis où il se tourne vers les ouvriers avancés, recrute les meilleurs, les plus disposés à devenir communistes, et à travers eux dirige le reste de la classe ouvrière et puise dans son expérience pour élaborer sa ligne et sa conception. Il se tourne vers les représentants les plus avancés des autres classes des masses populaires, recrute ceux qui montrent savoir se transformer et devenir communistes, et à travers la classe ouvrière, dirige le reste des masses populaires.

Le rôle spécifique de l'initiative du Parti dans chaque situation donnée, est de réunir et mobiliser les forces motrices d'une des solutions possibles en opposition aux autres. Mais c'est le mouvement pratique, et en particulier économique de la société qui, dans son cours, engendre dans chaque situation concrète tant les objectifs possibles de l'activité politique des communistes que les forces avec lesquelles les poursuivre. Se procurer les conditions matérielles de l'existence est encore aujourd'hui l'occupation principale et la force motrice de l'activité de l'immense majorité des individus : l'entrelacement des activités tournées vers cela est le cadre dans lequel se déroule la vie de tous les individus et le devenir de la société entière. Les tendances subjectivistes, propres à l'aristocratie prolétarienne des pays impérialistes, qui porte dans les masses l'influence de la bourgeoisie, ont souvent fait oublier aux communistes eux-mêmes ces thèses fondamentales de la conception matérialiste de l'histoire. La conséquence en a été, et en est la prolifération des conceptions, des lignes et des objectifs politiques arbitraires, et donc perdants.

C'est le mouvement pratique, organisé et spontané des masses populaires qui transforme la société. Une théorie ne devient une force transformatrice de la société que si elle s'incarne dans un mouvement pratique, comme orientation de son action. Une théorie révolutionnaire n'émerge que comme recueil et synthèse de l'expérience d'un mouvement pratique. Le Parti reconnaît donc et affirme la primauté du mouvement pratique comme source de la connaissance, comme opérateur de la transformation de la société et comme instrument de mesure en dernière instance de la vérité de toute théorie de la révolution. Le Parti ne se présente pas aux masses doctrinairement, proclamant une nouvelle vérité qu'il demande d'accepter, ni ne demande de s'unir à lui pour professer une nouvelle théorie. Le Parti cherche à tirer, de l'expérience commune du mouvement des masses, la raison qui est dans les événements qui la composent. Donc, il ne dit jamais aux masses : cessez de lutter, ce que vous faites est inutile, vous devez d'abord vous bâtir une conscience et vous donner une théorie. Au contraire, il cherche à comprendre quel est le vrai motif pour lequel les masses luttent et quelle est la véritable source de leur force, et à tirer de cela une ligne pour aller vers la victoire. La ligne est une chose que, pour avancer, les masses doivent faire leur et mettre en œuvre. Le Parti doit seulement trouver la manière efficace de la lui apporter (121).

**5.** Dans son travail de masse, le Parti doit s'appuyer sur les tendances positives qui se développent dans les masses populaires, sur les conceptions et les sentiments progressistes que la première vague de la révolution prolétarienne et même la propagande mensongère de la gauche bourgeoise ont enracinés dans les masses populaires, et sur les points faibles de la contre-révolution préventive. La progression de la crise générale du capitalisme et la réalisation du programme commun de la bourgeoisie impérialiste mettent à nu les points faibles de la contre-révolution préventive.

Dans tous les pays impérialistes, la répression acquiert un rôle croissant parmi les moyens de gouvernement de la bourgeoisie impérialiste. Il faut également mobiliser les masses populaires sur ce front, en développant la dénonciation, les initiatives de solidarité et la résistance à la répression. Le développement croissant de la répression et, contre elle, de la résistance à la répression, de la lutte contre la répression et de la solidarité, déplace graduellement le terrain de l'affrontement entre la bourgeoisie et les masses populaires vers la guerre civile, éduque les masses populaires à distinguer entre ce qui est dans leur intérêt, donc légitime, et ce qui est légal (c'est-à-dire qui n'est pas défendu par les lois émanant de la bourgeoisie), les éduque à l'illégalité, à reconnaître par expérience directe l'État comme moyen de la classe dominante, comme organisation ennemie à abattre.

Dans tous les pays impérialistes, la crise politique rend toujours plus difficile à la bourgeoisie de gouverner son État en maintenant les apparences de la représentation populaire et de la participation des masses populaires à la lutte politique bourgeoise. Il faut le lui rendre encore plus difficile, en la pressant sur son propre terrain, en amenant les masses populaires à faire irruption dans le théâtre de marionnettes de la politique bourgeoise, en démasquant tout ce qui se déroule dans les coulisses, jusqu'à obliger la bourgeoisie à fermer le théâtre et à violer sa propre légalité.

Dans chaque pays impérialiste, les organisations des masses populaires, en premier lieu les grands syndicats de régime et en deuxième lieu le vaste réseau d'associations, peuvent toujours moins satisfaire les meilleures aspirations et les meilleurs sentiments des masses populaires, peuvent toujours moins satisfaire leurs demandes élémentaires d'une vie digne pour tous et de conditions dignes de travail. Dans chaque organisation, il faut soutenir la gauche pour qu'elle unisse à elle le centre, isole la droite et prenne en main la direction. Il ne faut pas créer des associations à part, dirigées par le Parti, sauf lorsque cela est nécessaire pour ne pas disperser les personnes que les agents de la bourgeoisie expulsent des grandes organisations de masse. Notre objectif n'est pas d'infiltrer des membres du Parti pour qu'ils dirigent ces grandes organisations. Notre objectif est de mobiliser la gauche, de la renforcer pour qu'elle unisse à elle le centre, isole la droite et prenne la direction, de conquérir au communisme les éléments les plus avancés, de recruter au Parti les meilleurs éléments.

Le Parti doit diriger et promouvoir la mobilisation des masses populaires en défense de chaque conquête que la bourgeoisie impérialiste cherche à éliminer ; il doit appuyer chaque groupe de travailleurs (qu'il soit grand ou petit) pour qu'il défende sa conquête (quelle qu'elle soit) contre la bourgeoisie impérialiste qui veut l'éliminer : du droit de grève au poste de travail, de la sécurité au travail aux retraites, de la protection de l'environnement au logement, de l'instruction à la santé et aux services. Dans les luttes défensives, les masses apprennent par leur expérience directe que chaque sacrifice que la bourgeoisie réussit à imposer appelle d'autres sacrifices ; que pour vaincre il faut élargir la lutte et la transformer en un problème d'ordre public, en un problème politique ; que les difficultés qui naissent à l'intérieur de chaque entreprise, de chaque institution, ne peuvent être résolues qu'au niveau politique. En somme, que la propriété et l'initiative privée, sur lesquelles se fonde le capitalisme, sont en contradiction avec la réalité des choses, amènent les masses dans des difficultés inextricables et les soumettent à des souffrances croissantes. Les différentes entreprises sont en crise parce que la société dans son ensemble est en crise. En ligne générale, la crise de chaque entreprise ne peut pas se résoudre dans l'entreprise, mais seulement par l'action politique.

Le Parti doit diriger et promouvoir la mobilisation des masses pour pourvoir directement à la solution des problèmes de leur vie, pour se réunir, construire leurs institutions et les défendre, pour développer la production afin de satisfaire leurs besoins, pour donner aussi une tournure révolutionnaire aux initiatives aujourd'hui dites du 'troisième secteur', de 'non-profit', au volontariat, au 'commerce équitable et solidaire', aux Centres Sociaux, etc., en écrasant les tendances bourgeoises à en faire des ghettos, à en faire des entreprises pour exploiter le travail précaire, sous-payé et au noir, à en faire un moyen pour la corruption et la formation de nouveaux dirigeants bourgeois, à en faire une soupape de soulagement au désespoir.

Le Parti doit diriger et promouvoir la mobilisation des masses pour prendre et se faire donner par la bourgeoisie impérialiste les ressources nécessaires pour pourvoir directement à la solution des problèmes de leur vie (de l'argent, des bâtiments, des moyens de production, des moyens de transport, etc.), ressources que la bourgeoisie impérialiste gaspille à grande échelle.

Le Parti doit tirer et généraliser les enseignements des luttes défensives, apprendre et généraliser les lois selon lesquelles elles se déroulent. Une victoire durable et sur grande échelle de la lutte défensive est impossible, étant donnée la crise, mais dans chaque cas individuel il est possible de vaincre, d'empêcher, de retarder ou réduire l'attaque de la

bourgeoisie impérialiste. Dans chaque lutte défensive, le Parti doit favoriser l'organisation des masses, reconnaître la gauche, la renforcer et l'organiser pour qu'elle apprenne à conquérir le centre et à isoler la droite.

Tout ceci est étroitement lié à la lutte pour le pouvoir, à la lutte pour instaurer un nouvel ordre social. Seule la perspective d'un nouvel ordre social permet aux masses populaires de se soustraire au chantage des patrons et de leurs hommes politiques. En effet, ceux-ci, face à chaque problème particulier, cherchent systématiquement à présenter aux masses populaires la solution dans la lutte et dans la concurrence avec les autres masses populaires. Seule la lutte pour le pouvoir peut donner une continuité, mener à l'expansion et assurer le succès de la lutte des masses populaires pour la défense de leurs conquêtes et pour la survie, pour mettre fin à la condition de rebuts dans laquelle la bourgeoisie impérialiste relègue une partie croissante des masses, pour développer leurs énergies et satisfaire leurs besoins.

Dans chaque lutte de défense, le Parti doit recueillir les forces pour l'attaque. Si ne se développe pas l'attaque, il est impossible de développer la défense sur une grande échelle et d'améliorer les possibilités de victoire. L'absence d'attaque freine les masses dans la défense également.

Recueillir les forces pour l'attaque, veut dire comprendre et faire émerger les raisons des victoires et des défaites, généraliser les méthodes qui mènent à la victoire et combattre celles qui conduisent à la défaite, élever par tout moyen la combativité des masses et leur confiance en elles-mêmes, guider la partie la plus combative à réaliser une plus grande mobilisation du reste, recruter dans les organisations de masse et le Parti, renforcer l'organisation du Parti, promouvoir l'association et l'organisation des masses, les réunir dans un front dirigé par le Parti et employer les forces disponibles dans les tâches tactiques de l'attaque, de manière à acquérir de l'expérience et à développer une ligne gagnante de recueil et d'accumulation des forces révolutionnaires.

**6.** Bien que survivent encore les nations et qu'existent encore beaucoup d'États différents, le capitalisme a déjà unifié le monde entier sur le plan économique et dans une certaine mesure, aussi, sur le plan politique et culturel.

Par conséquent, le socialisme ne peut s'affirmer définitivement que comme système mondial. Chaque vague de la révolution prolétarienne, à son tour, unifie plus le monde, rapproche les pays et les nations. Le retour stable, et pour une durée indéterminée, à un monde éclaté en de multiples îles autosuffisantes, est un objectif non seulement réactionnaire, mais irréalisable.

Les crises générales du capitalisme sont des crises mondiales, et mondiale est également la situation révolutionnaire en développement qui en découle. Toutefois, la révolution prolétarienne (révolution socialiste ou révolution de nouvelle démocratie) peut vaincre dans certains pays et ne pas se développer, ou être défaite dans d'autres. Son succès dépend aussi de facteurs particuliers spécifiques à chaque pays.

Le premier pas de la révolution socialiste dans chaque pays, est la destruction de l'État existant et la création d'un nouvel État. Dans chaque pays la bourgeoisie impérialiste a aujourd'hui son État et cet État est ce que nous devons abattre.

Tout cela confirme autant la nécessité de la formation de Partis communistes spécifiques dans chaque pays, que la nécessité de leur collaboration internationaliste, de la création d'une nouvelle Internationale Communiste. Là où il y a des pays plurinationaux, le Parti communiste doit en outre, et avec une force particulière, promouvoir la lutte contre l'oppression nationale et le chauvinisme nationaliste, soutenir le droit de chaque nation à disposer d'elle-même jusqu'à la sécession et unir les travailleurs et les masses populaires de toutes les nationalités dans la lutte commune contre la bourgeoisie impérialiste et son État.

Pour vaincre leurs ennemis respectifs, les différents "rayons nationaux" de la classe ouvrière doivent apprendre l'un de l'autre, collaborer entre eux et se soutenir réciproquement.

C'est ce que nous avons vu se produire au cours des 160 années du mouvement communiste, dans des formes plus ou moins développées selon les diverses époques : sous forme organisée dans la Ligue des communistes (1847-1852), la première Internationale

(1864-1876), la IIe Internationale (1889-1914), l'Internationale Communiste (1919-1943) et dans le Kominform (1947-1956) ; de manière informelle dans les autres périodes où n'a pas existé d'organisation internationale.

La bourgeoisie réalise l'unité économique du monde dans le cadre du rapport de production capitaliste et des rapports bourgeois. Donc, cette unité a la forme du marché mondial et de l'exportation des capitaux, de la concurrence, du développement inégal, de l'oppression et de l'exploitation des pays plus faibles de la part des pays plus forts, de la formation d'aristocraties ouvrières dans certains pays et de l'exploitation jusqu'à l'épuisement des ouvriers dans d'autres pays, de la division du monde entier entre une poignée de groupes impérialistes, des vexations des groupes impérialistes plus faibles de la part des groupes plus forts, de l'extermination des populations qui ne savent pas résister au sans-gêne des capitalistes, de la féroce domination impérialiste, des guerres mondiales, de la surpopulation mondiale qui condamne des populations entières à l'extinction, de la lutte entre les nations pour la survie, l'"espace vital", la "place au soleil" (guerre d'extermination non déclarée) (122).

En revanche, au fur et à mesure que la révolution prolétarienne avance, l'unité économique du monde vient trouver graduellement, par sauts, par des pas en avant et des pas en arrière, sa forme adaptée au niveau superstructurel, dans la formation de Partis communistes dans tous les pays, dans leur collaboration plus ou moins étroite et plus ou moins organisée, dans la création d'organisations de masse internationales, dans la création du camp socialiste. Dans l'avenir, elle assumera encore d'autres formes plus avancées.

La classe ouvrière de chaque pays apprend de celle des autres pays et enseigne à celle d'autres pays. Le développement de sa lutte dépend de la marche de l'économie mondiale, de l'ordre des relations internationales, etc. La classe dominante d'un pays collabore avec celles d'autres pays ou s'affronte avec elles.

Ce sont tous autant d'aspects du caractère internationaliste du mouvement communiste d'un pays. Un caractère objectif, qui existe indépendamment du niveau de compréhension qu'en a chaque mouvement communiste national et de l'activité consciente que chaque mouvement communiste national exerce dans ce domaine à travers son Parti communiste et ses organisations de masse. Le Parti communiste doit avoir conscience de ce lien international, le développer, le faire valoir, le valoriser dans son activité, le traduire dans des formes d'organisation.

Le Parti communiste de chaque pays a le devoir de conduire au succès la révolution dans son pays, de collaborer avec les Partis communistes des autres pays et de contribuer ainsi au succès de la révolution au niveau mondial.

### **3.2. L'État de la bourgeoisie impérialiste et la lutte pour instaurer le socialisme**

Le Parti doit combattre parmi ses membres toute conception et tendance à fonder son existence et son action sur les libertés (de pensée, de propagande, d'agitation, d'organisation, de manifestation, de réunion, de grève, de protestation, etc.) qui, avec la victoire de la Résistance, ont été dans une certaine mesure introduites dans notre pays et qui en partie survivent encore, bien que la bourgeoisie impérialiste, depuis le milieu des années 70, élimine systématiquement l'une après l'autre toutes les conquêtes que la classe ouvrière et les masses populaires lui ont arrachées. En même temps, le Parti doit mener les masses à tirer un juste bilan de l'expérience qu'elles font, jour après jour, des limites dans lesquelles la classe dominante a toujours contenu ces libertés, et des restrictions qu'elle y impose de plus en plus sous l'effet de l'avancée de la crise générale du capitalisme. Les masses ont besoin de mener dans chaque domaine et sur chaque terrain un mouvement pratique de lutte de classe, car ce n'est qu'à travers celui-ci qu'elles peuvent apprendre, développer leur conscience, créer et renforcer leur organisation et passer à des niveaux plus élevés de lutte.

Avec le début de l'époque impérialiste, la bourgeoisie a cessé de lutter pour la démocratie même bourgeoise, c'est-à-dire "pour tous" en paroles, mais limitée dans les faits aux classes

possédantes. "L'impérialisme tend à substituer la démocratie en général par l'oligarchie", "l'impérialisme contredit... l'ensemble de la démocratie politique". "L'impérialisme ne freine pas l'extension du capitalisme et le renforcement des tendances démocratiques dans les masses de la population, mais il aiguise l'antagonisme entre ces aspirations démocratiques et les tendances antidémocratiques des monopoles" (123).

Chaque fois que la classe ouvrière a basé sa lutte sur la démocratie bourgeoise, la bourgeoisie impérialiste s'est chargée de lui rappeler que le pouvoir lui appartient, en recourant à des massacres et à des répressions de masse, des coups d'État, des provocations et des scissions contre les organisations de la classe ouvrière, et a imposé son pouvoir : de l'Espagne à l'Indonésie et au Chili.

Ceci a confirmé ce qu'Engels avait déjà indiqué en 1895 : la bourgeoisie, face au mûrissement politique de la classe ouvrière, violera elle-même sa propre légalité (124). Une accumulation de forces révolutionnaires adaptée à la conquête du pouvoir, et à l'instauration du socialisme, ne peut s'obtenir en se soumettant aux procédures et aux libertés inscrites dans les constitutions de la bourgeoisie. Celles-ci n'ont en effet de valeur, que dans les limites où elles permettent à la bourgeoisie de maintenir son pouvoir. Ce ne sont pas des règles communes, '*super partes*', qui règlementent la lutte de toutes les classes, auxquelles toutes les classes se soumettent. Ce sont des mesures pour tenir subordonnées la classe ouvrière et les autres classes exploitées et opprimées. La bourgeoisie ne pouvait rester démocratique, que du moment que la classe ouvrière était loin d'exercer dans la pratique les droits qui lui étaient reconnus sur le papier.

La réalité a démenti les illusions, que continuait l'époque où la bourgeoisie avait joué un rôle progressiste, que le fascisme était une parenthèse ou une déviation dans le cours de la vie de la société bourgeoise, qu'après le fascisme la bourgeoisie pouvait revenir aux anciennes formes de pouvoir. Les révisionnistes modernes du monde entier ont propagé ces illusions et ont mené les masses dans l'impasse du parlementarisme, de la participation, de la concertation, des réformes de structure et d'autres bavardages qui sont restés tels quels. Ces illusions ont pesé négativement sur la lutte de la classe ouvrière et sur la capacité de direction de son Parti. Mais elles existent encore et continueront à exister pour un certain temps, en particulier dans des pays impérialistes comme le nôtre. Seule l'expérience pratique les balayera sur une grande échelle.

La contre-révolution préventive est le régime politique de notre pays, comme des autres pays impérialistes. Lorsqu'elle n'est pas efficace, ne suffit plus à empêcher la croissance de la conscience et de l'organisation des masses populaires, la bourgeoisie recourt à la mobilisation réactionnaire des masses populaires, à la terreur, au fascisme, à la guerre. Si le Parti communiste a correctement mené l'accumulation de forces révolutionnaires, alors la bourgeoisie amène la lutte de classe sur le terrain de la guerre civile : le terrain décisif de l'affrontement entre les masses populaires et la bourgeoisie impérialiste. Le Parti communiste doit éduquer les masses populaires à ne pas craindre la guerre civile que la bourgeoisie prépare et déchaînera tôt ou tard. Il doit les éduquer à la livrer victorieusement : c'est même l'unique manière de l'éviter, en admettant qu'une manière existe, en tout cas de la rendre moins grave pour les masses populaires.

La progression de la crise générale du capitalisme force la bourgeoisie à accentuer le caractère répressif, militariste, secret de son régime, dans les rapports avec les masses populaires et dans les rapports entre les groupes impérialistes eux-mêmes. La désinformation, la confusion, la diversion, l'intoxication, la provocation, le contrôle, l'infiltration, l'intimidation, le chantage, l'élimination et la répression sont des pratiques courantes de la lutte politique pour la classe dominante, et le deviendront encore plus que ce qu'elles ont été dans les cinquante dernières années.

Avec le début de l'époque impérialiste, et encore plus avec la première crise générale du capitalisme, l'État de la bourgeoisie impérialiste est devenu un État policier et militariste, profondément réactionnaire. Il a cessé d'être l'État de la démocratie bourgeoise pour devenir l'État de la contre-révolution préventive organisée, un moyen pour la répression et la guerre

de la bourgeoisie impérialiste contre la classe ouvrière et les masses populaires (125).

L'expérience de la première crise générale du capitalisme a montré que la lutte entre la bourgeoisie impérialiste et les masses populaires, avec la progression de la crise, devient inévitablement une guerre civile ou une guerre entre États. Là où la classe ouvrière n'a pas su se mettre à la tête de la mobilisation révolutionnaire des masses populaires, la mobilisation des masses est devenue mobilisation réactionnaire des masses populaires, la classe ouvrière a subi la guerre menée par la bourgeoisie et toutes les masses populaires en ont payé les conséquences (126).

Le Parti doit se construire en tenant compte de ces aspects et en même temps, en tenant compte de la faiblesse et de l'instabilité du régime de la bourgeoisie impérialiste, rongé par l'opposition croissante des masses populaires, la croissance des contradictions entre les groupes impérialistes et le développement, dans la contradiction et la lutte entre eux, de la mobilisation révolutionnaire des masses populaires et de la mobilisation réactionnaire des masses populaires.

Sur la base de l'analyse concrète de la situation concrète et des tâches qu'il doit assumer pour mener la classe ouvrière à la conquête du pouvoir, le nouveau Parti communiste a défini sa stratégie pour faire de l'Italie un nouveau pays socialiste, et la nature et les caractéristiques qu'il doit assumer pour être à la hauteur de son rôle.

### **3.3. Notre stratégie : la Guerre populaire révolutionnaire de longue durée<sup>15</sup>**

Notre stratégie, pour faire de l'Italie un nouveau pays socialiste, est la Guerre populaire révolutionnaire longue durée (GPRLD) (\*). Telle est la conclusion tirée du bilan de l'expérience du mouvement communiste, de la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie impérialiste, en particulier lors de la première vague de la révolution prolétarienne. Par sa nature, la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie impérialiste, pour instaurer le socialisme, est une guerre populaire révolutionnaire de longue durée. Les Partis communistes doivent reconnaître cette réalité, la comprendre en profondeur et se servir de cette conscience pour diriger la révolution. En conclusion du bilan de l'expérience des luttes que le mouvement communiste a mené contre la bourgeoisie, dans les pays impérialistes, au cours des 130 dernières années, nous devons répéter, en paraphrasant, ce que disait Mao en 1940 à propos de la révolution prolétarienne en Chine : « Pendant plus de cent ans nous avons fait la révolution sans avoir une conception claire et juste de la révolution, nous avons agi à l'aveuglette : de là la cause de nos défaites » (127).

Mao Zedong a élaboré en détail la théorie de la Guerre populaire révolutionnaire de longue durée (128). La théorie de la Guerre populaire révolutionnaire de longue durée est un des principaux apports du maoïsme à la pensée communiste (129). Mao Zedong se référait cependant au cas concret de la Révolution de Nouvelle démocratie en Chine. Par conséquent, dans sa théorie, se combinent les lois universelles de la GPRLD, valides pour tous les pays et toutes les époques, et les lois particulières, valides pour la Révolution de Nouvelle démocratie accomplie en Chine dans la première moitié du siècle dernier (130). Chaque Parti doit donc apprendre du maoïsme les lois universelles de la GPRLD et analyser les lois particulières propres à son pays et à son époque.

La question de comment la classe ouvrière arriverait à prendre le pouvoir, fut posée clairement pour la première fois par F. Engels en 1895, dans son *Introduction* à la réédition des articles de K. Marx, *Les luttes de classe en France de 1848 à 1850*.

À la fin du XIXe siècle, au début de l'époque impérialiste du capitalisme, les partis social-démocrates des pays les plus avancés avaient déjà accompli leur œuvre historique de constituer la classe ouvrière comme classe politiquement autonome des autres. Ils avaient

---

<sup>15</sup> NdT : En langue française, la notion est également et surtout connue comme Guerre Populaire Prolongée. Les termes ne recouvrent pas une réalité différente : il s'agit strictement de la même chose. Il a toutefois été décidé de conserver la traduction littérale de l'appellation italienne, car elle nous semble mieux définir la notion (et pour la cohérence avec la définition *infra*).

mis fin à l'époque où beaucoup de personnes, de talent ou ineptes, honnêtes ou malhonnêtes, attirées par la lutte pour la liberté politique, par la lutte contre le pouvoir absolu des rois, de la police et des prêtres, ne voyaient pas de contradiction entre les intérêts de la bourgeoisie et à ceux du prolétariat. Ces personnes ne concevaient même pas lointainement que les ouvriers puissent agir comme une force sociale autonome.

Les partis social-démocrates avaient mis fin à l'époque où beaucoup de rêveurs, parfois géniaux, pensaient qu'il suffirait de convaincre les gouvernants et les classes dominantes de l'injustice et de la précarité de l'ordre social existant, pour établir facilement la paix sur la terre et le bien-être universel. Ils rêvaient de réaliser le socialisme sans lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie.

Les partis social-démocrates avaient mis fin à l'époque où presque tous les socialistes, et les amis de la classe ouvrière en général, ne voyaient dans le prolétariat qu'une plaie sociale et constataient avec effroi comment, avec le développement de l'industrie, se développait aussi cette plaie. Ils pensaient donc à la manière de freiner le développement de l'industrie et du prolétariat, d'arrêter la "roue de l'histoire" (131).

Grâce à la direction de Marx et d'Engels, les partis social-démocrates avaient au contraire créé, dans les pays les plus avancés, un mouvement politique, avec à sa tête la classe ouvrière, qui reposait vraiment sur la croissance du prolétariat et sur sa lutte pour l'instauration du socialisme et la transformation socialiste de la société entière.

Ainsi débutait l'époque de la révolution prolétarienne (132). Le mouvement politique de la classe ouvrière était l'aspect subjectif, superstructurel du mûrissement des conditions de la révolution prolétarienne, tandis que le passage du capitalisme à sa phase impérialiste en était le côté objectif, structurel.

La classe ouvrière avait déjà mené quelques tentatives pour s'emparer du pouvoir : en France en 1848-50 (133) et en 1871 avec la Commune de Paris (134), en Allemagne avec la participation à grande échelle aux élections politiques (135). Il était maintenant possible et nécessaire de comprendre comment la classe ouvrière réussirait à s'emparer du pouvoir et à entamer la transformation socialiste de la société. Les conditions étaient réunies pour affronter le problème de la forme de la révolution prolétarienne.

Dans l'*Introduction* de 1895, F. Engels fit le bilan des expériences jusqu'alors accomplies par la classe ouvrière et exprima clairement la thèse que « *la révolution prolétarienne n'a pas la forme d'une insurrection des masses populaires qui renverse le gouvernement existant et au cours de laquelle les communistes, qui y participent avec les autres partis, prennent le pouvoir* ». La révolution prolétarienne a la forme d'une accumulation progressive de forces autour du Parti communiste, jusqu'à renverser le rapport de force : la classe ouvrière doit préparer, jusqu'à un certain point, « *déjà à l'intérieur de la société bourgeoise, les moyens et les conditions de son pouvoir* ». Marx avait déjà expliqué que c'était une illusion de croire pouvoir instaurer un nouveau système social en s'emparant de l'État bourgeois et en l'utilisant pour accomplir cette œuvre. Engels ajouta que c'était une illusion de croire réussir à s'emparer de l'État bourgeois en remportant les élections : quand cette perspective se serait approchée, la bourgeoisie aurait enfreint même sa propre légalité. Donc, le Parti communiste devait travailler dès aujourd'hui en vue de cet événement certain, devait préparer les masses à faire face à cet événement, et à en profiter pour régler définitivement leurs comptes avec la bourgeoisie. Les aventuristes, les opportunistes, les réformistes et les mouvementistes se rejoignaient dans ceci : ils ne tenaient pas compte dès à présent de cet événement certain, et détournaient les masses de s'y préparer. Le développement des révolutions au siècle dernier a confirmé, précisé et enrichi toutes ces thèses de F. Engels (136).

En contradiction avec la thèse d'Engels que la classe ouvrière ne peut arriver à la conquête du pouvoir qu'à travers une accumulation graduelle des forces révolutionnaires, certains présentent la révolution russe de 1917 comme une insurrection populaire (la "prise du Palais d'Hiver") lancée par le Parti le 7 novembre 1917, au cours de laquelle les bolchéviks ont pris le pouvoir. En réalité, l'instauration du gouvernement soviétique en novembre 1917 avait été

précédée d'un travail systématique mené par le Parti de Lénine, voué à accumuler des forces révolutionnaires autour du Parti communiste. Celui-ci, à partir de 1903, s'était constitué comme force politique autonome, qui existait et agissait continuellement en vue de la conquête du pouvoir, malgré le fait que le régime tsariste visait à le détruire, et donc comme force politique indestructible par l'ennemi. Ainsi, la lutte menée par le Parti communiste russe dans la période 1903-1917 peut nous enseigner des choses sur la manière dont on accumule des forces révolutionnaires au sein d'une société dominée par l'ennemi, à condition de tenir compte, dans une juste mesure, du fait que la Russie tsariste était un pays impérialiste mais encore semi-féodal, que la révolution à accomplir était une Révolution de Nouvelle démocratie, qu'en Russie n'existait pas de régime de contre-révolution préventive. L'instauration du gouvernement soviétique en novembre 1917 a été précédée du travail plus spécifiquement mené entre février et octobre 1917, dans des conditions de double pouvoir, d'équilibre entre les forces des deux camps opposés, lorsque la révolution disposait déjà de forces militaires qui obéissaient aux seuls soviets. Elle a été suivie d'une guerre civile et contre l'agression impérialiste de trois ans, qui s'est terminée fin 1920. Terminée, en réalité, seulement dans un certain sens : en effet, si nous considérons les choses au niveau international, non du point de vue de la révolution en Russie mais du point de vue de la révolution prolétarienne mondiale, les efforts de la bourgeoisie impérialiste, pour étouffer l'Union soviétique (devenue la base rouge de la révolution prolétarienne mondiale), se sont poursuivis dans de longues et multiples manœuvres antisoviétiques au cours des années 20 et 30, et dans l'agression nazie de 1941-1945 (137).

L'histoire de la révolution russe est en réalité une brillante confirmation de la thèse d'Engels, d'autant plus brillante que la guerre populaire révolutionnaire fut dans ce cas menée avec succès sans avoir préalablement élaboré sa théorie. Si nous considérons la marche des révolutions qui se sont depuis lors succédées dans les différents pays, ainsi que de la marche de la révolution au niveau mondial, nous voyons que la théorie de la GPRLD en sort confirmée, tant dans les cas où la révolution a été menée jusqu'à l'instauration du nouveau pouvoir, que dans les cas où la révolution a été défaite. À la lumière de la théorie de la GPRLD, devient au contraire claire la cause des défaites subies, jusqu'à présent, par le mouvement communiste dans les pays impérialistes (138). L'expérience a confirmé que l'insurrection populaire est, dans des circonstances déterminées, une manœuvre utile et nécessaire à l'intérieur d'une guerre. Mais s'ils l'assument comme stratégie de la révolution, par la force des choses, les communistes oscillent entre l'aventurisme et l'inertie.

La théorie de la GPRLD indique le parcours que le mouvement communiste doit accomplir pour renverser le pouvoir existant et instaurer le pouvoir de la classe ouvrière. Cette théorie est une science expérimentale : elle a été construite en synthétisant l'expérience de la lutte menée jusqu'à présent par le mouvement communiste, et trouve sa vérification et sa confirmation dans les résultats que le mouvement communiste obtient en l'appliquant dans la lutte de classe. Elle est la synthèse de l'expérience accomplie, traduite en indications, critères, lignes, méthodes et règles pour la révolution que nous devons encore accomplir. C'est une science ouverte, dans le sens où elle est enrichie, précisée, développée au fur et à mesure que la révolution prolétarienne avance dans le monde. C'est une science qui comprend des principes et des lois générales, valides dans tous les pays et à tout instant, et des principes et des lois particulières qui reflètent ce qui est particulier à chaque pays.

La révolution socialiste est un processus unitaire. Mille sont les types de luttes qui composent ce processus et les épisodes à travers lesquels il se déroule. Mais ils composent un unique processus. Chacun d'entre eux vaut dans la mesure où il fait avancer le processus entier : ceci est l'instrument de mesure pour décider de la ligne à suivre dans chaque épisode et dans chaque domaine particulier, et sur lequel évaluer le résultat de notre action. Pour diriger, de manière juste, tout le processus et chacun de ses épisodes et composantes, nous devons comprendre le fil qui unit les divers types de luttes et les divers épisodes, nous devons diriger chacun d'entre eux en tenant compte de son caractère universel et de son caractère particulier, et en utilisant le particulier pour réaliser l'universel.



Nous devons comprendre comment une phase prépare et engendre la phase suivante. Diriger de manière juste la lutte dans une phase, veut dire faire en sorte qu'elle engendre la phase suivante. Il faut tenir compte du lien qui unit tous les affrontements et tous les événements l'un à l'autre, il faut tenir compte du fait que chaque événement en engendre un autre, il faut tenir compte de ce que le résultat qualitatif est engendré par l'accumulation quantitative. Chaque lutte particulière doit contribuer à réaliser la victoire finale : elle doit contribuer concrètement à élargir la lutte, à la porter à un niveau supérieur, à développer des nouvelles forces, à ouvrir de nouveaux fronts de lutte, à renforcer les forces qui ont lutté. Chaque phase doit préparer le terrain et les forces pour la phase suivante. D'autre part, pour mener victorieusement à bon port l'affrontement, il faut tenir soigneusement compte du plus grand nombre possible de ses aspects particuliers.

Le Parti communiste doit donc avoir un plan qui couvre tous les aspects de la lutte des masses populaires et tout le processus de la révolution socialiste, jusqu'à l'instauration du socialisme. Les opportunistes s'opposent systématiquement à l'élaboration d'un plan. Ils s'époumonent contre "le plan établi sur une table". Ils sont pour naviguer à vue, faire au cas par cas "ce que l'on peut faire", profiter des circonstances. Ils se trouvent donc bien avec les spontanéistes. Les deux personnifient le caractère des couches les plus arriérées de notre mouvement, qui agissent spontanément : ils s'abandonnent au mouvement des choses, tel qu'il se déroule. Nous sommes pour élaborer et réaliser un plan, pour guider de manière juste chaque mouvement spontané, pour qu'il se développe et atteigne un niveau supérieur, pour renforcer dans chaque mouvement spontané la tendance positive et combattre la tendance négative. Seul le plan stratégique permet de comprendre quelle est la tendance positive et quelle est la tendance négative. Il ne s'agit certes pas d'un plan arbitraire. Ce doit être une conception bien fondée et une ligne d'action claire : une perspective historique construite scientifiquement, avec un sérieux scrupuleux, qui base sur tout le cours passé des choses les objectifs à atteindre à l'avenir, que nous proposons aux masses populaires parce que ce sont les objectifs dont elles ont besoin et qu'elles doivent consciemment atteindre. Cela implique une méthode consistant à évaluer les résultats des luttes d'hier, pour définir avec précision les objectifs des luttes de demain.

D'autre part, le Parti doit avoir une méthode d'action et de connaissance, qui lui permette de diriger avec succès chaque étape et chaque affrontement particulier, dans chaque domaine et sur chaque terrain. La lutte entre la classe ouvrière et la bourgeoisie n'avance pas au hasard. Comme tout processus, elle a ses lois. Le Parti doit les découvrir, les comprendre, les appliquer dans chaque domaine et sur chaque terrain de lutte, pas après pas, phase après phase.

Dans la société moderne, en dernière analyse, le pouvoir est la direction de l'activité pratique des masses populaires. La direction combine la conquête du cœur et des esprits des masses populaires, avec l'exercice de la coercition et avec l'organisation de la vie quotidienne dans tous ses aspects. L'essence de la GPRLD (\*) consiste dans la constitution du Parti communiste comme centre du nouveau pouvoir populaire de la classe ouvrière ; dans la mobilisation et l'association croissante de toutes les forces révolutionnaires de la société autour du Parti communiste ; dans l'élévation du niveau des forces révolutionnaires ; dans leur utilisation selon un plan pour développer une succession d'initiatives qui mettent l'affrontement de classe au centre de la vie politique du pays, de façon à recruter de nouvelles forces, affaiblir le pouvoir de la bourgeoisie impérialiste et renforcer le nouveau pouvoir, arriver à constituer les Forces Armées de la révolution, les diriger dans la guerre contre la bourgeoisie jusqu'à renverser le rapport de force, éliminer l'État de la bourgeoisie impérialiste et instaurer l'État de la dictature du prolétariat.

Le Parti communiste est le centre d'impulsion du nouveau pouvoir. Dès sa fondation, il se pose comme un pouvoir autonome de celui de la bourgeoisie et en concurrence avec elle. Son expansion et son renforcement vont en parallèle avec la réduction et l'affaiblissement du pouvoir de la bourgeoisie. La bourgeoisie cherche à étouffer le nouveau pouvoir, en éliminant le Parti communiste ou en le soudoyant jusqu'à le transformer en parti "comme les

autres”, un parti bourgeois. La simple résistance, le fait de continuer à exister, de ne pas se laisser ni étouffer ni soudoyer, est déjà pour le Parti une victoire, la première victoire du nouveau pouvoir.

La croissance et le renforcement du nouveau pouvoir, de sa naissance à sa victoire, traverse trois grandes phases.

**1. La première phase est stratégiquement une phase défensive (la défensive stratégique) (\*).** La supériorité de la bourgeoisie est écrasante. Le Parti communiste doit accumuler des forces révolutionnaires. Réunir autour de lui (dans les organisations de masse et dans le front) et en lui (dans les organisations du Parti) les forces révolutionnaires, étendre sa présence et son influence, éduquer les forces révolutionnaires à la lutte en les dirigeant à lutter. La progression du nouveau pouvoir se mesure par la quantité de forces révolutionnaires qui se rassemblent dans le front et du niveau de ces forces elles-mêmes. Dans cette phase, l'objectif principal n'est pas l'élimination des forces ennemies, mais de recueillir parmi les masses populaires des forces révolutionnaires, d'étendre l'influence et la direction du Parti communiste, d'élever le niveau des forces révolutionnaires : renforcer leur conscience et leur organisation, les rendre mieux capables de combattre, rendre leur lutte contre la bourgeoisie plus efficace, élever leur niveau de combativité.

**2. La seconde phase est celle de l'équilibre stratégique (\*).**

La contradiction entre les forces révolutionnaires, réunies autour du Parti communiste, et la bourgeoisie, est arrivée à un point tel que la lutte de classe devient guerre civile et le nouveau pouvoir, en encadrant militairement une partie des masses populaires et par le passage à la révolution d'une partie des Forces Armées ennemies, forme ses Forces Armées qui s'opposent à celles de la bourgeoisie. La première phase engendre la seconde phase. Sans accumulation préalable de forces révolutionnaires, il n'y a pas seconde phase. Dans l'histoire du mouvement communiste, nous avons même vu des États bourgeois se dissoudre (Allemagne, Autriche et Hongrie en 1918, Italie en 1943, Allemagne en 1945), sans pour autant que le mouvement communiste ne passe à la seconde phase. Dans l'histoire du mouvement communiste, le passage de la première à la seconde phase s'est produit de diverses manières. Dans certains cas la bourgeoisie, ne pouvant plus supporter la situation créée par le développement du nouveau pouvoir, a brisé sa propre légalité et est descendue sur le terrain de la guerre civile. C'est le cas classique de l'Espagne en 1936. Cela aurait été le cas de l'Indonésie en 1966 et du Chili en 1973, si le mouvement communiste n'avait pas déjà été rongé par les révisionnistes modernes et leurs conceptions politiques de “transition pacifique”. Dans d'autres cas, c'est le mouvement communiste qui a pris l'initiative de porter la lutte de classe sur le terrain de la guerre civile. C'est le cas de la Russie en 1905, de l'Italie des années 1970. Dans d'autres cas, le passage s'est réalisé au cours d'une guerre générale. C'est le cas du coup d'État bourgeois de février 1917 en Russie, de la révolution de 1918 en Allemagne, en Autriche et dans divers autres pays d'Europe centrale et orientale, de la Résistance en 1940-45 en France, de la Résistance en 1943 en Italie. Ce passage se serait effectué dans d'autres cas, si le mouvement communiste n'avait pas fait honteusement marche arrière, parce qu'impréparé à l'affrontement, face au défi, aux menaces et au chantage de la bourgeoisie de descendre sur le terrain de la guerre civile : en 1914 dans divers pays européens, lors de la période du *Biennio Rosso* (1919-1920) en Italie, en 1936 en France, etc. Une fois formées ses Forces Armées, le nouveau pouvoir doit réussir à les maintenir sur le terrain et les renforcer, contre l'assaut enragé de la bourgeoisie. Empêcher leur destruction rapide est déjà une victoire. C'est ce que le mouvement communiste réalisa, si nous considérons les choses du point de vue de la révolution mondiale, par la défaite de l'agression impérialiste contre la Russie soviétique en 1920 et ensuite de nouveau en 1945. L'objectif stratégique, dans cette phase, est d'empêcher la destruction de ses Forces Armées, de réussir à faire en sorte qu'elles continuent à exister, que l'ennemi ne réussisse pas à les détruire. En règle générale, cependant, remporter cette victoire est plus une question politique (empêcher que la bourgeoisie ne déploie complètement ses forces et fasse valoir sa supériorité militaire),

qu'une question militaire au sens strict.

**3. La troisième phase est celle de l'offensive stratégique (\*).** Le nouveau pouvoir est maintenant en mesure de lancer ses forces à l'attaque, soit en termes strictement militaires, soit en termes politiques en général, pour détruire les forces ennemies. Le progrès de la révolution se mesure à la quantité de forces ennemies, militaires en sens strict et politiques en général, éliminées ou dissoutes. L'objectif stratégique dans cette phase est l'instauration du nouveau pouvoir dans tout le pays. Sa réalisation conclut cette phase de la GPRLD et conclut aussi la GPRLD elle-même.

La totalité du processus se configure donc comme une guerre : il conflue vers et se conclut par l'élimination de l'État de la bourgeoisie dans un affrontement armé, parce que les Forces Armées sont la garnison de dernier recours de son pouvoir.

Une guerre populaire : parce que son cœur est la mobilisation et l'organisation des masses populaires autour du Parti communiste, parce qu'elle est livrée par les masses populaires et ne peut, en définitive, être remportée que par les masses populaires.

Une guerre révolutionnaire : par son objectif (instaurer le pouvoir de la classe ouvrière et ouvrir à la construction d'un nouvel ordre social), par sa nature (ce n'est pas un affrontement entre des États et entre des Forces Armées opposés, mais entre une classe opprimée qui assume progressivement la direction des masses populaires, qui conquiert leurs cœurs et leurs esprits et construit son nouveau pouvoir, et une classe d'opresseurs qui a déjà son État et ses Forces Armées et a hérité, de l'histoire, l'hégémonie sur les masses populaires), par sa méthode (la classe révolutionnaire a l'initiative et par son initiative force la classe dominante à descendre sur le terrain de lutte qui est le plus favorable à la classe opprimée).

C'est une guerre de longue durée, parce qu'accomplir l'intégralité du processus ci-dessus indiqué demande dans tous les cas un temps qui ne peut pas être évalué a priori. Pour vaincre, il faut être disposé à combattre aussi longtemps que ce sera nécessaire, à former, organiser et diriger ses forces conformément à cet impératif, à manœuvrer. Vouloir à tout prix conclure la guerre dans un bref laps de temps est fatal pour la classe ouvrière, conduit à la défaite et à la reddition. La bourgeoisie cherche au contraire désespérément à la conclure en peu de temps, car plus la guerre se prolonge, plus sa victoire devient difficile. Ne pas réussir à étouffer la guerre populaire révolutionnaire en peu de temps, est déjà une défaite pour la bourgeoisie.

Le processus de la révolution socialiste a ses propres lois, se déroule au cours d'un certain temps. Nous, communistes, en avons une connaissance limitée et donc il nous apparaît encore comme un processus complexe. Ce n'est que progressivement que nous apprendrons à le conduire avec succès et au fur et à mesure, le processus apparaîtra plus simple. Nous avons donc besoin de temps.

La classe ouvrière vaincra de manière certaine. Celui qui dit que la classe ouvrière ne peut pas vaincre, renverser la bourgeoisie impérialiste et prendre le pouvoir, se trompe (les pessimistes et les opportunistes se trompent). Les succès atteints par le mouvement communiste dans la première vague de la révolution prolétarienne (1900-1950) ont confirmé en pratique ce que Marx et Engels avaient déduit théoriquement de l'analyse de la société bourgeoise.

Celui qui dit que la classe ouvrière peut vaincre facilement et en peu de temps, renverser la bourgeoisie impérialiste et prendre le pouvoir, se trompe (les aventuristes se trompent : chez nous en Italie, nous avons vu à l'œuvre les subjectivistes et les militaristes). Les défaites subies par le mouvement communiste au cours de la première vague de la révolution prolétarienne (d'abord dans le « *Biennio Rosso* » (1919-1920), puis dans les années 1940 après la victoire de la Résistance), la ruine produite par le révisionnisme moderne après que dans les années 1950 il ait pris la direction du mouvement communiste et la défaite subie en Italie par les Brigades Rouges au début des années 1980 ont confirmé également, en pratique, cette thèse.

La classe ouvrière peut vaincre, renverser la bourgeoisie impérialiste et prendre le pouvoir,

mais à travers une longue période d'apprentissage, de dures luttes, de luttes des types les plus variés et d'accumulation en tout genre de forces révolutionnaires, au cours d'un processus de guerres civiles et de guerres impérialistes qui, pendant la crise générale du capitalisme, bouleversent le monde jusqu'à le transformer. Pour mener avec succès cette lutte, pour réduire les erreurs qui s'accomplissent, il faut comprendre la nature du processus, les contradictions qui le déterminent, les lois selon lesquelles il se développe.

Non pas par choix des communistes, mais par les caractéristiques propres du capitalisme, le processus de développement de l'humanité s'est posé en ces termes : soit des guerres entre des parties des masses populaires dirigées chacune par des groupes impérialistes (guerres entre groupes impérialistes), soit des guerres des masses populaires dirigées par la classe ouvrière contre la bourgeoisie impérialiste. C'est une donnée de fait, un fait auquel nous ne pouvons pas échapper par la force de nos désirs ou par notre volonté, sinon en mettant fin à l'époque de l'impérialisme (139). C'est un fait rendu évident par l'étude des expériences de plus de 100 ans d'époque impérialiste déjà écoulés, et par l'étude des tendances actuelles de la société. La situation est rendue encore plus complexe par le fait que dans sa guerre contre la bourgeoisie impérialiste, la classe ouvrière doit exploiter les contradictions entre les groupes impérialistes. Les deux types de guerres (la guerre de la classe ouvrière contre la bourgeoisie impérialiste et les guerres entre les groupes impérialistes), en somme, se développent parallèlement et s'entremêlent (140). Le problème est lequel prévaut. Les communistes doivent faire en sorte que les antagonistes dans la guerre, les deux pôles des camps qui s'affrontent, soient la classe ouvrière et la bourgeoisie impérialiste. Par leur initiative, en manœuvrant les forces dont ils disposent déjà, ils doivent faire en sorte que la lutte entre classes devienne le centre de l'affrontement politique. Ce n'est qu'ainsi que la classe ouvrière réussira à s'imposer, au terme de l'affrontement, comme nouvelle classe dirigeante, comme la classe qui a gagné la guerre.

D'autre part, ils doivent mener la guerre de manière à ce que les groupes impérialistes s'acharnent entre eux, et donc n'unissent pas et ne concentrent pas leurs forces, au début prédominantes, contre la classe ouvrière. Ceci est un problème de relation entre stratégie et tactique dans la révolution prolétarienne.

Pour diriger une guerre populaire révolutionnaire de longue durée (\*) avec le moins de défaites possible, avec le moins de pertes, avec le moins de souffrances pour les masses populaires, il est essentiel que le Parti soit conscient de la stratégie qu'il réalise et qu'il apprenne de son expérience. Avoir une stratégie juste, telle est la première condition pour une victoire sûre. Il n'y a pas de sens à parler de tactique, de la justesse des différentes manœuvres et des opérations tactiques, si le Parti n'a pas de stratégie. Une fois qu'il a une stratégie juste, le Parti doit combiner l'absolue fermeté stratégique avec la plus grande flexibilité tactique. L'expérience a montré que si le Parti remplit cette condition, il est difficile que la bourgeoisie réussisse à vaincre la révolution prolétarienne.

### **3.4. Le parti clandestin**

La classe ouvrière a besoin du Parti communiste. Ceci est la première leçon qui doit être claire pour nous et qui dérive tant de l'expérience historique, que de l'analyse de la société capitaliste. La classe ouvrière a besoin du Parti communiste parce que le rôle du Parti communiste ne peut pas être joué par la classe dans son ensemble. Seule l'avant-garde de la classe ouvrière s'organise dans le Parti. La bourgeoisie sélectionne et éprouve ses dirigeants politiques dans les trafics de la 'société civile' ; à l'inverse, la classe ouvrière n'a pas d'autre possibilité que de sélectionner, de former, d'éprouver ses dirigeants au travers de l'activité du Parti communiste et des organisations de masse liées à lui. La crise de la forme-parti, dont parlent beaucoup les sociologues et les politologues bourgeois, est la crise des partis réformistes et bourgeois de l'ancien régime, c'est un aspect de la crise de l'ancien régime. Les partis réformistes sont en crise, parce que la crise générale empêche que les masses arrachent de nouvelles conquêtes de civilisation et de bien-être autrement que dans un mouvement révolutionnaire pour lequel les partis réformistes sont inadapés : d'où la crise

des partis réformistes. Ils ont perdu le terrain objectif (les conquêtes réelles que, dans la période du capitalisme à visage humain, les masses populaires arrachaient effectivement à la bourgeoisie, bien qu'elles soient dirigées par des partis réformistes) sur lequel reposait leur succès. Les autres partis du régime DC sont en crise parce que tout le régime est en crise. C'était un régime de compromis des intérêts. Il est entré en crise comme, dans tous les pays impérialistes, sont entrés en crise les régimes de contre-révolution préventive qui avaient eux aussi efficacement personnifié la domination de la bourgeoisie pendant la période de reprise et de développement, les régimes établis à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui est venue l'heure des forces bourgeoises qui se portent candidates au rôle de promotrices de la mobilisation réactionnaire de masse, bien qu'à leur succès s'oppose encore tant le retard des forces révolutionnaires (c'est leur initiative qui suscite une contre-révolution puissante, en vainquant laquelle les forces révolutionnaires prennent le pouvoir) que la peur qu'a la bourgeoisie de la mobilisation réactionnaire : la bourgeoisie a maintes fois expérimenté qu'elle peut se transformer en mobilisation révolutionnaire.

La nature du Parti communiste est dictée par la stratégie qu'il doit suivre pour la révolution socialiste. À la stratégie de Guerre populaire révolutionnaire de longue durée correspond un Parti communiste clandestin. Il naît dans la clandestinité et, depuis la clandestinité, il construit ses rapports, ses organisations de masse publiques et non publiques, développe toute son activité, y compris publique et légale. Celui qui rêve d'un Parti communiste qui se constitue par la confluence des mouvements ou des organisations de masse, confond l'époque actuelle avec celle des origines du mouvement communiste. Il renie un des trois principaux apports du léninisme à la pensée communiste (40). Nous devons apprendre du passé, et ne pas disperser de forces dans la vaine tentative de le répéter. Le présent est le fruit du passé, pas sa répétition.

Dans la Guerre populaire révolutionnaire, le Parti communiste a le rôle stratégique d'être le centre de l'association, de la formation et de l'accumulation des forces révolutionnaires : Parti, Front, Forces Armées. Dans cette triade, le Parti est la direction. Son rôle est le recueil et l'emploi des forces prolétariennes, d'abord dans la course à la mobilisation révolutionnaire des masses populaires, pour devancer la mobilisation réactionnaire des masses populaires ou transformer la mobilisation réactionnaire en mobilisation révolutionnaire ; ensuite dans la guerre civile qui est la synthèse et la conclusion de la lutte des masses populaires contre la bourgeoisie impérialiste. En effet, la classe ouvrière, pour s'imposer comme classe en lutte pour le pouvoir, doit se poser comme belligérant, comme force politique sur le terrain de la guerre civile ; soit que la situation que nous devons affronter ait la simple forme d'une guerre civile, soit qu'elle ait également la forme d'une guerre entre groupes et États impérialistes.

Le Parti doit donc être libre du contrôle de la bourgeoisie. Il ne peut pas vivre et agir dans les limites que la bourgeoisie lui accorde, comme un parti parmi tant d'autres de la société bourgeoise. Les rapports entre les groupes impérialistes (et entre leurs forces politiques respectives) appartiennent à une catégorie différente de celle à laquelle appartiennent les rapports entre les masses populaires (et la classe ouvrière qui en est la seule potentielle classe dirigeante) et la bourgeoisie impérialiste. Ce sont des rapports par nature différents et qui se développent selon des lois différentes. Ceux qui d'une manière ou d'une autre s'obstinent à considérer ces rapports comme des rapports du même ordre, sujets aux mêmes lois, soit tombent dans le politicianisme bourgeois (parlementaire ou semblable), soit dans le militarisme : en effet, l'entente sur le dos des masses et la guerre impérialiste sont les deux formes alternatives par lesquelles les groupes impérialistes traitent les rapports entre eux.

Cela veut-il dire que la classe ouvrière (et son expression politique, le Parti communiste) n'est en aucun cas conditionnée par la bourgeoisie ? Non. Cela veut dire que le Parti communiste ne base pas sa possibilité d'agir sur la tolérance de la bourgeoisie ; que le Parti assure sa possibilité d'exister et d'agir même si la bourgeoisie cherche à l'éliminer ou au moins à en limiter et en empêcher l'activité. Cela veut dire que le Parti, grâce à son analyse

matérialiste-dialectique de la situation et à ses liens avec les masses, précède les mesures de la contre-révolution préventive en les retournant en sa faveur. Cela veut dire que le Parti est conditionné par la bourgeoisie comme, dans une guerre, chacun des belligérants est conditionné par l'autre et conditionné dans chaque phase de la guerre par le rapport de forces dans cette phase (défensive stratégique, équilibre stratégique, offensive stratégique). Mais il n'est pas sujet à ses lois et à son État, comme le sont en revanche les masses dans des conditions normales. Le Parti communiste est, dès le début de sa construction, ce que la classe ouvrière, le prolétariat et le reste des masses populaires deviendront progressivement au cours de la Guerre populaire révolutionnaire de longue durée.

Telle est l'unique solution réaliste. Les unes après les autres, toutes les affirmations des socialistes et des révisionnistes sur la voie pacifique, démocratique, parlementaire au socialisme ont été démenties dans les faits par la bourgeoisie elle-même. Comme F. Engels l'avait déjà bien indiqué en 1895, elle n'a pas eu le moindre scrupule à enfreindre sa propre légalité, chaque fois que celle-ci n'assurait pas la continuité de son pouvoir. La participation aux élections et, d'une manière générale, à toute une série d'autres activités normales de la société bourgeoise, à laquelle les organisations ouvrières participent comme libres associations parmi les autres, a été un moyen utile pour affirmer l'autonomie de la classe ouvrière. Mais dès lors qu'a débuté l'époque de la révolution prolétarienne, chaque fois que les Partis communistes l'ont prise comme moyen pour la conquête du pouvoir, elle s'est transformée en une chaîne contre-révolutionnaire (141).

La pratique a montré également la nature utopique de la stratégie consistant à passer d'une activité légale ou d'une activité principalement légale à l'insurrection. Dans la pratique, cette stratégie a toujours placé les Partis communistes face au dilemme : risquer de tout perdre ou ne rien faire. Dans toute l'histoire du mouvement communiste, aucune insurrection déclenchée par le Parti en dehors d'une guerre déjà en cours n'a jamais été victorieuse. Les insurrections victorieuses, les Partis communistes ne les ont conduites que comme manœuvres particulières à l'intérieur d'une guerre plus vaste déjà en cours, donc lorsque des forces armées révolutionnaires déjà à l'œuvre appuyaient le mouvement insurrectionnel. Ainsi en a-t-il été dans les insurrections d'avril 1945 en Italie, ainsi en a-t-il été à Petrograd en Octobre 1917.

La contre-révolution préventive a rendu systématique l'engagement de la bourgeoisie à prévenir et empêcher le développement du mouvement communiste, avant de devoir en réprimer le succès. Cela a rendu plus clair que, dès lors que la conquête du pouvoir par la classe ouvrière est historiquement à l'ordre du jour, la direction de sa lutte pour le pouvoir, c'est-à-dire le Parti communiste, doit être une structure libre du contrôle de la bourgeoisie et soustraite à ses instruments de répression, c'est à dire, doit être un Parti clandestin.

La classe ouvrière ne peut pas combattre victorieusement la bourgeoisie impérialiste, ne peut pas se poser comme belligérante dans la lutte pour le pouvoir, ne peut pas mener l'accumulation de forces révolutionnaires jusqu'à renverser le rapport de force actuellement défavorable avec les forces de la réaction, s'il a une direction qui se soumet aux lois et au pouvoir de la bourgeoisie.

Il ne s'agit pas seulement d'avoir un appareil clandestin. Celui-ci, l'avaient déjà tous les Partis de la première Internationale Communiste : cela faisait partie des conditions pour être admis dans l'Internationale Communiste, c'était la troisième des 21 conditions approuvées par le IIe Congrès (17 Juillet - 7 août 1920). Elle disait : « *Dans presque tous les pays d'Europe et d'Amérique, la lutte de classes entre dans une période de guerre civile. Les communistes ne peuvent, dans ces conditions, se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin, capable de remplir, au moment décisif, son devoir envers la révolution. Dans tous les pays où, par suite de l'état de siège ou de lois d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de développer légalement toute leur action, la concomitance de l'action légale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire* ».

L'expérience de la révolution prolétarienne, lors de la première crise générale du capitalisme

(1900-1945), a montré que les pays dans lesquels les Partis communistes peuvent mener *tout* leur travail légalement, si leur travail légal s'est effectué avec succès malgré la contre-révolution préventive, se transforment en pays dans lesquels les Partis communistes ne peuvent plus effectuer leur travail légalement et à ce moment-là, ils rencontrent des difficultés insurmontables à faire face à la nouvelle situation. Dans les pays où la bourgeoisie impérialiste n'avait pas la force pour mener de manière autonome cette transformation (par ex. la France des années 1930), elle a préféré l'agression et l'occupation étrangère pour que cette transformation se réalise : "Plutôt Hitler que le Front Populaire" devint le mot d'ordre de la bourgeoisie, des hauts fonctionnaires de l'Etat et des généraux de l'Armée.

La lutte de classe est entrée dans une période de guerre civile potentielle ou ouverte partout où la classe ouvrière n'a pas renoncé à la lutte pour le pouvoir. Elle doit donc mener sa lutte pour le pouvoir comme une guerre civile et les Partis communistes, s'ils veulent rester tels, ne peuvent pas et ne doivent pas "se fier à la légalité bourgeoise". Les Partis communistes ne mènent légalement, en plein jour, *tout* leur travail que là où la classe ouvrière détient déjà le pouvoir : dans les pays socialistes et dans les bases rouges.

La force des faits a toujours été plus forte que les idées qui ne se fondent pas sur les faits. Elle a contraint les Partis communistes à ne pas mener leur activité à la lumière du jour. La différence est entre conduire cela consciemment, systématiquement, en lui donnant le rôle que les lois du mouvement réel exigent, ou conduire cela en spontanéistes, en amateurs, à l'aveuglette.

L'expérience a montré qu'avoir un organisme clandestin qui entre en action "à l'instant décisif", ne suffit pas à rendre les Partis communistes capables de diriger les masses avec succès. Il ne suffit pas d'éviter la décapitation et la décimation du Parti communiste. Cela laisse les masses sans direction à l'instant où elles en ont particulièrement besoin, à l'instant auquel leur lutte peut et doit faire un saut qualitatif.

L'accumulation et la formation des forces révolutionnaires doivent se produire "au sein de la société bourgeoise", mais par la force de choses elles se produisent graduellement. Elles ne peuvent donc pas se produire légalement, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent pas se produire dans les limites définies par la loi bourgeoise. Celle-ci est élaborée et appliquée par la bourgeoisie, expressément, pour empêcher que le Parti communiste accumule des forces. De plus, la bourgeoisie n'hésite pas à devancer la loi dans l'action répressive, et même à la violer ouvertement lorsque celle-ci se trouve être une entrave à une limitation efficace des forces du mouvement communiste. Le Parti doit au contraire éviter, par une conduite tactique adéquate, d'être forcé à l'affrontement décisif (comme une insurrection) tant que les forces révolutionnaires n'ont pas été accumulées jusqu'à avoir la supériorité sur celles de la bourgeoisie impérialiste.

Il ne suffit donc pas de créer un organisme clandestin "auprès de l'organisation légale". C'est le Parti qui doit être clandestin. C'est l'organisation clandestine qui doit diriger les organisations légales et assurer dans tous les cas la continuité et la liberté d'action du Parti. Le Parti communiste doit être un Parti clandestin et, depuis la clandestinité, il doit promouvoir ou appuyer, diriger, orienter ou influencer tous les mouvements légaux qui sont nécessaires et utiles à la classe ouvrière, au prolétariat et aux masses populaires. Le Parti communiste clandestin doit faire connaître, de la manière la plus large possible parmi la classe ouvrière et les masses populaires, son existence, ses objectifs, sa conception, son analyse de la situation, sa ligne ; il doit par contre cacher à la bourgeoisie sa structure, son fonctionnement et ses membres. Telle est la leçon de la première vague de la révolution prolétarienne pour les pays impérialistes.

L'expérience a montré que les Partis communistes, pour remplir avec succès leur rôle dans les pays impérialistes, doivent combiner l'activité légale avec l'activité illégale, dans le sens précis où l'activité illégale dirige et est la fondation et la direction de l'activité légale ; que l'activité illégale est principale et l'activité légale lui est subordonnée ; que l'activité illégale est absolue et l'activité légale conditionnelle, relative au rapport de force entre la classe ouvrière et la bourgeoisie impérialiste et à d'autres conditions concrètes ; que l'activité légale est relative au plan global de guerre du Parti communiste et relative aux décisions que la classe dominante suppose avantageuses pour elle-même (142). L'expérience a aussi montré

que ce genre précis de combinaison de l'activité illégale avec l'activité légale ne doit pas être menée par les Partis communistes seulement dans les pays où "à cause de l'état de siège ou des lois d'exception" la bourgeoisie a limité par la loi l'activité légale : elle doit être menée dans tous les pays, avant que la bourgeoisie ne mette en place l'état de siège ou des lois d'exception, avant qu'elle n'impose à l'activité politique du prolétariat des limites légales plus étroites que celles qu'elle impose aux différents groupes de la classe dominante ou en tout cas, qu'elle impose des limites plus étroites que celles aujourd'hui en vigueur.

La troisième des 21 conditions d'admission à l'Internationale Communiste a été formulée pour initier la transformation en Partis bolchéviks (bolchévisation) des vieux partis socialistes qui, comme le PSI, avaient adhéré à l'Internationale Communiste parce que le vent qui soufflait parmi les masses les poussait dans ce sens, mais qui restaient absolument inadéquats pour assumer la fonction de direction des masses dans le mouvement révolutionnaire de leur pays (143). Elle avait été introduite pour corriger l'"insuffisance révolutionnaire", rendue évidente par les événements de 1914, des vieux partis socialistes qui en 1919 faisaient la queue pour adhérer à l'Internationale Communiste. Mais elle avait été formulée en termes conciliants, avec des concessions aux résistances présentes, dans ces partis, à se transformer en partis adaptés aux tâches de l'époque. En conclusion, l'expérience a montré que la troisième condition d'admission à l'Internationale Communiste était inadéquate. Dans les pays impérialistes, les Partis communistes qui naquirent après la Première Guerre Mondiale, bien qu'en se l'appropriant, se montrèrent également incapables de faire face à ses tâches à cause de la conception réductrice, subordonnée, de l'activité clandestine qui dominait ces Partis, et que la troisième condition consacrait.

Il s'ensuit que concevoir l'activité du Parti communiste comme une activité stratégiquement légale, considérer la légalité comme la règle et la clandestinité comme l'exception qui entre en action dans les moments d'urgence, ne pas anticiper l'instant où la bourgeoisie cherche à briser le Parti, ne pas construire le Parti en vue et en fonction de la guerre civile, tout cela revient à ne pas se conformer aux lois de la révolution prolétarienne dans les pays impérialistes. Les Partis communistes qui se sont comportés de cette manière l'ont payé de dures leçons : il suffit de réfléchir à l'histoire des Partis communistes italien, allemand, espagnol, français, américain, japonais, etc.

La clandestinité n'empêche pas de développer une vaste activité légale, en exploitant toutes les conditions. Au contraire, elle rend possible toute sorte d'activité légale. Elle rend possible des activités légales qu'un Parti communiste légal n'est pas en mesure d'accomplir. Elle rend possibles même les activités les moins 'révolutionnaires', qui deviennent un moyen pour lier organisationnellement au camp de la révolution même les parties les plus arriérées des masses populaires et les influencer ; qui deviennent un moyen pour renforcer la clandestinité.

D'autre part, la clandestinité ne s'improvise pas. Le Parti construit pour l'activité légale ou principalement pour l'activité légale et qui subit l'initiative de la bourgeoisie, est difficilement en mesure de réagir efficacement à l'action de la bourgeoisie qui le met hors-la-loi, qui le persécute. Un Parti légal n'est en outre pas en mesure de résister efficacement au contrôle, à la persécution, à l'infiltration, à la corruption, aux intimidations, aux chantages, aux actions terroristes de la contre-révolution préventive, de la "guerre sale", de la "guerre de basse intensité" et du reste de l'arsenal dont s'est munie la bourgeoisie des pays impérialistes, pour s'opposer à l'avancée de la révolution prolétarienne. Un Parti légal n'est pas en mesure de recueillir et de former les forces révolutionnaires que le mouvement de la société engendre progressivement, et de les engager au fur et à mesure dans la lutte pour ouvrir la voie au processus révolutionnaire, en les élevant et en les formant de cette façon. Un Parti légal n'est pas en mesure de débattre jusqu'au bout du bilan des expériences et de ses mots d'ordres, et donc d'élaborer une stratégie et une tactique justes et de les apporter aux masses populaires (144).

Le Parti communiste doit donc être une direction clandestine de tout le mouvement de la classe ouvrière, du prolétariat et du reste des masses populaires. La ligne de masse (\*) est



la méthode pour diriger même les mouvements qui ne veulent pas encore être dirigés par le Parti. Le Parti communiste doit être un Parti qui se construit dans la clandestinité et qui, depuis la clandestinité, "tisse sa toile" et développe son activité multiforme dans tous les domaines. Il doit être un Parti stratégiquement clandestin (qui a donc dans la clandestinité ses arrières stratégiques), mais qui destine une partie de ses membres clandestins à accomplir des tâches dans la lutte politique légale, dans le travail légal de mobilisation des masses, et qui crée toutes les structures légales que la situation lui permet de créer. Le rapport numérique entre les deux parties, les camarades dédiés uniquement à l'activité clandestine et les camarades clandestins dédiés à l'activité légale, varie selon les situations concrètes. Actuellement et pour un temps encore indéterminé, dans notre pays, le rapport sera clairement en faveur des camarades clandestins dédiés à l'activité légale.

Le nouveau Parti communiste italien doit être une direction stratégique clandestine. Mais actuellement, dans notre pays, la classe ouvrière et les masses populaires mènent l'immense majorité de leur activité politique, économique et culturelle de manière non clandestine. Elles bénéficient de la praticabilité politique que le mouvement communiste a imposée à la bourgeoisie par la victoire de la Résistance antifasciste. Une praticabilité politique que la bourgeoisie impérialiste a limitée et limite encore, mais qu'elle n'a pas encore osé supprimer. Donc, seuls peu de travailleurs sont aujourd'hui disposés à s'engager dans un travail clandestin. L'activité de défense et d'attaque des travailleurs se déroule aujourd'hui en grande partie à la lumière du jour, par des activités tolérées par la bourgeoisie. Celle-ci les décourage et les entrave, mais n'ose pas encore les interdire ouvertement. La classe ouvrière doit exploiter et doit guider les masses populaires à exploiter jusqu'au bout les espaces de praticabilité politique conquis par la Résistance et par les luttes des années suivantes et pousser, sur ce terrain aussi, la bourgeoisie à se démasquer, à restreindre ces libertés en révélant ainsi ses vrais intérêts.

La pratique a enseigné et enseigne qu'est totalement inconsistante toute tentative (par l'exemple et par la propagande) de pousser les ouvriers et les masses populaires à abandonner ce terrain. En cette vaine tentative, consista et consiste aussi la déviation militariste des Brigades Rouges et des sociétés secrètes (\*) qui s'en proclament les héritières et qui les imitent dans cette déviation comme dans d'autres, la situation ne permettant pas de les imiter dans leur rôle positif. Toute tentative en ce sens mène seulement à laisser le champ libre aux révisionnistes, aux economicistes, aux bourgeois.

Ce n'est qu'au fur et à mesure que la bourgeoisie empêchera le déroulement légal des activités politiques et culturelles que, depuis la victoire de la Résistance, les masses mènent légalement, qu'elle mettra hors-la-loi, persécutera etc. ceux qui persisteront à les mener légalement (et il est sûr que cela arrivera ; il suffit de voir les 'progrès' que la bourgeoisie a déjà fait sur cette voie en ce qui concerne le droit de grève, l'expression de la pensée et la propagande, la représentation dans les assemblées électives : la bourgeoisie n'a pas d'autre voie, bien que par expérience elle en connaisse les dangers et fasse mille efforts pour ne pas l'emprunter).

Ce n'est qu'au fur et à mesure que les progrès de l'activité du Parti communiste, de la classe ouvrière et des masses populaires, que leur résistance organisée à l'avancée de la crise et à la guerre d'extermination que la bourgeoisie impérialiste mène contre les masses populaires, que leur irruption dans la lutte politique bourgeoise jusqu'à empêcher la tartuffe saynète que la bourgeoisie présente aux masses, susciteront une contre-révolution puissante à laquelle, cependant, le Parti communiste saura tenir tête ; seulement alors, sur la base de leur expérience, la classe ouvrière, le prolétariat et les masses populaires déplaceront une partie croissante de leurs luttes et de leurs forces dans la guerre, qui seulement alors deviendra la forme principale sous laquelle celles-ci pourront s'exprimer et sous laquelle le Parti sera en mesure de les diriger victorieusement.

Le PCd'I, dans les vingt premières années, avait un appareil clandestin, mais pas de direction clandestine ; en 1926 il subit la mise hors-la-loi ; devint clandestin parce que forcé à cela et n'y réussit assez facilement que grâce à l'aide de l'Internationale Communiste ; perdit

sa direction (Antonio Gramsci) ; encore en juillet 1943, il ne profita pas de l'écroulement du fascisme pour construire une armée ; il se basa sur l'alliance avec les partis démocratiques bourgeois pour un passage pacifique du fascisme à un nouveau régime bourgeois ; en septembre 1943, il laissa se disperser le gros de l'armée - constituée de prolétaires en armes - parce qu'il n'était pas encore en mesure de leur donner une direction concrète, et il ne profita pas de la vacance du pouvoir et du matériel militaire que la fuite du roi et d'une grande partie des hauts gradés avait mis à disposition de qui saurait en profiter. Ce n'est que dans les mois suivants qu'il mettra la guerre à la première place, qu'il créera ses formations armées antifascistes et antinazies, et forcera toutes les autres forces politiques qui ne voulaient pas perdre le contact avec les masses, et voulaient avoir un rôle dans l'après-guerre, à le suivre sur ce terrain (103 chap. 2).

Le KPD (Parti communiste allemand) tenta dans les années 1920 diverses insurrections (échouées non par hasard) et en 1933, il laissa arrêter sa direction (Ernst Thaelmann) ; il maintint des organisations clandestines, mais ne réussit pas à mobiliser, sur le terrain de la guerre, ni les ouvriers communistes (bien que le KPD ait eu 5 millions de votes aux dernières élections en 1933), ni les ouvriers social-démocrates, ni les juifs ni les autres parties de la population qui étaient elles aussi persécutées à mort par les nazis.

Le PCF (Parti communiste français) en 1939 (le gouvernement français déclara la guerre à l'Allemagne le 1<sup>er</sup> septembre) se trouva dans des conditions telles que des milliers de ses membres furent arrêtés par le gouvernement français en même temps que des milliers d'autres antifascistes, et l'organisation du Parti sauta presque entièrement. M. Thorez, secrétaire du PCF, répondit à l'appel aux armes du gouvernement bourgeois ! Au début du mois de juin 1940, le PCF 'demanda' au gouvernement Reynaud d'armer le peuple contre les armées nazies qui, depuis le 10 mai, envahissaient la France ; et évidemment la réponse fut le décret du gouvernement français intimant à tout français possédant des armes à feu de les remettre aux commissariats. Ce n'est que grâce à l'aide de l'Internationale Communiste, à partir de juillet 1940, après que les contradictions entre les groupes impérialistes français aient abouti à la guerre civile entre eux (l'Appel du général De Gaulle depuis Londres le 18 juin 1940), que le PCF reconstruira avec héroïsme et ténacité son organisation, et seulement à partir de 1941 qu'il assumera peu à peu la guerre révolutionnaire comme forme principale d'activité.

De toute cette expérience historique, quelle leçon devons-nous tirer ? Que nous devons aujourd'hui construire le nouveau Parti communiste à partir de la clandestinité. La clandestinité est une question stratégique, pas tactique. C'est une décision que nous devons prendre aujourd'hui pour être en mesure de faire face de manière juste à nos tâches d'aujourd'hui et être en mesure de faire face à nos tâches de demain. La Guerre populaire révolutionnaire de longue durée est la stratégie du nouveau mouvement communiste et, dès aujourd'hui, elle guide notre activité. Les luttes pacifiques sont un aspect de la tactique du mouvement communiste, et sont aujourd'hui l'aspect le plus large de l'activité des masses populaires. Nous ne devons pas subir l'initiative de la bourgeoisie, ni attendre que la mobilisation des masses nous ait précédés. Nous devons prendre l'initiative, précéder la bourgeoisie et prédisposer nos forces actuelles, bien que petites, de sorte qu'elles soient en mesure d'accueillir, organiser, former et diriger à la lutte les forces que le cours de la crise générale du capitalisme produit *par elle-même* parmi les masses, mais avec une fertilité qui est et sera augmentée par l'existence et le travail de masse du Parti communiste.

Le Parti communiste est clandestin, mais il n'est pas une société secrète. Il est différent des diverses sociétés secrètes qui vivent et agissent dans notre pays. Après la défaite subie par les Brigades Rouges, au début des années 1980, quelques camarades, plutôt que de critiquer la déviation militariste qui avait engendré la défaite et donc de rassembler les forces restantes et de les engager dans la construction d'un Parti communiste, ont constitué un certain nombre de "sociétés secrètes" (145). A cette époque, la bourgeoisie cherchait à consolider sa victoire et la droite du mouvement (Toni Negri & Cie), qui en représentait les intérêts, était pour la liquidation de l'organisation révolutionnaire et le retour à la 'lutte légale'. Ce que la bourgeoisie cherchait à obtenir par les persécutions, les tortures, le régime de

prison spécial et les primes aux délateurs ('repentis' ou 'dissociés'), la droite le renforçait par sa ligne de liquidation. Il faut reconnaître, aux camarades qui ont constitué les sociétés secrètes, de s'être opposés à la droite et à la liquidation de l'organisation révolutionnaire. Ceci est le côté positif de leur action. Le côté négatif est qu'ils ont cherché et cherchent à ressusciter ce que la pratique a montré ne pas être viable. Les sociétés secrètes prétendent remplacer, certaines pour un temps déterminé, d'autres pour un temps indéterminé, la classe ouvrière par des Organisations Communistes Combattantes (OCC). Ils cherchent à faire ce que la classe ouvrière, le prolétariat et le reste des masses populaires ne sont pas, du moins pour l'instant, disposés à faire. Ils n'ont compris ni les raisons du succès des Brigades Rouges, ni les raisons de leur défaite. La théorie de la 'suppléance' est proportionnelle à la méfiance dans la capacité révolutionnaire des masses et la pratique des sociétés secrètes, dans la mesure où elle a un effet politique, alimente cette méfiance.

Le Parti communiste n'assume pas un rôle "à la Don Quichotte" de mener la guerre civile contre la bourgeoisie à la place de la classe ouvrière, du prolétariat et du reste des masses populaires, de 'suppléer' à leur "manque d'élan révolutionnaire". L'expérience du mouvement communiste a plusieurs fois montré que ce sont la classe ouvrière, le prolétariat et le reste des masses populaires, et non le Parti communiste, qui mènent et peuvent mener une guerre civile victorieuse contre la bourgeoisie impérialiste. Le rôle du Parti communiste est de recueillir, former, organiser et diriger la classe ouvrière, le prolétariat, le reste des masses populaires à faire la révolution. Son travail de masse consiste aujourd'hui à mobiliser la classe ouvrière, le prolétariat, le reste des masses populaires dans l'accomplissement d'un mouvement pratique qui les mènera à une guerre civile victorieuse contre la bourgeoisie impérialiste, dans le cadre de la seconde vague de la révolution prolétarienne qui progresse dans le monde entier.

Est-il possible de construire un Parti communiste clandestin dans les conditions actuelles de contre-révolution préventive et en dehors des conditions d'une guerre générale ? N'est-il pas fatal que la bourgeoisie impérialiste réussisse à en empêcher l'existence, à briser toute force voulant le construire ?

La construction du Parti communiste dans la clandestinité est une entreprise nécessaire et possible, bien que ce soit une entreprise difficile, étant une entreprise nouvelle et dans laquelle, à cause de l'abîme produit par les révisionnistes modernes, nous ne pouvons que faiblement bénéficier du patrimoine d'expériences accumulé par les Partis de la première Internationale Communiste. Dans notre pays, nous pouvons cependant bénéficier aussi de l'expérience des Brigades Rouges et des sociétés secrètes similaires. Toutefois, les revers et les défaites sont possibles, probables, à prendre en compte. Nous ne pouvons pas et ne pourrions pas les éviter complètement. Notre victoire consiste à renaître après chaque défaite, à ne jamais nous laisser éliminer complètement, à apprendre des erreurs commises.

La classe ouvrière a eu dans le passé des Partis clandestins en diverses circonstances : dans la Russie tsariste, dans la Chine nationaliste, dans l'Italie fasciste et dans beaucoup d'autres pays. Les révisionnistes modernes ont alimenté et alimentent l'image terroriste de la bourgeoisie toute-puissante pour priver la classe ouvrière d'un moyen indispensable pour sa lutte révolutionnaire. "Dieu est partout", "Dieu voit tout", "Dieu peut tout" disent les prêtres ; les porte-paroles de la bourgeoisie et les révisionnistes ont substitué ces vieilles phrases comminatoires des prêtres par "la CIA voit tout, est partout, peut tout", "pas une feuille ne bouge si la CIA ne le veut pas", et désignent un carrousel dégingué d'assassins, d'espions et de mercenaires assoiffés d'argent et de carrière comme s'ils remplissaient le rôle de Dieu tout-puissant ! Si les mouvements révolutionnaires aux USA n'ont pas réussi à se développer, c'est selon eux à cause de la CIA et du FBI. Si les Brigades Rouges ont été défaites, c'est "le mérite de l'État qui à un moment donné a commencé à les combattre sérieusement". Et ainsi de suite. L'omnipotence de la classe dominante a toujours été un thème de la propagande terroriste de la classe dominante et une justification, soit des opportunistes, soit des vaincus qui ne veulent pas reconnaître leurs erreurs et faire

d'autocritique. Si la férocité et l'intelligence des classes dominantes pouvaient arrêter le mouvement d'émancipation des classes opprimées, l'histoire en serait encore arrêtée à l'esclavagisme. La société bourgeoise est riche de contradictions, a en elle-même beaucoup de facteurs d'instabilité, son fonctionnement est constitué par un nombre illimité de trafics et de mouvements et, par son fonctionnement, la bourgeoisie est forcée de se servir des masses qu'en même temps elle piétine : en somme, elle est une société qui, plus que les précédentes sociétés de classe, présente des aspects favorables à l'activité des classes opprimées qui sont décidées à se battre. L'activité clandestine que tous les Partis révolutionnaires ont dû et doivent mener, même dans les pays impérialistes (même s'ils se proclament légaux et condamnent la clandestinité, et donc la mènent de manière auxiliaire et dilettante), ainsi que l'expérience des Brigades Rouges et des sociétés secrètes, confirment qu'une organisation clandestine peut exister dans les pays impérialistes malgré le régime de contre-révolution préventive, même dans les pays non impliqués dans une guerre extérieure, en période de 'paix'.

La possibilité, pour un Parti communiste, de se constituer et d'agir clandestinement, dépend en définitive de son lien avec les masses et ceci à son tour dépend de la ligne politique du Parti : si celle-ci est conforme, ou non, aux réelles conditions concrètes de l'affrontement que les masses vivent, bien qu'en ayant une conscience limitée. Telle est la clé du succès ou de la défaite d'un Parti communiste. Si féroce et étendue que soit la répression, elle n'a jamais réussi à empêcher la vie et l'activité d'un Parti communiste qui avait une ligne juste et qui, sur la base de cette ligne, puisait dans l'inépuisable réservoir d'énergies et de ressources en tous genres constituée par la classe ouvrière, le prolétariat et les masses populaires.

### **3.5. Le Plan Général de Travail (PGT)**

Le rôle du (nouveau) Parti communiste italien est de guider la classe ouvrière pour faire de l'Italie un nouveau pays socialiste et de diriger, à partir de ce résultat, le reste des masses populaires dans la transition du capitalisme au communisme. Le (n) PCI remplit ce rôle en contribuant ainsi à la révolution prolétarienne mondiale. La stratégie du Parti est la Guerre populaire révolutionnaire de longue durée. Nous accomplissons actuellement la première phase, celle de la défensive stratégique. Notre rôle dans cette phase consiste en l'accumulation de forces révolutionnaires.

Notre travail dans cette phase se subdivise en deux aspects fondamentaux.

#### **1. La consolidation et le renforcement du Parti**

Le Parti doit se mettre en condition de continuer à exister, quels que soient les efforts de la bourgeoisie pour le détruire ou en limiter l'activité ; de continuer à multiplier le nombre et améliorer la qualité de ses organisations et de leur activité ; d'unir les masses, de les mobiliser et de les organiser (faire de chaque lutte de masse une école de communisme) ; de construire, consolider et renforcer les organisations de masse ; de prendre la direction, par la ligne de masse, des organisations de masse déjà existantes, en particulier des actuels syndicats de régime, en s'appuyant principalement sur les intérêts et les aspirations de la masse de leurs membres, en mobilisant la gauche pour qu'elle isole la droite, gagne le centre et ose diriger.

Le Parti doit se mettre en condition de continuer, quels que soient les efforts de la bourgeoisie pour le détruire ou en limiter l'activité, à recueillir l'expérience, les idées et les états d'esprit des masses, à les synthétiser toujours plus efficacement à la lumière du marxisme-léninisme-maoïsme et les traduire en lignes, mots d'ordre, directives, méthodes qu'il amène aux masses pour qu'elles les assimilent et les réalisent ; de continuer à mener la plus large activité d'orientation, d'organisation et de direction des masses populaires ; de continuer à exercer et à élargir son influence dans le mouvement des masses et dans la société entière.

Le Parti doit donc constamment diriger les forces qu'il recueille d'une manière qui renforce

sa structure clandestine centrale, en améliorant la division du travail, en créant des réserves (de moyens, d'instruments, d'argent, de ressources en tout genre) et en formant un nombre croissant de camarades sur chaque terrain du travail clandestin.

Le renforcement de la structure clandestine centrale va de pair avec la multiplication des Comités de base (cellules) et intermédiaires du Parti, en particulier des cellules d'entreprise. Le mot d'ordre « *Construire dans chaque entreprise, dans chaque zone d'habitation, dans chaque organisation de masse un Comité clandestin du Parti !* » indique le travail que nous devons effectuer dans les années qui viennent. Le (nouveau) Parti communiste italien sera l'État Major effectif de la classe ouvrière en lutte contre la bourgeoisie impérialiste, lorsqu'il sera en mesure d'orienter et de diriger le mouvement pratique de la classe ouvrière. À cet effet, au moins une partie importante des ouvriers avancés devront être membres des Comités du Parti : le nombre des ouvriers avancés membres du Parti est l'instrument de mesure des progrès du Parti, vers la réalisation de son rôle d'État Major de la classe ouvrière en lutte contre la bourgeoisie impérialiste.

Dans cette phase, les tâches principales de chaque Comité du Parti (CdP) sont : fonctionner de manière clandestine, tisser des liens avec le centre, former ses membres, recruter de nouveaux membres, effectuer un travail de masse, en premier lieu l'orientation et la direction des organisations de masse.

## **2. Le travail de masse de parti**

Dans les années qui viennent, le Parti mènera, par ses activités centrales et l'activité de ses CdP, le travail de masse consistant à promouvoir, organiser, orienter et diriger la lutte des masses populaires sur quatre fronts. Il s'agit de quatre fronts liés entre eux, qui se développent dialectiquement entre eux : le développement d'un front favorise le développement des autres, et un front ne peut pas se développer sans le développement, dans une certaine mesure, des autres.

**Premier front** : la résistance contre la répression, la lutte contre la répression et la solidarité. La mobilisation des masses populaires dans la lutte contre la répression et dans la solidarité avec les organisations et les individus visés par les mesures répressives de la bourgeoisie, avec l'objectif principal de renforcer la capacité des masses populaires et de leurs organisations à résister à la répression, d'augmenter la résistance morale et intellectuelle à la répression, de développer la conscience de classe, la conscience de la contradiction antagonique d'intérêts et la conscience de la lutte qui oppose les masses populaires à la bourgeoisie impérialiste ; et en deuxième lieu avec l'objectif de limiter, entraver et empêcher l'activité répressive de la bourgeoisie. Le Parti doit soutenir toutes les organisations qui se proposent ces objectifs et faire confluer toutes leurs luttes particulières dans un unique torrent qui unisse et renforce les masses populaires.

**Second front** : la mobilisation des masses populaires pour intervenir dans la lutte politique bourgeoise, avec l'objectif principal de favoriser l'accumulation de forces révolutionnaires et avec l'objectif en second lieu d'améliorer les conditions de vie et de travail des masses populaires et d'étendre leurs droits, d'aiguiser et d'exploiter les contradictions entre les groupes et les forces de la bourgeoisie impérialiste. La manière la plus rapide et la plus efficace pour détruire, dans les masses populaires, toute confiance et illusion envers le sérieux et l'utilité du théâtre de marionnettes de la politique bourgeoise, est de mobiliser les masses à faire irruption sur la scène de ce théâtre.

**Troisième front** : la mobilisation des masses populaires dans les luttes revendicatives, dans la défense sans réserves des conquêtes arrachées à la bourgeoisie dans le cadre de la première vague de la révolution prolétarienne, dans les luttes pour l'élargissement des droits et pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des masses populaires. Le principal principe directeur du travail sur ce front est "faire de chaque lutte une école de communisme".

**Quatrième front** : la mobilisation des masses populaires pour construire les moyens et les organisations, autonomes de la bourgeoisie (maisons du peuple, centres sociaux, coopératifs, cercles culturels, caisses de mutuel secours, associations sportives et récréatives, etc.), utiles pour satisfaire directement, sans dépendre du marché de la bourgeoisie impérialiste et de son Administration publique, leurs besoins et étendre leur participation à la jouissance et au développement du patrimoine culturel de la société. Le principal principe directeur du travail sur ce front est "faire de chaque initiative une école de communisme".

Le travail du Parti sur ces quatre fronts, en se combinant avec la progression de la crise générale du capitalisme, avec l'activité de la bourgeoisie impérialiste et avec la renaissance du mouvement communiste au niveau international, aura comme résultat le recueil des forces révolutionnaires dans le front des organisations et des classes révolutionnaires, l'élévation de la qualité des forces révolutionnaires de la classe ouvrière qui apprendront à diriger le prolétariat et le reste des masses populaires. Ceci rendra plus large et plus aiguë la lutte des classes opprimées contre la bourgeoisie impérialiste et déterminera le déploiement croissant de celles-ci dans un front qui s'opposera au camp de la bourgeoisie impérialiste, donnera les moyens à la direction de la classe ouvrière de s'affirmer sur tous les terrains du mouvement des masses populaires, et créera les conditions pour le passage de la première à la seconde phase (\*) de la Guerre populaire révolutionnaire de longue durée.

## Chapitre IV

### Programme pour la phase socialiste

La classe ouvrière, au cours de sa lutte contre la bourgeoisie impérialiste pour le pouvoir, prendra toutes les mesures possibles pour promouvoir la plus grande mobilisation anticapitaliste et la plus grande organisation des masses populaires dans le cadre du front anticapitaliste ; toutes les mesures qui promeuvent le plus grand déploiement de l'énergie des masses populaires dans la lutte pour résoudre les problèmes courants de leur vie et pour éliminer la domination de la bourgeoisie impérialiste ; toutes les mesures qui permettent une plus grande éducation des masses, à travers l'expérience, pour résoudre par elles-mêmes leurs problèmes et à gouverner (146).

Une fois pris le pouvoir, la classe ouvrière utilisera le pouvoir conquis pour procéder aux transformations qui permettront le déploiement le plus complet possible de l'initiative des masses populaires, et pour l'orienter à transformer les rapports de production, le reste des rapports sociaux et les conceptions et sentiments dérivant des anciens rapports. La manière la plus rapide, la plus efficace, la moins douloureuse et la moins destructive par laquelle les larges masses peuvent apprendre à se gouverner et à gouverner le pays entier est de commencer à gouverner. La classe ouvrière et son Parti communiste doivent les soutenir et promouvoir leur mobilisation, les organiser et les diriger vers cet objectif (147).

Aussi difficile que soit l'apprentissage des masses et quelles que soient les erreurs qu'elles puissent commettre, il n'y a pas d'autre moyen par lequel les masses populaires, que la domination bourgeoise a maintenu éloignées des "affaires sérieuses", des "affaires délicates" qui décident de leur vie, les masses que la bourgeoisie a cherché par tous les moyens à abrutir et à soudoyer, peuvent prendre leur destin en main. Pas plus que la classe ouvrière ne peut compter sur autre chose pour progresser dans son émancipation et mettre fin à toute exploitation de l'homme par l'homme, à la division en classes d'exploiteurs et

d'exploités, et à l'existence de l'État. L'histoire des pays socialistes a montré que les masses organisées et dirigées par la classe ouvrière apprennent rapidement et gèrent leurs affaires mieux de n'importe quelle coterie de fonctionnaires bourgeois (148).

Voilà les principales mesures pour lesquelles le Parti se bat, pour qu'elles soient réalisées immédiatement à partir du moment où la classe ouvrière prendra le pouvoir. Ce ne sont pas des aspirations arbitraires ou fortuites. Ce sont des transformations objectivement nécessaires et de tendance positive de la société actuelle, des moyens pour commencer à résoudre ses déchirantes contradictions actuelles. Notre programme ne prescrit pas ce que les masses populaires doivent faire : son but est rendre le Parti capable d'aider la classe ouvrière, le prolétariat et le reste des masses populaires à tirer des leçons justes de l'expérience de leur mouvement pratique. Il contient des principes, des critères et des mesures pour réorganiser rationnellement, au service des masses populaires, les forces productives matérielles et spirituelles déjà existantes aujourd'hui, rendre rapidement le plus digne possible le travail nécessaire et obligatoire pour tous, et créer les prémisses de la transition graduelle qui suivra, du capitalisme jusqu'au communisme (149).

#### **4.1. La dictature du prolétariat**

**1.** À tous les niveaux (central, régional, provincial, communal, de zone, d'unité productive, d'entreprise, d'école, d'institution, etc.) tout le pouvoir (législatif, exécutif, judiciaire, économique, militaire, de police, culturel, d'instruction, etc.) appartient à un unique Conseil (assemblée, chambre) composé de délégués élus et révocables à tout moment et sans exception par leurs électeurs. Chaque Conseil nommera et révoquera ses organes de travail.

**2.** Les collègues électoraux sont les unités de travail, les entreprises, les écoles, les institutions, etc. Là où celles-ci sont trop petites pour désigner un délégué, elles sont regroupées sur une base territoriale. Ont le droit de vote tous ceux et celles qui effectuent un travail socialement utile, reconnu comme tel par la collectivité, indépendamment de l'âge, du sexe, de la nationalité, de la religion, de la langue, etc. En sont seulement exclus ceux que les masses populaires, les ayant reconnus comme ennemis de classe, ont expressément privés de leurs droits politiques.

**3.** Autonomie à tous les niveaux (régional, provincial, communal, de zone, d'unité productive, d'entreprise, d'école, d'institution, etc.). Élimination de toute autorité locale nommée d'en haut. Les Conseils de niveau inférieur élisent leurs délégués (révocables) au Conseil de niveau supérieur, jusqu'au gouvernement central. Le système des Conseils fonctionne selon le principe du centralisme démocratique.

**4.** Organisation générale des masses et accomplissement direct, par les organisations de masse, des tâches d'organisation et de gestion d'aspects croissants de la vie locale : économie, culture, santé, éducation, administration de la justice, ordre public, défense du territoire, lutte contre la contre-révolution, milice territoriale, politique, etc.

**5.** Élection et révocabilité à tous les niveaux des juges, des fonctionnaires de l'Administration publique, des Forces Armées et de la police, des dirigeants, des enseignants et de toute personne chargée d'assurer des fonctions publiques.

**6.** Les fonctions de police et de Forces Armées sont assurées par toute la population qui jouit des droits politiques. Des corps spéciaux et professionnels ne seront constitués que pour combattre la réaction et la contre-révolution et pour se défendre d'agressions extérieures. Elles agissent en appui aux masses et rendent compte aux masses de leurs actes.

**7.** Quiconque est délégué à assurer une fonction publique, est rétribué pour elle. Le traitement des délégués de tout ordre et grade, comme celui des fonctionnaires publics, ne dépasse pas celui d'un ouvrier de niveau supérieur. Toutes les attributions de locaux, les moyens de transport et autres choses liées à l'exercice de la fonction des délégués sont publiques et liées à la fonction ; et ne peuvent devenir en aucun cas leur propriété personnelle. Les délégués ne jouissent pas d'une quelconque immunité : chaque citoyen peut les mettre en accusation face à leurs électeurs ou au Conseil qui les a délégués.

**8.** Dissolution de tout organe de l'État actuel, de son Administration publique à tout niveau (gouvernement, conseils locaux, commissions, structures scolaires, sanitaires, de prévoyance, d'assistance, etc.), de ses Forces Armées, de ses corps de police en tout genre, des associations d'armes, des ordres chevaleresques et des congrégations, des associations de l'actuelle classe dominante, de ses associations professionnelles et de toutes ses formes de coalition.

Abolition des titres nobiliaires et des apanages, des immunités et des privilèges liés à eux. Abolition de tous les institutions et les privilèges féodaux survivants (Vatican, églises, cantines épiscopales, organismes de bienfaisance, franc-maçonneries, ordres, etc.). Annulation du Concordat et des pactes par lesquels, pour le compte de la bourgeoisie impérialiste, le fascisme a constitué le Vatican et que le régime DC a rénovés.

Aux personnes qui travaillent dans les organismes dissous est assuré le nécessaire pour vivre, et elles sont employées à des travaux correspondants avec leurs aptitudes et avec les besoins de la société.

**9.** Révocation de tout droit politique et civil pour tous les membres de l'ancienne classe dominante. Répression de toute tentative de la bourgeoisie de restaurer son pouvoir et ses privilèges, d'utiliser son autorité morale et ses moyens pour influencer les masses et la vie sociale.

**10.** Séparation absolue de l'État et de l'Administration publique avec les Églises. Égalité des droits pour tous les cultes. Liberté de professer tout culte et religion. Liberté de n'en professer aucun et de faire la propagande de l'athéisme.

**11.** Élimination de toutes les bases étrangères et de la présence de Forces Armées et de corps policiers et d'intelligence étrangers. Annulation de tous les traités passés par l'ancien régime, y compris ceux qui créent le nouvel 'espace vital' des groupes impérialistes franco-allemands (UE, Monnaie Unique Européenne, etc.). Expulsion de tous les représentants officiels, et les représentants à n'importe quel titre d'États étrangers qui ne se conforment pas aux dispositions des nouvelles Autorités, qui cherchent par n'importe quel moyen à influencer les masses et la vie sociale ou dont la présence n'est plus nécessaire. Défense à tout citoyen italien d'entretenir des rapports avec des États ou des administrations publiques étrangères sans rendre public le rapport.

Collaboration avec les mouvements révolutionnaires et progressistes du monde entier.

#### **4.2. Structure de la société**

**12.** Destruction du réseau des rapports financiers qui, en combinant les économies de millions de personnes avec le capital financier de la bourgeoisie impérialiste, étouffe les activités économiques pratiques. Annulation des prêts, des hypothèques et des dettes envers les banques, l'État et la bourgeoisie impérialiste. Annulation des intérêts sur les dettes contractées entre les membres des masses populaires. Annulation des dettes et crédits étrangers. Annulation des propriétés financières de la bourgeoisie impérialiste. Transformation des patrimoines financiers de la moyenne bourgeoisie et des travailleurs en économies non fructifères d'intérêts que leurs titulaires peuvent utiliser comme revenu additionnel ou différé, à pouvoir d'achat constant. Protection des économies des travailleurs,



des retraites et de tout autre moyen de subsistance et de garantie constitué par les travailleurs.

Change de la monnaie et attribution de son émission et gestion à une banque unique. Réduction de l'argent à un moyen d'échange et de mesure de la consommation individuelle. Nationalisation de tout le patrimoine artistique, des richesses immobilières et mobilières, de la terre, du sous-sol et des eaux. Valorisation maximale de tout pour améliorer les conditions matérielles et intellectuelles des masses populaires.

**13.** Élimination sans indemnité de la propriété des grands capitalistes dans l'industrie, dans l'agriculture, dans le commerce, dans les transports, dans la recherche, etc. etc. Constitution dans chaque unité productive expropriée d'une direction qui combine l'initiative des travailleurs de l'unité avec la direction générale de la classe ouvrière dans le pays, le particulier avec le général. Gestion des entreprises selon un plan national et selon des plans locaux qui assignent tâches et ressources et définissent la destination des produits.

**14.** Sélection et remplacement des fonctionnaires et salariés publics sur la base de leur capacité collective et individuelle à satisfaire les besoins des masses populaires et à les mobiliser pour améliorer leurs conditions.

Protection de la propriété individuelle des travailleurs autonomes, soutien à l'application des technologies les plus avancées, les plus sûres, les plus hygiéniques, les moins polluantes et les plus productives. Commandes et fournitures aménagées aux entreprises individuelles et assurance des débouchés.

Transformation graduelle et volontaire des entreprises économiques familiales et individuelles et des autres à caractère encore insuffisamment collectif, en entreprises coopératives.

**15.** Planification nationale de l'utilisation des ressources, de l'entretien et de la création des ressources naturelles, de la production de chaque unité productive, de la répartition des produits et des échanges avec les autres pays. Échanges économiques avec tous les pays sur la base de l'intérêt réciproque et du respect de l'indépendance nationale.

Mobilisation des masses contre la pollution environnementale, le gaspillage énergétique et le gaspillage des ressources matérielles, et pour améliorer la qualité hygiénique et fonctionnelle des produits.

**16.** Toute personne doit effectuer un travail socialement utile, sauf celles reconnues incapables au travail par l'âge, la maladie ou l'invalidité. Dans le même temps, il faut développer toutes les conditions (techniques, d'organisation et scientifiques) pour que les personnes invalides effectuent, malgré le handicap dont elles sont affectées, un travail socialement utile. Le travail domestique doit être traité comme un travail socialement utile, rendu le plus collectif possible (cantines, laveries, réparations domestiques, etc.) et effectué aussi par les hommes : le tout avec l'objectif de mettre fin à l'isolement et à la marginalisation des femmes.

Chaque personne reçoit à titre individuel un revenu, selon des mesures définies en proportion à la quantité et à la qualité du travail effectué, évaluées par les collectifs de travail et par les conférences de travailleurs au niveau local, régional et national. Aux personnes qui pour des raisons valables n'effectuent pas un travail socialement utile (enfant, étudiant, personnes âgées, invalides, etc.), est attribué un revenu qui doit constituer la base matérielle pour l'émancipation des femmes vis-à-vis des hommes, des enfants et des jeunes vis-à-vis de leurs parents, etc.

Sur cette base deviendra facile l'élimination, par l'œuvre de la population elle-même, de toute activité criminelle, spéculation, corruption, complot, etc.

**17.** Limitation de la journée de travail obligatoire, en réalisant l'obligation générale au travail. Aujourd'hui, plus de la moitié de la capacité de travail de la population est gâchée : rendue inutile, utilisée dans des activités socialement inutiles ou sous-utilisée.

Interdiction du travail extraordinaire et du travail nocturne sauf dans les cas où il est techniquement indispensable. Limitation du nombre d'années durant lesquelles une personne peut être employée à des travaux nuisibles. Rotation dans les travaux nuisibles, fatigants et pénibles. Interdiction des relations de travail non publiquement déclarés.

Valorisation dans tous les domaines du travail volontaire, en développant sur grande échelle ce que les masses ont déjà commencé à faire dans la société bourgeoise. Distinction entre le travail volontaire et le travail obligatoire, auquel tous et toutes doivent donner leur contribution.

Tendre, au fur et à mesure que la situation concrète le permet et que la production croît, à la distribution "à chacun selon ses besoins".

Tendre à transformer toutes les activités en travail volontaire, libre expression de la créativité et de l'énergie physique et intellectuelle de chaque individu dans le cadre de l'organisation sociale. Réduction en conséquence du travail obligatoire, jusqu'à l'élimination.

**18.** Interdiction de l'emploi des femmes dans des conditions nuisibles pour l'organisme féminin. Congé rémunéré pour maternité et soin des enfants.

**19.** Institution dans chaque entreprise, complexe d'entreprises et complexe d'habitation de crèches, écoles maternelles et tout le nécessaire à la vie et à la socialité des enfants et des adultes. Le maintien, le soin et l'instruction des enfants ne doit pas grever économiquement sur les familles. À chaque enfant, la société assigne un revenu. Les parents doivent être assistés et appuyés pendant la période où les enfants ne sont pas autosuffisants.

**20.** Assurance à charge de la société pour tous les cas d'incapacité temporaire ou permanente au travail. Le principe directeur pour définir les mesures pratiques est que la sûreté et la dignité de chaque individu sont assurées par la société dans son ensemble : ils ne doivent donc pas retomber comme un malheur et une obligation sur les membres de la famille ou sur leurs voisins.

**21.** Institution d'inspecteurs du travail élus et révocables par les travailleurs, avec l'autorité pour imposer les interventions et les mesures nécessaires pour l'hygiène et la sécurité au travail et pour la prévention de la pollution. La sécurité et l'hygiène du travail et la réduction de la pollution doivent faire partie des indices d'évaluation de chaque unité productive.

**22.** Créations de bureaux de placement chargés de distribuer rationnellement la main-d'œuvre dans tous les travaux nécessaires, et d'assurer le plein emploi de toute la population. La capacité laborieuse est la ressource la plus précieuse et doit être constamment améliorée et valorisée. Dans le cadre des programmes scolaires doit être prévue la participation à la production, et les personnes âgées doivent pouvoir donner volontairement toute la contribution que leurs forces permettent.

**23.** Mesures facilitant la formation professionnelle des travailleurs et la collaboration dans les entreprises avec l'objectif de réduire la division entre travail manuel et travail intellectuel, travail d'exécution et travail de direction, d'organisation, de projet, de contrôle. Conférences des collectifs de travail. Échanges d'expériences avec des collectifs d'autres entreprises.

**24.** Mesures qui facilitent la combinaison entre ville et campagnes, échanges, séjours, etc. Industrialisation et urbanisation des campagnes, afin de rompre l'isolement et le dépeuplement des campagnes et le surpeuplement des aires urbaines (150).

**25.** Mesures qui assurent une vie digne aux personnes âgées, et la possibilité de mettre leur expérience au service de la société dans les formes et dans la mesure permise par leurs forces. Promouvoir l'utilisation de ce qu'ils peuvent donner de sorte qu'ils soient et se sentent utiles et jouissent du prestige et de l'affection qui leur revient.

### **4.3. Superstructure de la société**

**26.** Réorganisation générale des services (école, santé, culture, loisirs, cantines, etc. etc.) en les mettant au service de la promotion du bien-être des classes opprimées de l'actuelle société. Mobilisation des masses pour gérer directement les services aux différents niveaux, en réduisant au minimum indispensable la direction centrale. Lutte pour transformer le sport, la culture et les activités créatrices et récréatives d'activités professionnelles en activités librement pratiquées par les masses.

**27.** Service sanitaire national. Chaque citoyen a droit aux soins et à la meilleure assistance sanitaire que la science peut mettre à disposition. Récupération publique et valorisation de toutes les pratiques anciennes et modernes, italiennes et étrangères, qui montrent leur validité pour améliorer la santé et le bien-être. Instruction sanitaire universelle et lutte contre la propriété privée de la médecine par les médecins. Mobilisation des masses pour améliorer leurs conditions physiques et mentales.

**28.** La maternité et le soin des enfants seront considérés comme une activité socialement utile, et non comme une question privée. Éducation universelle à la maternité, à la paternité et au soin physique, moral et intellectuel des nouvelles générations comme rôle et devoir de la société entière. Protection matérielle et morale des femmes enceintes, de l'accouchement et de la période le suivant immédiatement, pour que la grossesse, l'accouchement, le soin de l'enfant et la récupération physique et morale de sa personne soient menés dans les meilleures conditions.

**29.** Le soin, l'éducation et la formation physique, morale et intellectuelle des enfants et des adolescents sont le rôle de la société. Les associations familiales, les unités de travail, l'Administration publique et les organisations de masse doivent s'en occuper activement. Développer le plus possible le lien entre les générations, casser la dépendance personnelle des adolescents et des jeunes, sur le plan matériel et psychologique, vis-à-vis de leur propre famille.

**30.** Éducation sexuelle universelle et considération de la santé et du bonheur sexuel de chaque individu comme devoir de la société. Mobilisation des masses pour lutter contre l'exploitation et la violence sur les femmes et les enfants, contre l'asservissement et la soumission des femmes aux hommes.

**31.** Adopter des mesures pour promouvoir la participation des jeunes générations à toutes les fonctions sociales auxquelles elles peuvent participer, dans la mesure de leurs forces et dans l'objectif principal de la formation, pas de la production. Favoriser par tous moyens les expériences, connaissances et relations formatrices.

**32.** Instruction générale polytechnique (pour la connaissance théorique et pratique des principales branches de la production, de l'activité sociale et des activités culturelles) gratuite et obligatoire pour tous jusqu'à 16 ans. Étroite liaison de l'instruction avec le travail social productif. Favoriser, par des mesures appropriées, l'instruction à tous les niveaux et à tout âge.

Transmission de l'instruction publique aux organes de l'autonomie locale, suppression de toute intervention coercitive du pouvoir central dans l'élaboration des programmes scolaires et dans le choix du personnel enseignant. Élection des enseignants par la population locale et révocabilité, de la part de la population, des enseignants indésirables. Distribution des vivres, du logement et des objets scolaires aux écoliers et aux étudiants par l'Administration publique, en prenant soin de former les jeunes au goût, au choix, à l'émulation, à la coopération, etc.

Promouvoir, par l'éducation, l'élimination des différences et des préjugés, combattre les retards et l'isolement. Éducation au respect et à la défense de la propriété publique et à la défense des droits individuels.

Utilisation du patrimoine didactique de la société en faveur des secteurs les plus arriérés et négligés, des périphéries, des campagnes.

**33.** Les réseaux de service (téléphone, poste, radios, internet, chemins de fer, services urbains, autoroutes, routes, services sanitaires, écoles, musées, etc. etc.) doivent être en principe utilisables librement de sorte qu'ils contribuent dans la plus large mesure possible au bien-être, au repos, au divertissement, à la croissance culturelle et au développement des relations sociales. Des limitations ne sont acceptables que si indispensables pour que personne n'en soit exclu. Développement de moyens de transport le moins nuisibles possible pour l'environnement et pour l'homme.

**34.** Nationalisation du patrimoine immobilier urbain et libre possession de l'habitation par chaque famille ou noyau autonome, protection de la propriété des travailleurs sur leur habitation. Mobilisation des masses pour l'entretien et l'amélioration hygiénique des habitations. Instruction de masse sur l'usage en sécurité des réseaux domestiques (lumière, gaz, téléphone, internet, etc.). Raccordement de toutes les habitations aux réseaux des services. Libre disponibilité de l'espace et du patrimoine immobilier pour les activités sociales au niveau des communautés locales.

**35.** Absolue liberté de langue et de culture pour les minorités nationales et linguistiques. Mesures pour développer la culture traditionnelle et assurer la vie des minorités dans tous les domaines. Utiliser systématiquement les différences culturelles pour développer la culture générale.

**36.** Développement d'une culture qui aide les masses populaires à comprendre leurs problèmes matériels et intellectuels et à y trouver des solutions appropriées. Liberté de religion, de pensée et de propagande. Chaque groupe organisé des masses populaires aura le droit d'utiliser les moyens matériels nécessaires à sa vie intellectuelle (imprimerie, radio, TV, réseaux informatiques, locaux, autre matériel).

Tout le patrimoine cognitif et scientifique de la société doit être employé au service des masses, pour améliorer les conditions matérielles, morales et culturelles de chaque individu. Abolition de la propriété des découvertes et des œuvres artistiques, des droits d'auteur, des brevets, etc.

Mobilisation des intellectuels, afin qu'ils emploient le patrimoine social dont ils sont dépositaires pour aider les masses à se comprendre mieux elles-mêmes, à comprendre leurs conditions matérielles, leurs sentiments, leurs états d'esprit, leurs relations et à les diriger de la meilleure manière.

## Chapitre V

### Les principales objections à notre Manifeste Programme

À ce Manifeste Programme seront certainement adressées de très nombreuses objections. Celles-ci sont en partie le reflet intellectuel de l'influence et de l'hégémonie que la bourgeoisie, le clergé et les autres classes dominantes du passé ont encore sur les masses populaires ; et en partie le reflet intellectuel de la transformation en cours des masses populaires : la lutte pour une compréhension plus juste du monde existant et du nouveau monde qui naît. Examiner en profondeur chaque objection est un aspect important de notre lutte dans le domaine intellectuel.

Voyons les principales objections.

**1. *À ceux qui n'ont pas confiance dans le fait que les masses conflueront à nouveau derrière le drapeau du communisme et sous la direction du Parti communiste ;***

Nous répondons qu'il est faux de penser le futur comme similaire au présent. C'est ce qui est seulement en germe dans le présent, qui sera grand demain. Ce qui n'est aujourd'hui que possible, sera la réalité de demain. La bourgeoisie impérialiste n'offre aux masses populaires aucune perspective de progrès, elle n'offre même pas aux masses populaires la possibilité de continuer à vivre dans les conditions actuelles. La bourgeoisie elle-même doit subvertir et subvertit l'ordre existant, forçant les masses à se mobiliser afin de trouver des solutions nouvelles pour leur vie. C'est ceci, et non les sermons et les idées, qui conduisent et conduiront les masses à sortir des modes de vie devenues habituels et à faire des choses que, depuis des années, elles n'ont pas faites (ce que, dans le mal, confirment même les épisodes les plus répugnants de la chronique courante).

La tendance propre du capitalisme (contrairement à ce qui disent les représentants de la culture bourgeoise de gauche, les keynésiens, les operaïstes (\*), etc.) n'est pas à concéder du revenu "pour élargir le marché", à apporter dans le monde des aides, les "droits humains" et la démocratie. Le capitalisme tend principalement à diviser et à opposer les masses, à augmenter la misère, l'oppression, l'exploitation, l'abrutissement et l'asservissement.

La bourgeoisie l'a montré même dans les années de reprise et de développement (1945-1975), dans les pays où elle ne sentait pas sur sa nuque le souffle du mouvement communiste. Elle le montre maintenant 'partout' : partout où cette tendance n'est entravée par aucune lutte des masses populaires, que seule la classe ouvrière avec son Parti peut développer sur une large échelle et diriger avec succès (151).

Au cours de la crise générale et en l'absence d'un fort mouvement révolutionnaire, cette tendance de la bourgeoisie se réalise sur une large échelle et dans une mesure particulièrement profonde, odieuse et repoussante. Elle devient donc un facteur de la mobilisation (révolutionnaire ou réactionnaire) des larges masses populaires.

**2. *Aux Forces Subjectives de la Révolution Socialiste et aux travailleurs avancés que l'indifférence des masses à leurs appels rendent timides, instables, parfois en proie au découragement et à la désillusion, et tentés par l'abandon ;***

Nous répondons que ce sont leurs erreurs de conception et de méthode, que c'est leur déviation de la conception et de la méthode que l'expérience du mouvement communiste indique comme justes, nécessaires et efficaces, que ce sont leurs limites qui rendent vains leurs appels, qui rendent les masses sourdes à leurs appels. Parfois, les masses sont repoussées par l'opportunisme de certaines "avant-gardes" qui refusent d'assumer elles-mêmes, en premier lieu, le rôle et la responsabilité conséquences de leurs appels et dont les masses ont besoin pour déployer leur activisme ; elles sont repoussées par l'opportunisme qui conduit certaines "avant-gardes" à demander aux masses de remplir des rôles que les masses aujourd'hui ne peuvent pas directement remplir. À cette catégorie appartiennent

aujourd'hui ceux qui voudraient que les masses mènent des luttes revendicatives sur une large échelle sans Parti communiste, qui voudraient la "reconnaissance des masses" pour leur Parti avant même de l'avoir constitué et qu'il ait montré aux masses qu'il mérite leur confiance, ceux qui propagent parmi les masses la nécessité de la reconstruction du Parti sans s'engager directement dans la reconstruction.

**3. Aux sceptiques et aux adversaires de l'existence du Parti communiste ;**

Nous répondons, en utilisant l'expérience de 160 ans de mouvement communiste, que tant les victoires que les défaites de la classe ouvrière montrent que le Parti communiste est indispensable. La classe ouvrière n'a jamais conquis le pouvoir là où il n'y avait pas un Parti construit expressément pour cet objectif. Elle ne l'a conquis que là où il y avait un tel Parti. La démolition des pays socialistes et du camp socialiste a commencé lorsque la droite a pris la direction des Partis communistes.

D'autre part, la victoire des déviations dans le Parti n'est pas inévitable. Le mouvement communiste apprend à lutter efficacement contre les déviations dans le Parti. Il a déjà accumulé une expérience dans le domaine de la prévention et de la lutte contre les déviations dans le Parti : la compréhension du reflet inévitable de la lutte entre deux classes dans le Parti communiste, la lutte entre deux lignes dans le Parti, la tendance objective des masses populaires au communisme, la ligne de masse. Ce sont les apports du maoïsme à la théorie du Parti (152).

**4. Aux sceptiques et à ceux qui donnent une évaluation négative de l'expérience de la construction du socialisme (transition du capitalisme au communisme) menée dans les premiers pays socialistes ;**

Nous montrons les grands résultats atteints par le mouvement communiste au cours de la première vague de la révolution prolétarienne (la première crise générale du capitalisme) : un camp socialiste qui allait de l'Europe (Elbe-Adriatique) jusqu'au Pacifique méridional avec un tiers de la population mondiale d'alors. Nous indiquons les grandes conquêtes économiques, politiques, culturelles réalisées en peu de temps dans ces pays, par les masses populaires parmi les plus opprimées et arriérées de la planète. Les masses, même les plus arriérées, une fois libérées de l'oppression de la bourgeoisie et des autres classes exploiteuses, apprennent rapidement, sur la base de leur expérience, à régler pacifiquement et de manière progressive les rapports en leur sein, et trouvent des solutions progressistes pour les contradictions au sein du peuple. Déjà, Marx faisait remarquer que l'être humain se forme toute connaissance, toute perception, etc. à partir du monde sensible et de l'expérience dans le monde sensible ; ce qui importe donc est d'organiser le monde empirique de sorte que l'être humain, dans celui-ci, fasse expérience de ce - et prenne l'habitude à ce - qui est vraiment humain, de sorte que l'être humain fasse l'expérience de lui-même comme être humain. Si l'être humain n'est pas libre dans le sens d'avoir le pouvoir de développer, enrichir et faire valoir sa vraie individualité, on ne doit pas punir le crime individuellement, mais détruire les foyers sociaux du crime et donner à chacun l'espace social pour les manifestations des aspects essentiels de sa vie. Si l'être humain est modelé par les circonstances, il est nécessaire de modeler humainement les circonstances (153). L'intention de changer en masse les individus avant de changer la société, c'est-à-dire avant d'éliminer l'oppression qui les fait tels qu'ils sont, est une fantaisie seulement confortable à ceux qui veulent détourner les forces de la lutte pour l'élimination de l'oppression. En réalité, la société actuelle produit les forces qui la changeront. De ce changement et au cours de celui-ci se lèvera peu à peu, à son tour, la transformation en masse des sentiments, des habitudes et de la conscience de chaque individu.

**5. À ceux qui nous objectent que les premiers pays socialistes n'ont pas réussi à rester debout, tandis que les pays capitalistes sont toujours debout ;**

Nous expliquons les raisons pour lesquelles, à partir d'un certain point, à commencé le déclin des premiers pays socialistes, leur rapprochement avec les pays capitalistes, leur nouvel asservissement (financier, commercial, technologique, culturel, politique) au système

impérialiste mondial. Ce qu'il se passe aujourd'hui dans les ex-pays socialistes, de l'exploitation féroce des femmes, des enfants et des travailleurs aux crimes les plus atroces, aux massacres nationalistes, montre que les conquêtes d'hier n'étaient pas fonction de la 'nature' des peuples qui en étaient protagonistes, ni des caractéristiques naturelles des pays, ni de l'héritage historique de ces peuples. Elles étaient fonction du système et du seul système social socialiste. La Commune de Paris (1871), bien que défaite, a également été un marchepied qui a permis à la classe ouvrière et aux masses populaires du monde entier, qui avaient besoin d'échapper à l'étreinte de la première crise générale du capitalisme, d'accomplir un plus grand pas en avant quelques décennies plus tard. De même, les premiers pays socialistes, bien que vaincus, seront un marchepied qui permettra aux travailleurs, aux femmes, aux enfants, aux jeunes, aux personnes âgées, aux membres des ethnies et des nationalités opprimées, aujourd'hui écrasées au-delà des limites connues jusqu'à présent de notre génération, par le 'triomphe' des groupes et des États impérialistes sur les premiers pays socialistes, d'accomplir un nouveau grand bond en avant au cours de la seconde vague de la révolution prolétarienne, qui se lève dans le monde entier.

Nous devons combattre la conception historique selon laquelle « si les révisionnistes modernes ont prévalu dans les pays socialistes après 1956 (ou après 1976), cela signifie que déjà avant, dans les pays socialistes, il y avait quelque chose d'erroné » (ou même, disent les plus 'courageux' - les bordiguistes, les trotskistes et autres compères de la culture bourgeoise de gauche - « déjà avant les pays socialistes étaient pourris »). Dans ce 'raisonnement', dans cette 'démonstration', dans cette conception se combinent incompréhension de la dialectique et esprit réactionnaire.

Incompréhension de la dialectique : une chose qui se fait, est précisément telle parce qu'elle n'est pas encore faite. Elle est et elle n'est pas. Elle est encore ce qu'elle était avant, mais elle ne l'est déjà plus. Elle n'est pas encore ce qui sera, mais dans une certaine mesure elle l'est déjà. En cela, est inhérente la possibilité de coup d'arrêt et de régression. Non pas comme une maladie, une tare, une erreur, mais comme un aspect naturel de la chose même, du mouvement de la chose. À la chose qui est et qui n'est pas encore, qui n'est plus mais n'est pas encore, ils opposent au contraire la chose qui est. Si elle est pourrie demain, alors elle l'est aussi aujourd'hui et l'était même hier. Ce qui ne vaut même pas pour les fruits, qu'on s'imagine ce que cela peut valoir pour un phénomène bien plus complexe comme une société !

Esprit réactionnaire : cette conception condamne non seulement les premiers pays socialistes, mais aussi la révolution qui les a produits (et ici elle se rejoint avec toute la pourriture social-démocrate et bourgeoise qui était contre la Révolution d'Octobre, qui disait qu'il ne fallait pas la faire et qui la combattit avec un acharnement sans limites d'infamie et de crimes). Mais ensuite, sur la même lancée, si elle est cohérente, elle doit condamner aussi ce qui a conduit à la Révolution d'Octobre : le mouvement communiste. Et ensuite, elle doit condamner ce qui a engendré le mouvement communiste et la naissance du prolétariat : la révolution bourgeoise, la Révolution française de 1789. Et à cela, en effet, la bourgeoisie est déjà arrivée ! La mauvaise compagnie en laquelle ils finissent, devrait faire réfléchir les négateurs de l'expérience des premiers pays socialistes !

**6. *À ceux qui nous objectent que si chaque individu a selon ses besoins, s'il s'enlève ainsi l'aiguillon du besoin et le stimulant de l'intérêt individuel, s'éteindra toute créativité et tout activisme dans la production et dans la vie sociale ;***

Nous montrons que la réalité même de la société bourgeoise nie leur affirmation (72).

Des millions de simples travailleurs salariés effectuent avec passion et initiative leur travail, malgré la misère de leur salaire et les conditions d'asservissement, de mortification de la créativité et de précarité dans laquelle les patrons les obligent à travailler. Des millions de femmes vaquent avec passion et dévouement à leurs enfants, leurs familles et leurs foyers bien que dans la société bourgeoise leur activité ne soit pas considérée comme un travail. Des milliers d'artistes, de scientifiques, de chercheurs ont déployé et déploient des grands efforts pour créer des grandes œuvres, souvent inconnues.

Des millions de personnes effectuent un travail volontaire non rétribué, souvent dans des conditions très difficiles, un travail que la classe dominante exalte contre les travailleurs qui luttent pour un salaire, mais en même temps relègue aux marges de la « vraie économie » et soude, exploite et rend odieux aux masses avec les entreprises du « troisième secteur », du non-profit et des Organisations non gouvernementales (ONG) promues, financées et manipulées par les gouvernements impérialistes. La bourgeoisie ne réussit précisément à traiter beaucoup de manifestations, parmi les plus aiguës et déstabilisantes de la société bourgeoise, que grâce au travail volontaire.

Et pas seulement : regardons combien d'efforts et de crimes la classe dominante doit accomplir, pour forcer les jeunes à s'adapter et à travailler seulement pour de l'argent, reniant les meilleures aspirations de leur vie. Combien de déceptions et de frustrations, combien de gaspillage d'énergies physiques, intellectuelles et morales !

Regardons l'histoire du passé : depuis combien de temps les hommes ont travaillé et construit les prémisses de la civilisation, dont nous jouissons des fruits, sans être animés par un intérêt individuel ?

Regardons le présent : des millions de travailleurs ont donné et donnent des ressources, de la sueur et du sang dans la lutte pour le socialisme et dans les luttes anti-impérialistes de libération nationale.

Regardons enfin l'aurore qui a annoncé notre futur, regardons les premiers pays socialistes : des centaines de millions d'hommes et de femmes ont montré ce que réussissent à faire les masses sans être mues par l'intérêt individuel. Une fois libérées des freins et des obstacles posés par la loi de la valeur et par l'exploitation des capitalistes, les masses populaires ont développé leurs forces productives et ont multiplié la richesse matérielle et spirituelle de la société et de chaque individu, malgré le fait qu'ils aient constamment dû se défendre d'agressions, de sabotages et de blocus économiques déchaînés par la bourgeoisie impérialiste qui restait encore la classe dominante au niveau mondial. Les masses populaires de pays socialistes ont montré, pendant une courte période et malgré toutes les traces de la société bourgeoise qu'elles traînaient encore avec elles, de quoi sera capable "une société dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous", au contraire de la société bourgeoise dans laquelle la libre initiative de quelques individus a comme condition nécessaire l'asservissement et l'abrutissement de l'immense majorité de la population.

Que reste-t-il de l'objection qui nous est faite, sinon que la bourgeoisie projette son ombre avide sur nos esprits ? Ce sont les bourgeois qui ne font rien si ce n'est pour l'intérêt individuel et pour l'argent, et qui pour l'intérêt et pour l'argent sont prêts à tous les crimes. Les classes exploiteuses ont fait travailler la masse de la population par la contrainte de la force ou du besoin. Elles ne conçoivent pas pour les travailleurs un autre mode de vie. Parfois, la bourgeoisie réussit à faire croire que sa mentalité et sa conception sont naturelles et universelles. Bien au contraire ! Elles reflètent des rapports sociaux qui détruisent les conditions de vie et l'environnement dans lequel nous vivons, et étranglent des millions d'êtres humains dans tous les coins du monde. Et c'est à eux que l'on va parler de ce système auquel ils participeraient pour leur intérêt individuel ?

*7. À ceux qui nous objectent que ni l'oppression que les femmes subissent aujourd'hui, ni l'oppression des nationalités et le racisme, ni la soumission des jeunes aux adultes, ni beaucoup d'autres contradictions qui divisent les masses populaires ne se résoudront automatiquement dans le socialisme ;*

Nous répondons que ceci est parfaitement vrai. Il faudra une lutte spécifique sur chacun de ces fronts. Nous la mènerons. Pourrons-nous vaincre ? Nous faisons remarquer que la bourgeoisie, par l'évolution objective des choses, est devenue le point de convergence de toutes les vexations et les violences, de toutes les oppressions (76). Il suffit de regarder la condition des femmes et des enfants dans la société actuelle, le sort que les groupes impérialistes réservent aux femmes et aux enfants dans les pays les plus civilisés que la bourgeoisie ait réussi à créer. D'autre part, la classe ouvrière ne réussira pas à échapper à sa condition d'oppression, à l'exploitation et à la précarité si elle ne transforme pas aussi la



condition de tous les autres opprimés, si elle ne met pas fin à toute oppression. Il ne peut y avoir de communisme sans mettre fin à l'oppression et à la marginalisation des femmes et à tout type d'oppression. Le socialisme réunit les conditions nécessaires pour le faire et la classe ouvrière le fera.

Si nous ne retirons pas le pouvoir à la bourgeoisie, toute tentative et tout effort de résoudre les autres contradictions particulières resteront vains ; parce que la classe dominante, ses rapports et sa nécessité de défendre sa domination l'empêchent, et forcent la masse des individus à reproduire les conditions qui les oppriment.

La bourgeoisie perpétue et engendre des contradictions au sein du peuple. Elle transforme systématiquement la contradiction qui oppose la bourgeoisie au peuple en contradictions au sein du peuple. Les contradictions au sein du peuple ne peuvent être définitivement résolues que si l'on résout la contradiction principale, celle qui oppose les masses populaires à la bourgeoisie impérialiste. C'est seulement dans le cadre du socialisme que disparaît la racine des conditions de vie pratiques qui engendrent la misère, l'abrutissement, l'égoïsme et la violence. Il est donc possible, également, de combattre efficacement et avec succès les manifestations de ceux-ci dans les rapports parmi les masses populaires. L'expérience, aussi brève fut-elle, des premiers pays socialistes, a fourni mille éléments confirmant ceci.

**8. À ceux qui nous objectent que l'État ne peut pas disparaître, car les hommes auront toujours besoin de cohésion sociale et donc d'institutions qui la rendent possible, dans la société communiste encore plus que dans la société bourgeoise ;**

Nous disons qu'ils ont raison, mais qu'ils ne distinguent pas deux fonctions bien distinctes et en même temps contradictoires que l'État remplit aujourd'hui. Considérons les sociétés à capitalisme monopoliste d'État. D'une part nous avons le vieil État comme moyen d'oppression et de contrainte, un corps étranger de fonctionnaires qui pèse sur la masse de la population. De l'autre nous avons l'État qui, avec ses corps de fonctionnaires, organise la vie sociale. Et bien souvent, il prétend seulement l'organiser, car la fonction principale que la bourgeoisie lui assigne est la première, car la bourgeoisie fait de l'État un instrument de ses intérêts opposés à ceux des masses populaires. Ce qui s'éteindra au cours du socialisme, sera la première fonction ; et avec elle, le besoin de faire remplir la deuxième par un corps de fonctionnaires détachés professionnellement et systématiquement de la masse de la population.

Les masses populaires organisées assumeront progressivement la gestion de leur vie sociale et réprimeront elles-mêmes les éventuels comportements antisociaux : directement ou par des délégués révocables. Plus d'hommes politiques de profession, plus de corps politiques professionnels à vie (magistrats, policiers, militaires, diplomates, fonctionnaires), plus de secrets d'État. Ceci est l'extinction de l'État. (Voir aussi le chap. 1.1 de ce Manifeste Programme) (111)

**9. À ceux qui nous objectent que nous, communistes, sommes opposés à l'égalité des droits politiques ;**

Nous faisons observer que cette égalité des droits politiques, la bourgeoisie l'a proclamée et la proclame encore. Mais elle ne l'a jamais réalisée. Et elle ne pouvait pas la réaliser, parce que les conditions de vie auxquelles elle force la masse de la population, excluent celle-ci de l'exercice effectif des droits politiques que la loi proclame. La nature même du système politique bourgeois et la nature même de l'État bourgeois, avec leurs secrets d'État et leurs corps de professionnels de la politique et de fonctionnaires, réaffirment cette exclusion. Nous, communistes, partons de l'inégalité réelle, mobilisons et organisons l'avant-garde des classes opprimées ; et aux côtés de celle-ci nous créons un nouveau système politique qui favorise la participation des masses à l'activité politique et réservons les droits politiques aux classes actuellement opprimées, nous leur apportons l'organisation et l'élévation culturelle pour un exercice effectif des droits politiques, et créons les conditions matérielles, intellectuelles et politiques pour qu'elles les exercent effectivement. Par cette voie, nous arriverons à une société gouvernée par la population organisée elle-même. Ceci est la

démocratie effective pour laquelle nous luttons. En ce sens, nous menons à son accomplissement la démocratie que la bourgeoisie n'a fait que proclamer (111).

**10. À ceux qui doutent que la révolution socialiste puisse triompher dans un seul pays ;**

Nous répondons que non seulement c'est possible, mais cela s'est déjà produit et il est probable que dans l'avenir aussi, la révolution (socialiste ou de nouvelle démocratie) ne triomphe pas en même temps dans tous les pays. Malgré l'unité créée par la bourgeoisie dans le monde, le développement matériel et intellectuel des différents pays est très diversifié, la construction et la force du mouvement communiste et des Partis communistes est très différente. Et la crise générale du capitalisme les diversifie encore plus.

Qu'est-ce qui empêchera la bourgeoisie impérialiste d'étouffer à la naissance la révolution qui se développe dans un pays ou dans quelques pays, en employant la force et l'arrogance de ses armes et de sa richesse, en mobilisant tout ce qui restera d'arriéré dans les masses populaires, en exploitant l'influence et l'hégémonie qu'elle hérite de l'histoire ? Le fait est que la situation révolutionnaire est universelle. Les régimes de la bourgeoisie impérialiste dans les différents pays sont instables, en proie à des convulsions en tout genre. Les masses populaires sont en ébullition dans chaque pays. Le système des relations internationales entre États, institutions et groupes impérialistes est toujours plus secoué de contradictions et de luttes. Les groupes impérialistes luttent entre eux. Les foyers de révolution sont toujours plus répandus. La bourgeoisie impérialiste, et en particulier la bourgeoisie impérialiste US, a beaucoup d'ennemis dans le monde et ceux-ci seront nos alliés, si nous montrons savoir nous imposer et tenir tête à la réaction. Si nous sommes forts, nous aurons beaucoup d'alliés.

Ceci a empêché la bourgeoisie impérialiste de concentrer ses forces avec succès contre la première république soviétique. Ceci empêchera la bourgeoisie d'étouffer de prochaines révolutions à la naissance. Le Vietnam a été une grande leçon, bien que le peuple vietnamien ait mené sa lutte avec succès dans une période où le système impérialiste mondial était relativement stable. La force des masses populaires guidées par la classe ouvrière et par son Parti communiste, l'ébullition révolutionnaire qui croît dans tous les pays, les contradictions et les guerres entre groupes et États impérialistes, la solidarité internationaliste des masses populaires : voilà, dans l'ordre, les facteurs qui permettent la victoire de la révolution socialiste dans un pays ou dans un groupe de pays, malgré la force et l'arrogance de la bourgeoisie impérialiste.

**11. Aux sceptiques et à ceux qui nient la possibilité que la révolution socialiste triomphe en Italie ;**

Nous indiquons les raisons pour lesquelles le vieux PCI a réalisé les grandes avancées qu'il a réalisées, a mené la classe ouvrière au point le plus haut et aux conquêtes. Nous indiquons aussi les raisons pour lesquelles le vieux PCI n'est pas parvenu (ni ne pouvait parvenir, étant données les erreurs qui ont été commises et les limites qui n'ont pas été dépassées) à la victoire.

Les Forces Subjectives de la Révolution Socialiste qui assument, comme référence générale, l'aile gauche du vieux PCI (Pietro Secchia & Co), visent en somme à refuser le maoïsme comme troisième et supérieure étape de la pensée communiste.

Notre Manifeste Programme comprend un bilan des expériences du mouvement communiste en Italie. Il indique en particulier tout ce que les communistes, les ouvriers et les masses populaires ont accompli de positif et que nous faisons nôtre. En second lieu, nous cherchons à comprendre et comprendrons toujours mieux les erreurs du vieux PCI (analyses, lignes, méthodes erronées qui déviaient de ce que le mouvement communiste avait déjà acquis avec le marxisme-léninisme : le bolchévisme) et les limites de vieux PCI (analyses, lignes, méthodes erronées qui exigeaient un développement du patrimoine du mouvement communiste, ce qui a été accompli avec le maoïsme). C'est seulement ainsi, que nous sommes les dignes successeurs de ceux qui nous ont précédés dans la lutte pour instaurer le socialisme dans notre pays.

## Notes pour l'étude du Manifeste Programme

Par ces notes nous visons trois objectifs.

1. Offrir un guide aux camarades qui seront appelés à enseigner et expliquer ce Manifeste Programme aux candidats et au public.
2. Offrir des réflexions et des références aux camarades qui, dans les écoles pour cadres dirigeants, devront approfondir les thèses exposées dans le Manifeste Programme.
3. Montrer que notre conception est basée sur le patrimoine théorique du mouvement communiste, le marxisme-léninisme-maoïsme, et développe celui-ci.

1. (p. 5)

K. Marx (1818-1883) et F. Engels (1820-1895) ont recueilli et synthétisé l'expérience des luttes de la classe ouvrière. À cet effet, ils ont utilisé les moyens les plus avancés de connaissance accumulés par l'humanité jusqu'à leur époque :

- la philosophie dialectique de G.W.F. Hegel (1770-1831),
- l'économie politique d'Adam Smith (1723-1790) et David Ricardo (1778-1823),
- le matérialisme des Lumières françaises du XVIIIe siècle.

Références :

V.I. Lénine, *Les trois sources et les trois parties intégrantes du marxisme* (1913), *Œuvres* vol.19.

V.I. Lénine, *Karl Marx* (1914), *Œuvres* vol. 21.

F. Engels, *Anti-Dühring* (1878), *Œuvres complètes* vol. 25.

F. Engels, *Ludwig Feuerbach et le point d'abordage de la philosophie classique allemande* (1883).

2. (p. 5, 6, 19, 50, 51, 61, 85, 103, 160)

### Un processus d'histoire naturelle

Par cette affirmation, nous voulons signifier un processus qui a en lui-même et dans les circonstances ses propres raisons de se dérouler. Son déroulement n'est pas fonction d'interventions métaphysiques, mystérieuses, divines. Toute transformation est fonction de l'action de forces internes à la chose qui se transforme et de forces (conditions, circonstances) externes. Les unes et les autres, comme leurs relations réciproques, les hommes peuvent les connaître et les comprendre par une recherche adéquate. Les raisons du développement et de la nature de chaque nouvelle étape du processus peuvent se retrouver dans l'étape qui l'a précédée, et dans les circonstances dans lesquelles la nouvelle étape surgit.

Selon le matérialisme dialectique, tout phénomène et événement, ceux qui tombent directement sous nos sens comme ceux que nous connaissons par d'autres voies, ceux qui sont l'objet des sciences naturelles traditionnelles (en tout cas reconnues et constituées) comme les autres, y compris les pensées, les comportements, les sentiments etc. doivent être étudiés comme des processus d'histoire naturelle qui se développent chacun selon ses propres lois. Ces lois, nous pouvons les découvrir par l'observation empirique, l'expérimentation, et l'analyse des données de l'une et de l'autre. Beaucoup de choses sont encore inconnues ; nous n'avons pas encore découvert la source et les lois de développement de beaucoup de phénomènes ; mais rien n'est par nature insaisissable. Ce qui est proprement humain, ce qui distingue l'espèce humaine des autres espèces animales, est 1. La capacité de connaître, et de vérifier et employer la connaissance dans l'action qui transforme le monde et l'homme lui-même, 2. Les capacités d'analyser, à partir des relations avec la nature et des relations entre les groupes sociaux et entre les individus, des règles et des critères de comportement qui transforment la société et les individus. Ces capacités ont engendré le côté spirituel de l'espèce humaine : un ensemble d'activités, d'institutions et de produits qui, au cours de l'histoire de l'humanité, au fur et à mesure, surpassent et conditionnent son côté animal. Ce sont les activités 'spécifiquement humaines' que les classes dominantes ont en grande partie fermées et ferment encore aux classes exploitées et opprimées : elles en font un monde à elles, réservé aux classes dirigeantes et

dominantes. Le communisme sera la société construite par les classes jusqu'à présent exploitées et opprimées, qui auront finalement accédé en masse à ces activités spécifiquement humaines.

3. (p. 5, 21)

#### Le matérialisme historique

La connaissance de la société humaine et des individus qui la composent concerne et doit concerner de nombreux aspects qui sortent du cadre de l'activité économique : la politique, la morale, la psychologie, les sciences, les arts, les religions, etc. Le développement de ces aspects dans le temps cesse d'apparaître comme une succession plus ou moins fortuite et arbitraire de faits (dans laquelle le hasard et le libre-arbitre sont modérés ou même masqués en recourant à l'intervention divine), et leur enchaînement entre eux devient au contraire compréhensible, si le développement est étudié en le combinant avec l'histoire des modes de production. La théorie du matérialisme historique a eu, pour les sciences sociales et humaines, une importance analogue à celle qu'a eue la théorie de l'évolution des espèces pour les sciences biologiques.

Références :

K. Marx, *Introduction à la Critique de l'économie politique* (1859).

F. Engels, *Anti-Dühring* (1878), *Œuvres complètes* vol. 25.

F. Engels, *Lettre à K. Schmidt du 27 octobre 1890*, *Œuvres complètes* vol. 48.

V.I. Lénine, *Qui sont les « amis de peuple » et comme ils luttent contre les social-démocrates ?* (1894), *Œuvres* vol. 2.

4. (p. 5)

#### Les classes

Celui qui, actuellement, cherche à comprendre dans les grandes lignes comment fonctionne la société, découvre que dans chaque pays elle est divisée en grands ensembles appelés classes. Chaque classe occupe, dans l'ordonnement de l'activité économique de la société, une place déterminée et distincte et joue un rôle qui lui est propre. Dans les grandes lignes, les caractéristiques de chaque classe et ses relations avec les autres dépendent de sa relation avec les moyens de production et les autres forces productives (possession ou propriété), de son rôle dans la division sociale du travail, de la part qu'elle reçoit dans la division du produit social (les trois aspects des rapports de production – voir aussi la note 20 'Rapports de production').

Selon la définition classique de Lénine, « on appelle classes ces grands groupes de personnes qui se différencient par la place qu'elles occupent dans le système historiquement déterminé de la production sociale, par leurs rapports (généralement sanctionnés et fixés par des lois) avec les moyens de production, par leur fonction dans l'organisation sociale du travail et, donc, par la mesure de la part de richesse sociale dont ils disposent et par la manière dont ils la reçoivent et dont ils en jouissent. Les classes sont des groupes de personnes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, selon la place différente occupée dans un système déterminé d'économie sociale ».

V.I. Lénine, *La grande initiative* (1919), *Œuvres* vol. 29.

Voir aussi le chap. 1.2 de ce Manifeste Programme.

5. (p. 5, 21)

#### Les forces productives de la société comprennent :

- la capacité laborieuse des individus travailleurs (force de travail),
- les animaux, les végétaux, les minéraux et les autres ressources naturelles employées dans la production,
- l'organisation sociale et les connaissances employées dans le processus de travail (le professionnalisme, la technique et la science),
- les outils, les machines, les installations et les implantations que les travailleurs utilisent dans le processus productif,

- les infrastructures (ports, canaux, routes, etc.) et les réseaux (lignes électriques, oléoducs, etc.) utilisés pour la production.

6. (p. 5, 21)

#### La division de la société en classes

La division de la société en classes d'exploités et d'exploiteurs, d'une part, força et habitua les hommes à travailler et à produire plus que ce qui était nécessaire à leur survie immédiate (surtravail et surproduit), et à produire pour des individus qui n'appartiennent pas à leur famille ni à leur tribu : en somme, elle fut un pas en avant décisif dans le processus de distinction entre l'espèce humaine et les autres espèces animales. D'autre part, elle permit que quelques uns d'entre eux se dédient à des activités non nécessaires à leur survie immédiate, dans une mesure telle qu'elle donna lieu à des activités qualitativement supérieures (quantité-qualité). Le patrimoine culturel, scientifique et artistique, et en général la richesse de la société, ont été durant des millénaires le résultat du surtravail et du surproduit créés par la division de la société en classes d'exploités et exploités, d'opprimés et d'opresseurs, et ont été le patrimoine exclusifs des exploités et des opresseurs.

7. (p. 5, 23)

#### L'État

Au cours de l'histoire, dans chaque société se sont développées des activités, fonctions et organes pour la défense des intérêts communs contre les attaques internes et extérieures. Avec le développement de la division de la société en classes, ceux-ci sont devenus un pouvoir indépendant de la société, entre les mains de la classe qui dominait la société entière. C'est l'État.

L'État a accompli un processus historique de développement. Dans les grandes lignes, les étapes fondamentales ont été : 1. l'État comme organe-fonction de la société (le peuple en armes, la violence comme fonction sociale), 2. L'État comme organe-fonction de la classe dominante (l'État corporatif), 3. L'État comme organe-fonction « au-dessus des classes »\*, distinct même de la classe dominante, ne coïncidant pas directement avec elle, lui appartenant, mais ayant comme tâche suprême la défense de son système social. Tel est l'État capitaliste, l'État moderne. Sur l'argument voir aussi le chap. V - Objection 8 de ce MP.

[\* NdT : les camarades du (n)PCI entendent, par là, que le capitalisme est un ordre social instable caractérisé par l'anarchie de la production, de la spéculation, etc. : un mode de production où chaque capitaliste est mû, avant tout, par son propre intérêt (la valorisation de son capital) ; alors même que les conditions de la production et de la création de richesse sont collectives (la société, la masse des travailleurs). Il s'agit, en fait, tout simplement de la contradiction entre le caractère social de la production (sur laquelle repose ensuite tout l'aspect financier), et le caractère individuel-privé de la propriété des moyens de production et de l'appropriation de la richesse créée. Afin de préserver l'ordre social et le mode de production, et d'assurer la reproduction de la société et des forces productives, l'Etat de la bourgeoisie doit donc lutter y compris contre les excès des bourgeois pris individuellement... Son rôle est de protéger le capitalisme « y compris contre lui-même » ; y compris contre les capitalistes eux-mêmes.

Il ne faut donc pas comprendre, dans cette phrase, que le (n)PCI accorderait une valeur 'neutre', sans contenu de classe, 'arbitrale', à l'Etat moderne, qui reste l'Etat de la bourgeoisie et en particulier des monopoles.]

8. (p. 6)

#### Productivité du travail humain

La quantité de biens ou de services produits par un travailleur, dans l'unité de temps (ex. : par jour), est la productivité de son travail. Lorsque le travail devient collectif, comme dans les usines et les entreprises modernes, il est généralement impossible de distinguer la contribution de chaque travailleur à la production. Le mot d'ordre "à chacun selon son travail" perd sa signification. Dans ce cas la productivité du travail est donnée par la quantité

de biens ou de services produits, dans l'unité de temps, par une collectivité de travailleurs donnée.

9. (p. 6, 86)

#### Caractère collectif des forces productives

Pour augmenter la productivité du travail de ses ouvriers, la bourgeoisie a dû rendre les forces productives toujours plus collectives, c'est-à-dire telles que la quantité et la qualité des richesses produites dépendent toujours moins des capacités, de la qualité et des caractéristiques du travailleur pris individuellement, et de ses efforts personnels (son dévouement au travail, la durée de son travail, son intelligence, sa force, etc.). Elles dépendent en revanche toujours plus de l'ensemble organisé des travailleurs (le collectif de production), du collectif dans le cadre duquel l'individu travaille, des moyens de production dont ce collectif dispose, des conditions dans lesquelles il travaille, de la combinaison des divers collectifs de travailleurs, du patrimoine scientifique et technique que la société emploie dans la production et d'autres éléments sociaux. Suite à cela, le travailleur isolé est réduit à l'impuissance : il ne peut produire que s'il est inséré dans un collectif de production (entreprise, unité productive). Mais, en même temps, se sont créées les conditions pour que croissent la productivité du travail, la conscience de la masse des travailleurs, leur capacité et aptitude à s'organiser, c'est-à-dire à se constituer en collectif et à se diriger, leur aptitude à développer des activités humaines intellectuellement et moralement supérieures, les activités spécifiquement humaines (voir la note 2).

10. (p. 7)

#### Les conditions objectives et subjectives du communisme

Les conditions objectives pour l'instauration du socialisme, phase inférieure du communisme, consistent dans un certain degré de développement économique. Donc, un certain degré de concentration du capital (et donc aussi des travailleurs) et de prolétarianisation des travailleurs et, par conséquent, un certain niveau de productivité du travail et de production des moyens nécessaires à l'existence. Depuis toujours, les hommes ont lutté contre la nature pour lui arracher ce qui leur était nécessaire pour vivre. Durant des siècles, ce qu'une société réussissait à produire ne suffisait pas à satisfaire tous les membres de la société selon les critères les plus avancés de la société même. Seules les classes exploiteuses et dominantes vivaient à ce niveau supérieur. Dans le capitalisme, cet obstacle a été peu à peu éliminé. Déjà au XIXe siècle, les crises périodiques de surproduction de marchandises ont montré que cet obstacle était désormais dépassé. C'était désormais le système social qui empêchait que tous les membres de la société disposent des conditions et des moyens nécessaires à une vie conforme aux critères les plus avancés de la société même.

Les conditions subjectives du socialisme consistent en un degré d'organisation et un niveau de conscience de la masse du prolétariat, telle qu'il soit capable d'agir comme classe distincte du reste de la société et opposée à la classe dominante. Ces conditions ont été atteintes en Grande-Bretagne avec le mouvement chartiste (1838-1850). Dans le reste des actuels pays impérialistes (mis à part le Japon - voir la note 43) elles furent atteintes dans la seconde moitié du XIXe siècle.

11. (p. 7)

#### La dictature du prolétariat

Les États qui gouvernent actuellement les pays capitalistes sont des organes de direction de la bourgeoisie impérialiste sur la société entière. Cette classe a le monopole du pouvoir (voir la note 7). Il est économiquement impossible (voir la note 26) que les pays impérialistes soient gouvernés par d'autres classes, quelle que soit la forme (démocratique ou autoritaire, monarchique ou républicaine) par laquelle la classe dominante règle les rapports entre les groupes qui la composent, et entre elle et les autres classes. En ce sens, et pour cela, tous les États des pays capitalistes sont des dictatures de la bourgeoisie. En définitive, dans ces pays, un gouvernement ne peut fonctionner que s'il a le soutien de la partie décisive de la bourgeoisie et s'il perpétue et épaulé son système social.

Pareillement, dans les pays socialistes, le pouvoir sera le monopole de la classe ouvrière. Donc, l'État des pays socialistes sera l'État de la dictature de la classe ouvrière (dictature du prolétariat). Mais, par la nature propre du socialisme, l'immense majorité de la population acquerra et exercera graduellement une liberté et un pouvoir que les travailleurs n'ont jamais eu dans aucune autre société, pas même dans la plus démocratique des sociétés bourgeoises ayant existé. Leur conscience, leur organisation et leur rôle dans la vie politique et culturelle, et en général dans la vie sociale, augmenteront continuellement par la croissance du mouvement communiste conscient et organisé (voir la note 13), avec l'entrée graduelle de la population entière dans celui-ci. Ainsi arrivera-t-on à l'extinction de l'État. Sur l'argument, voir aussi le chap. 3.1. - point 2 de ce Manifeste.

Références :

K. Marx, *Pour la critique du programme de Gotha* (1875).

V.I. Lénine, *L'État et la révolution* (1917), *Œuvres* vol. 25,

M. Martinengo, *Les premiers pays socialistes* (2003), éditions Rapports Sociaux.

12. (p. 7, 11, 31)

### Les systèmes sociaux

Les idéalistes des différentes écoles soutiennent tous, bien qu'avec des arguments différents, que les systèmes sociaux ont été d'abord pensés et ensuite créés. Cela vaut pour les diverses légendes des temps anciens, qui font appel à des dieux ou des personnages législateurs (Moïse, Solon, etc.). Cela vaut pour Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) et ses théories du "contrat social", que les individus auraient passé pour constituer la société (théorie qui eut cependant le mérite d'affirmer que le système social est créé par les hommes pour satisfaire leurs nécessités). Cela vaut pour les diverses « robinsonnades » (du roman Robinson Crusoé), théories selon lesquelles la société bourgeoise serait construite à son image par chaque individu sensé (parce que 'naturelle'). Toutes ces théories se rattachent, chacune à sa manière, à la théorie religieuse de Dieu qui aurait créé l'homme, de l'esprit qui crée le monde, de la pensée qui précède l'action.

Dans l'histoire de l'humanité, le premier système social d'abord pensé et ensuite créé sera le communisme. Il sera le début d'une nouvelle phase de l'histoire de l'humanité, dans laquelle le rapport entre la conscience et l'être social assumera un contenu différent de celui qu'il a eu, jusqu'à présent, dans l'histoire de l'humanité.

13. (p. 8)

### Le communisme

« Le communisme n'est pas pour nous un état des choses qui doive être instauré, un idéal auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état présent des choses. Les conditions de ce mouvement résultent des fondements aujourd'hui existants ».

Nous définissons donc le mouvement communiste comme un processus objectif (la transformation des rapports sociaux) vers le communisme, que la société capitaliste accomplit et qui se complétera durant le socialisme, par le mouvement communiste conscient et organisé (\*) : l'ensemble des Partis et des organisations qui se proposent la marche vers le communisme comme objectif, avec leur patrimoine respectif de conceptions, d'analyses, de lignes et de méthodes pour réaliser cet objectif, avec un ensemble de relations et avec la division correspondante des tâches (organisations de masse et Parti communiste).

Références :

K. Marx - F. Engels, *L'idéologie allemande* (1845-1846), chap. 1 (Feuerbach), partie 2, *Œuvres complètes* vol. 5.

Tonia N., *Les deux voies vers le communisme* (2003), dans *La Voce* n° 15.

14. (p. 10)

#### La valeur est un rapport social

Nous considérons ici, parmi les multiples significations qu'a le mot valeur dans la langue italienne, celle qu'il a lorsqu'il s'agit des activités économiques d'achat et de vente. Dans ce contexte, celle-ci indique une qualité bien déterminée des choses objet d'achat et de vente. Pour comprendre l'origine et la nature de cette qualité des choses, considérons la plus simple, la plus élémentaire et primitive des opérations d'achat et de vente dans lesquelles elle entre en jeu.

Dans le troc (l'échange de produits contre des produits), les deux acteurs de l'échange parviennent à un accord sur la base du fait que chacun donne volontairement à l'autre quelque chose qui est le produit de son travail. Ainsi, chacun reconnaît que le travail de l'autre lui est nécessaire autant que le sien est nécessaire à l'autre, c'est-à-dire attribue une dignité sociale égale à son travail et à celui de l'autre. Telle est la base de leur rapport, et non le lien naturel (de sang, de parenté, de clan, de voisinage, etc.) ou le rapport social de vénération ou de soumission personnelle, par lequel un individu délivre le produit de son travail à un autre. Mais tout cela se produit implicitement et involontairement. Comme cela est arrivé et arrive encore dans beaucoup d'autres domaines de la vie, d'abord on agit et ensuite, peu à peu, les actions modifient ceux qui les accomplissent, leurs comportements, leurs goûts, leurs aspirations, leurs sentiments : en bref leur nature. Enfin, ils comprennent ce que depuis longtemps ils font. Tôt ou tard, aussi, la conscience de ce qu'ils font naît en eux.

Tout ce dont les protagonistes de l'échange raisonnent, dont ils sont conscient et s'occupent expressément, concerne la commune volonté d'échanger et l'accord sur la quantité des deux marchandises à échanger (sur la valeur d'échange de leurs produits). L'aspect constitutif essentiel de leur rapport est qu'il n'y a entre eux ni accord réciproque, préliminaire à la production, ni compréhension de la nature du rapport en cours. Donc, il ne peut y avoir de gouvernement conscient du rapport. Si, pour un quelconque motif, l'un ou l'autre n'a pas le nécessaire pour échanger au pair, le rapport ne se produit pas, au détriment de tous les deux. Chacun est propriétaire du produit de son travail, c'est-à-dire qu'il en dispose selon sa volonté. En l'échangeant, il obtient un produit d'égale valeur. Le principe « à chacun selon son travail » apparaît comme un aspect implicite, évident, juste, dans la production mercantile, précisément parce que, bien qu'involontairement, la quantité (le temps) de travail employée pour sa production est la mesure de la valeur de la chose échangée.

Les socialistes utopistes (à la Proudhon) voulaient ériger ce principe en règlement de la société bourgeoise : ils ne tenaient pas compte du fait qu'il naît et est l'expression de relations qui excluent par nature tout règlement *à priori* de l'échange. Ce principe ne sera érigé en critère conscient de la distribution (un des aspects des rapports de production : voir la note 20) qu'au début de la société socialiste et dans un sens spécifique à elle. Pour en arriver là, auront cependant été nécessaires des conditions sociales très différentes, aussi bien de celles dans lesquelles naquit la production mercantile, que de celles dictées par son universalisation comme production mercantile capitaliste. Des conditions objectives (contexte social constitué par la production planifiée et dirigée par la classe ouvrière, au lieu de la production esclavagiste, féodale, asiatique, etc. dont la production mercantile était l'auxiliaire à sa naissance) ; et des conditions subjective (un niveau relativement élevé de conscience et d'organisation des grandes masses du prolétariat et de la population).

15. (p. 11)

#### Valeur et valeur d'échange

La valeur est à un produit du travail ce que le poids est à une masse. Celle-ci n'a une gravité, c'est-à-dire un poids, que si elle se trouve dans un champ gravitationnel. De même, la majesté est une qualité qu'un individu a parce que ses sujets la lui reconnaissent, vivant dans un régime monarchique ; la sacralité est une qualité qu'un prêtre a parce que ses fidèles la lui reconnaissent : ils sont religieux ; etc. Hors de leurs contextes, un roi, des prêtres, etc. ne se distinguent en rien des autres hommes. Considérons ici le travail qui est accompli parce qu'il est une activité nécessaire pour survivre (travail nécessaire). Chaque



produit d'un tel travail sert donc à quelque chose : dit en d'autres mots, il sert pour un usage, il a une valeur d'usage. Mais il n'a une valeur (en entendant maintenant ce mot dans la signification qu'il a lorsqu'il se réfère à des opérations d'achat et de vente, d'échange) que dans le cadre d'opérations d'échange. En ce sens, le produit du travail n'est donc une valeur que dans le cadre d'une société qui pratique une économie mercantile.

Le travail socialement nécessaire pour produire une marchandise est le temps et le type de travail qui doit être employé pour la produire, sur la base de la productivité normale du travail dans la société considérée. Il est la valeur d'échange de cette marchandise. Il peut varier significativement d'un pays à un autre, à cause des conditions naturelles et du développement atteint par les forces productives. Ainsi, le même produit peut avoir dans un pays une valeur d'échange différente de celle qu'il a dans un autre. Tout comme la même masse a des poids différents selon la force des champs gravitationnels dans lesquels elle se trouve et la sacralité d'un prêtre, ou d'un roi, varie selon la force de la foi respectivement des fidèles et des sujets, de la stabilité de la religion et de la monarchie, etc.

16. (p. 11)

#### Valeur d'échange et prix

Les critiques stupides ou frauduleux de la théorie de la valeur-travail confondent la valeur d'échange avec le prix courant (le prix sur le marché, etc.). La coïncidence entre les deux, selon la conception marxiste, est un hasard et une exception. Dans la définition du prix courant concourent de nombreux facteurs, outre la valeur d'échange : le taux moyen du profit, la rente, la demande et l'offre, le monopole, les brevets, la publicité et d'autres encore. Mais nier la valeur et la valeur d'échange, parce que celle-ci ne coïncide pas avec le prix, est aussi sensé que de nier la théorie atomique, les électrons, la force de la gravité, les champs électromagnétiques et mille autres choses qui sont à la base des phénomènes naturels et des sciences naturelles, uniquement parce qu'il s'agit de choses qui ne tombent, directement, sous aucun de nos sens.

17. (p. 12)

#### Force de travail

La force de travail est l'ensemble des qualités et des ressources physiques et intellectuelles qui appartiennent à la personne vivante d'un individu et que celui-ci met en œuvre pour produire des biens ou des services : des produits de n'importe quel type.

18. (p. 12)

#### "En quoi le prolétaire se distingue-t-il de l'esclave ?

L'esclave était autrefois vendu une fois pour toutes. L'ouvrier doit se vendre chaque jour et même chaque heure. L'esclave isolé est propriété de son maître et il a, du fait même de l'intérêt de son maître, une existence assurée, si misérable qu'elle puisse être. Le prolétaire isolé est propriété, pour ainsi dire, de toute la classe bourgeoise; on ne lui achète son travail que quand on en a besoin : il n'a donc pas d'existence assurée. Cette existence n'est assurée qu'à la classe ouvrière toute entière, en tant que classe. L'esclave est en dehors de la concurrence. Le prolétaire est en plein dans la concurrence et en subit toutes les oscillations. L'esclave est considéré comme une chose, non pas comme un membre de la société civile. Le prolétaire est reconnu en tant que personne, en tant que membre de la société civile. L'esclave peut donc avoir une existence meilleure que le prolétaire, mais ce dernier appartient à une étape supérieure du développement de la société, et il se trouve lui-même à un niveau plus élevé que l'esclave. Ce dernier se libère en supprimant seulement, entre tous les rapports de propriété privée, le rapport d'esclavage, grâce à quoi il devient lui-même un prolétaire. Le prolétaire, lui, ne peut se libérer qu'en supprimant la propriété privée [des moyens de production] en général".

F. Engels, *Principes du communisme* (1847), *Œuvres complètes* vol. 6.

19. (p. 13)

Le Capital de Karl Marx

La nature et les lois du mode de production capitaliste ont été exposées par Karl Marx dans son œuvre principale, *Le Capital*. Le premier volume fut publié en 1867, le second et le troisième furent publiés à titre posthumes par F. Engels respectivement en 1885 et en 1894, en développant pour la presse des écrits que Marx avait relativement avancés, bien que de manière sommaire, dès avant l'élaboration définitive du premier volume. Dans cette œuvre, Marx décrit la naissance du mode de production capitaliste et le développement de la société bourgeoise jusqu'au milieu du XIXe siècle.

20. (p. 16, 21)

Rapports de production

Pour produire, les hommes et les femmes entrent dans des rapports déterminés entre eux : les rapports de production. Pour comprendre les questions relatives au passage du capitalisme au communisme, il faut distinguer dans les rapports de production trois aspects :

- la propriété (ou même la simple possession, la liberté de disposer) des moyens et des conditions de la production, des forces productives y compris la force de travail (voir la note 5 et la note 17) ;

- les rapports entre les hommes dans le travail (dans le processus de travail) : la division entre travail manuel et travail intellectuel, hommes et femmes, adultes et jeunes, travail de direction et travail d'exécution, villes et campagne, pays, régions et secteurs avancés et pays, régions et secteurs arriérés, etc. ;

- la distribution du produit.

Références :

V.I. Lénine, *La grande initiative* (1919), *Œuvres* vol. 29.

Mao Zedong, *Notes de lecture du « Manuel d'économie politique »* (1960), *Œuvres de Mao Zedong* vol. 18 (édition italienne).

21. (p. 17)

La première société ouvrière anglaise que nous connaissons fut fondée par le cordonnier Thomas Hardy (1752-1832). Celle-ci, en plus de faire de l'agitation politique, attisa de nombreuses révoltes parmi la population industrielle de Londres et des Midlands. L'État la supprima en 1799, dans le cadre de mesures répressives générales. Mais les mouvements s'étendirent dans l'illégalité et par des luttes sanglantes jusqu'en 1824-1825. Finalement, l'État dut céder et atténua les dispositions qui interdisaient aux ouvriers de s'organiser.

En 1811, autour de Nottingham et dans les districts voisins, des groupes d'ouvriers commencèrent à détruire les nouvelles machines (luddisme). Le mouvement s'étendit après 1814 à tous les districts industriels anglais et fut réprimé par l'État à travers des mesures terroristes. À partir des années autour de 1830, les ouvriers anglais participèrent activement, au côté de la bourgeoisie, aux luttes pour la réforme du Parlement, en avançant leurs propres revendications (chartisme) ; et en 1847, ils arrachèrent une loi qui limitait à 10 heures la durée légale de la journée de travail.

22. (p. 18)

Durant la période de son ascension, la bourgeoisie produisit une théorie des rapports économiques et des rapports sociaux en général, aussi scientifique que l'horizon des intérêts bourgeois le permettait : l'économie politique classique. Ses principaux représentants furent Adam Smith (1723-1790), David Ricardo (1778-1823) et Thomas Robert Malthus (1766-1834). Lorsque la bourgeoisie entra dans la phase de son déclin et dut lutter, non plus contre les survivances des forces féodales, mais contre la classe ouvrière en ascension, sa production dans le domaine des sciences sociales se tarit. Sa "science sociale" se réduisit à la description empirique, à la théorie de la gestion des entreprises et des marchés, à l'exaltation ou à la déploration de la société existante et au camouflage des véritables rapports sociaux : économie politique vulgaire, économie politique marginaliste, sociologie,

etc. La bourgeoisie ne pouvait plus aller au fond de la recherche des origines et des causes de l'état des choses existant.

23. (p. 21)

#### La recherche scientifique

La recherche scientifique et technologique s'est constituée aujourd'hui comme un secteur d'activité spécifique, conduit et destiné systématiquement à augmenter les connaissances et leurs applications. Elle constitue un secteur nouveau d'activité, dont l'expansion est potentiellement illimitée. La conservation du mode de production capitaliste impose cependant des restrictions économiques, culturelles et morales à son développement. Elle constituera une partie croissante de l'activité humaine de demain : elle fait partie des "activités spécifiquement humaines" (voir la note 2) qui constitueront le gros de l'activité de l'humanité future.

Karl Marx, *Traits fondamentaux de la critique de l'économie politique (Grundrisse)*, cahier VII, *Œuvres complètes* vol. 30 (p. 716 et suivantes de l'édition Einaudi (1976)).

24. (p. 22)

#### La division sociale du travail et la production mercantile

La division du travail entre les groupes et entre les individus, la division sociale du travail, est de loin antérieure à la division en classes et, à plus forte raison, antérieure à l'échange (économie mercantile). Elle est une fondation de l'une et de l'autre. Mais elle ne se transforme que dans des conditions particulières en division en classes et en échange. Ceux-ci sont des formes sociales plus développées. En particulier, l'échange appartient uniquement à l'économie mercantile. Les individus d'une même famille, d'une communauté ou d'un village qui consomment en commun, même s'ils sont en permanence adonnés à des travaux distincts, n'échangent pas entre eux les produits du travail respectif. Il n'existe pareillement pas d'échange entre les ateliers d'une même entreprise dont l'un passe son produit à un autre pour le travail suivant.

La disparition de la division en classes n'est absolument pas liée à la disparition de la division sociale du travail et encore moins à la disparition de la division technique du travail (la division des fonctions à l'intérieur d'une unité productive ou d'une équipe de travailleurs). Ce qui disparaîtra avec la division en classes, c'est l'asservissement des individus à la division sociale ou technique du travail. Cet asservissement lie indissolublement et limite un individu à une fonction, et donc le déforme physiquement, intellectuellement et moralement en le conformant au métier qu'il accomplit. Ceci est un aspect de la contrainte générale à laquelle les limites des forces productives ont, jusqu'à présent, condamné les hommes et les femmes, et à laquelle continue à les condamner la persistance du mode de production capitaliste.

25. (p. 23)

#### Monopole étatique de la violence

Réduire la violence à un monopole public de la société, en soustrayant l'usage de la violence aux individus, constitua, dans les sociétés primitives, un énorme progrès matériel, intellectuel et moral. La violence cessa d'être un aspect arbitraire des rapports entre les individus, manifestation des états d'esprit et des nécessités individuelles. Son usage devint l'objet de réflexions, de morale, de lois certes primitives, mais qui constituèrent dans tous les cas une avancée, et qui firent explicitement de la violence une fonction de la vie sociale.

26. (p. 23)

"Économiquement irréalisables" sont les revendications, les institutions et les conceptions qui sont incompatibles avec la nature du mode de production dominant.

V.I. Lénine, *A propos d'une caricature du marxisme et de l'économisme impérialiste* (1916), *Œuvres* vol. 23.

27. (p. 23)

#### L'origine de l'État et la division en classes

L'essence de l'État est le monopole de la violence que la classe exploiteuse invoque pour elle-même. L'État est fondamentalement constitué par l'ensemble des organes et des moyens dédiés à l'exercer (Forces Armées, polices, services secrets, systèmes de contrôle, magistrature, prisons, codes, lois et procès, appareils et services spéciaux, etc.). Toutefois, la classe exploiteuse ne se constitue pas comme telle grâce à la violence, mais grâce au rôle que ses membres jouent dans la vie sociale. Comme l'explique bien F. Engels dans *l'Anti-Dühring*, (*Œuvres complètes* vol. 25), la classe dominante ne maintient pas sa domination uniquement grâce au monopole de la violence. La stabilité et la force de son pouvoir reposent sur le fait qu'elle résout les problèmes de la vie matérielle et spirituelle de la société, sur le fait que les classes exploitées n'ont pas et ne conçoivent pas d'autre moyen de les résoudre, sur le fait qu'elle personnifie la cohésion de la société entière, préside celle-ci et en assure la tutelle et la suprématie idéologique. Le monopole de la violence est sa dernière et ultime ressource. Celle-ci devient d'autant plus décisive que le rôle de la classe dominante est devenu superflu ou même négatif, d'autant plus, donc, que s'est développé l'antagonisme des classes exploitées face à la classe dominante et que son droit à exploiter est contesté. La contre-révolution préventive (\*) est l'axe central de l'activité politique de la bourgeoisie impérialiste : elle est aussi la démonstration et la confirmation que son système social est historiquement dépassé.

L'exposition la plus systématique de la théorie marxiste de l'État est dans l'opuscule de V.I. Lénine, *L'État et la révolution* (1917), *Œuvres* vol. 25. Les conceptions de l'État que les opportunistes et les révisionnistes ont avancé après Lénine, jusqu'à l'"État du Peuple tout entier" proposé par Khrouchtchev en 1961 au 22<sup>e</sup> congrès du PCUS, ne présentent pas de nouveautés théoriques par rapport à celles démasquées et réfutées par Lénine.

L'origine de l'État est décrite dans l'œuvre de F. Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884). Antonio Gramsci a mis en lumière, dans ses différentes œuvres, les sources non étatiques de la stabilité et de la force de la bourgeoisie en Italie.

28. (p. 24)

#### La non-violence

Celui qui attribue le succès de Gandhi (1869-1948), dans la lutte pour la fin de la domination britannique sur l'Inde (aboutissant à l'indépendance en 1947), à la non-violence plutôt qu'au mouvement communiste, et à la première vague de la révolution prolétarienne, non seulement déforme la réalité, mais contribue à maintenir l'asservissement des masses populaires à la bourgeoisie impérialiste. La même chose vaut pour toute exaltation de la non-violence et toute condamnation de la violence qui ne soit pas une condamnation de la violence que les classes dominantes et leurs Autorités exercent sur les classes et sur les peuples opprimés et qu'elles font dominer dans les relations internes et internationales. L'emploi de la violence par les classes opprimées, pour s'émanciper, est le facteur décisif du développement de la civilisation : « *La violence est l'accoucheuse de l'histoire* » proclamaient Marx et Engels.

29. (p. 24)

#### Prolétaires et ouvriers

Au cours des premiers siècles de la vie du mode de production capitaliste, le prolétariat était composé presque uniquement par les travailleurs manuels de certains secteurs de l'industrie, car seule la production de ces secteurs avait été absorbée (*subsumée*, voir note 34) dans le mode de production capitaliste. De là l'habitude, qui traîne par inertie auprès de quelques auteurs (en particulier auprès des auteurs qui proclament la '*disparition de la classe ouvrière*'), de ne considérer comme ouvriers que les "travailleurs manuels de l'industrie". En réalité, pas après pas, le mode de production capitaliste s'est aussi étendu aux autres secteurs de la production de biens et de services, il en a créé de nouveaux et a approfondi la division du travail à l'intérieur des entreprises et dans la société. Dans les sociétés capitalistes modernes, la production capitaliste de services a généralement

surpassé la production capitaliste de biens, par le nombre de travailleurs salariés. Par conséquent, les travailleurs d'autres secteurs et les travailleurs non manuels sont également entrés à faire partie de la classe ouvrière : ce sont des travailleurs qui vendent leur force de travail à des capitalistes, qui l'acquière pour valoriser leur capital en produisant des marchandises. Le pourcentage d'ouvriers parmi les travailleurs est donc fortement augmenté. Les partisans de la "disparition de la classe ouvrière" sont soit dogmatiques (*'seuls les ouvriers des secteurs industriels traditionnels sont de vrais ouvriers'*), soit confondent l'état social d'ouvrier avec le niveau de conscience et le degré d'organisation que les ouvriers des secteurs traditionnels ont déjà atteint par l'expérience de la lutte de classe et que les ouvriers des nouveaux secteurs doivent encore atteindre ; soit encore, sont tout simplement des bonimenteurs auprès des ouvriers pour le compte de la bourgeoisie. Jusqu'à la seconde moitié du XIXe siècle, la classe ouvrière et le prolétariat étaient toutefois encore grosso modo la même chose. « *Par prolétariat on entend la classe des ouvriers salariés modernes qui, ne possédant aucun moyen de production, sont forcés à vendre leur force de travail pour vivre* » (Engels). Dans la phase impérialiste de la société bourgeoise, la prolétarianisation de la société s'est étendue au-delà des ouvriers. Actuellement, la classe ouvrière est seulement une composante du prolétariat. D'autres travailleurs ont été réduits à l'état de prolétaires (c'est-à-dire de travailleurs qui pour vivre doivent vendre leur force de travail), même en ne travaillant pas au service d'un capitaliste pour valoriser son capital. On obtient ainsi de nouvelles classes prolétariennes, différentes de la classe ouvrière : les salariés publics (de l'État, des collectivités locales, des services publics) et des organismes sans but lucratif, les salariés d'entreprises non capitalistes (artisanales, familiales, coopératives, etc.), les salariés employés pour le service personnel des riches. Pour une meilleure compréhension de cet argument, nous renvoyons au chapitre 2.2 de ce Manifeste Programme.

30. (p. 27, 174, 185)

#### École de communisme

Chaque lutte concrète concerne un problème particulier, est un affrontement sur un aspect particulier du système social et a, comme initiateurs et protagonistes, les membres d'un groupe social déterminé. Chaque lutte concrète est donc unilatérale. Elle est cependant, déjà en tant que telle, une école de communisme pour qui y participe. Elle enseigne à s'organiser, à établir et renforcer des relations, à déterminer qui sont les ennemis, à lutter, à découvrir et enrichir les moyens et les formes de lutte. Elle alimente la conscience et la connaissance. Elle éduque en masse les travailleurs à mener une lutte commune, et, à cet effet, à s'organiser. Elle est d'autant plus efficace, et en ce sens devient d'autant plus une école de communisme, qu'elle est menée suivant des méthodes et des critères qui ne sont pas unilatéraux, pas corporatifs ; d'autant plus qu'elle unit les protagonistes directs aux autres travailleurs et les amène à comprendre le soutien que leur exploiteur direct reçoit de sa classe, de l'État, du clergé et d'autres institutions sociales ; d'autant plus qu'elle amène les protagonistes directs à comprendre les raisons sociales de leur condition particulière et à s'unir aux autres travailleurs pour instaurer un nouveau et supérieur système social ; d'autant plus qu'elle éduque et sélectionne les individus les plus généreux et énergiques et commence à en faire des communistes. L'action des communistes augmente encore la puissance de ce caractère, elle fait et doit faire de chaque lutte une école de communisme, de niveau et d'efficacité supérieurs.

École de communisme ne veut pas dire seulement et parfois, ne veut pas dire tout-à-fait recrutement dans le Parti, partage du programme et de la conception des communistes, sympathie pour les communistes. Ceux-ci sont des résultats qui mûrissent durant un temps et selon des modalités différentes selon les classes, les milieux et les individus. École de communisme veut d'abord dire apporter une orientation juste à la lutte en cours et à tous les aspects de la vie sociale et individuelle qui émergent de la lutte ; dans chaque affrontement mobiliser la gauche pour qu'elle rallie à elle le centre et isole la droite ; traiter, apprendre et enseigner à traiter les contradictions au sein du peuple de façon à unir les masses et les mobiliser contre la bourgeoisie impérialiste ; favoriser les liens de la lutte particulière en

cours avec les autres luttes ; élargir et mobiliser la solidarité au-delà du cercle des protagonistes directs de la lutte en cours ; exploiter chaque accroche et aspect que la lutte présente pour favoriser l'élévation de la conscience de classe ; mobiliser tous les facteurs favorables et neutraliser ceux défavorables à la victoire de la lutte en cours ; favoriser la plus grande participation possible à chaque niveau de production d'idées, de projets, de direction et de bilan ; identifier les éléments les plus avancés et les pousser en avant ; favoriser la croissance de chaque élément avancé au niveau le plus élevé qu'il peut atteindre ; faire émerger le lien entre les différentes luttes et les différents aspects de la lutte ; enseigner le matérialisme dialectique dans l'action ; enseigner à devenir communiste ; etc. etc.

Dans chaque organisation de masse déjà existante, il s'agit d'améliorer son orientation, renforcer l'autonomie, vis-à-vis de la bourgeoisie, de son orientation et de ses objectifs, faire taire et amener à marginaliser les dirigeants corrompus et suppôts de la bourgeoisie, renforcer l'autonomie des autres dirigeants vis-à-vis de la bourgeoisie. Et, sur cette base, créer et renforcer les rapports du Parti communiste avec les éléments qui avancent le plus, jusqu'à recruter ceux capables de faire un travail de Parti.

31. (p. 29, 57, 83)

#### Le capitalisme monopoliste d'État

Le capitalisme monopoliste d'État est la combinaison des monopoles et du capital financier (donc pas de la classe bourgeoise dans son entier - comme c'était déjà le cas - mais des monopolistes et des rois de la finance) avec l'État. Cette combinaison est apparue à l'époque impérialiste, c'est une de ses caractéristiques et de ses facteurs constitutifs. Elle eut une croissance particulièrement rapide avec la Première Guerre Mondiale. Avec les sociétés à capitalisme monopoliste d'État, l'État et l'Administration publique assument directement un rôle déterminant dans la vie économique, pour imposer les intérêts de l'étroite oligarchie des capitalistes monopolistes et des rois de la finance à tout le reste de la société, y compris le reste de la bourgeoisie (prend donc fin la démocratie bourgeoise, même dans les rapports internes à la bourgeoisie). Le capitalisme monopoliste d'État est le résultat maximal des efforts de la bourgeoisie pour réguler le mouvement économique de la société tout en restant dans le domaine de la propriété privée et de la libre initiative individuelle des capitalistes (FAUS, voir note 46).

32. (p. 33)

#### Lois socialement objectives

La transformation de la société est régie par des lois objectives dans le sens où l'expérience pratique, commune à un grand nombre d'individus, engendre chez chacun d'eux des sensations, sentiments et conceptions qui les poussent à effectuer en masse les actions nécessaires pour réaliser cette transformation, dont la société veut accoucher.

De cette manière, les hommes et les femmes réalisent les lois objectives de développement de la société par leur propre initiative, par leur propre volonté, librement, même s'ils ne les connaissent pas.

En ce sens, une loi sociale est une loi objective. Non pas dans le sens caricatural que, parfois, quelques uns de nos adversaires et quelques uns de nos dangereux amis (les dogmatiques, les déterministes, etc.) donnent à notre affirmation : c'est-à-dire pas dans le sens d'une loi qui se réaliserait sans l'activité des masses et des hommes en général (théorie de l'effondrement du capitalisme et autres théorie semblables). La libre activité de millions d'individus et de leurs organisations donne lieu à un processus qui se déroule selon ses lois propres, tout comme la libre recherche de nombreux scientifiques donne lieu à une unique science qui se développe selon les critères propres de son objet.

La réalisation des lois objectives se présente comme réalisation des aspirations des hommes parce que leurs aspirations réfléchissent ces lois objectives, comme le dit bien F. Engels (*Anti-Dhüring, Œuvres complètes* vol. 25). Donc, la conscience de la classe ouvrière et son orientation idéologique et politique constituent un facteur décisif pour la victoire de la révolution socialiste : pour changer la société, il faut d'abord changer l'opinion publique de sa classe décisive, il faut faire émerger une orientation révolutionnaire dans la classe ouvrière

et l'organiser en force politique révolutionnaire (accumulation de forces révolutionnaires), en vue de la conquête du pouvoir.

La transformation de la société capitaliste en société communiste est, comme toute transformation, un saut qualitatif. La société change de nature, à la société capitaliste succède une société avec des caractéristiques et des lois de développement substantiellement différentes. Comme chaque saut qualitatif, celui-ci est aussi le débouché de l'accumulation quantitative de transformations élémentaires. Graduellement, l'un après l'autre, dans chaque secteur, les composantes élémentaires de la société se transforment. Par exemple, quelques ouvriers deviennent communistes, adhèrent au Parti communiste. Ces petites transformations élémentaires, des ouvriers qui deviennent communistes et mènent leur activité de communistes, n'altèrent d'abord pas dans une mesure perceptible la nature de la société capitaliste et ne troublent pas son fonctionnement. Mais, tôt ou tard, le nombre d'ouvriers communistes atteint un certain niveau et, en concomitance avec d'autres facteurs, l'effet de leur activité sur les autres ouvriers et sur le reste des masses populaires devient tel, que la société capitaliste ne réussit plus ou a toujours plus de difficulté à fonctionner comme auparavant. Est alors mûre une crise révolutionnaire : soit le mouvement communiste élimine la direction de la bourgeoisie et instaure le socialisme, soit la bourgeoisie brise temporairement le mouvement communiste.

Un processus analogue d'accumulation de transformations élémentaires se produit dans chaque secteur de la société : centralisation de l'activité économique dans une poignée de grandes entreprises, unification et standardisation des marchés, disponibilité universelle des services, instruction et culture générale, organisation des masses, etc.

Ces petites transformations, nous pouvons les observer et les étudier analytiquement secteur par secteur de la société, avec une précision semblable à celle avec laquelle nous observons et étudions les processus naturels qui concernent le monde minéral, végétal ou animal. Dans chaque secteur, le nombre constituant d'éléments modifiés augmente : s'accroît le niveau moyen de la concentration productive, de l'instruction, etc. Ces croissances quantitatives, dans les différents secteurs, convergent entre elles et s'influencent mutuellement. Ensemble, elles constituent l'avancée quantitative vers la transformation qualitative de la société. Une fois atteint un certain degré de développement, elles aboutissent dans la transformation qualitative de la société, en déchirant la vieille enveloppe dans laquelle elles ont jusqu'alors crû.

Abstraction faite des détails et du concret, il s'agit du passage de la quantité à la qualité, de la combinaison entre causes internes et causes externes, de la relation qui lie chaque chose à toutes les autres, etc. : les lois qui s'observent dans toute transformation naturelle et sociale. L'étude des lois générales des transformations naturelles et sociales, est l'objet du matérialisme dialectique. Le matérialisme dialectique offre, aux communistes, des moyens importants pour comprendre et mener consciemment la transformation de la société capitaliste en société communiste. Il a été et est alimenté par le bilan de l'expérience de cette transformation. Le matérialisme dialectique est la philosophie du Parti communiste.

33. (p. 37, les 173)

Les premières et immédiates mesures du prolétariat victorieux, sur le plan économique, réagencent rationnellement les forces productives existantes, de sorte qu'elles soient employées le plus efficacement possible pour satisfaire les besoins de la masse de la population ; et régulent l'activité laborieuse de sorte qu'elle se déroule de la manière la plus efficace pour la satisfaction des besoins individuels et collectifs des travailleurs eux-mêmes, et de la manière la plus digne pour eux.

Voir par exemple :

K. Marx, *La guerre civile en France, les mesures prises par la Commune de Paris* (1871) ;

Dans les *Œuvres* de Lénine, les premiers décrets du gouvernement soviétique à cheval entre 1917 et 1918.

À propos de ce thème, voir aussi :

Marc Martinengo et Elvira Cantines, *Un futur possible* (2006), Éditions Rapports Sociaux.

34. (p. 37, 81, 86)

Subsorption formelle et subsorption réelle dans le capital

La bourgeoisie s'empara tout d'abord des activités productives qui avaient été développées au sein l'ancienne société, et développa ses relations sociales propres dans les espaces où l'ancienne société le permettait. Les marxistes appellent ce processus « subsorption formelle dans le capital » : les rapports dans le cadre desquels l'activité laborieuse se déroule changent, mais l'activité, et la société qui en est le contexte, restent substantiellement similaires à celles que la bourgeoisie a trouvées. Dans un second temps, la bourgeoisie modifie le contenu de l'activité, de façon à la rendre plus productive, plus apte à l'extraction de la plus-value absolue (allongement de la journée de travail) et de la plus-value relative (réduction du travail nécessaire, mise au travail des femmes et des mineurs). Dans le même temps, elle modifie l'ensemble des rapports sociaux, afin de les rendre plus favorables à la valorisation du capital. Les marxistes appellent ce processus « subsorption réelle de la société dans le capital ».

Par l'expression « capitalisation de l'activité économique » s'entend la subsorption (peu importe si formelle ou réelle) de l'activité économique dans le capital, le passage de l'activité économique dans les mains des capitalistes.

35. (p. 38, les 131)

Les limites de la révolution bourgeoise en Europe

Le bilan exhaustif des résultats des révolutions bourgeoises en Europe Occidentale a été dressé par Lénine en vue de la révolution bourgeoise dans l'Empire russe, dans les années 1905-1906. Il est exposé dans divers écrits du vol. 9 de ses *Œuvres*, comme *Deux lignes de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, *À la remorque de la bourgeoisie monarchique*, etc.

36. (p. 40)

Références :

K. Marx, F. Engels, *Adresse au Comité central de la Ligue des communistes* (Mars 1850), dans *Œuvres complètes* vol. 10.

K. Marx, *Discours de La Haye* (1872).

F. Engels, Introduction (1895) à *Les luttes de classes en France de 1848 à 1850*, dans *Œuvres complètes* vol. 10.

37. (p. 40, 173)

Les lois selon le matérialisme dialectique

Comme les lois des sciences naturelles, les lois des sciences sociales doivent aussi être comprises dans le sens du matérialisme dialectique. Chaque loi, considérée isolément, est une abstraction, considère un aspect de la réalité de manière unilatérale, le sépare des autres auxquels au contraire, dans la réalité concrète, il est indéfectiblement lié.

Elle considère le phénomène tel qu'elle cherche à le reproduire dans les expériences en laboratoire, c'est-à-dire en excluant l'interférence de multiples facteurs qui, dans la réalité, conditionnent son déroulement.

Considérée isolément, à la manière dont la considèrent les métaphysiciens, toute loi, même la loi de la gravitation universelle, est démentie par la réalité : beaucoup de corps de notre univers restent éloignés entre eux bien qu'ils s'attirent depuis un temps immémorial.

Il est impossible de connaître la réalité sans l'analyser, sans séparer l'un de l'autre ses différents aspects. Il est impossible de formuler et de considérer ses lois sans faire abstraction du contexte. Chaque loi (prenons, par exemple, la loi de la paupérisation croissante des ouvriers dans le capitalisme) est donc une abstraction que nous devons faire pour connaître la réalité.

En réalité, aucune loi n'agit toute seule, sans opposition. Une loi qui dans la réalité pourrait agir sans opposition, aurait depuis longtemps épuisé son rôle. Chaque loi est en vigueur précisément parce que son action est contrée par d'autres lois, qui poussent la réalité dans un sens opposé, précisément parce qu'elle ne se réalise pas de manière absolue. Dans la



réalité naturelle et sociale, toute loi agit combinée avec d'autres, qui en contrent l'action. Dans la recherche scientifique, pour démontrer une loi, on crée en laboratoire des conditions artificielles, dans lesquelles on élimine en tout ou partie l'influence des lois qui, dans la réalité, s'opposent à l'action de celle que l'on veut mettre en évidence.

Par sa nature, le capitalisme pousse à l'appauvrissement croissant des ouvriers. En effet, à égalité des autres conditions, le moins chaque capitaliste paye ses ouvriers, le plus de profits il empoche et le plus facilement il dame le pion aux capitalistes concurrents. Pour celui qui nie cette loi, beaucoup de phénomènes de l'histoire des trois derniers siècles restent mystérieux, et pour les expliquer il doit recourir à des forces occultes. Mais, à cette loi, s'oppose la lutte de la classe ouvrière et s'opposent même les luttes d'autres classes (ce n'est pas par hasard qu'ont existé - voir le *Manifeste du Parti communiste*, 1848 - un 'socialisme féodal', un 'socialisme conservateur bourgeois', et divers autres mouvements qui se sont opposés à l'action de cette loi de paupérisation croissante de la classe ouvrière). Dans la première partie du XXe siècle, la classe ouvrière des pays impérialistes, par sa lutte et grâce à un développement plus général du mouvement communiste, a arraché à la bourgeoisie de nombreuses améliorations (réduction du temps de travail, législation du travail, prévoyance sociale, assurances et assistance publique, améliorations salariales, services publics, etc.). La bourgeoisie cherche à limiter ou à liquider chacune de ces conquêtes, chaque fois que les rapports de force lui sont favorables, comme cela a été le cas du milieu des années 1970 à aujourd'hui. Ceci, comme toutes les autres lois du mode de production capitaliste mises en lumière par Marx, a été confirmé par l'histoire, à condition qu'on les considère et que l'on considère l'histoire selon la conception du matérialisme dialectique. Références :

V. I. Lénine, *Le socialisme et les paysans* (1905), dans *Œuvres* vol. 9.

Umberto C., *L'instauration du socialisme dans les pays impérialistes* (2005), dans *La Voce* n°21.

38. (p. 42)

Références :

Tonia N., *Les deux voies vers le communisme* (2003), dans *La Voce* n°15.

CP, *Que les communistes des pays impérialistes unissent leurs forces pour la renaissance du mouvement communiste !*, dans *La Voce* n°12 (2002).

39. (p. 42)

Révolution de nouvelle démocratie

Après que le capitalisme soit entré dans sa phase impérialiste, la bourgeoisie est devenue incapable de diriger la révolution démocratique-bourgeoise (dont le contenu est le dépassement des rapports de dépendance personnelle : patriarcaux, esclavagistes, féodaux, religieux, etc.) qui se déroulait ou devait encore se dérouler dans les pays arriérés. Cette révolution dût être dirigée par la classe ouvrière et par son Parti communiste. Elle s'est donc appelée révolution de nouvelle démocratie pour la distinguer de l'ancienne révolution démocratique-bourgeoise dirigée par la bourgeoisie. La théorie de la révolution de nouvelle démocratie est un des apports du maoïsme à la pensée communiste.

Les pays où la révolution de nouvelle démocratie l'avait emporté, s'ils voulaient consolider ou même seulement préserver les conquêtes de la révolution démocratique et l'indépendance vis-à-vis du système impérialiste mondial, durent par la force des choses nationaliser le commerce extérieur, aménager l'activité économique, collectiviser les principales forces productives, combattre sans hésitations ni réserves les forces internes alliées à l'impérialisme (les vieilles classes dominantes et la bourgeoisie compradore et bureaucratique) et soutenues par l'impérialisme par tout moyen et dans tous les domaines. Dit en d'autres mots, ils durent prendre la voie du socialisme. La révolution de nouvelle démocratie se transforme en révolution socialiste. C'est ce qui se produit non seulement en Russie, mais de manière encore plus exemplaire en Chine.

Références :

V. I. Lénine, *Deux lignes de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (1905), dans les *Œuvres* vol. 9.

Mao Zedong, *Sur la nouvelle démocratie* (1940), dans les *Œuvres de Mao Zedong* vol. 7.

40. (p. 42, 209)

Les apports principaux du léninisme à la pensée communiste concernent :

- la nature du Parti communiste et son rôle dans la préparation et la conduite de la révolution prolétarienne,
- les caractéristiques économiques et politiques de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne,
- la direction de la classe ouvrière sur le reste des masses populaires dans la révolution socialiste et l'alliance du prolétariat des pays impérialistes avec les peuples opprimés par l'impérialisme.

J. V. Staline, *Principes du léninisme* (1924).

41. (p. 43)

Chute tendancielle du taux de profit et surproduction absolue de capital

Pour valoriser toujours plus son capital, le capitaliste, entre autres mesures, augmente la productivité du travail de ses ouvriers. Dans ce but, il augmente la composition organique du capital. Dit en d'autres mots, au fur et à mesure que le capital croît, la valeur des moyens et des conditions de production (dite capital constant) croît plus rapidement que la valeur de la force de travail employée dans la production (dite capital variable). De cette façon, s'exprime dans le "langage du capital" le fait que la quantité des moyens de production croît plus rapidement que le nombre de travailleurs employés dans la production, c'est-à-dire, pour faire fonctionner ces moyens. La quantité de surtravail auquel les capitalistes forcent les ouvriers, si grande et croissante soit-elle, augmente moins rapidement que la quantité de travail passé (« travail mort ») objectivée dans les moyens et dans les conditions (matérielles et intellectuelles) de production qu'ils utilisent, et que les capitalistes ont accumulé comme capital.

Dans le cadre du mode de production capitaliste, la richesse de la société se présente comme capital : valeur qui doit être valorisée, c'est-à-dire qui doit être augmentée. Donc, plus la société bourgeoise devient riche, plus importante devient la quantité de capital qui doit être valorisé. Donc, plus importante devient la plus-value que les ouvriers devraient produire pour le valoriser. Donc, plus important est le surtravail que les capitalistes cherchent à faire effectuer aux ouvriers (allongement de la journée de travail, travaux exceptionnels, élévation de l'âge de la retraite, réduction des fêtes et des congés, etc.). Mais la quantité de plus-value que les capitalistes extorquent à un ouvrier est limitée objectivement au surtravail qu'ils réussissent à le forcer à accomplir, par les luttes des ouvriers et d'autres facteurs sociaux (culturels, politiques, etc.). Le nombre de travailleurs que les capitalistes emploient est limité par les conditions physiques et sociales de leur emploi (ressources naturelles, limites environnementales, législation, dimensions du marché, etc.), par les luttes des ouvriers et d'autres facteurs sociaux.

La contradiction entre ces deux éléments (augmentation illimitée du capital, limites physiques et sociales du surtravail) engendre la tendance du taux de profit (rapport entre la masse de plus-value extorquée et la masse de capital employé dans la production) à diminuer : c'est la chute tendancielle du taux du profit.

Lorsque le capital accumulé a crû au-delà de certaines limites (déterminées par les conditions de valorisation), cette contradiction conduit même à la diminution de la masse de plus-value que les capitalistes extorqueraient, s'ils employaient comme capital productif ou comme capital financier (voir la note 42) tout le capital accumulé : dans ces conditions, on a surproduction absolue de capital. Les capitalistes n'emploient pas, dans la production ou à son service direct, tout le capital accumulé. On crée alors une masse croissant de richesse qui ne peut exister ni comme capital productif ni comme capital financier. Elle assume la forme de capital spéculatif.

Références :

K. Marx, *Le Capital*, Livre III, chap. 13, 14, 15.

*La crise actuelle : une crise par surproduction de capital*, dans *Rapports Sociaux* n°0 (1985),  
*Crack de la bourse et capital financier*, dans *Rapports Sociaux* n°1 (1987).

*Encore une fois sur la crise par surproduction absolue de capital*, dans *Rapports Sociaux* n°5/6 (1990).

*Marx et la crise par surproduction de capital*, dans *Rapports Sociaux* n°8 (1990).

*Sur la situation révolutionnaire en développement*, dans *Rapports Sociaux* n°9/10 (1991).

*La seconde crise générale par surproduction absolue de capital*, dans *Rapports Sociaux* n°12/13 (1992).

*La situation actuelles et nos tâches*, dans *Rapports Sociaux* n°16 (1994-1995).

*Pour le débat sur la cause et la nature de la crise actuelle*, dans *Rapports Sociaux* n°17/18 (1996).

42. (p. 43, 57, 60)

#### Capital productif, capital financier, capital spéculatif

Ces trois formes du capital constituent soit une succession historique des formes dominantes (dirigeantes) qu'a assumées, époque après époque, le capital, soit trois figures différentes de capitalistes opérants en même temps, soit trois âmes différentes du même capitaliste. Il faut donc considérer, soit chacune d'elles dans sa forme pure, soit la genèse historique d'une forme à partir de l'autre, soit la combinaison des diverses formes entre elles. Le capital productif est le capital qui s'accroît en parcourant et en reparcourant le processus Argent - Marchandise (moyens de production, matières premières, force de travail des ouvriers) - Travail - Nouvelles Marchandises - Plus d'Argent (D - M - L - Me - De). Ce processus est la base du mode de production capitaliste, sur laquelle repose la société capitaliste. Les formes dominantes suivantes du capital naissent et se développent comme excroissance de cette base, elles sont soit un des soulagements salutaires, auxiliaires et nécessaires de celle-ci, soit une superstructure qui l'étouffe. Cette base ré-émerge chaque fois que la superstructure s'effrite, comme argua en conclusion Lénine en 1919, au 8ème congrès du Parti communiste (bolchevik) russe, contre Boukharine et d'autres qui soutenaient que l'impérialisme constituait un nouveau mode de production, plutôt qu'une superstructure du capitalisme (voir note 73). Son environnement est la production, dite aussi économie réelle.

Le capitaliste engagé dans la production (l'entrepreneur) opère dans une économie mercantile. Il achète avec de l'argent les constructions, les outillages et les installations de son entreprise, les ouvriers, les matières premières et les auxiliaires. Il immobilise donc de l'argent en « capital fixe » (des installations fixes et des outillages) et en « capital circulant » (matières premières et auxiliaires, marchandises en cours de vente et salaires). L'argent lui revient seulement petit à petit, par la vente des marchandises produites. En outre, il doit payer aux échéances convenues des rentes aux propriétaires du terrain et des autres conditions naturelles de la production (mines, forêts, etc.) et, périodiquement, verse des impôts à l'État et aux autres Autorités publiques. Il a donc besoin d'argent, soit comme moyen d'échange, soit comme moyen de paiement.

En dehors de l'argent qu'il possède lui-même, l'entrepreneur capitaliste recourt au prêt (des banques, des riches, des épargnants individuels) et paye les intérêts de celui-ci, en plus de rendre le montant du prêt à l'échéance. Dès les débuts du mode de production capitaliste, les entrepreneurs capitalistes ont pris, à titre de prêt, de l'argent des banques. Celles-ci prêtaient de l'argent et, en même temps, agissaient comme intermédiaires entre les propriétaires d'argent et les entrepreneurs. Ceux-ci, avec l'argent pris à titre de prêt, constituaient une partie ou la totalité de leur capital productif.

Avec la circulation de l'argent, naquit l'argent fiduciaire : argent constitué, non plus d'une marchandise ayant une valeur intrinsèque (or, argent, etc.), mais d'un engagement écrit (papier-monnaie, lettre de dépôt, lettre de change, lettre de crédit, etc.), assumé par la personne ou l'institution qui accorde sa confiance, à transformer sur demande le papier en une quantité définie d'argent, à valeur intrinsèque. Avec la naissance de l'argent fiduciaire, la

masse de l'argent en circulation ne fut plus sujette aux limites propres à l'industrie minière et métallurgique et à l'institution de frappe des monnaies. Elle était régulée par les banques (du système de crédit) dans les formes et dans la mesure dictées par leurs propres lois et par les lois de l'État.

L'argent fiduciaire multiplia les moyens à disposition des banques et leur rôle social. Son développement fut donc d'une grande aide au capital productif. Une autre manière par laquelle, dès le début du mode de production capitaliste, les entrepreneurs se procuraient de l'argent, était de céder à d'autres possesseurs d'argent une participation au profit que l'entreprise produirait, ou même une participation à la propriété (et éventuellement même à la gestion) de l'entreprise. Naquirent ainsi les titres financiers à revenu variable (titres de participation aux éventuels profits et des titres de propriété des entreprises) et les sociétés par actions.

Dans ce contexte naquirent et se développèrent également les titres financiers à revenu fixe (obligations, lettres de change, autres titres de crédit), le marché des titres financiers, le cours des titres financiers (chaque titre financier est vendu et acheté à un prix différent de sa valeur nominale, un prix qui varie selon le profit qu'on présume qu'il rendra), les bourses de titres financiers (organismes pour le commerce de titres financiers). Les bourses naquirent comme des institutions, dans lesquelles les capitalistes combinaient leur argent pour faire des affaires en commun. Au cours du temps, les bourses devinrent des institutions qui directement, ou indirectement par les banques et autres institutions financières, absorbaient les économies et la richesse en argent de toutes les classes, et les mettaient comme capital entre les mains des principaux entrepreneurs et des requins de la finance.

Le marché des titres financiers et les bourses, jusqu'au milieu du XIXe siècle, s'étaient développés comme auxiliaires du capital productif. Ils procuraient de l'argent aux capitalistes engagés dans la production et rendaient plus liquide (plus facilement et rapidement transformable en argent) leur même capital immobilisé en marchandises, moyens de production, entreprises. Ils constituaient une masse de capital non employé directement dans la production, mais au service du capital productif.

Dans ce contexte apparurent et se développèrent aussi les bourses de marchandises (organismes pour le commerce de titres de propriété de parts de marchandises, déjà en stockage de réserve, ou encore à produire) et le marché spéculatif des marchandises, le marché des valeurs, les bourses de valeurs et la spéculation sur les monnaies. Dans ces marchés et dans le marché des titres financiers, les différents capitalistes et autres riches luttent entre eux, chacun pour augmenter sa richesse. Ces marchés ont des caractéristiques, et fonctionnent selon des lois, différentes de celles des marchés où les producteurs échangent entre eux des marchandises (dans la production mercantile simple ou dans le marché entre capitalistes entrepreneurs).

Au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, la combinaison entre le capital bancaire, les bourses, les marchés sus-indiqués et le capital productif devint si étroite qu'une nouvelle forme de capital connut un grand développement, le capital financier. A l'époque impérialiste, le capital financier prit le dessus sur le capital productif. La propriété d'une entreprise se divisa en deux : la propriété des actions qui représentent son capital, et la direction de l'entreprise. La propriété des entreprises se fragmenta dans les mains des acheteurs d'actions qui représentent son capital. La direction de l'entreprise se sépara de la propriété des actions de l'entreprise. Le prix d'achat d'une entreprise vint à dépendre de la combinaison du profit et du taux d'intérêt que capitalise (actualise) le profit (si une entreprise rend 100 et que le taux d'intérêt du moment est de 5%, sa capitalisation est de  $100/0,05 = 2.000$ ). Dans un second temps, à déterminer, son prix d'achat supplanta la prévision du profit qu'il rendrait. Dans un troisième temps, ce fut la prévision du cours (du prix de vente) de ses actions. L'objectif de l'acheteur d'actions, et d'autres titres financiers, n'était plus le profit qui serait distribué aux propriétaires des titres, mais la plus-value du titre, c'est-à-dire l'accroissement du prix (du cours) de ce titre.

Arrivé à ce point, la production était devenue un appendice et un moyen du capital financier : une entreprise est gérée, vendue et achetée comme le cours de ses actions. Donc, le capital financier dictait sa loi à la production, bien qu'il repose sur elle. Le capital productif avait joué

le rôle de l'apprenti sorcier. Le démon qu'il avait invoqué n'obéissait plus à son commandement et, au contraire, le commandait, mais il n'avait en même temps pas de vie propre : il ne pouvait vivre que grâce à l'existence des sorciers.

Sur le capital financier, au cours du temps, ont grandi les édifices des sociétés par actions (les « boîtes chinoises »), de la spéculation financière et du parasitisme impérialiste qui étranglent la production et donnent lieu aux crises financières. La spéculation sur les titres financiers, sur les marchandises, sur les monnaies, est devenue pour les capitalistes financiers un moyen d'augmenter leur capital. La production était devenue un appendice du capital financier. Celui-ci, à son tour, est devenu un appendice du capital spéculatif.

La surproduction de capital a, au fur et à mesure, accru la masse d'argent errant entre les mains des spéculateurs (c'est-à-dire, des capitalistes qui cherchent à augmenter leur richesse en spéculant sur le futur prix des marchandises, sur le futur cours des titres financiers, etc.). Cette masse, avec ses mouvements arbitraires et désordonnés, bouleverse la production : les conditions du crédit, du commerce, etc. dont dépend, dans la société capitaliste, la production, également appelée « économie réelle ».

Sur ce point, le texte fondamental est de V. I. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), dans *Œuvres* vol. 22. Voir aussi les références bibliographiques de la note 41.

43. (p. 44)

#### Le cas particulier du Japon

Par un ensemble de circonstances particulières, la société japonaise, plutôt que de se soumettre à un rapport colonial ou semi-colonial, réagit à la pression de la bourgeoisie européenne et américaine en assimilant et en développant, à sa manière, le mode de production capitaliste. Dans les dernières décennies du XIXe siècle, le Japon rattrapa son retard historique et fit son entrée dans le groupe restreint des puissances impérialistes mondiales.

44. (p. 45)

#### La Commune de Paris

Sur la Commune de Paris (1871), Karl Marx exposa son bilan dans l'Adresse à l'Internationale intitulée *La Guerre civile en France* (1871).

Lénine a examiné à plusieurs reprises l'expérience de la Commune de Paris pour en tirer les enseignements (voir ses *Œuvres*).

45. (p. 45)

#### La IIe Internationale

Les partis de la IIe Internationale (1889-1914) s'appelèrent social-démocrates parce qu'ils s'assignaient pour tâche de mener à fond la transformation démocratique du système politique bourgeoise et, sur ce terrain, d'amener la conscience et l'organisation de la classe ouvrière au niveau nécessaire pour instaurer le socialisme.

Pour le bilan de l'œuvre de la IIe Internationale, voir J. V. Staline, *Principes du léninisme* (1924).

46. (p. 46, 57, 79)

#### Les Formes Antithétiques de l'Unité Sociale (FAUS)

Les FAUS sont des institutions et des procédures par lesquelles la bourgeoisie cherche à faire face au caractère collectif désormais assumé par les forces productives, en restant cependant sur le terrain de la propriété et de l'initiative individuelles des capitalistes. Pour y faire face, elle crée des institutions et des procédures qui sont en contradiction avec les rapports de production capitalistes. Celles-ci sont des médiations entre le caractère collectif des forces productives et les rapports de production qui survivent encore. Sont par exemple des FAUS : les banques centrales, l'argent fiduciaire, la négociation collective des relations de travail salariées, la politique économique de l'État, les systèmes de prévoyance, etc.

D'une importance particulière, est la création d'un système monétaire fiduciaire mondial (voir la note 42). Celle-ci fut parachevée en 1971, lorsque le gouvernement fédéral US annonça qu'il ne procéderait plus à la conversion du dollar en or (au taux fixe d'une once (31,103 g) d'or pour 35\$) comme il s'était engagé à le faire par les Accords de Bretton Woods (pour plus de détails, voir *Rapporti Sociali* n°1 (1987) et n°2 (1988)), lorsque les Banques Centrales des autres pays signataires de l'Accord le demandaient. Depuis lors, les échanges internationaux s'effectuent au moyen d'argent conventionnel sans couverture d'or : en somme, un bon émis selon son jugement par la Banque Fédérale US, qui est devenu couramment accepté comme moyen de paiement et thésaurisé par les personnes privées et par les Banques Centrales des pays les plus importants. Cela confère aux USA une position économiquement privilégiée et alimente la confiance d'une partie des capitalistes, et de leurs experts, de posséder le moyen d'empêcher une crise financière des dimensions de celle de 1929. Références :

K. Marx, *Lignes fondamentales de critique de l'économie politique (Grundrisse)*. Le chapitre de l'argent, *Œuvres complètes* vol. 29.

*Les formes antithétiques de l'unité sociale*, dans *Rapports Sociaux* n°4 (1989).

47. (p. 56)

Plinio M., *L'avenir du Vatican* (2006), dans *La Voce* n°23.

48. (p. 56)

#### La réforme Gentile de l'école italienne

Par sa réforme (1924), Giovanni Gentile (1875-1944) introduisit officiellement dans l'école publique l'enseignement de la religion sous la direction du clergé catholique. La religion catholique fut alors proclamée fondation et couronnement de l'éducation des jeunes des classes opprimées. La conception scientifique du monde fut réservée aux héritiers des classes dominantes, qui accédaient aux niveaux supérieurs de l'instruction.

49. (p. 57)

#### Les plans du capital

À partir de la seconde moitié du XIXe siècle, divers théoriciens et des hommes politiques, bourgeois et marxistes-révisionnistes, ont soutenu la thèse que désormais la bourgeoisie avait acquis la capacité de gouverner le mouvement économique de la société, selon un plan propre. Certains soutenaient que le gouvernaient les banques, d'autres, les États. Toutes ces prétentions se sont révélées soit des illusions, soit des duperies.

A ce propos, voir *Don Quichotte et les moulins à vent - À propos du mot d'ordre « lutte contre le plan de la bourgeoisie pour sortir de la crise »*, dans *Rapports Sociaux* n°0 (1985).

50. (p. 59)

V. I. Lénine, *L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale* (1916), *Œuvres* vol. 22.

51. (p. 60)

#### La victoire sur le révisionnisme

Vers la fin du XIXe siècle, éclata la première « crise du marxisme ». La société capitaliste était entrée dans l'époque impérialiste. Le mouvement communiste s'était fortement développé et était toujours plus pressant à faire face aux tâches de la révolution socialiste, pour lesquelles, cependant, les conceptions et les méthodes d'action élaborées jusqu'alors par Marx et Engels n'étaient pas suffisantes. À travers cette faille s'insinua et se diffusa l'influence idéologique de la bourgeoisie, qui pollua le mouvement communiste sous couvert de révision du marxisme, dont Eduard Bernstein (1850-1932) fut le principal partisan. La défense dogmatique du marxisme faite par K. Kautsky (1854-1938) ne servit à rien. De même, fut inutile la tentative de Rosa Luxemburg (1870-1919) de contrer les conséquences réformistes du révisionnisme de Bernstein, au plan politique, sur la base de ses propres révisions du marxisme.

La « crise du marxisme » ne fut résolue que grâce à l'œuvre de V. I. Lénine (1870-1924), qui développa le marxisme dans le domaine théorique et, sur cette base, donna des solutions révolutionnaires aux tâches politiques nouvelles de l'époque : avec la théorie de l'impérialisme, la théorie de l'hégémonie de la classe ouvrière sur les masses populaires des pays impérialistes et sur les peuples et les nations des pays opprimés, la théorie de la nature et du rôle du Parti communiste de l'époque de la révolution prolétarienne.

Références :

V. I. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), *Œuvres* vol. 22.

V. I. Lénine, *Deux lignes de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (1905), *Œuvres* vol. 9.

V. I. Lénine, *Que faire ?* (1902), *Œuvres* vol. 5.

J. V. Staline, *Principes du léninisme* (1924).

52. (p. 61)

#### Relations sociales d'argent

Dans la société actuelle, lorsque la civilisation bourgeoise a déjà accompli son cours historique et qu'elle est maintenant dans la phase de son déclin, l'argent remplit des rôles multiples et contradictoires : en partie d'échange (dans les transactions d'achat et vente), matière des prix (qui sont fixés en argent) ; en partie de paiement (pour honorer des échéances fixées à des obligations envers des tiers : salaires, retraites, impôts, rentes, intérêts, locations, etc.) ; en partie d'épargne (pour faire face à des frais futurs), en partie de thésaurisation (pour accumuler de la richesse) ; capital fructifiant en intérêts (prêts, obligations, assurances, etc.), capital productif (investissements directs, actions, etc.), titres financiers (objets de spéculation), monnaie pour les échanges internationaux.

À chacun de ces rôles correspondent des relations sociales spécifiques, des acteurs spécifiques avec leurs comportements respectifs, des lois spécifiques socialement objectives. Ces rôles interfèrent entre eux : l'argent employé dans un rôle subit les effets des événements déterminés par les autres rôles.

De ces différents rôles, celui qui prédomine de loin à l'époque actuelle est celui de titre financier. La conséquence, qui en résulte, est que l'argent se transforme à répétition, un jour ici un jour là, de moyen pour les relations sociales en entrave et blocage à celles-ci. La masse de la population, qui est constituée du prolétariat, reçoit de l'argent par le paiement à échéances fixes des salaires, des retraites, par des subsides de diverses sortes et par des prêts et des mutuelles, et il le dépense pour l'achat courant de biens de consommation courants, pour des achats extraordinaires irréguliers et pour le paiement périodique d'impôts, de loyers, de remboursements de prêts, de primes d'assurances, etc. Dans chacune de ces transactions, il subit les effets produits par les multiples rôles de l'argent (inflation, oscillation des changes, spéculation, etc.), auxquels il est complètement étranger et face auxquels il est impuissant, à moins qu'il empoigne la lutte politique révolutionnaire.

Parmi les mesures de rationalisation de l'existant que le prolétariat devra imposer une fois pris le pouvoir (voir la note 33 et le texte à laquelle la note se réfère), une des plus importantes est l'abolition de la multiplicité des rôles de l'argent et sa réduction à un moyen de régulation de la consommation individuelle. Une telle mesure va évidemment de pair avec l'abolition de la propriété privée des principales forces productives, avec la planification des principales activités économiques et avec la fixation administrative des prix.

A ce propos, voir Marco Martinengo et Elvira Mensi, *Un futur possible* (2006), aux éditions *Rapports Sociaux*.

53. (p. 62, 86)

#### La situation révolutionnaire en développement

La théorie de la situation révolutionnaire en développement, ou *de longue durée*, est un des apports du maoïsme à la pensée communiste et est étroitement liée à la stratégie de la Guerre populaire révolutionnaire de longue durée. Il y a une situation révolutionnaire lorsque les actions des diverses classes, des forces organisées et des individus, pour des raisons objectives, sont telles que si elles sont secondées par l'action du Parti communiste, elles

conduisent les classes vers la guerre civile et conduisent les masses populaires à développer l'estime d'elles-mêmes, l'héroïsme et la force morale qui sont les armes les plus importantes pour leur victoire contre les oppresseurs et les exploités.

Dans une situation révolutionnaire, il appartient au Parti communiste de trouver et d'accomplir les opérations systématiques, coordonnées et pratiques, réalisables par le Parti quelle que soit la vitesse à laquelle mûrit la crise révolutionnaire, qui secondent le cours de la révolution.

Références :

V. I. Lénine, *La faillite de la IIe Internationale* (1915), *Œuvres* vol. 21.

V. I. Lénine, *À propos de la brochure de Junius* (1916), *Œuvres* vol. 22.

Mao Zedong, *Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine*, *Œuvres* de Mao Tsé-toung vol. 2.

*Sur la situation révolutionnaire en développement*, dans *Rapports Sociaux* n°9/10 (1991).

54. (p. 63)

*Le mouvement de résistance des masses populaires au progrès de la crise de la société bourgeoise, et les tâches des Forces Subjectives de la Révolution Socialiste*, dans *Rapports Sociaux* n°12/13 (1992).

55. (p. 65)

Références :

V. I. Lénine, *Temps nouveaux, erreurs anciennes dans des formes nouvelles* (1921), *Œuvres* vol. 33.

Anna M., *Le 90<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre* (2007), dans *La Voce* n°25.

56. (p. 68)

Umberto C., *Un livre et quelques leçons* (2006), dans *La Voce* n°24.

57. (p. 69)

« Ce n'est point par ses tragi-comiques conquêtes directes que le progrès révolutionnaire s'est frayé la voie ; au contraire, c'est seulement en faisant surgir une contre-révolution compacte, puissante, en se créant un adversaire et en le combattant que le parti de la subversion a pu enfin devenir un parti vraiment révolutionnaire ».

K. Marx, *Les luttes de classe en France de 1848 à 1850* (1850), *Œuvres complètes* vol. 10.

« Il est nécessaire de démolir et de jeter à mer la putride théorie selon laquelle à chaque pas en avant que nous faisons, la lutte de classe chez nous devrait s'affaiblir toujours plus ; selon laquelle, dans la mesure où nous obtenons des succès, l'ennemi de classe ferait preuve de plus de mansuétude [...] Au contraire, le plus nous irons de l'avant, le plus de succès nous rencontrerons ; le plus les résidus des vieilles classes exploiteuses détruites deviendront féroces, le plus rapidement elles recourront à des formes de lutte plus aiguës, le plus elles chercheront à frapper l'État soviétique, le plus elles recourront aux moyens de lutte les plus désespérés comme derniers moyens de celui qui est condamné à mourir. Il faut tenir compte du fait que les résidus des classes détruites en URSS ne sont pas isolés. Ils ont l'appui direct de nos ennemis au-delà des frontières de l'URSS. Il serait erroné de penser que la sphère de la lutte de classe soit renfermée dans les frontières de l'URSS. Si la lutte de classe se déroule pour une partie dans le cadre de l'URSS, elle s'étend pour une autre partie dans les frontières des États bourgeois qui nous entourent ».

J. V. Staline, *Sur les insuffisances du travail* (1937).

Sur les limites de l'Internationale Communiste :

Umberto C., *L'activité de la première Internationale Communiste en Europe et le maoïsme*, dans *La Voce* n°10 (2002).

Ernesto V., *Le rôle historique de l'Internationale Communiste. Les conquêtes et les limites*, dans *La Voce* n°2 (1999).



58. (p. 73)

Bourgeoisie bureaucratique et bourgeoisie compradore

Pour leur pénétration dans les pays opprimés et l'exploitation de ceux-ci, les groupes impérialistes ont utilisé soit les Autorités auxquelles ils ont concédé des prêts "pour le développement du pays" (bourgeoisie bureaucratique), soit des intermédiaire entre les vieilles formes d'exploitation propres au pays et les groupes impérialistes eux-mêmes (bourgeoisie compradore).

59. (p. 76)

Nicola P., *La huitième ligne de démarcation* (2002), dans *La Voce* n°10.

L'expérience de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne est exposée dans les volumes 23, 24, 25 des *Œuvres* de Mao Tsé-toung, éditions *Rapports Sociaux*.

60. (p. 81)

*Le mouvement de résistance des masses populaires au progrès de la crise de la société bourgeoise et les tâches des Forces Subjectives de la Révolution Socialiste*, dans *Rapports Sociaux* n°12/13 (1992).

61. (p. 82)

« Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle. Le souvenir de ses martyrs est conservé pieusement dans le grand cœur de la classe ouvrière. Ses exterminateurs, l'histoire les a déjà cloués à un pilori éternel, et toutes les prières de leurs prêtres n'arriveront pas à les en libérer ».

K. Marx, *La Guerre civile en France* (1871).

62. (p. 82)

K. Marx, *Pour la critique du programme de Gotha* (1875).

63. (p. 83)

V. I. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), en *Œuvres* vol. 22.

64. (p. 85)

K. Marx, *Pour la critique du programme de Gotha* (1875).

65. (p. 87)

Sur la lutte de classe dans les pays socialistes :

*Œuvres* de Mao Tsé-toung, vol. 23, 24, 25.

Sur l'expérience des pays socialistes :

*L'effondrement du révisionnisme moderne et Pour le bilan de l'expérience des pays socialistes*, dans *Rapports Sociaux* n°5/6 (1990).

*Encore une fois sur l'expérience des pays socialistes*, dans *Rapports Sociaux* n°7 (1990).

*La restauration du mode de production capitaliste en Union soviétique*, dans *Rapports Sociaux* n°8 (1990).

*Sur l'expérience historique des pays socialistes*, dans *Rapports Sociaux* n°11 (1991).

66. (p. 87)

Nouvelle Politique Économique (NEP)

Politique économique mise en œuvre par l'État soviétique entre 1921 et 1929, consistant à laisser se développer l'économie mercantile et l'économie capitaliste dans des limites fixées par l'État soviétique, laisser agir librement les travailleurs autonomes (en pratique les paysans) et les capitalistes dans des marges fixées par l'État prolétarien.

Références :

V. I. Lénine, *Sur l'impôt en nature* (1921), *Œuvres* vol. 32.

J. V. Staline, *Une année de grandes avancées* (1929), *Œuvres* de Staline vol. 12.

67. (p. 89)

F. Engels, *Lettre à Conrad Schmidt du 5 août 1890*, *Œuvres complètes* vol. 48.

68. (p. 93)

V. I. Lénine, *L'État et la Révolution* (1917), *Œuvres* vol. 25.

69. (p. 94)

« Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux 'De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !' ».

K. Marx, *Critique du programme de Gotha* (1875).

70. (p. 94)

Chang Chun-Chiao, *La dictature complète sur la bourgeoisie* dans les *Œuvres* de Mao Tsé-toung vol. 25.

71. (p. 95)

*Léninisme ou social-impérialisme* (1970), *Œuvres* de Mao Tsé-toung vol. 24.

72. (p. 97, 241)

« On a objecté encore qu'avec l'abolition de la propriété privée toute activité cesserait, qu'une paresse générale s'emparerait du monde.

Si cela était, il y a beau temps que la société bourgeoise aurait succombé à la fainéantise, puisque, dans cette société, ceux qui travaillent ne gagnent pas et que ceux qui gagnent ne travaillent pas. Toute l'objection se réduit à cette tautologie qu'il n'y a plus de travail salarié du moment qu'il n'y a plus de capital ».

K. Marx - F. Engels, *Manifeste du Parti communiste* (1848), *Œuvres complètes* vol. 6.

Voir aussi le chap. V - Objection 6 de ce Manifeste Programme.

73. (p. 101)

L'impérialisme est une superstructure du capitalisme

« Il n'y a jamais eu d'impérialisme pur, sans base capitaliste, il n'y en a jamais eu, il n'y en a nulle part et il n'y en aura jamais. C'est généraliser de façon erronée tout ce qu'on a dit des consortiums; des cartels, des trusts, du capitalisme financier, quand on a représenté ce dernier comme une formation ne reposant sur aucun des fondements de l'ancien capitalisme. C'est faux (...) Si Marx disait de la manufacture qu'elle était une superstructure de la petite production de masse, l'impérialisme et le capitalisme financier sont des superstructures de l'ancien capitalisme. Quand on en démolit le sommet, on découvre l'ancien capitalisme. Défendre le point de vue qu'il y a un impérialisme intégral sans ancien capitalisme, c'est prendre ses désirs pour des réalités. (...) L'impérialisme est une superstructure du capitalisme. Lorsqu'il s'écroule, on se trouve face au sommet détruit et à la base mise à nu ».

V. I. Lénine, *Rapport sur le programme du Parti* (1919), *Œuvres* vol. 29.

74. (p. 102)

Operaïstes

Courant culturel et politique apparu en Italie au début des années 60, qui a fait sienne, propagé et cherché à réaliser dans le champ politique la conception de l'École de Francfort. Ses représentants mettaient au centre de leur enquête le contenu du travail, la technique

productive et les formes d'organisation du travail, plutôt que les rapports de production dans leur ensemble. Un trait typique des operaïstes, fut la thèse que les conquêtes arrachées par les masses populaires à la bourgeoisie impérialiste, grâce au mouvement communiste, seraient en réalité de rusées réformes conçues et mises en œuvre par la bourgeoisie impérialiste pour 'intégrer' la classe ouvrière dans le système capitaliste et créer un nouvel espace à l'expansion du mode de production capitaliste. En somme, les operaïstes n'ont pas la thèse marxiste que le capital tend à augmenter la misère, l'oppression, l'asservissement, l'abrutissement et l'exploitation des masses populaires, tendance qui se traduit, en réalité, d'autant plus qu'est moins forte la lutte de classe du prolétariat contre elle.

Les conceptions des operaïstes ont eu une grande influence sur les groupes dirigeants de Potere Operaio, Lotta continua et Autonomie Ouvrière. Les principaux représentants de l'operaïsme furent Renato Panzieri (avec la revue *Quaderni rossi* - Cahiers rouges), Mario Tronti, Asor Rosa, Toni Negri.

75. (p. 102, 146, 149)

#### École de Francfort

Conception du monde élaborée par des intellectuels organisés dans l'Institut pour les Sciences Sociales de Francfort, institution fondée dans les années 1920 grâce aux fonds mis à disposition par quelques groupes impérialistes allemands, pour contrer l'influence idéologique de l'Internationale Communiste.

Les thèses principales de l'École de Francfort sont les suivantes.

- Les rapports de production capitalistes sont incorporés dans les forces productives : dans l'outillage, dans l'organisation du travail, dans les structures productives. Donc, il n'existe pas de contradiction entre les forces productives collectives engendrées par le capitalisme et les rapports de production capitalistes, contradiction qui, selon le marxisme, est la contradiction fondamentale du capitalisme, et qui en déterminera inévitablement la fin.

- La bourgeoisie impérialiste est en mesure de gouverner les contradictions de la société bourgeoise et d'intégrer dans celle-ci la classe ouvrière. Donc, le capital élabore son plan (le plan du capital) sur la base duquel il dirige la société entière.

- Le capitalisme est un mode de production destructif et pervers ; sa substitution par le communisme est souhaitable et moralement nécessaire, mais n'est pas un processus historique objectif et inévitable, qui fait inévitablement se lever dans la société les forces qui le réalisent.

- Les promoteurs de la lutte pour substituer le communisme au capitalisme, sont les intellectuels critiques et, en général, tous ceux qui sont en mesure de comprendre le caractère négatif du capitalisme (les critiques du capitalisme).

Les plus remarquables représentants de l'École de Francfort ont été T. W. Adorno (1903-1969), M. Horkheimer (1895-1973), H. Marcuse (1898-1979), F. Pollock (1894-1970). Elle a trouvé une grande influence dans le monde universitaire européen et américain, dans la période du « capitalisme à visage humain » (1945-1975) et, avec le révisionnisme moderne, elle a contribué à rendre difficile la vie du mouvement communiste dans la période suivant la Seconde guerre mondiale. Comme le révisionnisme moderne, l'École de Francfort nie que le capitalisme produit inévitablement crises et guerres, elle nie le rôle révolutionnaire de la classe ouvrière, elle nie que le bilan du mouvement communiste est principalement positif. L'École de Francfort a toujours prétendu être marxiste et ses représentants, être des continuateurs critiques du marxisme.

76. (p. 103, 104, 139, 144, 179, 243)

Par l'expression "inégalités ayant un caractère de classe", nous entendons ces inégalités et contradictions (toute inégalité dans des conditions déterminées donne lieu à une contradiction) qui, tout en n'étant pas directement des inégalités entre des classes distinctes, sont liées à la division de la société en classes : soit parce qu'elles dérivent des contradictions de classe existant dans la société et du système social classiste de celle-ci, soit parce que leur élimination est empêchée ou entravée par le caractère classiste de la société, soit parce que leur traitement est fortement influencé ou même déterminé par le

caractère classiste de la société. Telles sont, par exemple, dans la société bourgeoise, les inégalités entre les hommes et les femmes, entre les adultes et les jeunes, entre adultes et personnes âgées, entre les 'races', entre les nations et les pays de différents degrés de développement économique, intellectuel ou moral, entre la ville et la campagne. Ont aussi un caractère de classe, dans le même sens, des phénomènes comme l'abandon des campagnes, le pillage des ressources naturelles, la dévastation de la planète, etc. Dans ces derniers cas, il s'agit de phénomènes qui sont des effets collatéraux du système social bourgeois de la société. Les premiers sont par contre des héritages d'un passé dans lequel ils eurent leur raison d'être, et qui survivent à la disparition de celui-ci parce que la bourgeoisie n'est maintenant plus en situation d'y mettre fin. Chacun d'eux pourra être éliminé par une intervention spécifique, mais seulement à partir du changement de système social.

A ce propos voir aussi le chap. V - Objection 7 de ce Manifeste Programme.

77. (p. 104)

*Le mouvement de résistance des masses populaires au progrès de la crise de la société bourgeoise et les tâches des Forces Subjectives de la Révolution Socialiste, Rapports Sociaux n°12/13 (1992).*

78. (p. 107) Quelques uns, dans le camp bourgeois mais aussi dans le mouvement communiste, ont donné et donnent encore une explication raciale, géographique, climatique et dans tous les cas "naturelle", au retard et à l'"anomalie" de notre pays par rapport aux autres pays capitalistes européens. Ces explications, différentes et apparemment scientifiques, d'un fait réel, sont toutes défaitistes vis-à-vis du mouvement communiste qui propose aux masses populaires de mettre fin aux plaies historiques de notre pays. Elles sont dépourvues de tout fondement scientifique. Elles sont démenties par le rôle universel d'avant-garde que, pour la deuxième fois dans son histoire, notre pays a eu lors de la Renaissance ; et par l'explication scientifique des facteurs sociaux de sa décadence par la suite.

79. p. 107, Plinio M., *L'avenir du Vatican* (2006), dans *la Voce* n°23.

80. (p. 108) Le Pape et sa cour ne se concevaient pas comme responsables des conditions du pays qu'ils gouvernaient et du sort de la population qui l'habitait. Au contraire, ils ne concevaient l'État Pontifical que comme une condition et un instrument nécessaires pour exercer leur "mission divine sur terre", et sa population comme des sujets tenus de fournir les ressources nécessaires à la splendeur de l'Église et de vivre de façon à créer les conditions les plus favorables à sa "mission divine sur terre." C'est le motif pour lequel l'État Pontifical était, au XIXe siècle, le plus arriéré de la péninsule ; et la rébellion contre le Pape et son gouvernement grandissait à vue d'œil.

81. (p. 109) Le seigneur féodal exploitait les paysans économiquement mais, dans son fief, il était aussi l'autorité politique. De celle-ci, il répondait à son suzerain et à Dieu. Il était investi par son suzerain et, à travers celui-ci, par Dieu. Le bourgeois agraire qui prit sa place ne prétendait pas avoir une quelconque investiture divine, sinon celle du "droit naturel" à utiliser la propriété qu'il avait acheté avec son argent, même si celle-ci comportait encore la servitude et la dépendance personnelle des paysans. L'autorité divine pouvait donc être assumée entièrement par le clergé.

82. (p. 109, 114) La bourgeoisie utilise typiquement la richesse qu'elle extorque aux travailleurs et concentre entre ses mains, non pas principalement pour sa consommation et son luxe, comme le faisaient les classes exploiteuses qui l'ont précédée, mais principalement pour augmenter ultérieurement la richesse que les travailleurs produiront. Dans le langage bourgeois, ceci s'appelle valoriser le capital. Les classes dominantes fixées par la Contre-réforme utilisaient, au contraire, la richesse qu'elles extorquaient aux travailleurs pour leur

consommation, pour leur luxe, pour affirmer leur prestige social et pour maintenir leur pouvoir. C'est ce qu'il faut entendre quand on parle de parasitisme. L'Église et la Cour pontificale étaient l'incarnation la plus pleine et satisfaite du parasitisme : toute la richesse extorquée aux travailleurs était confisquée "pour la gloire de Dieu et de ses serviteurs."

83. (p. 110), "L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurandes et compagnon, bref oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une lutte ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une lutte qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la disparition des deux classes en lutte".

K. Marx - F. Engels, Manifeste du Parti communiste (1848), chap. 1, *Œuvres complètes* vol.6.

84. (p. 113)

"Pour comprendre la nature du rapport entre la mafia sicilienne (et les organisations semblables) et l'État central, il faut penser à la relation qui s'instaura dans les colonies entre les Forces Armées des seigneurs locaux et les puissances dominantes, à celui qui s'instaura entre les Forces Armées de la République Sociale Italienne (République de Salò) et l'Allemagne nazie. C'est un rapport dans lequel la puissance dominante délègue à la force locale des tâches déterminées, la force locale cherche à élargir son activité, la puissance dominante fait valoir ses droits : en somme la division des tâches, un rapport de complémentarité qui n'exclut pas des contradictions et des frictions."

*Réflexions sur la question de la mafia*, dans *Rapports Sociaux* n°28 (2001).

85. (p. 114)

De 1860 aux années 1880, le nouvel État dut mener une véritable guerre en Italie méridionale contre les bandes de paysans insurgés. L'histoire officielle a appelé "guerre contre le brigandage" cette guerre, comme la publicité bourgeoise appelle aujourd'hui "guerre contre le terrorisme" la guerre que mène la bourgeoisie impérialiste contre la révolution démocratique des peuples arabes et musulmans. Les Forces Armées de l'État eurent plus de tués dans cette guerre contre les paysans, que dans les trois guerres d'indépendance. Les morts dans les rangs des paysans ne furent jamais recensés.

Pour de plus amples informations, voir Adriana Chiaia, *Le prolétariat ne s'est pas repenti* (1984), Éditions Rapports Sociaux

Renzo de la Carria, *Prolétaires sans révolution*, Éditions Orient et Savelli.

Le Pape et les autres maisons régnautes dépossédées continuèrent, pendant des années, à agiter la menace de se mettre à la tête de révoltes paysannes, comme l'avaient fait les Bourbons en 1799 contre la République Parthénopéenne (NdT : république sur le modèle français, qui avait remplacé le royaume de Naples). C'était en réalité des menaces en l'air, comme celles que le Tsar agitait contre les nobles polonais ou que l'Empereur d'Autriche avait agitées contre les aristocrates lombards : ils avaient plus à perdre qu'à gagner d'un soulèvement des paysans. Agiter la menace était par contre utile, pour faire chanter qui était disposé à marchander.

86. (p. 114)

Jusqu'à l'avènement du mode de production capitaliste, la terre avait été la condition matérielle principale de l'existence : de celle-ci et de ses fruits naturels, les travailleurs tiraient ce qui était nécessaire à la production et à la reproduction des conditions matérielles d'existence pour toute la société. Pour les seigneurs féodaux et pour les propriétaires fonciers bourgeois semi-féodaux aussi, un nombre abondant de travailleurs était la condition nécessaire d'un produit abondant. Pour le capitaliste agricole, en revanche, la terre, en propriété ou en location, est un capital. Celle-ci doit donner un profit au moins égal à celui de tout autre capital de valeur équivalente. Le paysan se transforme en main-d'œuvre salariée. À parité d'autres conditions, moindre est le nombre de travailleurs nécessaires, plus grand

est le profit.

87. (p. 115)

La quatrième des Thèses de Lyon, approuvées par le troisième congrès de vieux PCI (janvier 1926) et rédigées sous la direction d'A. Gramsci, affirme : « Le capitalisme est l'élément prédominant dans la société italienne et la force qui prévaut dans la détermination de son développement. De cette donnée fondamentale dérive la conséquence qu'il n'existe pas, en Italie, de possibilité d'une révolution qui ne soit pas la révolution socialiste ». Les révisionnistes menés par Togliatti (1893-1964) rangèrent dans un tiroir cette thèse pendant et après la Résistance. Non par hasard, les partisans de l'«achèvement de la révolution bourgeoise» ont, systématiquement, oublié de mettre à l'ordre du jour la principale mesure de l'achèvement effectif de la révolution bourgeoise, qui restait à faire en Italie : l'abolition de la Papauté.

88. (p. 116)

«Les rapports entre industrie et agriculture... ont en Italie une base territoriale. Dans le Nord prévalent la production et la population industrielle, dans le Sud et dans les îles la production et la population agricole. Suite à cela, toutes les contradictions inhérentes à la structure sociale du pays, contiennent en elles-mêmes un élément qui touche à l'unité de l'État et la met en danger».

*Thèses de Lyon (1926), chap. 4, thèse 8.*

89. (p. 117)

L'absence d'une réforme intellectuelle et morale fut déplorée par divers représentants de la bourgeoisie italienne, de Francesco De Sanctis (1817-1883) à Giosué Carducci (1835-1907) jusqu'à Benedetto Croce (1866-1952). Témoins des tentatives idéalistes de réaliser une telle réforme, sont les célèbres œuvres *Pinocchio* de Collodi (Carlo Lorenzini 1826-1890) et *Cœur* d'Edmondo De Amicis (1846-1908).

90. (p. 117)

Hautement instructives de l'indifférence de G. Mazzini (1805-1872) aux problèmes de la révolution agraire, sont ses lettres aux Sociétés Ouvrières Italiennes. Voir, contre cette position, la critique de Mazzini faite par K. Marx dans sa lettre à F. Engels du 13 septembre 1851 et dans celle à J. Weydemeyer du 11 septembre 1851.

91. (p. 119)

Une différence importante entre l'exploitation capitaliste des travailleurs et les formes précédentes d'exploitation, consiste dans le fait que le capitaliste intervient directement dans l'organisation et la direction du travail. Il apporte donc, dans le choix et dans la mise au point des moyens de production, dans l'organisation de l'activité laborieuse, dans la prévision des produits et dans toute l'activité qui entoure la production au sens strict, tout le patrimoine social de connaissances et de savoir-faire dont dispose la classe dominante. L'intellectuel typique et spécifique du capitalisme est l'organisateur de la production, entendu au sens large. Une classe dirigeante parasitaire se limite par contre à extorquer aux classes productives «la redevance», quel que soit le nom donné à la part qu'elle s'approprie. Évidemment, il devient est de comprendre pourquoi la bourgeoisie productive italienne a accepté et accepte encore de payer «la redevance» à ces classes parasites, en particulier à l'Église. Elle accepte de partager une portion de l'exploitation, parce que les classes parasites l'aident à tenir en respect les travailleurs, chose qui lui est essentielle et qu'elle est incapable de faire toute seule. A cela s'ajoute qu'aujourd'hui, les vieilles formes parasites d'exploitation se confondent avec les formes les plus modernes d'exploitation : la bourgeoisie typique de l'époque impérialiste encaisse également des dividendes sur ses actions et sur ses titres, sans intervenir directement dans le processus de travail.

92. (p. 120)

E. Sereni, *Le capitalisme dans les campagnes 1860-1900*, éditions Einaudi 1968.

93. (p. 121)

Dans ce contexte, 'certaine' indique que les limites des pouvoirs de l'un et de l'autre étaient et sont mobiles et fluides, et objet de controverses. Voir à ce sujet la note 84.

94. (p. 122)

La loi des Garanties (1871) prévoyait que l'État cesse de verser annuellement la somme sur le compte bancaire approprié ouvert à la disposition inaliénable du Pape si, avant 5 ans à compter de l'approbation de la loi, ce dernier n'avait pas commencé à retirer ce qui était versé. Le Pape se garda bien de puiser au fond : cela aurait signifié la reconnaissance du nouvel État et la fin de l'État Pontifical face aux autres États européens, en particulier face à l'Empire Austro-hongrois avec lequel il intriguait contre l'Unité d'Italie et faisait chanter l'État italien. L'État italien, malgré cela, continua à verser annuellement la somme jusqu'en 1928. À la lumière de ces événements, est encore plus révélateur des réels rapports le fait que le même État toléra toutes les licences, spéculations et délits dans les domaines immobiliers et financiers, de la part de l'Église et de l'"aristocratie noire" romaine, et supprima ainsi même toute nécessité pour le Vatican d'accepter la généreuse contribution de l'État italien. Celui-ci, dans le même temps, écorchait les paysans et les autres travailleurs avec les impôts... pour mettre de côté les 50 millions dont le Vatican ne savait pas que faire, grâce aux spéculations financières et immobilières que le même État tolérait et favorisait !

95. (p. 125)

Le non expedit est la formule par laquelle Pie IX défendit aux catholiques de collaborer officiellement avec le nouvel État. Mais même cette "non-participation des catholiques" allait de pair avec le fait que la classe dirigeante, du gouvernement jusqu'à la haute bureaucratie, était composée pour la grande majorité de personnes fidèles au Vatican jusqu'à la servilité, mais qui participaient "à titre personnel" : le Vatican leur demandait et obtenait des services en tout genre, mais n'assumait pas la moindre responsabilité pour les directives qu'il donnait en arrière-salle. En somme, un exemple de double morale des plus flagrants. Dans les administrations communales, où contrôler les choses en coulisse et tout manœuvrer de manière occulte était moins facile (d'où la commune hostilité aux "autonomies locales" de l'État bourgeois et du Vatican), le Vatican n'hésita pas à faire créer des coalitions de catholiques, comme l'Union Romaine créée pour les élections municipales dès novembre 1871.

96. (p. 132)

Pendant une longue période après l'unification de la péninsule, les mouvements des masses paysannes, bien qu'étant par leur contenu social démocratiques et progressistes (leurs objectifs étaient la possession de la terre et l'élimination des vexations féodales résiduelles), étaient dirigés par les forces réactionnaires antiunitaires. Chose qui aujourd'hui nous rend facile, à nous communistes italiens, de comprendre comment la révolution démocratique des peuples arabes et musulmans et d'autres peuples coloniaux peut être dirigée par des forces de nature féodale.

Les mouvements de 1893-98 (des Faisceaux siciliens à la révolte de Milan) furent en revanche des mouvements ouvriers-paysans. Les forces féodales restantes étaient réduites, comme la bourgeoisie, à la défensive et s'allièrent avec la bourgeoisie : la crise de 1893-98 marque de fait la fin de la 'paix armée' entre le Royaume d'Italie et l'Église Catholique, la fin du *non expedit* et le début de la collaboration programmatique et systématique contre le mouvement communiste.

La crise de 1943-1947 constitue une phase encore supérieure par rapport aux précédentes. L'unité ouvrier-paysans n'était plus seulement une unité dans les faits et dans les idéaux. Elle était assumée, promue et dirigée par un mouvement communiste conscient et organisé, le premier PCI. Celui-ci ne fut pas à la hauteur de sa tâche, et ne sut pas guider les masses

populaires à la victoire, à l'instauration du socialisme. Mais ce qu'il réussit à faire, il le fit en maintenant fermement l'unité ouvriers-paysans.

À propos du rapport entre le mouvement communiste conscient et organisé et les mouvements paysans, voir Gramsci, *Notes sur la question méridionale*, disponible sur le site Internet du (n) PCI, section Classiques du mouvement communiste.

97. (p. 132)

Références : Gramsci, Rapport de la section turinoise du PSI (1920), disponible sur le site Internet du (n) PCI, section Classiques du mouvement communiste.

La période du *Biennio Rosso* montre comment, dans un pays impérialiste, on peut créer les conditions (des conditions différentes mais aussi adéquates se sont présentées dans d'autres pays et également en Italie, en particulier en 1943 et dans les années 70) pour le passage de la première à la seconde phase de la Guerre populaire révolutionnaire, et en particulier, comme l'on peut créer les conditions adaptées à la création des Forces Armées révolutionnaires, en s'appuyant soit sur la disponibilité des ouvriers et d'autres éléments des masses populaire à combattre, soit sur les oscillations qui se manifestent dans les Forces Armées de la réaction et qui rendent possible le passage d'une partie d'entre elles à la révolution, ou au moins leur neutralisation. De ce point de vue, la période du *Biennio Rosso* est une source d'enseignements d'une inestimable valeur, en particulier à propos de la qualité de l'accumulation de forces révolutionnaires à accomplir dans la première phase de la Guerre populaire. À cause de la qualité inadéquate de l'accumulation de forces révolutionnaires qui l'avait précédée, la période du *Biennio Rosso* eut, dans l'histoire du mouvement communiste italien, le rôle positif de montrer les limites du réformisme et de donner l'impulsion à la création de PCI.

98. (p. 133)

Par la lutte politique révolutionnaire, la classe ouvrière s'élève à un autre niveau par rapport à celui auquel elle se trouve avec la lutte revendicative. Celle-ci reste dans l'horizon de la société bourgeoise et de son économie mercantile. Avec son avant-garde révolutionnaire, son Parti communiste, par la lutte politique révolutionnaire, la classe ouvrière accomplit un saut qualitatif que les économistes [et les spontanéistes] ne comprennent pas. Ce saut de qualité implique un niveau supérieur de conscience et d'organisation : le Parti communiste, conformément aux enseignements du léninisme. Grâce à celui-ci, la classe ouvrière assume la direction de toutes les masses populaires et, grâce à une conception supérieure du monde et à une méthode supérieure de travail, elle les dirige à mener avec succès la Guerre populaire révolutionnaire contre la bourgeoisie impérialiste jusqu'à l'instauration du socialisme.

99. (p. 134)

Antonio Gramsci (1891-1937) est le seul dirigeant du mouvement communiste italien à avoir étudié systématiquement et en profondeur, d'un point de vue communiste, matérialiste-dialectique, marxiste-léniniste, révolutionnaire, la stratégie de la révolution socialiste dans notre pays. C'est sur son œuvre (et non pas sur la déformation togliattiste de celle-ci) que nous devons greffer ce qui dans notre stratégie est spécifique pour l'Italie. Son œuvre est exposée dans *La construction du Parti Communiste (1923-1926)*, éd. Einaudi 1971 ; et dans *Cahiers de prison*, Einaudi 1971 et 2001. Ces œuvres doivent cependant être étudiées avec l'œil sur les événements et les problèmes du mouvement communiste italien et international de l'époque, en déterminant pour chaque réflexion la question du mouvement communiste que l'auteur affronte. Ils ne doivent pas être étudiés comme des traités de "théorie générale", chose indigne d'un marxiste, car "la vérité est toujours concrète". En particulier, les *Cahiers*, à cause de la censure en prison, sont écrits sans références explicites aux questions concrètes qui donnent lieu aux réflexions. En les lisant sans tenir compte de cela, il est facile transformer les *Cahiers* en un manuel idéaliste, métaphysique.



100. (p. 134)

CARC, *Le plus haut point atteint à ce jour dans notre pays par la classe ouvrière dans sa lutte pour le pouvoir* (1995), Éditions Rapports Sociaux.

101. (p. 134)

« La transformation des Partis communistes, dans lesquels se rassemble l'avant-garde de la classe ouvrière, en Partis bolcheviks, peut être considérée, à l'instant présent, comme la tâche fondamentale de l'Internationale Communiste ».

*Thèses de Lyon* (1926), chap. 4, thèse 1.

102. (p. 135)

« Bien que celui-ci [le PCI] provienne d'une lutte contre les dégénérescences de droite et centristes du mouvement ouvrier, le danger de déviations de droite est présent dans le Parti communiste d'Italie... Le danger que se crée une tendance de droite est lié à la situation générale du pays. La pression que le fascisme exerce tend à alimenter l'opinion que, le prolétariat étant dans l'impossibilité de renverser rapidement le régime, la meilleure tactique serait celle qui conduit, sinon à un bloc bourgeois-prolétarien pour l'élimination constitutionnelle du fascisme, en tout cas à une passivité de l'avant-garde révolutionnaire, à une non-intervention du Parti communiste dans la lutte politique immédiate, permettant à la bourgeoisie de se servir du prolétariat comme masse de manœuvre électorale contre le fascisme. Ce programme se présente sous la formule que le Parti communiste doit être "l'aile gauche" d'une opposition composée de toutes les forces qui conspirent à abattre le régime fasciste. Ceci est l'expression d'un profond pessimisme envers les capacités révolutionnaires de la classe laborieuse ».

*Thèses de Lyon* (1926), chap. 4, thèse 26.

103. (p. 135, 137, 217)

Pietro Secchia et deux importantes leçons, dans *La Voce* n°26.

104. (p. 140, 174)

Sur cet argument, voir *À propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat* (1956), dans les *Œuvres de Mao Zedong* (Edition Rapports Sociaux) vol. 13 : « Par exemple, Staline avance cette formule que dans les diverses périodes révolutionnaires, le coup principal doit être porté de façon à isoler les forces politiques et sociales intermédiaires de l'époque.

Nous devons examiner cette formule de Staline d'un point de vue critique, marxiste et en tenant compte des circonstances. Dans certaines circonstances, il peut être correct d'isoler de telles forces, mais il n'est pas correct de les isoler quelles que soient les circonstances. Notre expérience nous apprend que, dans une révolution, le coup principal doit être porté à l'ennemi principal de façon à l'isoler.

Quant aux forces intermédiaires, nous devons adopter à leur égard la politique de nous unir à elles et en même temps de lutter contre elles, de façon pour le moins à les neutraliser ; et, si les circonstances le permettent, nous devons nous efforcer de les faire passer de cette position de neutralité à une position d'alliance avec nous, afin que cela contribue au développement de la révolution. Mais il fut une époque, celle des dix années de guerre civile, de 1927 à 1936, où certains de nos camarades n'ont fait qu'appliquer mécaniquement cette formule de Staline à la révolution chinoise, et ont dirigé leur principale attaque contre les forces intermédiaires en considérant celles-ci comme notre plus dangereux ennemi. Il s'ensuivit qu'au lieu d'isoler notre véritable ennemi, nous nous sommes isolés nous-mêmes. Nous nous sommes infligé des pertes à nous-mêmes et avons fait le jeu du véritable ennemi. C'est en se référant à cette erreur de dogmatisme que, dans le but de vaincre les agresseurs japonais, le Comité central du Parti communiste chinois, pendant la Guerre contre les envahisseurs japonais, posa le principe que nous devons "développer les forces progressistes, rallier les forces intermédiaires, et isoler les jusqu'au boutistes".

Les forces progressistes en question étaient celles des ouvriers, des paysans, des

intellectuels révolutionnaires, conduites par le Parti communiste chinois, ou susceptibles de subir son influence. Les forces intermédiaires étaient la bourgeoisie nationale, divers partis et groupements démocratiques et des démocrates sans parti. Les jusqu'au-boutistes comprenaient les forces compradores et féodales, avec Tchang Kaï-chek à leur tête, qui n'opposaient qu'une résistance passive aux envahisseurs japonais et qui menaient une lutte active contre les communistes. L'expérience née de la pratique a démontré que cette politique du Parti communiste chinois répondait aux circonstances dans lesquelles se déroulait la révolution chinoise et était la bonne.

Il en est toujours ainsi : le dogmatisme n'est goûté que de ceux qui ont l'esprit paresseux. Loin d'être d'une utilité quelconque, il fait un mal incalculable à la révolution, au peuple et au marxisme-léninisme. Pour élever la conscience politique des masses populaires, pour stimuler leur dynamisme créateur, et pour hâter le rapide développement du travail pratique et théorique, il convient maintenant encore de détruire le respect superstitieux pour les dogmes »

On doit toutefois rappeler que dans son œuvre de direction du mouvement communiste, Staline alla lui-même de multiples fois contre sa propre thèse erronée. Au cours de la première vague de la révolution prolétarienne, le mouvement communiste utilisa dans la pratique, dans plus d'une phase et occasion, les réformistes et la gauche bourgeoise en faveur du mouvement communiste : il suffit de penser à la ligne du Front populaire antifasciste (1935). L'absence d'une orientation consciente, générale et juste produisit toutefois des incertitudes et des embardées dans l'application : unité sans lutte et lutte sans unité.

105. (p. 140)

D'une part, la classe ouvrière italienne est elle-même fortement affaiblie sur le plan de l'organisation et de l'initiative politique, syndicale et culturelle. La cohésion de la société est encore en forte régression. De l'autre, parmi les travailleurs étrangers qui arrivent en Italie, le prestige du mouvement communiste est bas. En particulier auprès de ceux qui arrivent des pays arabes et musulmans, où est élevé le prestige des forces féodales qui pour le moment dirigent la résistance anti-impérialiste. Ceux qui viennent des ex-pays socialistes n'ont pas encore digéré l'expérience traumatique du révisionnisme moderne et de l'effondrement auquel celui-ci a mené leurs pays<sup>16</sup>.

106. (p. 145)

« Quoiqu'à notre avis la ligne actuelle du Parti communiste italien sur la question de la révolution socialiste soit fautive, nous n'avons jamais cherché à interférer parce que, naturellement, il s'agit d'une chose sur laquelle seuls les camarades italiens doivent décider. Mais maintenant, le camarade Togliatti proclame que cette théorie des "réformes de structure" est une "ligne commune à tout le mouvement communiste international" et déclare unilatéralement que la transition pacifique "est devenue un principe de stratégie mondiale du mouvement ouvrier et du mouvement communiste". Cette question implique non seulement la théorie marxiste-léniniste fondamentale de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, mais aussi le problème fondamental de l'émancipation du prolétariat et du peuple dans tous les pays capitalistes. Alors, comme membres du mouvement communiste international et comme marxistes-léninistes, nous ne pouvons pas ne pas exprimer notre opinion à ce sujet ».

*Les divergences entre le camarade Togliatti et nous* (1962), *Œuvres de Mao Zedong* (Edition Rapport Sociali) vol. 19.

---

<sup>16</sup> NdT - Ce n'est pas tout à fait exact, en tout cas pour les personnes des pays à majorité musulmane. En France, il est même possible de dire qu'il y a plus de ML et de MLM dans l'immigration (parfois latino-américaine, mais surtout maghrébine, anatolienne et africaine) que dans la population « de souche », et cela numériquement, pas seulement en proportion ! Même chez les personnes d'Europe de l'Est, le pro-capitalisme acharné des années 1990 a été largement relativisé. De plus en plus distinguent une « bonne » période (ex : Dimitrov chez les Bulgares) de la catastrophe révisionniste des années 70-80.

*Encore une fois sur les divergences entre le camarade Togliatti et nous (1963), Œuvres de Mao Zedong (Edition Rapporti Sociali) vol. 19.*

107. (p. 146)

La première Internationale Communiste n'avait pas une conception claire et juste de la forme que devait assumer la révolution socialiste en Europe. Les Partis communistes oscillèrent entre différentes déviations de droite et de gauche. Voir à ce sujet les références données dans la note 57 (chap. I). Ils donnèrent des interprétations de droite (unité sans lutte avec la bourgeoisie de gauche) à la ligne du Front Populaire lancée en 1935 par l'IC. Mao Zedong, le 6 novembre 1938, dans son discours au CC publié sous le titre de *Problèmes de la guerre et de la stratégie (Œuvres de Mao Zedong (Edition Rapporti Sociali) vol. 7)*, reprend ainsi la stratégie suivie par les Partis communistes européens :

« La tâche centrale et la forme suprême de la révolution est la conquête du pouvoir politique par la lutte armée et la résolution du problème par la guerre. Ce principe révolutionnaire marxiste-léniniste est valable partout, en Chine comme dans les autres pays. Toutefois, bien que le principe reste le même, les Partis prolétariens l'appliquent de manière différente selon les différentes conditions.

Dans les pays capitalistes, à moins que dans ceux-ci ne règne le fascisme, et si l'on ne se trouve pas dans une période de guerre, les conditions sont les suivantes : à l'intérieur existe une démocratie bourgeoise, il n'y a pas de féodalisme ; dans leurs relations extérieures, ces pays ne sont pas opprimés par d'autres nations, mais ils oppriment d'autres nations.

Étant données ces caractéristiques, le rôle des Partis prolétariens dans les pays capitalistes est d'éduquer les ouvriers, d'accumuler des forces à travers une longue lutte légale et de se préparer, ainsi, à renverser définitivement le capitalisme. Dans ces pays, il s'agit de mener une longue lutte légale, de se servir de la tribune parlementaire, de recourir aux grèves économiques et politiques, d'organiser les syndicats et d'éduquer les ouvriers. Là, les formes d'organisation sont légales et les formes de la lutte ne sont pas sanglantes (pas de recours à la guerre).

En ce qui concerne le problème de la guerre, chaque Parti communiste lutte contre chaque guerre impérialiste menée par son pays. Si une telle guerre éclate, sa politique vise à la défaite du gouvernement réactionnaire de son pays. L'unique guerre qu'il veut est la guerre civile, à laquelle il se prépare. Mais il ne faut pas passer à l'insurrection et à la guerre tant que la bourgeoisie n'est pas vraiment réduite à l'impuissance, tant que la majorité du prolétariat n'est pas décidée à mener une insurrection armée et une guerre et tant que les masses paysannes ne s'offrent pas d'aider le prolétariat. Lorsqu'ensuite vient le moment de l'insurrection et de la guerre, il faut d'abord occuper les villes et ensuite avancer dans les campagnes, et non le contraire ».

Toujours Mao, dans son discours au CC du jour précédent, le 5 novembre 1938, publié sous le titre de *La question de l'indépendance et de l'autonomie dans le Front national anti-japonais*, disait :

« "Tout à travers le Front uni" est un mot d'ordre erroné. Le Kuomintang, qui est le parti au pouvoir, n'a jusqu'à présent pas permis au Front uni d'assumer une forme organisée. Sur les arrières de l'ennemi, nous ne pouvons qu'agir indépendamment et de manière autonome en nous conformant à ce qu'a approuvé le Kuomintang (par exemple le "Programme pour la guerre de résistance et la construction nationale") et nous n'avons pas la possibilité de réaliser "tout à travers le Front uni". Ou alors, en considérant comme acquise son approbation, nous pouvons d'abord agir et ensuite présenter un rapport. Par exemple, la nomination de commissaires administratifs et l'envoi de troupes dans le Shantung n'auraient pas été possibles si nous avions tenté de les réaliser "à travers le Front uni". Le Parti communiste français, à ce que l'on dit, a lancé le même mot d'ordre. Peut-être était-il nécessaire que le Parti communiste français lance ce mot d'ordre pour limiter l'action du Parti socialiste français, car en France existait déjà un comité conjoint des deux partis et le Parti socialiste français ne voulait pas agir sur la base du programme établi en commun, mais continuait à agir pour son propre compte. Il ne l'a certainement pas lancé pour se lier les mains et les pieds. En ce qui concerne la situation en Chine, le Kuomintang a dénié l'égalité

des droits à tous les autres partis et tous les autres groupes politiques, et cherche à les soumettre de force à son commandement. Si nous lançons ce mot d'ordre pour exiger que le Kuomintang fasse "tout à travers" notre approbation, cela est non seulement ridicule mais irréalisable. Si, d'autre part, nous devons obtenir par avance l'approbation du Kuomintang pour "tout" ce que nous nous apprêtons à faire, comme ferions-nous s'il n'y avait pas d'accord ? ».

108. (p. 147)

Références :

CARC, *F. Engels/10, 100, 1000 CARC pour la reconstruction du Parti communiste* (1994), Éditions Rapports Sociaux.

Pippo Assan, *Christophe Colomb, ou comment convaincus de naviguer vers les Indes nous abordâmes en Amérique* (1988), Éditions de la Vigne, Florence (disponible sur le site Internet du (n) PCI, <http://www.nuovopci.it>, section Littérature communiste).

109. (p. 160)

« La révolution socialiste en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement - sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible - et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, *objectivement*, ils s'attaqueront au *capital*, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera la vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts haïs de tous (bien que pour des raisons différentes !) et réaliser d'autres mesures dictatoriales, dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme, lequel ne "s'épurera" pas d'emblée, tant s'en faut, des scories petite-bourgeoises ».

V. I. Lénine, *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* (1916), *Œuvres* vol. 22.

110. (p. 166)

Références pour l'analyse de classe de la société italienne dans la revue *Rapports Sociaux*: n°3 (1989), *L'analyse des classes en lesquelles est divisée la société bourgeoise* ; n°5/6 (1990), *Pour une enquête collective sur les modifications dans le processus de production et de reproduction des conditions matérielles de l'existence* ; n°12/13 (1992), *Le camp de la révolution socialiste : classe ouvrière, Rapports Sociaux prolétariat, masses populaires* ; n°14/15 (1994), *Pour l'analyse de classe* ; n°20 (1998), *La composition de classe de la société italienne*.

Aux fins de l'analyse de classe de la société italienne, il est important aussi d'avoir bien à l'esprit les 10 grandes transformations indiquées dans le chapitre 2.1.2 de ce MP.

111. (p. 167, 245)

« Le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ». Cela signifie que l'organisation de la société est telle que chaque individu, en développant librement ses capacités, contribue à ce que tous les autres les développent également. Le communisme est un tel système social, dans lequel le libre développement d'un individu détermine le libre développement des autres individus, et l'individu est libre dans la mesure où tous le sont. Pour donner quelques exemples : un individu respire un air d'autant plus propre que plus grande est la pureté de l'air que tous respirent ; dans une société où les biens de consommation sont distribués de manière égale entre tous, l'individu augmente la quantité de biens de consommation dont il dispose dans la mesure où la quantité dont dispose chaque membre de la société s'accroît.

Le système capitaliste, par contre, est par sa nature tel que la libre initiative économique du

capitaliste implique, pour pouvoir prospérer, que beaucoup d'individus ne puissent pas le faire ; et qu'ils se présentent à lui comme vendeurs de leur force de travail. La liberté de paresser du riche, implique que d'autres doivent travailler pour lui. Le capitaliste n'est libre de licencier et d'assumer que si les ouvriers sont esclaves du besoin.

Les rapports sociaux (l'ordre social, l'organisation de la société) sont tels que les intérêts individuels et les intérêts sociaux (intérêts d'un individu et intérêts de tous les autres individus) soit coïncident, soit doivent être poussés à coïncider par la contrainte. C'est à cela que se référait K. Marx lorsqu'il disait qu'il faut modeler humainement les circonstances "dans lesquelles l'individu vit et par lesquelles il est modelé". (Voir la note 153 et l'Objection 4 du chap. V)

Dans la société mercantile et capitaliste, les principaux rapports sociaux sont antagoniques : pour un individu les choses vont d'autant mieux qu'elles empirent pour d'autres individus (les concurrents, le client qui a beaucoup de besoins, etc.). Éduquer un individu à la générosité, alors qu'il vit dans une société qui le force à des rapports antagoniques avec les autres, est un travail de Sisyphe. Éduquer à la générosité un individu qui n'est pas généreux, qui provient (a été formé) par une société aux rapports antagoniques, après que la société ait changé son ordre social et rendu les intérêts des individus coïncidents, est une entreprise fructueuse. Jeremy Bentham (1748-1832) avait bien compris que l'intérêt individuel devait coïncider avec l'intérêt social et, mis face à la réalité des rapports sociaux bourgeois, concluait par un acte de foi paradoxal : le plus grand égoïsme est le plus grand altruisme, grâce à la main invisible de la Divine Providence.

K. Marx - F. Engels, *Manifeste du Parti communiste* (1848), chap. 2, *Œuvres complètes* vol.6.

112. (p. 168)

Un patrimoine, quel que soit sa nature, est fructifère s'il donne ou peut effectivement donner un revenu correspondant à celui que donne un patrimoine financier d'égale valeur. Cela exclut, par exemple, de notre considération la maison "d'incalculable valeur" qu'un individu possède par héritage dans une zone donnée, mais qui pour lui est un bien de consommation et non un patrimoine fructifère. Dans notre analyse, le patrimoine est important parce qu'il détermine les personnes qui vivent ou peuvent "vivre bien" même sans travailler elles-mêmes, qui peuvent vivre du travail d'autrui, qui sont donc effectivement libres de décider de ce qu'elles vont faire dans leur vie, qui ne sont pas forcées de vendre leur force de travail pour vivre.

Il en résulte grossièrement qu'un individu qui a un revenu annuel net de 100.000 euros, quelle que soit la source dont celui-ci provient (donc, même si à l'origine il y avait sa prestation personnelle, comme par ex. dans le cas d'un footballeur, de professionnels, etc.), peut en quelques années accumuler un patrimoine grâce auquel il n'est plus forcé d'exercer ni cette activité ni une autre pour "vivre bien". D'autre part, un individu qui perçoit un revenu annuel net de 100.000 euros a des relations sociales telles qu'elles lui permettent d'accumuler un patrimoine mobilier ou immobilier qui le fait rapidement rentrer dans la bourgeoisie impérialiste.

113. (p. 169)

Parmi les membres de la famille, sont inclus les mineurs (environ 15% de la population est âgée de moins que 16 ans), les étudiants, les cohabitants qui ne reçoivent pas de revenu personnel du travail qu'ils effectuent (ex. les femmes au foyer) ou qui n'en effectuent aucun : en Italie, selon des sources officielles, au moins 3 millions de personnes, au-delà des chômeurs officiels, voudraient effectuer un travail. Les retraités sont classifiés sur la base de la classe à laquelle ils appartenaient lorsqu'ils travaillaient.

114. (p. 169) Ouvrier et travailleur producteur de plus-value

Pour comprendre ce que les marxistes entendent par ouvrier ou travailleur producteur de plus-value, voir K. Marx, *Le Capital*, livre 1 chap. 14. Ceux qui réduisent les ouvriers aux travailleurs manuels du secteur industriel remplacent le marxisme par une conception

matérialiste vulgaire, confortés dans cette opération par un dogmatisme qui reste arrêté à une identité qui, il y a cent ans, était encore grosso modo empiriquement valide.

115. (p. 170) Les prolétaires typiques sont les travailleurs qui, d'une manière générale, ne peuvent vivre qu'en vendant leur force de travail et qui exercent une activité qui peut être exercée par une grande partie des personnes adultes, après une période relativement brève de formation. Ils vendent par conséquent leur force de travail en concurrence avec un grand nombre de travailleurs. Les qualifications et les secteurs d'appartenance divisent les prolétaires. À une extrémité, il y a ceux sans aucune qualification, simple main-d'œuvre. À l'autre extrémité, il y a ceux qui sont difficilement remplaçables par l'adresse qu'ils ont acquise ou leurs dons naturels, qui ont presque le monopole des performances qu'ils accomplissent. Ces derniers entrent dans les masses populaires non prolétaires. Ils deviennent plus des vendeurs de services que des vendeurs de force de travail.

116. (p. 178)

Marco Martinengo, *Les premiers pays socialistes* (2003), Édition Rapport Sociali.

117. (p. 183)

Sur les caractéristiques du nouveau Parti communiste, voir Nicola P., *Le nouveau parti communiste* (2005), dans *La Voce* n°19.

118. (p. 183)

Nicola P., La huitième ligne de démarcation (2002), dans *La Voce* n°10.

Dans cet article, Nicola P. indique quels sont les cinq principaux apports de Mao à la pensée communiste :

- la Guerre populaire révolutionnaire de longue durée comme forme universelle de la révolution prolétarienne,
- la Révolution de Nouvelle Démocratie dans les pays semi-féodaux,
- la lutte de classe dans la société socialiste et la nature de la bourgeoisie dans les pays socialistes,
- la ligne de masse comme méthode principale de travail et de direction du Parti communiste,
- la lutte entre deux lignes dans le Parti, comme méthode principale de défense du Parti communiste contre l'influence de la bourgeoisie, et de développement du Parti.

119. (p. 186)

Ligne de masse (\*)

C'est la principale méthode de travail et de direction du Parti communiste. Elle est l'application de la théorie marxiste de la connaissance à l'activité politique. Elle consiste à déterminer, dans chaque situation, les tendances positives et négatives existantes dans les masses, et à intervenir pour soutenir les tendances positives et combattre les tendances négatives ; à identifier, dans chaque situation, la gauche, le centre et la droite et intervenir pour mobiliser et organiser la gauche, afin qu'elle rallie le centre et isole la droite ; à recueillir les idées éparses et confuses des masses, les synthétiser par le matérialisme dialectique et la connaissance du mouvement économique de la société, en tirer l'analyse de la situation, la traduire en lignes, critères et mesures et rapporter ensuite ces lignes, critères et mesures aux masses pour qu'elles les reconnaissent comme leurs et les mettent en œuvre. La théorie de la ligne de masse est l'un des principaux apports du maoïsme à la pensée communiste.

Références :

*Ligne de masse et théorie marxiste de la connaissance*, dans *Rapports Sociaux* n°11 (1991).

*La ligne de masse*, dans *Rapports Sociaux* n°12/13 (1992).

Nicola P., *La huitième ligne de démarcation* (2002), dans *La Voce* n°10.

Beaucoup d'écrits de Mao Zedong relatifs à la ligne de masse sont contenus dans les volumes 8 et 9 des *Œuvres* de Mao Zedong (Edition Rapport Sociali, <http://www.nuovopci.it>).

120. (p. 187)

*Le mouvement de résistance des masses populaires à la progression de la crise de la société bourgeoise et les tâches des Forces Subjectives de la Révolution Socialiste*, dans *Rapports Sociaux* n°12/13 (1992).

121. (p. 189)

« Nous ne nous présentons pas au monde en doctrines avec un principe nouveau : voici la vérité, à genoux devant elle ! Nous apportons au monde les principes que le monde a lui-même développés dans son sein. Nous ne lui disons pas : laisse là tes combats, ce sont des fadaïses ; nous allons te crier le vrai mot d'ordre du combat. Seulement, nous lui montrons exactement pourquoi il combat, parce-que la conscience est une chose qu'il doit acquérir ». [Traduction française communément admise : « Nous lui montrerons seulement pourquoi il combat exactement, et la conscience de lui-même est une chose qu'il devra acquérir ». Mais la traduction littérale de la version italienne est visiblement plus proche du texte original en allemand] *Lettre de K. Marx à Arnold Ruge* (septembre 1843).

122. (p. 193)

La bourgeoisie impérialiste a soumis et soumet à une exploitation particulièrement intense la population des pays semi- et néocoloniaux, où la classe ouvrière a encore des capacités insuffisantes à s'organiser et à s'opposer par la lutte syndicale et politique à l'appauvrissement croissant des travailleurs auquel tend le capitalisme. Dans certains pays semi- et néocoloniaux<sup>17</sup>, le capitalisme fait s'éteindre la classe ouvrière en versant des salaires systématiquement inférieurs à la valeur de la force de travail, c'est-à-dire à ce qui est nécessaire à sa reproduction (capitalisme "prend l'oseille et tire-toi") : la destruction de la population et des ressources naturelles est le résultat du "miracle économique" de nombreux pays semi- et néocoloniaux. Dans d'autres pays, la bourgeoisie impérialiste élimine directement la population pour s'emparer de la terre, des forêts ou des ressources du sous-sol (Indiens de l'Amazonie, Ogonis du Nigeria, etc.).

123. (p. 195)

V. I. Lénine, *Sur une caricature du marxisme et « l'économicisme impérialiste »* (1916), *Œuvres* vol. 23.

124. (p. 195)

F. Engels, *Introduction à « La lutte de classe en France de 1848 à 1850 »* (1895), *Œuvres complètes* vol. 10.

125. (p. 196)

Références :

*Démocratie et socialisme*, dans *Rapports Sociaux* n°7 (1990).

*La situation révolutionnaire en développement*, dans *Rapports Sociaux* n°9/10 (1991).

À propos de la contre-révolution préventive, voir le chapitre 1.3 de ce MP.

---

<sup>17</sup> NdT : Les pays semi-coloniaux sont, dans la terminologie marxiste-léniniste (marxisme de l'époque impérialiste), des pays qui ne sont pas sous administration directe (même « autonome ») d'un État impérialiste, qui sont bien considérés comme *sujets de droit international* bourgeois, comme États *indépendants*, mais qui sont sous une telle dépendance économique des pays impérialistes, que leur indépendance politique en ressort toute fictive. Lénine citait la Perse (Iran) ou la Chine de son époque, on pourrait citer également les pays d'Amérique latine aujourd'hui, principalement sous domination impérialiste US. Les néo-colonies sont des pays à la situation semi-coloniale très forte, et qui ont la particularité d'être d'anciennes colonies sous administration directe. L'exemple type en sont ici les pays d'Afrique subsaharienne francophone : ainsi, leur monnaie, le franc CFA, est émise par la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO)... or cette banque ne peut prendre aucune décision sans l'aval de la Banque de France !

126. (p. 196)

*Les contradictions entre les États impérialistes dans le futur*, dans *Rapports Sociaux* n°4 (1989).

127. (p. 197)

*Sur la forme de la révolution prolétarienne* (1999), dans *La Voce* n°1.

128. (p. 197)

La théorie de la Guerre populaire révolutionnaire de longue durée est exposée dans divers écrits de Mao Zedong. Les principaux sont :

*Questions stratégiques de la guerre partisane antijaponaise* (mai 1938), *Œuvres de Mao Zedong* vol. 6,

*Sur la guerre longue durée* (mai 1938), *Œuvres de Mao Zedong* vol. 6,

*Problèmes de la guerre et de la stratégie* (novembre 1938), *Œuvres de Mao Zedong* vol. 7.

129. (p. 197)

Nicola P., *La huitième ligne de démarcation* (2002), dans *La Voce* n°10.

130. (p. 198)

Umberto C., *Il faut distinguer les lois universelles et les lois particulières de la Guerre populaire révolutionnaire de longue durée* (2004), dans *La Voce* n°17.

131. (p. 198)

Sur ces thèmes voir F. Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique* (1882), Éditions Rapports Sociaux.

132. (p. 198)

Lénine, *Friedrich Engels* (1895), *Œuvres* vol. 2.

133. (p. 199)

K. Marx, *Les luttes de classe en France de 1848 à 1850* (1850), *Œuvres complètes* vol. 10.

134. (p. 199)

K. Marx, *La guerre civile en France* (1871) et F. Engels, *Introduction* (1891).

135. (p. 199)

F. Engels, *Introduction* à K. Marx, *Les luttes de classe en France de 1848 à 1850* (1895), *Œuvres complètes* vol. 10.

136. (p. les 199)

Les révisionnistes du début du XXe siècle (E. Bernstein & Cie) et les révisionnistes modernes (Khrouchtchev, Togliatti, etc.) ont cherché maintes fois à "tirer à eux" l'*Introduction* d'Engels de 1895. « Accumulation graduelle des forces révolutionnaires à l'intérieur de la société bourgeoise ? Certes ! Voilà nos groupes parlementaires toujours plus nombreux, habiles, influents et écoutés par le gouvernement, nos suffrages en croissance d'élection en élection, nos syndicats auxquels sont inscrits des millions de travailleurs et que ministres et industriels écoutent et interpellent avec respect, nos florissantes coopératives, nos bonnes maisons d'édition, nos journaux et périodiques à grand tirage, nos manifestations en tout genre toujours bondées, nos associations culturelles qui recueillent la fleur de l'intelligence du pays, notre vaste réseau de contacts et de présences dans les postes qui comptent, ceux qui nous suivent dans toutes les catégories. Voilà l'accumulation des forces révolutionnaires qui nous rend capables de gouverner ! ». C'est une grande violence que de faire dire ces choses à Engels qui, bien que n'ayant pas vu tout ce qu'il s'est produit au cours du XXe siècle, avait mis en garde contre les illusions, avait averti que la progression électorale du parti social-démocrate allemand, marque du progrès du socialisme dans la classe ouvrière



allemande et de son hégémonie croissante sur les masses populaires, ne continuerait pas à l'infini, avait averti que la bourgeoisie "enfreindrait même sa propre légalité" lorsque celle-ci la mettrait en difficulté. Mais le problème principal n'est pas "ce qu'Engels a vraiment dit". Le problème principal est que les faits, la réalité, les événements ont répétitivement montré que ces forces accumulées, dont parlent les révisionnistes, se sont évanouies comme neige au soleil dans tous les affrontements et crises aiguës de la société qui ont mis à l'ordre du jour la conquête du pouvoir, en tout cas, dans lesquels elles étaient dirigées par les révisionnistes et étaient les seules ou les principales "forces révolutionnaires" que la classe ouvrière avait accumulées (il suffit de se rappeler de l'Italie de 1919-1920, l'Indonésie de 1966, le Chili de 1973). Elles n'ont pu servir au but que lorsqu'elles étaient les propagatrices légales, le bras légal d'un Parti et d'une classe ouvrière qui, au contraire, accumulait autrement les véritables et décisives forces révolutionnaires (il suffit de citer la Russie de 1917).

137. (p. 200)

La révolution russe de 1905 avait eu plus la forme d'une explosion populaire non précédée d'une accumulation de forces autour du Parti communiste ; mais – non par hasard – elle n'avait pas conduit à la victoire. Voir V. I. Lénine, *Rapport sur la révolution de 1905* (1917), *Œuvres* vol. 23.

138. (p. 201)

Tonia N., *Il faut réexaminer les expériences du passé et analyser les expériences présentes à la lumière de la théorie de la Guerre populaire révolutionnaire longue durée* (2004), dans *La Voce* n°18.

139. (p. 207)

Ce n'est pas par hasard que maintes fois, on voit des pacifistes déclarés devenir au cours des événements des partisans de la guerre. Sensationnel est le cas de G. Sofri qui devint partisan de l'intervention militaire des impérialistes US et européens dans les Balkans. Les choses évoluent malgré la volonté des pacifistes, et deviennent telles qu'ils se rangent soit contre la cause (l'impérialisme) qui détermine le cours des choses, soit avec une des parties en guerre, en justifiant d'une manière ou d'une autre la disparition de leur pacifisme. Leur pacifisme ne peut pas transformer le cours des choses, c'est donc le cours des choses qui transforme leur pacifisme. Le pacifisme n'est pas une "troisième voie". Dans certains cas, c'est un stade transitoire vers le déploiement dans la guerre, dans d'autres c'est une politique pour empêcher que les masses populaires ne prennent les armes contre la bourgeoisie impérialiste : les pacifistes prêchent le désarmement et la paix aux masses qui n'ont pas d'armes, de façon à laisser le champ d'action libre à la bourgeoisie impérialiste qui est armée jusqu'aux dents et continue à s'armer. Un représentant typique de cette deuxième espèce de 'pacifisme' a été le Pape Wojtyła.

140. (p. 207)

Exemplaire, à ce sujet, fut la Seconde Guerre Mondiale. Elle fut en même temps une guerre entre groupes impérialistes et une guerre entre la classe ouvrière et la bourgeoisie impérialiste. La contradiction entre les deux aspects a caractérisé la nature, le déroulement et l'issue de la Seconde Guerre Mondiale. Parmi ceux qui ne comprennent pas cette contradiction ou qui, par opportunité politique, la nient, certains mettent en avant unilatéralement un aspect (guerre inter-impérialiste), d'autres l'autre (guerre de classe), les uns et les autres se débattant avec les faits et s'emmêlant dans un imbroglio de contradictions logiques dont ils ne réussissent pas à sortir.

Sur cette contradiction qui caractérise la Seconde Guerre Mondiale, voir :

M. Martinengo, *Le mouvement politique des années trente en Europe* (1999), *Rapports Sociaux* n°21,

Rosa L., *Dix thèses sur la Seconde Guerre Mondiale et le mouvement communiste* (2005), dans *La Voce* n°20,

Umberto C., *Un livre et quelques leçons* (2006), dans *La Voce* n°24.

141. (p. 211)

Ce concept est bien illustré par J. V. Staline dans *Principes du léninisme* (1924).

142. (p. 214)

V. I. Lénine, *Parti illégal et travail légal* (1912), *Œuvres* vol. 18.

143. (p. 214)

Voir à ce sujet A. Gramsci, *Rapport de la section turinoise du PSI* (1920), disponible sur le site Internet du (n) PCI, section Classiques du mouvement communiste.

144. (p. 215)

V. I. Lénine, *À propos de la brochure de Junius* (1916), *Œuvres* vol. 22.

145. (p. 219)

Sur ce thème voir :

CARC, *F. Engels/10, 100, 1000 CARC pour la reconstruction du Parti communiste* (1995), Éditions Rapports Sociaux,

Pippo Assan, *Christophe Colomb, ou comment convaincus de naviguer vers les Indes nous abordâmes en Amérique* (1988), Éditions de la Vigne, Florence, disponible sur le site Internet du (n) PCI, section Littérature communiste,

*Martin Luther, ou la vulgarisation du Communiqué du 20 mai 1999*, supplément à *La Voce* n°3 avec présentation d'Umberto Campi, disponible sur le site Internet du (n) PCI.

146. (p. 225)

Sur le programme de la révolution socialiste :

K. Marx - F. Engels, *Manifeste du Parti communiste* (1848), chap. 2, *Œuvres complètes* vol.6.

K. Marx, *Pour la critique du programme de Gotha* (1875).

V. I. Lénine, *Sur le projet de révision du programme du Parti* (1917), *Œuvres* vol. 24.

147. (p. 225)

Que veut dire mobiliser les masses sur un objectif ?

En général et dans les grandes lignes cela signifie :

- enquêter et étudier le problème (quelle est la situation dans les masses et quelles sont leurs opinions par rapport à ce problème ?) ;
- déterminer des situations favorables, mener des expériences type, corriger les erreurs et conquérir des succès ;
- déterminer la gauche, le centre et la droite et définir les objectifs, lignes et méthodes ;
- mobiliser et organiser la gauche (appel, organisation, direction) pour qu'elle effectue son travail vers le centre et la droite ;
- suivre le travail, recueillir l'expérience, faire le bilan et redéfinir gauche, centre et droite ; objectifs, lignes et méthodes.

148. (p. 226)

Marco Martinengo, *Les premiers pays socialistes* (2003), Éditions *Rapporti Sociali*.

149. (p. 226)

« La social-démocratie n'a pas, ni ne peut avoir seulement un mot d'ordre 'négatif', qui serve seulement à 'aiguiser la conscience du prolétariat contre l'impérialisme', sans fournir en même temps une réponse positive sur la manière dont la social-démocratie résoudra le problème en cause, une fois qu'elle sera arrivée au pouvoir. Un mot d'ordre 'négatif', non lié à une solution positive précise, 'n'aiguisé' pas, mais émousse la conscience parce qu'il est un mot vide, un pur cri, une déclamation sans contenu ».

V. I. Lénine, *Sur une caricature de marxisme et l'économisme impérialiste* (1916), *Œuvres* vol. 23.

Références :

Gramsci, *Critique stérile négative* (1925), disponible sur le site internet du (n) PCI <http://lavoce-npci.samizdat.net>, section Classiques du marxisme.

Sur ce thème voir aussi :

*Un programme minimal ? - Les Dix Mesures Immédiates* (2000), dans *La Voce* n°5

Marco Martinengo et Elvira Cantines, *Un futur possible* (2006), Éditions *Rapporti Sociali*.

150. (p. 232)

F. Engels, *La question du logement* (1872-1887).

151. (p. 238)

« [Il importe] ensuite de définir la tendance fondamentale du capitalisme : ... augmentation de la misère, de l'oppression, de l'asservissement, de l'abrutissement, de l'exploitation. ... Dans ces derniers temps, les critiques qui se regroupent autour de Bernstein se sont lancés avec un acharnement particulier précisément contre ce point, en répétant les vieilles objections des libéraux et des social-politiques bourgeois contre la "théorie de la paupérisation" [énoncée par Marx]. À notre avis, la polémique qui s'est déroulée à cet égard a montré en plein la totale inconsistance d'une telle 'critique'. Le même Bernstein a reconnu la justesse de ces mots de Marx puisqu'ils définissent une tendance du capitalisme, tendance qui devient réalité lorsqu'il n'y a pas de lutte de classe du prolétariat contre elle, lorsque la classe ouvrière ne s'est pas conquise des lois sur la tutelle des ouvriers ».

V. I. Lénine, *Projet de programme de notre Parti* (1899), *Œuvres* vol. 4.

152. (p. 239)

Références :

CARC, *Sur le maoïsme, troisième étape de la pensée communiste* (1993), Éditions *Rapporti Sociali*.

Nicola P., *La Huitième ligne de démarcation* (2002), dans *La Voce* n°10.

153. (p. 240)

K. Marx - F. Engels, *La Sainte Famille* (1844), chap. 6 partie 3 section f, *Œuvres complètes* vol. 4.



# SOMMAIRE

Avant-propos (p. 2)

## Chapitre I

**La lutte de classe pendant les 160 premières années du mouvement communiste et les conditions actuelles (p. 3)**

- Introduction (p. 3)
- 1.1 Le mode de production capitaliste (p. 5)
  - 1.1.2 La production mercantile
  - 1.1.2. La naissance, la nature et le développement du mode de production capitaliste
- 1.2. Les classes et la lutte de classe (p. 12)
  - 1.2.1. La naissance de la division de l'humanité en classes
  - 1.2.2. La lutte de classe et l'État
  - 1.2.3. Les deux classes fondamentales de la société bourgeoise
  - 1.2.4. La lutte de la classe ouvrière devient lutte pour le communisme (p. 17)
  - 1.2.5. L'accroissement du rôle de l'État dans la société bourgeoise (p. 18)
  - 1.2.6. La classe ouvrière est, par sa nature, la classe qui dirige les autres classes exploitées et opprimées par la bourgeoisie (p. 18)
  - 1.2.7. La lutte de la classe ouvrière pour son émancipation et l'extinction de la division en classes (p. 19)
- 1.3. L'impérialisme, stade suprême du capitalisme (p. 23)
  - 1.3.1. Les origines de l'impérialisme
  - 1.3.2. Comment en était-on arrivé à ce tournant ? (p. 27)
  - 1.3.3. La contre-révolution préventive (p. 30)
  - 1.3.4. Les Formes Antithétiques de l'Unité Sociale (p. 37)
  - 1.3.5. Le mouvement communiste au début de l'époque impérialiste (p. 38)
- 1.4. La première crise générale du capitalisme, la première vague de la révolution prolétarienne, le léninisme seconde et supérieure étape de la pensée communiste (p.39)
- 1.5. La reprise du capitalisme, le révisionnisme moderne, la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, le maoïsme troisième et supérieure étape de la pensée communiste (p. 46)
- 1.6. La seconde crise générale du capitalisme et la nouvelle vague de la révolution prolétarienne (p. 51)
- 1.7. L'expérience historique des premiers pays socialistes (p. 54)
  - 1.7.1. En quoi consiste le socialisme?
  - 1.7.2. Le socialisme triomphe dans un ou quelques pays à la fois, pas en même temps dans le monde entier (p. 57)
  - 1.7.3. Les phases traversées par les premiers pays socialistes (p. 58)
  - 1.7.4. Les pas accomplis par les premiers pays socialistes vers le communisme dans la première phase de leur existence
  - 1.7.5. Les pas en arrière des révisionnistes modernes dans la seconde phase de l'existence des premiers pays socialistes
  - 1.7.6. Comment a-t-il pu se produire que les révisionnistes modernes prennent le pouvoir ? (p. 63)
  - 1.7.7. Les enseignements des premiers pays socialistes
- 1.8. Conclusions (p. 66)

## **Chapitre II**

### **Le mouvement communiste en Italie (p. 71)**

- 2.1. Bilan de l'expérience de la lutte de classe dans notre pays
  - 2.1.1. La fondation et le contexte du mouvement communiste en Italie
    - 2.1.1.1. La révolution bourgeoise inachevée (p. 76)
    - 2.1.1.2. L'État à souveraineté limitée (p. 79)
  - 2.1.2. Le premier Parti communiste italien (p. 84)
  - 2.1.3. Les premières tentatives de reconstruire le Parti communiste (p. 93)
  - 2.1.4. Le régime DC et sa putréfaction (p. 97)
  - 2.1.5. La construction du nouveau Parti communiste italien (p. 102)
- 2.2. Analyse de classe de la société italienne (p. 107)
  - 2.2.1. Bourgeoisie impérialiste
  - 2.2.2. Masses populaires
  - 2.2.3. Conclusions à l'analyse de classe (p. 111)

## **Chapitre III**

### **Le Parti communiste lutte pour faire de l'Italie un nouveau pays socialiste (p. 112)**

- 3.1. Les leçons que nous avons tiré de l'histoire de la révolution prolétarienne - Principes directeurs du (nouveau) Parti communiste italien (p. 112)
- 3.2. L'État de la bourgeoisie impérialiste et la lutte pour instaurer le socialisme (p.124)
- 3.3. Notre stratégie: la Guerre populaire révolutionnaire de longue durée (p. 126)
- 3.4. Le Parti clandestin (p. 132)
- 3.5. Le Plan Général du Travail (PGT) (p. 140)

## **Chapitre IV**

### **Programme pour la phase socialiste (p. 142)**

- 4.1. La dictature du prolétariat (p. 143)
- 4.2. Structure de la société (p. 144)
- 4.3. Superstructure de la société (p. 147)

## **Chapitre V**

### **Les principales objections à notre Manifeste Programme (p. 149)**

### **Notes pour l'étude du Manifeste Programme (p. 155)**